LE MONDE INTERACTIF

☑ Le code-barres, 25 ans de succès Emploi: 9 pages



55° ANNÉE - Nº 16797 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE :

MERCREDI 27 JANVIER 1999

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBAN



■ Photojournalisme: Elie Kagan est mort

Il fut le seul à prendre des photos de « la nuit noire » du 17 octobre 1961, et a fixé la mémoire politique des années 60-70. Trop engagé pour être reconnu, Elie Kagan est mort lundi 25 janvier à

■ Le financement

La mise en examen d'Alain Juppé dans l'affaire du financement du RPR a été partiellement annulée par la cour d'appel de Versailles. Il reste mis en examen pour des emplois fictifs.

■ Nucléaire : M. Schröder recule

Le chancelier allemand a décidé de reporter l'examen du projet de loi sur la sortie du nudéaire. Le retraitement des déchets en France et en Grande-Bretagne pourrait se prolonger. p. 4

Polémique sur le génocide arménien

au Monde, et des chercheurs reprochent à l'historien Gilles Veinstein, élu au Collège de France, de nier que le massacre des Arméniens soit un

CNRS: un rapport détonant

Le rapport d'un « comité externe d'évaluation » remis à Claude Allègre met en cause le statut des chercheurs, critique leur manque de mobilité et prône l'établissement de passerelles

E Victoire de Canal Plus sur TF 1

En cédant sa participation dans Pathé à Canal Plus et à Vivendi, Bolloré permet à la chaîne cryptée de remporter une double victoire : sur TF 1 et sur la direction de Pathé.

Trouver une solution pour l'Irak

Alors que Washington admet qu'un de ses missiles a, peut-être, dévié de sa trajectoire et fait des victimes civiles à Bassorah, l'Unscom a transmis à l'ONU un rapport, dont Le Monde a obtenu une copie, évoquant un contrôle continu de l'industrie d'armement ira-

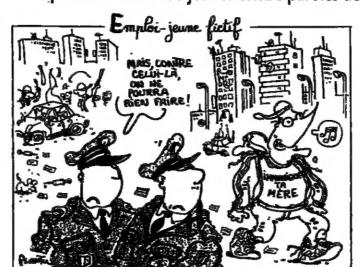
Sécurité: M. Jospin arbitre contre M. Chevènement

Le premier ministre refuse de suivre le ministre de l'intérieur sur la délinquance des mineurs
 Crédits et moyens renforcés, législation inchangée
 Possible mise sous tutelle des allocations

Notre enquête : « Paroles de jeunes contre paroles de flics »

PRÉVENIR et traiter, plutôt que punir davantage: Lionel Jospin a choisi d'arbitrer, au conseil de sécurité intérieure, qui se réunha mercredi 27 janvier, en faveur d'Elisabeth Guigou, ministre de la justice - et des membres du gouvernement qui partagent ses positions - plutôt que dans le sens souhaité par le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevenement. Le premier ministre prévoit d'augmenter les moyens financiers et la présence policière permettant de lutter contre l'insécurité. Ceux-ci devraient permettre de développer les dispositifs éducatifs renforcés (DER), destinés aux mineurs récidivistes, en augmentant les places disponibles. Un renforcement significatif du nombre de magistrats chargés du traitement des petits délits est aussi prévu.

En revanche, et contrairement aux demandes réltérées de M. Chevènement qui souhaitait instaurer une comparution judiciaire immédiate des jeunes délin- Notre enquête : paroles de jeunes contre paroles de flics



 Des arbitrages défavorables au ministre de l'intérieur
 Ce qu'en disent les professionnels de l'enfance ◆ Vu de l'étranger : en Grande-Bretagne et en Scandinavie

quants, l'ordonnance de 1945 ne será pas modifiée. Afin de ne pas se couper totalement du ministre de l'intérieur, avec lequel il s'est entretenu au cours d'un déjeuner, dimanche 24 janvier, M. Jospin semble accepter l'idée, non d'une suppression, mais d'une mise sous tutelle des allocations pour les familles de délinquants récidivistes. Soucieux de préserver la cohésion de la majorité « plurielle », menacée par le débat sur la sécurité et par la polémique opposant les Verts à M. Chevènement, M. Jospin a pris la défense du ministre de l'intérieur, hmdi. au cours d'un déjeuner de la majorité, contre les attaques de Da-

niel Cohn-Bendit. Le Monde commence la publication d'une enquête sur la violence en France, vue par les victimes, les auteurs, les policiers, les élus. Dans une cité de Stains (Seine-Saint-Denis), Marie-Pierre Subtil a recueilli « paroles de jeunes » et p. 12-13 « paroles de flics ».

La droite sénatoriale met en échec la parité hommes-femmes

LE SÉNAT examine, mardi 26 janvier, le projet de loi constitutionnelle visant à promouvoir « l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats électifs et aux fonctions électives ». Décidée à « faire barrage à la politique des quotas », la majorité sénatoriale RPR, UDF et DL entend modifier sur le fond le texte voté à l'Assemblée, laissant à la seule initiative des partis le soin de promouvoir les femmes en politique, sans l'assortir de mesures incitatives. Elle s'appuie notamment sur l'argumentation de la philosophe Elisabeth Badinter, qui avait qualifié le projet de « texte de régression ». La droite sénatoriale s'oppose ainsi à la volonté affichée du président de la République, en accord sur cette question avec le premier ministre.

> Lire page 8 et notre éditorial page 15

Baptistes et méthodistes, ils communient pour Clinton le pécheur

de notre envoyée spéciale C'était dimanche matin, dans Washington désert, désenchanté, pluvieux. A l'église métho-diste de la 16º Rue, le prédicateur J. Philip Wogaman avait choisi d'évoquer Hosea, « le prophète de l'amour ». La voix douce, suave, il philosophalt, pédagogue et charmeur, érudit et plein de malice. Et puis soudain, par on ne sait quelle pirouette, il déboucha sur le « triste débat de Capital Hill », « le plus douloureux, le plus désastreux des débats ». L'écoute, alors, se fit plus tendue. Le révérend Wogaman, théologien rescté. n'est-il pas connu comme le pasteur ha bituel de la famille Clinton? L'un des trois conseillers spiritueis - et officiels - de ce président qui devait, mardi soir, rencontrer Jean

« Le sujet, disait-il, oppose deux conceptions de la morale, deux visions de la vie en société. Ce peut être l'occasion, pour ce pays, de choisir clairement ses valeurs. De définir ce qui constitue son âme. » D'un côté, le dan des conservateurs : « Ceux pour qui la morale est d'abord affaire de discipline, de stricte application de la loi. Cela va de pair avec les principes d'autorité, de condamnation et de punition. » De l'autre côté, le clan

des libéraux: « Ceux pour qui la morale est offaire d'amour et d'attention aux autres. Pour qui les idées de repentance, de pardon et de tolérance priment sur l'idée de sanction ou de revanche. » La préférence du pasteur ne faisait aucun doute. A la sortie de l'office, J. Philip Wogaman confirmait : il continuera de soutenir Clinton, cheur et repentant sincère et fiable ».

Au même moment, à l'ouest de la ville, dans l'église baptiste de Jérusalem, le révérend Clinton Washington accueillait ses fidèles pour l'office de 11 heures. De vrais fidèles, de ceux qui traversent toute la ville ou émement de bar lieue pour venir dans cette église-là. Erigée nour la communauté noire. Animée par un pasteur noir, le même depuis trente ans. Et, selon le mot d'un paroissien, « plus chantante, plus dansante, plus accueillante que ne pourrait l'être le paradis ». L'imposant Clinton Washington. au rire gigantesque, avait un message à faire passer. Il a lu, une fois n'est pas coutume, le début de son sermon. « Le président William Jefferson Clinton est un pécheur, mais ce n'est pas un criminel. » Une pause. Le temps de parcourir du regard les bancs de l'assistance.

Et d'ajuster son souffle. « Destituer un pré-

sident parce que c'est un pécheur revient à détruire la Constitution. Destituer un président parce qu'on n'arrive pas à le battre lors de deux élections n'est pas seulement honteux, mais détourne la "rèale de la toi". Des dizaines de millions d'électeurs ne devraient pas voir balayer leurs votes au prétexte que mains de trois cents politiciens partisans ne sont pas contents de leur choix. Nous connaissons la différence entre le

crime et le péché privé. » If y eut un lourd silence. Et puis une caccohonie de « Amen! » et de « So be it! » (« Ou'il en soit ainsi ! »). Et puis le pasteur a laissé libre court à sa fiamme. Pour commenter. Fust les sénateurs. Dénoncer le piège tendu à Clinton. ce président si proche, dit-il, des pauvres, des humbles, du peuple noir en particulier. « C'est un président qui se préoccupe de nous, qui nous aime et qui nous ressemble. Et ça les rend malades. Et ils veulent le lui faire payer. » D'ail-leurs, Clinton Washington a trouvé le slogan qui, dans toutes les églises noires, devrait trouver un écho: «La destitution de Clinton serait tout simplement la nôtre. » Et l'hypothèse, heureusement, lui semble déraisonnable.

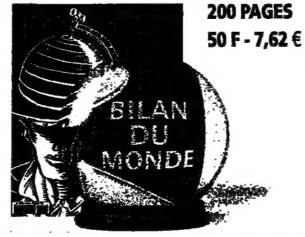
Annick Cojean

CIO: Samaranch s'explique

ALORS QUE les révélations sur des tentatives de corruption ébranlent chaque jour un peu plus le Comité international olympique (CIO), affaibli par l'affaire de Salt Lake City, son président, Juan Antonio Samaranch, affirme dans un entretien au Monde qu'il n'a pas « l'intention de quitter [son poste] aujourd'hui ». Face au doee et à la prévarication, il tent de minimiser le rôle du CIO. « Il est faux de croire que nous sommes les maîtres du sport mondial », assuret-il. Pour enraver la crise, il proposera cependant un plan de réformes lors de la session extraordinaire des 17 et 18 mars. Ce plan prévoit notamment de rémunérer le prochain président s'il n'est pas « suffisamment riche », pour assumer ses fonctions.

Lire page 24

Tout y est dit, à vous de voir!



▲ 174 pays analysés par les iournalistes et correspondants dn « Monde »

▲ A l'approche des élections

▲ Les nouveïles donnes de la politique économique et sociale française

▲ Le panorama des 26 régions

▲ Les mutations de l'économie française et mondiale européennes, un cahier spécial A Un palmarès, par secteur, sur l'euro et l'Europe des plus grandes entreprises en France et dans le monde ▲ Un véritable tour du monde

économique et social

se Monde

Les assureurs contestent le monopole de la « Sécu »

LE GRAND Meccapo de la protection sociale, patiemment construit depuis 1945, vient de s'enrichir d'une pièce majeure : la couverture maladie universelle (CMU), destinée à offrir, à partir du le janvier 2000, la gratuité des vivant en dessous du seuil de pauvreté (3 800 francs net pour une personne seule). Pour une dépense totale évaluée à 9 milliards de francs, la CMU complète la loi sur les exclusions votée en juillet 1998 et introduit le chaînon manquant dans le système sanitaire. Est-ce trop cher payé pour un système de sauté qui a absorbé, en 1998, 800 milliards de francs (10 % de la richesse nationale), parfois sans grande efficacité, tout en laissant plusieurs millions de personnes à

sa porte? Le premier ministre, Lionel Jospin, et la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, se sont montrés discrets, tant que le projet n'était pas bouclé. Ce n'est que pour mieux brandir cette réforme, dans les semaines à venir, comme la preuve irréfutable que leur action n'est affectée d'aucun déficit social et qu'elle ne souffre d'aucun retard : devant les députés socialistes, le 19 ianvier. Lionel Jos-

adopter ce texte par le Parlement avant la fin du mois de juin. Ce projet n'en a pas moins fait l'objet de la CMU le choix de souscrire soit auprès d'une caisse de « Sécu », soit auprès d'une mutuelle ou d'une compagnie d'assurances, le gouvernement a refusé de trancher entre deux scénarios, au risque de

mécontenter tout le monde. Le premier scénario, soutenu par la CGT, FO, le Parti communiste et les associations caritatives, prévolt que la Sécurité sociale gérera seule le dispositif, même si l'Etat en assure le financement. Le second, défendu par la CFDT, une partie du privilégie le financement et la gestion de la part complémentaire par surances et les institutions de prévoyance, et place les bénéficiaires de la CMU dans une situation comparable à celle de la majorité

Jean-Michel Bezat

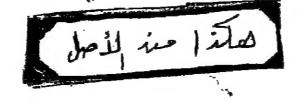
Lire la suite page 15

Le grand fils du petit roi



AVANT d'être de nouveau hospitalisé, mardi 26 janvier, aux Etats-Unis, le roi Hussein de Jordanie a désigné son fils aîné, le prince Abdallah, trente-six ans, comme son successeur. Le nouveau prince héritier commande les forces spéciales chargées de la sécurité. Syrie, Arabie Saoudite et Palestine: le Proche-Orient vit à Pheure des successions difficiles.

	Tableau de bord2
rance6	Aujourd'hui2
ociété 9	Météorologie
égions 17	jesz
ortzons	Culture
arnet	Guide customel
ntreprises17	Kiosque
anonces classées_17	Abouncements3
ommunication 19	Radio Tilifyision 3



du roi, le prince Hassan. En raison des sérieux problèmes de santé dont souffre le roi, le prince Abdallah, commandant des forces spéciales chargées de la sécurité du

royaume, risque de devoir prendre rapidement les rênes du pouvoir, au moment où la Jordanie connaît une grave crise économique et politique. • EN SYRIE, derrière l'élection pré-

sidentielle du 9 février, qui reconduira inévitablement au pouvoir le président Hafez El Assad pour sept ans. se profile la question de la succes, sion pour laquelle ce dernier semble

préparer son fils Bachar. • DEUX AUTRES pays-clés de la stabilité régionale, l'Arabie saoudite et la Palestine, se posent des questions sur

une so

A

.....

0.044.6

178

1.84

100

Section 1 100 No. 19

Le Proche-Orient à l'heure des successions difficiles

Après avoir désigné son successeur à Amman, le roi Hussein de Jordanie a été de nouveau hospitalisé aux Etats-Unis où il est traité pour un cancer. Dans son royaume, comme dans d'autres pays de la région, minés par l'autoritarisme et la crise économique, la relève s'annonce délicate

AMMAN,

de notre envoyé spécial Une semaine après son retour au royaume, le roi Hussein de Jordanie a été réhospitalisé, mardi 26 janvier, aux Etats-Unis pour un cancer des ganglions lymphatiques. La veille, il avait nommé son fils, Abdallah, prince héritier, en remplacement du prince Hassan, frère cadet du roi. Un décret royal contresigné, Jundi 25 janvier, comme le veut la Constitution, par le premier ministre Fayez Tarawneh et le ministre de l'intérieur Nayef Oadi, avait ruine les espérances de Hassan. Le prince n'avait eu d'autre choix que de consentir à sa disgrâce, précisant qu'il se mettait à la « disposition du roi » dont il « acceptait la décision ».

Moins d'une semaine après son premier retour des Etats-Unis où, depuis six mois, il était traité pour le même cancer, le souverain hachémite a donc repris les choses en main, écartant d'un trait de plume celui que tout le monde voyait déja roi. Fils issu, en secondes noces, du mariage du rol Hussein avec l'Anglaise Toni Gardiner, le nouveau prince héritier aura trentesept ans le 30 janvier. Formé aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, général d'une armée dont les 100 000 soldats doivent au régime leur solde, la santé de leur famille et l'éducation de leurs enfants, le prince Abdallah commande les forces spéciales chargées de la sécurité générale du royaume.

Age d'un an à peine, en 1963, Il avait déjà été prince héritier. Mais les menaces qui pesaient alors sur le royaume et sur la vie de son souverain avaient poussé Hussein à amender la Constitution et à désigner son frère cadet, le prince

Le même dispositif pourrait permettre un jour au futur roi Abdallah de nommer héritier du trône son frère cadet, le prince Hamza, dix-huit ans, fils de Hussein et de sa quatrième et dernière épouse, la reine Noor, C'est, selon certains, la vétitable raison des changements aui viennent d'intervenir.

Dans la démocratie limitée et sous contrôle qu'est la Jordanie, les manœuvres de coulisse du Palais arrivent rarement jusqu'au public et le monarque ne rend compte à personne des raisons de ses décisions. Ces derniers jours, les plus hauts dignitaires du régime en étaient à discrètement demander aux journalistes ce qu'ils

« Tout le monde joue serré et personne ne sait ce qui se passe vraiment », affirmait, hier encore, sans vouloir être identifié, l'un de ces nombreux anciens ministres qui peuplent les salons de la capitale jordanienne. Les spéculations de toutes sortes vont bon train.

Mais il n'est pas interdit de penser que les tensions, dans une famille de onze enfants issus de quatre mères différentes, chacune veillant jalousement sur le sort de sa progéniture, et avant ses pa-

né la 6 oct. 1980 né la 4 mai 1928 près, de la Rép. ÉCYPTE ne vers 1916 né la 24 août 1929 ARABIE SAOUDITE malade, pas encore di

o roi le 2 mei 195

obligés, ont dû jouer leur rôle dans

les divisions qui ont abouti à la dis-

grace du prince Hassan.

La divergence des intérêts personnels est à prendre d'autaut plus en compte qu'il est admis qu'aucune divergence politique sérieuse n'oppose le roi à son frère. Tous deux, reconnaissent politiciens, dipiomates et journalistes, n'ont ja-

économiques, des relations avec le voisin irakien ou de l'implication jordanienne dans le processus de

sépareraient les deux hommes. l'état de santé de son père pourrait amener rapidement au pouvoir, va la frappent. Le royaume qui, longtemps, vécut de l'aide des monarchies arabes et des devises gagnées par sa main-d'œuvre émigrée dans

les émirais (400 000 personnes en 1990 au Rowelt), a été durement frappé par la guerre du Golfe puis par la récession pétrolière. Au même moment, le marché irakien étranglé par l'embargo se fermait its jordaniens/I ne s'est Pouest, les espoirs économiques nés de la normalisation des relations avec Israël ne se sont pas ma-

Étranglée par sa dette, étouffée par une bureaucratie pléthorique et inefficace, minée par la corruption et submergée par le chômage. la fordanie traverse une cure d'austérité imposée par un plan d'ajustement structurel épuisant. « Les réformes avancent trop lentement, bloquées par un Palais frileux », avance cet homme d'affaires d'origine palestinienne qui tente de commercer avec ses homologues israélieus sans s'embarrasser d'idéologie; « Il nous faut des réformes globales, rapidement, renchérit un parlementaire proché du prince Hassan, des réformes tant économiques que politiques, sans cela c'est la question de l'avenir du régime qui se posera. »

Pour les secteurs les plus dynamiques du royanme, aucune reforme n'est en effet possible tant que l'avenir restera décidé par un somme seul. C'est pourtant, une fois de plus, ce que vient de faire le roi en décidant de changer l'identité de son successeur.

Personne ne s'est publiquement élevé contre cette décision prise par un monarque apparemment apprécié. Mais beaucoup, tel cet ancien premier ministre, pense que ce sera la demière fois. « Le roi est aimé, assure-t-il, mais, lorsqu'il aura disparu, tout explosera et l'en-

La tente et prudente intronisation de Bachar El Assad en Syrie

LE 8 FÉVRIER, le président Hafez El Assad participera au scrutin le plus select de Syrie. Seul candidat présenté, en vertu de la Constitution, par le commandement rédevrait être reconduit sans problème dans ses fonctions pour un cinquième septennat consécutif. Désigné pour la première fois en 1971, peu de temps après sa prise du pouvoir, il a été constamment réélu de-

Officiellement, donc, la question de la succession n'est pas d'actualité. La foule rassemblée à Damas, lundi 25 janvier, pour une manifestation de masse en faveur de la candidature du président sortant a, une fois encore, entonné son slogan favori: « Qa'idouna ila al abad » (« Notre chef pour l'éternité »). Mais, compte tenu de l'âge du président, soixante-huit ans, et de sa santé qui ali-

mente toujours les rumeurs, cette succession est présente dans tous les esprits.

Le 21 janvier 1994, le sort s'est joué d'un projet de longue date du président syrien. ha, près de Lattaquié, Bassel El Assad, son fils ainé qui avait trouvé la mort ce jour-là, à trente et un ans, dans un accident de voiture sur la route de l'aéroport de Damas, il s'est retrouvé privé cruellement de celui qu'il destinait à prendre sa relève.

Dès le 2 mars de la même année, le ministre de la défense, Moustapha Tlass, évoquait « les qualités » du fils cadet. Bachar, âgé à l'époque de vingt-neuf ans. Arraché aux études d'ophtalmologie qu'il suivait à Londres, il dut alors commencer un difficile apprentissage qui consista pour lui à tenter de mettre ses pas dans

ceux de Bassel. Et, tout d'abord, dans ceux d'intégrité en luttant ostensiblement peu avant son accident mortel. Cette iente des forces armées. Après avoir obtenu, en 1997, le grade de lieutenant-colonel, celui de son frère au moment de son accident née colonel. Cette nomination coinciderait avec celle, à un grade identique, d'officiers proches de son frère et qui constituaient autour de lui une sorte de garde prétorienne. C'est en politique que le lent travail de légitimation semble le plus délicet. A trente-quatre ans, Bachar ne dispose d'aucun mandat ni d'aucun titre important au sein du Parti Baas. Périodiquement, certaines rumeurs font état d'une proche entrée dans l'appareil du parti, mais elles ont été régulièrement démenties par les faits.

Comme son frère quelques années plus tôt, Bachar El Assad soigne son image de jeune homme responsable et moderne. Bassel s'était attaché à se forger une image contre la corruption ; son frère fait de même en essayant de tirer profit de son, expérience universitaire, en se faisant, nomatisation du pays et de connexion au réseau Internet. Avec un succès mesuré, compte tenu du retard technologique de la Syrie et de la frilosité de ses responsables du renseignement.

Parmi les dossiers confiés désormals à Bachar El Assad figure le Liban, où il a pris un net ascendant sur les responsables syriens qui en avaient jusqu'à présent la charge : le vice-président de la Répubiique, Abdul-Halim Khaddam, et le général de brigade Ghazi Kanaan: Là encore, il renoue en partie avec le parcours de son frère, qui avait spectaculairement offert 800 000 pieds d'arbres fruitiers aux agriculteurs de la plaine libanaise de la Bekza

intronisation s'accompagne de mises à sicence de certains cercles du pouvoir. En ainsi perdu son titre de vice-président, et, au début de l'été, c'est le chef d'état-major des armées, Hikmat Chehabi, qui a été poussé vers la retraite. Lorsque la question de l'avenir de son fiis hu est posée, le président syrien dispose d'une réplique toute faite: la Constitution syrienne stipule que le président de la République doit au moins être âgé de quarante ans. Bachar El Assad aura quarante et un ans au terme du nouveau septennat qui devrait être confié à son père le 8 février. Cette leute intronisation s'approchera alors de son moment de vérité.

Gilles Paris

Des dirigeants qui avaient maintenu « une stabilité » utile à l'Occident

À L'HEURE où la Jordanie prépare l'après-roi Hussein, d'autres pays arabes, clefs de la région, se posent des questions sur le (ou les) possible (s) cours des choses dans

ANALYSE_

Des forces existent qui sont avides de libéralisation et de démocratie

leurs propres territoires: l'Arabie saoudite, la Syrie et la Palestine sont dans des situations comparables. La dynastie des Saoud, les présidents Hafez El Assad et Yasser Arafat ont été jusqu'à maintenant les garants, dans leur pays respectifs, d'une stabilité, comprise dans son sens restreint d'absence de perturbations. Mais l'heure des successions approche plus ou moins vite, et elle ne s'annonce pas sereine.

L'ère des « dinosaures » politiques sur lesquels, bon gré mai gré. l'Occident a du compter est sur son déclin. Et si elle ne présage pas forcément de profonds bouleversements, cette fin ouvre la porte à

Les Occidentaux, singulièrement les Etats-Unis, qui invoquent souvent leur propre « intérêt national » lorsqu'il s'agit du Proche-Orient, ne peuvent que se poser des questions sur l'avenir. Contenir l'Union soviétique, assurer l'approvisionnement de l'Occident en pétrole et garantir la sécurité d'Israèl ont été les axes de leur politique au Proche-Orient depuis les années 50. Le danger communiste a disparu depuis l'effondrement de l'Union soviétique. Mais les deux autres éléments-clés de cette politique n'ont pas changé.

La garantie des approvisionne



L'anglais à Bristol

L'anglais à Cambridge L'anglais aux USA

OISE est l'organisme de lormation fonde à Oxford spéciales dans les stages intensifs de langues. Seion l'école, les stages s'adressent au aduttes, écudiares, lyoéens ou collègens. Avec logement en famille, voyage et loisirs.

86579234 12 LBn 03 20 40 28 38 Lyon 94 78 24 46 74 Paris 81 44 19 46 46 nes 02 99 79 78 44 Strasbourg 03 89 45 38 00

ments pétroliers passe toujours par le soutien indéfectible à la Maison des Saoud. La sécurité de l'Etat hébreu dépend désormais du laborieux processus de paix, engagé en 1991. La Syrie et l'Autorité palestinienne en sont des acteurs indispensables, mais leur engagement passe par Hafez El Assad et Yasser Arafat, uniques garants, pour le moment, de la neutralisation des forces centrifuges.

Structurellement, l'Arabie saoudite, la Jordanie, la Syrie et les territoires autonomes palestiniens sont dissemblables. La première est de fait une sorte de « propriété de famille », le royaume hachémite une « monarchie héréditaire et de forme parlementaire », la Syrie, une République et les territoires autonomes palestiniens, l'embryon d'un système qui devrait être républicain. Mais les textes sont une chose, et la

réalité en est une autre. Les abus de pouvoir, à des degrés divers, sont communs aux quatre pays et suscitent des mécontentements, dont il est difficile de prévoir quelles formes ils pourraient prendre en cas de fragilisation des pouvoirs. Dans tous ces pays, les islamistes sont, mais pas seuls, les principaux mouvements constitués de l'opposition. Des forces démocratiques existent qui sont avides de libéralisation et de démocratie.

La Loi fondamentale promulguée en 1992 par le roi Fahd d'Arabie saoudite a supprimé l'automaticité de la succession verticale pour spécifier que c'est le plus apte d'entre eux qui doit gouverner. Elle n'est pas près d'être appliquée, le prince héritier désigné, Abdallah, qui gouverne de facto le pays depuis l'embolie cérébrale dont a été victime le roi en juin 1995, devant être intronisé après la mort de ce dernier. Mais que se passera-t-il après Abdallah, lui-mème déjà sep-

tuagénaire? **ÉCONTENTEMENT**

La question est d'autant plus justifiée qu'aucune réforme économique structurelle n'a été engagée qui permette de redresser le pays. dont la stabilité intérieure dépendait surtout de l'Etat-providence, fruit de l'immense manne petrolière des années de prospérité. Le mécontentement grandit au sein d'une population dont 75 % ont moins de trente ans. Aucune réforme politique, sinon de pure forme - la création, en 1993, d'un Conseil consultatif sans pouvoirs -,

n'a non plus été engagée. Hormis sa traversée du désert, consécutive au soutien apporté à l'Irak lors de l'invasion du Koweit, le roi Hussein a toujours été une pièce maîtresse de la politique oc-

cidentale - américaine - au Proche-Orient. Le « petit roi » et son royaume relevaient de l'image d'Epinal, pour ce qu'on pourrait appeler « amítié caractérisée » avec l'Occident. La Jordanie connut certes des turbulences, mais l'expérience politique du monarque, capable d'ailier ou de faire alterner fermeté et conciliation, lui permit d'en venir à bout. Il n'est pas acquis que les jordaniens reporteront leur allégeance sur son fils aîné Abdaliah, qui vient d'être nommé prince héritier. Les aléas du processus de paix, la crise financière et économique, la corruption et le chômage sont à l'origine d'une montée des

tensions. La Syrie est le parangon d'Etat on un homme seul gouverne, et sa Constitution est le prototype du régime présidentiel dans son acception la plus absolue. Le président El Assad jouit de pouvoirs militaires, politiques, législatifs et administratifs totaux. C'est lui qui établit la politique générale de l'Etat, qui désigne les membres du gouvernement, qui peut dissoudre l'Assemblée nationale, dont les lois ne sont exécutives qu'après son approbation. M. El Assad est commandant en chef des forces armées, préside le Consell suprême des magistrats. est secrétaire général du parti Baas

au pouvoir et du Front national

progressiste (rassemblement de formations qui font de la figuration): Ce ne sont que quelques exemples. La répression, dans ce pays, est souvent impitoyable. Pour les Syriens, il ne fait aucun doute que le chef de l'Etat nourrit le projet d'une sorte de présidence dynastique, à laquelle il prépare son fils, Bachar. Ce projet suscite des rancœurs au sein des milieux du pouvoir. Est-il certain que les Sy-

riens l'accepteront? Parce qu'il a conduit la lutte nationale palestinienne pendant trois décennies, parce qu'il en est la figure emblématique, parce qu'il sait « récupérer » ses adversaires en les flattant ou en les divisant, Yasser Arafat réussit aujourd'hui, non sans difficultés, à imposer une sourdine aux différentes contestations. C'est ce qui, en Palestine, tient lieu aujourd'hui de stabilité. Mais les Palestiniens ne veulent pas que se perpétue indéfiniment chez eux le système autocratique de gouvernement en vigueur dans nombre de pays arabes. La création d'un Etat, doté d'institutions, apparaft comme l'unique garde-fou même s'il n'est pas hermétique aux luttes de clans et de personnes pour l'éventuelle succession d'Ara-

Mouna Naim

L'ONU cherche une solution à la crise avec l'Irak

Les propositions françaises font leur chemin

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondante Pas question, disent désormais les Russes, que le Conseil de sécurité de l'ONU soit saisi d'un nouveau rapport de la commission chargée de désarmer l'Irak (Unscom). Décidé à mettre fin aux activités de ladite commission, Moscou refuse que les discussions au sein du Consell soient menées à partir de ses conclusions. Cela n'a pas empêché l'Unscom de dresser un rapport qu'elle a transmis, lundi 25 janvier, « de façon informelle », an Conseil de sécurité.

Ce document de quelque deux cent cinquante pages, dont Le Monde a obtenu une copie, laisse la porte ouverte, pour la première fois, au passage au contrôle à long terme, c'est-à-dire continu, de l'industrie d'armement irakienne. Le président de l'Unscom, Richard Butler, prend désormais en compte « la possibilité que l'on ne pourra pas faire la comptabilité totale des armes prohibées de l'Irak ». Il avertit néanmoins que, si le Conseil décide de tourner la page sur le désarmement de l'Irak, il devrait en accepter les conséquences. « Si l'on ne résout pas de manière crédible les questions prioritaires du désarmement, écrit-II, il faudrait examiner les conséquences sur le système de vérification à long terme », qui devrait être. « plus rigoureux et plus coûteux ».

Dressant un bilan « exhaustif » des travaux de l'Unscom depuis sa création en 1991, le rapport, qui indique qu'il reste encore du travail à faire pour désarmer Bagdad, n'en énumère pas moins, pour la première fois, les moyens techniques nécessaires pour le contrôle à long terme.

« UNE NOUVELLE RÉALITÉ » .

Le renforcement du contrôle des frontières, pour empêcher l'Irak d'importer des matériels prohibés, étant à ses yeux « de toute première urgence », M. Butier demande un nombre considérable de personnels pour le faire. Il propose aussi que l'ONU soit dotée de movens techniques, pour être en mesure d'analyser les échantillons chimiques « sur place ». L'Unscom. estime le diplomate australien. doit impérativement être en mesure de poser ses avions « partout sur le territoire irakien », afin de mener ses inspections plus rapide-

A la demande de la Russie et de la Chine, le document ne sera pas rendu public. « Personne n'a oublié les conséquences du dernier rapport de l'Unscom », explique un diplomate occidental, faisant allusion au précédent rapport, dans lequel l'Unscom affirmait que Bagdad ne coopérait pas avec les inspecteurs de l'ONU, et qui fut à l'origine du déclenchement, en décembre, des

bombardements américains et britanniques du territoire irakien. Aucun pays membre du Conseil n'a demandé la publication du rapport, ni même sa consignation comme un document officiel du

Conseil de sécurité. « Cela prouve, estime un diplomate membre du Conseil, que mal-gré les divergences sur l'Irak tout le monde est conscient du fait qu'il existe désormais une nouvelle réalité, qui exige une nouvelle solution, sans l'Unscom dans sa forme actuelle ». Comme lui, de nombreux diplomates estiment qu'un nouveau rapport, décrivant « ce que l'Irak n'a pas fait, ne fera pas avancer les choses ».

Aussi, réunis pendant plus de quatre heures, lundi 25 janvier, les pays membres du Conseil ont judicieusement évité de parler du document, mais aussi, ce qui est plus étonnant, des missiles américains « égarés » qui auraient fait, le même jour, onze morts dans le sud de l'Irak. « Il est inutile d'accuser les Américains de quoi que ce soit. Il vaut mieux trouver une solution globale », explique un diplomate. Cette solution globale tourne au-tour des propositions de la France.

La logique française, qui «fait lentement mais surement > son chemin, consiste à dire que, pour sortir de l'impasse actuelle entre PONU et Bagdad, « il faut soit faire la guerre totale à l'Irak, soit trouver le moyen d'assurer une présence internationale dans ce pays, afin que le régime ne soit plus en mesure de reconstituer ses armes de destruction massive ». Personne, au Conseil, ne conteste cette analyse, mais certains pays, notamment les Etats-Unis et le Royaume-Uni, re-fusent la solution suggérée par Paris, à savoir la levée des sanctions économiques, Selon la France, pour que l'Irak

accepte le contrôle à long terme de son industrie d'armement, le Conseil devrait approuver la levée de l'embargo pétrolier. Un document, lui aussi « non officiel », de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) conforte une autre thèse française. Le président de l'AIEA, Mohamad El Baradei, propose, ainsi que le souhaite Paris, de confier le désarmement de l'Irak à des agences internationales et non plus à l'Unscom.

La discussion au sein du Conseil s'est engagée. Les Américains, disent les diplomates, sont « très discrets ». Washington, ajoutentils, « préfère, à ce stade, que les Britanniques mènent le combat ». Le climat au sein du Conseil est tendu. L'ambassadeur brésilien, Celso Amorim, qui préside, pour le mois de janvier, les travaux du Conseil, n'en a pas moins affirmé: « Nous faisons chaque jour des progrès. »

Afsané Bassir Pour

Washington admet une possible erreur de tir à Bassorah

LE PENTAGONE a admis, lundi 25 janvier, tout en réservant sa conclusion définitive, qu'un missile américain a peut-être dévié de sa trajectoire et fait des victimes civiles irakiermes. Bagdad avait accusé les forces américaines d'avoir provoqué la mort de 11 civils et d'en avoir blessé 59 autres en tirant un missile contre un quartier de la ville de Bassorah, dans le sud du

« Il est bien possible qu'un de nos missiles n'ait pas fonctionné comme prévu », a déclaré le chef du Commandement central américain, le général Anthony Zinni, qui s'est toutefois empressé d'ajouter que le Pentagone n'avait pas achevé son analyse des escarmouches de lundi. « Nous regrettons profondément toute perte civile, indépendamment de ce qui peut en avoir été la cause », a-t-il ajouté, accusant le président irakien, Saddam Hussein, d'avoir provoqué les accrochages

Si cette information était définitivement confirmée par le Pentagone, ce serait la première fois que les Etats-Unis reconnaîtraient être à l'origine de victimes civiles depuis le début des escarmouches dans les zones d'exclusion aérienne du nord et du sud du pays.

Des éthanges de tirs entre des avions américains et la défense antiaérienne irakienne se sont produits quotidiennement du 11 au 14 janvier, avant de reprendre chaque Jour depuis samedi. Le général Zinni a relevé que ces incidents augmentaient depuis décembre, tant en nombre qu'en intensité, et que les trakiens développaient leurs capacités de coordination pour défier les appareils

Depuis « Renard du désert », a-til indiqué, plus de 70 violations des deux zones d'exclusion aérienne ont été commises par plus d'une centaine d'appareils irakiens. Une vingtaine de missiles ont été tirés contre les appareils américains et le nombre des missiles sol-air trakiens déployés dans le sud du pays a triplé. Aucun appareil américain ou britannique n'a été touché lors de

Les attaques contre les chrétiens en Inde embarrassent le premier ministre Vajpayee

Le BJP, le parti nationaliste hindou au pouvoir, est accusé de laxisme face aux extrémistes

Le premier ministre Atal Bihari Vajpayee, un mo-déré au sein du parti nationaliste hindou, qui la vague de violences frappant les chrétiens et connaître leur préoccupation et exigé que

domine la coalition au pouvoir, est sous la pres- d'agir contre les extrémistes. Plusieurs gouver-

en Asie du Sud La campagne antichrétienne menée depuis plusieurs mois par des groupes extrémistes hindous a pris un tour très politique après la mort d'un missionnaire australien et de ses deux fils, brûlés vifs dans leur voiture, dans l'Etat d'Orissa (Est), samedi 23 janvier (Le Monde du 26 janvier). Le président K. R. Narayanan, qui avait déjà condamné très sévèrement ce crime « barbare », a de nouveau fortement plaidé, mardi 26 janvier, en faveur de la tolérance religieuse, dans un discours radio-télévisé adressé à la nation pour célébrer le Jour de la République. Citant le Mahatma Gandhi, le président a affirmé : « Je n'attends pas que l'inde de mes rèves soit celle d'une religion, qu'elle soit hindoue, chrétienne ou musulmane. Je désire qu'elle soit tolérante, avec toutes ses religions travaillant côte à

de notre correspondante

Le gouvernement des nationalistes hindous du BJP, le Parti du peuple indien, est sous la pression de ses alliés qui hui reprochent son

laxisme à l'égard des groupes extrémistes de sa mouvance, et exigent cette fois des actes sous peine de retirer leur soutien. Après avoir affirmé que le BJP n'avait plus le droit moral de gouverner, le premier ministre de l'Andhra Pradesh a écrit au premier ministre pour lui demander la convocation urgente du Conseil national de développement pour étudier des mesures propres à protéger les minorités.

ACCUSATIONS PRÉCISES

Si le premier ministre, M. Atal Bihari Vajpayee, considéré comme un modéré au sein du BJP, a promis une punition exemplaire des coupables, le ministre de l'intérieur, M. L. K. Advani, s'est pour sa part phytôt attaché à exonérer les extrémistes hindous de cet acte. Malgré les accusations précises et fondées sur des témoignages, portées contre le Bairang Dal, groupe extrémiste hindou impliqué dans des attaques contre les chrétiens aulourd'hui et les musulmans dans le passé, par la police de l'Etat d'Orissa (Est), M. Advani a affirmé: « /e connais ces organisations depuis

longtemps, et elles n'ont pas de criminels dans leurs rangs. »

Principal parti de l'opposition, le Congrès, dont un membre important s'est rendu sur place et a établi un rapport, devrait faire connaitre sa réaction détaillée à l'issue d'une réunion de son bureau politique. Les groupes chrétiens qui, depuis le début de cette campagne, ont fait appel au président et au premier ministre, ont cette fois demandé l'intervention de la Cour suprême. Dans une lettre remise lundi à son président, ils lui demandent d'ordonner au gouvernement de garantir la sécurité de la communauté chrétienne (vingt-trois millions de personnes sur environ un milliard d'Indiens) conformément à la Constitution. Dans une autre lettre destinée aux alliés du BIP, ils demandent à ceux-ci de retirer leur soutien.

Cette vague de violence risque aussi d'avoir des conséquences internationales. Plus ou moins discrètement, plusieurs gouvernements étrangers ont déjà fait connaître leur inquiétude à propos des attaques répétées contre les chrétiens

et cette affaire risque de relancer leurs préoccupations. Canberra a reclamé que les coupables soient punis et que les Australiens opérant dans les mêmes conditions que le missionnaire assassiné solent pro-

New Deihi prenne des mesures

Pris dans ses contradictions et son refus de condamner, dès le début de cette vague antichrétienne. les actes les plus violents commis à l'encontre de prêtres, de religieuses et sur des églises, le gouvernement va, cette fois, devoir choisir entre son maintien au pouvoir dans une alliance qui le contraint au compromis, et ses extrémistes qui profitent de son laxisme pour imposer leurs vues. Au sein même du BJP, des voix commencent toutefois à se faire entendre pour se dissocier d'actions qui entachent gravement l'image des nationalistes hindous. Il faudra toutefois des actions fermes et rapides pour contrer une vague qui ne fait que s'étendre dans les zones défavorisées et reculées où la population chrétienne reste très

Françoise Chipaux



Le réseau Arcstar de NTT propose des services de communications globales d'une fiobilité unique. Qui mieux que NTT peut vous connecter à l'Asie et au Pacifique? N°1 au Japon, NTT est reconnu pour ses qualités depuis plus d'un siècle. En bonne place parmi les leaders mondiaux de la télécommunication, NTT propose aux entreprises des services de très haut niveau tels que : une assistance multilinque, un service de maintenance 24 heures sur 24, ainsi que de nombreuses technologies de pointe destinées à faciliter vos affaires. En choisissant NTT, vous faites le meilleur choix pour vous relier à l'Asie.



is, contactez: NTT France S.A. 90, Avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris TEL: 33-1-40-76-06-60 FAX: 33-1-40-76-00-15 http://info.ntt.co.jp/global

La discussion a porté sur la motion d'ajournement présentée par le démocrate Robert Byrd. Elle devait reprendre mardi avant que les sénateurs n'abordent la question cruciale de la convocation des témoins; les démocrates sont contre, la majorité des républicains pour. Le vote sur ces deux textes n'était pas attendu avant mardi soir ou mercredi matin. Si le rejet du premier semblait acquis, l'incerti-

Sierra Leone: les rebelles multiplient les enlèvements d'étrangers

FREETOWN. Les rebelles du Front révolutionnaire uni (RUF), qui s'accrochaient, lundi 25 janvier, à leurs positions dans l'est de la péninsule de Freetown, la capitale de la Sierra Leone, ont capturé plus d'une dizaine d'étrangers ces derniers jours. Deux journalistes occidentaux ont ainsi été enlevés lundi matin. Si l'envoyé spécial du Figaro, Patrick Saint-Paul, a été relâché peu après, ce n'était toujours pas le cas, mardi matin, de celui du quotidien espagnol El Mundo, Javier Espinosa. En outre, onze hommes d'affaires indiens ont été kidnappés par les rebelles il y a quelques jours à Freetown. Parmi eux, le consul honoraire du Japon.

Une dizaine de missionnaires, ainsi que l'archevêque de Freetown, avaient été enlevés la semaine dernière par les rebelles. Cinq ont pu échapper à la vigilance de leurs ravisseurs lors d'un bombardement. Le père Mario Guerra, enlevé le 16 novembre par le RUF, a également recouvré la liberté il y a quelques jours mais une religieuse in-dienne a été tuée par les rebelles. On ne sait rien du sort de cinq

Benyamin Nétanyahou remporte les primaires du Likoud

JÉRUSALEM. Le premier ministre israélien a remporté, lundi 25 jan vier, les primaires du Likoud pour la désignation du candidat du bloc conservateur aux élections générales prévues les 17 mai et 1º juin. Benyamin Nétanyahou a recueilli 81,7 % des voix contre 18,3 % pour l'ancien ministre de la défense, Moshe Arens. Seuls 31,4 % des membres du Likoud ont participé à ce vote.

M. Nétanyahou a demandé par ailleurs à M. Arens de devenir le nouveau ministre de la défense en remplacement de Itzhak Mordehaī, limogé en raison de ses visées politiques. Âgé de 73 ans, Moshe Arens a déjà été à deux reprises ministre de la défense. Ambassadeur d'Israèl aux Etats-Unis au début des années 80, il avait alors lancé M. Nétanyahou en politique en faisant de lui son bras droit. - (Reu-

DÉPÊCHES ----

GRANDE-BRETAGNE: la Chambre des communes s'est prononcée, lundi 25 janvier, en faveur de l'abaissement, de 18 à 16 ans. de l'âge de la majorité sexuelle pour les homosexuels. Ce vote en seconde lecture a été acquis par 313 voix contre 130, ce qui reflète à peu près la majorité travailliste, favorable à la loi, contre l'opposi tion des conservateurs. Le texte doit maintenant être renvoyé à la Chambre des lords, laquelle, en juillet 1998, avait repoussé ce même projet du gouvernement Blair de dépénalisation des relations homosexuelles à partir de 16 ans. - (AFP.)

MAURITANIE: le dirigeant de l'opposition, Ahmed Ould Daddah, président de l'Union des forces démocratiques (UFD) de Mauritanie, a été inculpé, lundi 25 janvier, pour « incitation à l'Intolérance et atteinte à l'ordre public » par le procureur de la République, a-t-on appris de source judiciaire. Deux autres personnes, arrêtées à la midécembre et libérés en même temps que M. Ould Daddah en janvier,

ont également été convoquées et inculpées par la justice. - (AFP.) RUSSIE: le géant du gaz, Gazprom, après avoir essuyé des pertes équivalentes à 2 milliards de dollars (1,7 milliard d'euros) pour 1998, envisage de licencier 10 % de ses effectifs, soit 35 000 personnes, selon Guennadi Ejov, porte-parole du président de Gazprom, Rem Viakhiriev, qui a dévoilé, samedi 23 janvier, les projets du monopole dans le journal moscovite de langue anglaise Moscow

■ Le chef kurde Abdullah Öcalan « a transité par la Russie » après avoir quitté l'Italie le 16 janvier, a affirmé. lundi 25 janvier à Moscou, le chef du Front populaire de libération du Kurdistan, Mahir Valat. « Notre leader se trouve désormais dans son pays de destination » a-t-il ajouté, refusant d'indiquer où celui-ci se trouve. Les officiels russes ont toujours affirmé qu'Abdullah Öcalan n'était pas passé par le ter-

■ CONSEIL DE L'EUROPE : Lord Russel-Johnston, (libéral-démocrate écossais), a été élu, lundi 25 janvier à Strasbourg, président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe avec 209 voix sur 255. Agé de 66 ans, il remplace la démocrate-chrétienne allemande (CDU), Leni Fischer. L'Assemblée parlementaire, qui se réunit en session plénière quatre fois par an pendant une semaine, constitue l'instance délibérante du Conseil de l'Europe. Ses membres sont délégués par les Parlements nationaux des 40 Etats-membres. - (Reu-

Deux sommets européens pour l'Agenda 2000

BRUXELLES. Les Quinze multiplient les réunions pour essayer de parvenir à un accord politique sur l'Agenda 2000 lors du Conseil européen extraordinaire des 24 et 25 mars, lequel se tiendra à Berlin et non à Bruxelles comme prévu initialement. La présidence allemande vient d'annoncer qu'une première rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement aurait lieu le 26 février, près de Bonn. Il s'agit d'accélérer le rythme de la négociation.

Lors de l'échange de vue auquel a procédé, lundi 25 janvier, le Conseil des affaires générales l'Italie a rejoint le camp, désormais majoritaire, de ceux qui sont favorables, pour la période 2000/2006, à un plafonnement des dépenses au niveau de 1999. La France a réaffirmé sa proposition de réduire les dépenses agricoles, lesquelles, selon Pierre Moscovici, le ministre des affaires européennes, pourraient être « significativement moins élevées en 2006 qu'en 1999 » grâce à une dégressivité des aides directes. Les Français soumettront dans les prochains jours à leurs partenaires des scénarios chiffrés permettant d'évaluer les effets concrets de la réorientation de la PAC qu'ils proposent. ~ (Carresp.)

Gerhard Schröder reporte l'examen du projet de loi sur la sortie du nucléaire en Allemagne

Le retraitement des déchets pourrait se prolonger plus longtemps que prévu

Après avoir paru s'accorder avec les Verts sur la échéances. Après avoir rencontre les producteurs d'électricité, Bonn a annoncé le report du traitement des déchets en France et en Grandehard Schröder a décidé de repousser les projet de loi déposé par le ministre de l'envi-

BONN

lundi matin, qui menaçaient de

boycotter les négociations pour

sortir du nucléaire. Celles-ci se sont

ouvertes, mardi dans la matinée, à

la chancellerie. La décision du chan-

celier est le deuxième camouflet in-

fligé à M. Trittin, qui représente

l'aile gauche du parti des Verts.

En décembre déjà, M. Schröder hui avait demandé de revoir sa copie.

Un article essentiel de la loi pose

problème: ceiui qui interdit à

compter du 1ª janvier 2000 le retrai-

l'étranger, effectués à la Hague par

la Cogema et à Sellafield par BNFL

Cette date butoir, qui ne figure pas

dans le contrat de coalition signé

été adoptée, à la surprise générale,

avoir trouvé un moyen d'accélérer

la sortie de l'atome en Allemagne,

M. Trittin a estimé, lundi, que la dé-

« une déviation du contrat de coali-

tion », mais le ministère est revenu

d'aggraver la crise gouvernemen-

sur cette déclaration, qui risqu

dont chacun croyait qu'elle serai

Bretagne pourrait se prolonger.

le mé



Pour les électriciens, l'interdiction du retraitement à compter du 1º janvier 2000 signifiant la « rupture de la paix » promise en décembre par le chancelier pendant la période de négociation . Elieéquivalait à une volonté d'étouffer les centrales en les empêchant de recycler

Selon la presse allemande, les tement des combustibles irradiés à électriciens out obtenu du chancelier de pouvoir poursuivre le retraitement des déchets à l'étranger pendant une période de trois à cinq ans, le temps de construire des en octobre 1998 par les Verts et le centres de stockage intermédiaires à proximité même de leurs réac-Parti social-démocrate (SPD), avait teurs. La construction de ces par la direction des deux partis le centres ne pose pas de problème 13 janvier. En obtenant cette technique, mais leur autorisation concession, les Verts croyalent prend souvent plus de trois ans, lesassociations écologistes multipliant les initiatives juridiques pour empêcher leur création. On ne sait pas encore si la date du le janvier 2000 très lente. Le porte-parole de cision de M. Schröder représentait si le futur projet de loi prévoira seulement une dérogation, le temps que les centrales disposent de capage propres. Le chan-

sortir de l'énergie atomique, est obligé de négocier avec les électriciens, dont les droits de propriété sont protégés par la Constitution. de dommages et intérêts. Cela veut dire que nos centrales tourneront tant que cela sera économiquement ntable », affirme un électricien.

INCERTITUDES ARBDIQUES Second problème : des incertitudes juridiques pèsent sur la loi Trittin. Ce demier, appuyé par le semaines que les électriciens n'auraient pas à payer de dommages et intérêts à la Cogema et BNFL Ils n'avaient qu'à invoquer la force majeure provoquée par le changement de la loi, se qui a provequé un tagne. La réalité est moins simple: M. Trittin n'a consulté le ministère de la justice pour étudier le dossier qu'en milieu de semaine dernière et ses experts ne rendront leur verdict que dans cinq à six semaines. Il n'est pas certain que l'Allemagne ait. le dirott de declaret caducs les acceller, qui ne veut pas verser un cords de retraitement. Le projet franc de dommages et intérêts pour Trittin pourrait être en contradic-

tion avec des accords pris entre la France et le gouvernement Kohl, violerait un échange de lettres entre les deux gouvernements, publiées au Journal officiel en 1990, mais dont on ne sait encore s'il a valeur de traité entre Etats. Selon une consultation de droit commandée par le ministre-président de Bade-Wintemberg, Erwin Teufel (chrétien-démocrate, opposition), l'in-terdiction du retraitement violerait en outre le traité Euratom, qui autorise le libre transport de matières nucléaires utilisées à des fins pacifiques. Enfin, note le quotidien Berliner Zeitung, la loi allemande - en vertu du principe de territorialité ne s'appliquerait pas aux combustibles aliemands encore non retraltés, mais déjà stockés en grande quantité sur le sol français. Devant tant d'incertitudes, le ministre à la chancellerie, Bodo Hombach (SPD), avait fait preuve dès la semaine dernière d'un ton plus conciliant face à ses partenaires, parlant du le janvier 2000 comme d'une

date de départ de négociation. Surtout, la France et la Grande-Bretagne penvent menacer de renvoyer immédiatement une centaine de convois de déchets vers l'Allemagne, ce qui ne manquera pas de créer un fort trouble politique outre-Rhin. Les ministre-président sociaux-démocrates de Basse-Saxe et de Rhénanie du Nord-Westphalle, qui abritent les centres de stockage de déchets de Ahaus et Gorieben, ont fait savoir qu'ils ne voulaient pas de tels convois. Les Verts prétendent que les militants antinuciéaires ne bioqueront pas les convois, s'ils savent qu'il s'agit des demiers. Mais de nombreux mouvements anti-atome voient au contraire là l'occasion de redoubler d'activisme pour bloquer définitiveinent le micléaire. Cet argument plaide en faveur du maintien provisoire du retraitement des déchets à l'étranger. Quitte à demander à la · Cogesna de « vitrifier » les déchets en vue de leur stockage définitif, au

Arnaud Leparmentier

La guerre de la banane continue entre Bruxelles et Washington

GENÈVE de notre envoyé spécial

Plus que jamais, l'impasse persiste dans la guerre de la banane que se livrent les Etats-Unis et PUnion européenne devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Chacun des deux camps s'en tenant obstinément à ses positions, l'organe de règlement des différends, convoqué lundi 25 janvier, au siège de l'OMC à Genève, pour tenter de rapprocher les points de vue, n'a même pas pu commencer ses délibérations, faute d'accord sur l'ordre du jour.

La principale plerre d'achoppement a été, d'emblée, la demande formulée par les Etats-Unis d'obtenir l'autorisation d'imposer des sanctions commerciales à certains produits européens pour amener Bruxelles à modifier son système d'importation de bananes. Concernés au premier chef par les menaces américaines, des pays comme Sainte-Lucie pour les Caraîbes et la Côte d'Ivoire pour

montés au créneau afin de s'opposer vigoureusement à l'inscription de ce point litigieux à l'ordre du jour. Soutenus par l'Union euro-péenne, les représentants des pays producteurs d'Afrique, des Caraibes et du Pacifique (ACP), qui bénéficient de facilités d'accès an marché européen, ont fait valoir que les Etats-Unis ne pouvaient pas appliquer de mesures de rétorsion tant que la commission d'arbitrage mise en place le 12 janvier pour juger de la conformité du nouveau système d'importation de bananes introduit par Bruxelles ne se serait pas prononcée.

LABORIEUSES TRACTATIONS Rien n'y a fait : ni les efforts de médiation déployés par le directeur général de l'OMC, Renato Ruggiero, ni les laborieuses tractations de dernière minute n'ont permis de sortir de l'ornière. Dans l'espoir de désamorcer le conflit, M. Ruggiero avait avancé, dès vendredi, une

l'Afrique sont immédiatement première proposition de compromis prévoyant de soumettre à un arbitrage commun aussi bien le nouveau régime européen d'importation de bananes que les sanctions commerciales annoncées par Washington, Les Etats-Unis n'ont rien vouln entendre renouvelant au contraire leur volonté de prendre des sanctions contre Bruzelles.

Estimant one l'Union européenne a pris la décision «d'arrêter le fonctionnement de l'OMC en bloquant l'approbation de cette réunion pour tenter d'empêcher les Etats-Unis d'exercer leurs droits », Charlene Barshefsky, représentante américaine pour le commerce, a exprimé l'espoir que la réunion pulsse avoir lieu mardi. Un autre responsable américain, cité par l'AFP, a estimé que « la porte reste ouverte à une solution négociée ». jugeant insuffisantes les concessions européennes, les Etats-Unis envisagent d'imposer, à partir du le février, des droits de douane de

100 % sur plus de 500 millions de dollars (431 millions d'euros) de produits européens.

Washington estime que Bruxelles n'a pas suffisamment modifié son système d'importation de bananes après avoir été désavoué par un précédent arbitrage de l'OMC en 1997. Selon l'administration américaine, l'Union européenne continuerait d'accorder un traitement préférentiel aux pays ACP aux dépens des producteurs latino-américains majoritairement distribués par des multinationales d'origine américaine. Si les Etats-Unis - qui contrôlent déjà plus de 70 % du marché de la banane à travers leurs sociétés de distribution devaient l'emporter, leur domination s'étendrait à l'ensemble du marché, laissant hors jeu les producteurs d'Afrique et des Caraïbes dont, pour certains, la banane demeure le principal produit d'expor-

Jean-Claude Buhrer

Le pape a enflammé le stade Aztèque de Mexico

MEXICO

de notre envoyé spécial Tous vêtus de blanc : telle avait été la consigne donnée pour le rendez-vous de la « jeunesse des Amériques », lundi 25 janvier au stade Aztèque de Mexico, dernière étape du pape avant de s'envoler vers Saint Louis, dans le Missouri (Etats-Unis). Cette grande coque ressemblait donc à un coffret nacré avec, en son cœur, l'énorme point rouge du podium et un siège doré pour celui qui allait devenir pendant trois heures le centre de tous les regards : Jean Paul II, vedette inhabituelle d'une rencontre qui riétait pas sportive, mais évangélique.

Ils étaient 120 000 fidèles à avoir pris place dans le célèbre stade pour entendre le souhait du pape que l'Amérique devienne « le continent de l'espérance ». Un millier de personnes venues de 36 pays, des retransmissions en direct, sur écrans géants, de plusieurs capitales américaines, ren-

forçaient la dimension internationale de cette grande communion. Des scènes théâtrales sur quatre pyramides tronquées, aux quatre angles du terrain, retraçaient l'histoire du Nouveau Monde, des civilisations précolombiennes à l'arrivée des Espagnois avec leurs croix et leurs fusils. Ce condensé des péripéties qui ont marqué ces terres colonisées était complété par des images vidéo de violences, puis de paix. Cétait le raccourci symbolique d'un millénaire à l'aube d'un autre, avec délivrance de recettes pour qu'il soit meilleur. « L'Immaculée vaincra », promettait un

Le show était kitch, mais la foule y a manifesté son entrain. Tout y était : du lâcher de colombes à la pluie de pétales, en passant par les ondulations en vagues successives et les flammes des briquets. Ce fut une fête vivante, joyeuse, qui a séduit le pape, touché ce vieillard devenu l'objet d'une adulation de la jeunesse. « Juan Pablo, tu

peux compter sur moi ! », lui faisait savoir une banderole brandie dans cette foule blanche. « Ca se voit, ça s'entend, le pape est présent », scandaient, sans se lasser, les tribunes transcendées par cette figure unique et fragile.

Le podium a opéré une lente rotation de 360 degrés afin que tous les participants puissent voir le pape en face. Reprenant les paroles du Christ, Karol Wojtyla leur a dit alors : « Je suis avec vous tous les jours jusqu'à la fin du monde, » Puis il s'est adressé, en termes forts, à ceux qui, pour lui, représentent l'espoir : « Vous, les jeunes de Mexico et d'Amérique, vous devez faire en sorte que le monde qui vous sera un jour confié soit orienté vers Dieu et que les institutions politiques ou scientifiques, financières ou culturelles se mettent au service authentique de l'homme, sans distinction de roces ni de classes. »

Michel Bôle-Richard

Le mécontentement social gronde en Roumanie Le premier ministre russe malgré l'accord conclu avec les mineurs

Les syndicats annoncent des mouvements de grèves pour février

Le gouvernement roumain compte beaucoup sur les prêts internationaux à venir pour assurer le palement cette année du service de sa

dette extérieure, soit 2,8 milliards de dollars tement social qui tend à se propager à d'autres

(2.4 milliards d'euros) sur un total de 10 milliards, mais il doit aussi faire face au méconten-

BUCAREST

de notre correspondant Quatre jours après l'accord conclu entre le premier ministre roumain, Radu Vasile, et le chef des mineurs de la vallée du Jiu, Miron Cozma, le contenu de cehii-ci demeure flou. D'après Miron Cozma, la vallée du Jiu va bénéficier d'un fonds de 200 millions de dollars (172 millions d'euros), affecté à des projets de développement régional. Le financement sera assuré, selon lui, par le programme phare de l'Union européenne. L'accord garantirait aussi à chaque mineur qui a participé à la marche forcée vers Bucarest une augmentation de salaire de 10 %, sauf aux « lâches ». Les « lâches » - c'est-à-dire ceux qui n'ont pas suivi « l'étoile du matin de la vallée du Jiu » - n'auront rien. Aucun mineur ne sera mis au chômage sauf à recevoir en

résultat aurait été notifié dans un protocole voué au secret un mois durant, selon le chef des mineurs. Tellement secret que celui-ci n'a pas pu s'empêcher d'en faire part à ses collègues, en rentrant à Petrosami, dans la vallée.

« Si un autre gouvernement veut se débarrasser des mineurs, il devra nous embaucher comme gendarmes. Nous avons démontré que nous pouvions être meilleurs que ceux qui ont essayé de nous arrêter », a ironisé le chef des mineurs. Le seul engagement qu'il reconnaît avoir pris face aux autorités, c'est de réduire de 20 % par an les pertes de la compagnie nationale de la houille, afin qu'elle devienne rentable d'ici cinq ans. Le premier ministre, qui vient

Car la Roumanie ne peut accéde démentir l'existence d'un prolérer les réformes sans un soutien

solide des organismes de financement internationaux. La Banque mondiale a été la première à réagir en octroyant au gouvernement, mercredi 20 ianvier, un prét de 10 millions de dollars pour la création d'emplois (le chômage touche 9 % de la population active). Une délégation du Fonds monétaire international doit arriver à Bucarest en février pour négocier un prêt de 540 millions de dollars. La Roumanie compte obtenir des prêts internationaux d'une valeur de 1 milliard de dollars, pour assurer le paiement, cette année, de 2,8 milliards de dollars de sa dette extérieure, qui s'élève au total à environ 10 mil-

Mais ces problèmes ne semblent pas intéresser Miron Cozma, conscient de vivre dans une Roumanie orthodoxe à 87 %. Son confesseur, l'archevêque Jean, qui était présent lors des négociations avec le premier ministre, proclame : « Même si les mineurs vivent sans jamais voir le ciel, ils sont près de Dieu. » Très respectée en Roumanie, l'Eglise orthodoxe entend s'impliquer de plus en plus dans l'espace public. Mais, avant Dieu, la Roumanie devra s'entendre avec le Fonds monétaire international.

place ses proches

Les nouveaux promus sur des postes-clés du pouvoir sont pour la plupart des anciens des services de renseignement

MOSCOU

de notre correspondant Evgueni Primakov, soixante-neuf ans, n'est pas candidat à la succession de Boris Eltsine. Mais le premier ministre russe place ses proches à des postes-clés du pouvoir. La dernière nomination en date a été annoncée, lundi 25 janvier : le général louri Kobaladze, porte-parole du service des renseignements extérieurs (le SVR. héritier du département extérieur du KGB), devient le numéro deux de la première agence de presse russe,

Ancien espion soviétique, le général Kobaladze a travaillé à Londres de 1977 à 1984, comme cameraman puis comme correspondant de Gosteleradio - le monopole d'Etat soviétique. Interrogé par l'AFP, le nouveau premier vicedirecteur d'Itar-Tass a expliqué qu'une « expérience d'agent secret est utile partout ». « Les renseignements extérieurs prennent le pouvoir », titrait, le 20 janvier, le quotidien russe Sevodnia. De hauts responsables du SVR, service que M. Primakov dirigea de 1992 à 1996, ont été promus dans deux secteurs sensibles: les médias et les entreprises d'Etat pourvoyeuses de de-

Le 27 novembre 1998, Grigori Rapota était nommé à la tête de Rosvooroujenie, organisme chargé des

exportations d'armes. M. Rapota travailla de longues années avec M. Primakov comme vice-directeur du SVR de 1993 à 1998. En décembre, M. Primakov a pris la tête de la commission qui coiffe l'ensemble des activités d'armement et d'équipement.

Un autre ancien du SVR, Lev Kochłakov, qui travailla avec M. Pri-makov jusqu'en 1994, a été nommé en décembre 1998 au VGTRK. Cette compagnie d'Etat contrôle la deuxième chaîne de télévision du pays, RTR, la première radio, Radio-Russie, et plusieurs télévisions et radios régionales. M. Kochlakov y est directeur de l'information, supervisant les secteurs politique, société et le réseau de correspondants

Dès sa nomination en septembre, M. Primakov avait verrouille quelques positions dans l'appareil d'Etat. Iouri Zoubakov, autre vicedirecteur du SVR de 1992 à 1996, fut nommé à la tête de l'administration gouvernementale. Enfin, M. Primakov a soutenu, fin septembre, la nomination de Nikolal Bordiouja, ancien du KGB, au poste de secrétaire du conseil de sécurité. M. Bordiouia a ensuite connu une nouvelle promotion: depuis le 7 décembre 1998, il dirige au Kremlin l'administration présidentielle.

François Bonnet

Les barrages paysans se multiplient en Pologne

de notre correspondant Des paysans mécontents de la baisse de leurs revenus, qu'ils attribuent en particulier aux importations venues de l'Union européenne, ont établi pendant toute la journée de hindi 25 janvier plus l'armée se met en place avec diffid'une centaine de barrages sur les routes polonaises, bloquant plusieurs grands axes routiers : les routes Varsovie-Gdansk, Varsovie-Poznan et Varsovie-Katowice, grève très dure des anesthésistes. ainsi que d'importants passages frontaliers avec l'Allemagne, la République tchèque et l'enclave

· 1.2

russerde Kaliningrad. > meren Les protestataires, pour la plupart membres d'une organisation radicale. Autodéfeuse paysanne, n'étalent en fait que quelques milliers, mais leurs barrages, faits de berses, de pueus enflammés, étaient souvent très étanches, et ont provoqué de graves perturbations sur un réseau routier déjà très encombré en temps normal. Le porte-parole du gouvernement a accusé le chef d'Autodéfense paysanne, Arnold Lepper, de chercher délibérément à provoquer une réaction violente de la

Cette protestation radicale, soutenue sur le plan politique par le parti paysan PSL qui se trouve dans l'opposition, s'ajoute pour le gouvernement à une série de difficultés: l'important train de réformes introduit au début de cuité, tout particulièrement la réforme de la santé, entreprise très délicate compliquée par les réticences du corps médical et une

De plus, les agriculteurs polonais, qui représentent le quart de la population, connaissent de récis problèmes : leur revenu a ... sensiblement baissé au cours de l'année écoulée et la chute des cours (de la viande tout particulièrement) met en péril ceux qui ont essayé de moderniser leurs exploitations en contractant des emprunts. La crise qui affecte la Russie – qui est de loin le premier acheteur de produits agricoles polonais - a provoqué depuis six mois un fort recul des exportations, une accumulation de stocks et une baisse des prix. Et les importants programmes d'aide alimentaire à la Russie, envisagés tant par les Etats-Unis

que par l'Union européenne, suscitent de grandes inquiétudes en Pologne, dans la mesure où il s'agirait de ventes subventionnées et appuyées par d'impor-

tocole signé avec le chef des mi-

neurs, pourrait être confronté à

une vague de protestations. « Si

quelqu'un s'imagine que c'est fini, il

se trompe », lançait hier Dumitru

Costin, chef du bloc national syn-

dical (BNS). Réunies d'urgence

par le président Emil Constanti-

nescu, samedi 23 janvier, cinq

centrales syndicales ont commen-

cé des négociations avec Radu Va-

sile. Cette initiative présidentielle

vise à désamorcer les éventuels

conflits entre les syndicats et le

gouvernement, afin d'éviter une

escalade des tensions accumulées

depuis l'aventure des « gueules

noires ». La patience des syndicats

semble à bout, mais le moment

choisi pour protester - des grèves

générales sont annoncées pour la

mi-février - ne fait pas l'affaire du

gouvernement.



Divergences occidentales sur la crise du Kosovo

LA CONCERTATION internationale se poursuit sur le Kosovo, mais il n'y avait pas encore, mardi 26 janvier, de consensus sur la stratégie à adopter. Signe de divergences, la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright – en visite à Moscou et qui doit se rendre jeudi à Londres et vendredi à Paris - n'avait pas encore officiellement accepté de participer à une réunion du groupe de contact sur Pex-Yougoslavie, comme le lui demandent les Européens.

Lundi, le Quai d'Orsay avait affirmé que ce groupe - qui rassemble les représentants de six pays : Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie - se réuni-rait au niveau ministériel « cette semaine ». Quelques heures plus tard, le porte-parole de Mª Albright indiquait qu'elle n'avait « pas décidé pour le moment de participer » à une telle réunion, sans toutefois l'ex-clure. « Une réunion de ce type doit être bien préparée » pour « donner des résultats », expliquait un haut responsable américain.

Les divergences étaient apparues, il y a quelques jours, lors d'une réunion de l'OTAN à Bruxelles. Les Etats-Unis avaient proposé à leurs alliés européens de commencer par chercher un accord sur un règlement auprès des Albanais du Kosovo, puis de l'imposer à la partie serbe sous la contrainte d'un ultimatum de quatre jours menaçant de frappes aé-

Physieurs Etats européens avaient jugé qu'il était trop tôt pour s'engager dans cette voie et estimé qu'il fallait d'abord que le groupe de contact tente une nouvelle fois de nouer la négociation entre les deux

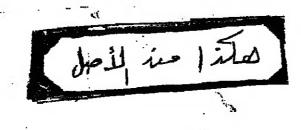
parties sur un projet d'autonomie pour la province.

Les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne, réunis krodi à Broxelles, ont approuvé cette seconde démarche. Ils out souhaité que le groupe de contact lance une « invitation pressante » aux autorités yougoslaves et aux indépendantistes albanais à négocier une solution politique dans le cadre d'une conférence internationale. Les ministres européens out estimé, selon un diplomate, que cette « invitation » devait s'accompagner de pressions sur les deux parties, sous la forme d'un « avertissement » de l'OTAN à Belgrade (mais pas d'un ultimatum à ce stade) et de la menace de « couper les vivres » à l'Armée de libération du Kosovo (UCK), en tarissant ses sources d'approvisionnement étran-

Pour Jacques Chirac, le groupe de contact doit se réunir afin de donner « une dernière chance à la diplomatie ». Le président français, qui s'est entreteou lundi avec le président du Conseil italien Massimo D'Alema, se rendra à Londres, jeudi, pour un diner avec le premier ministre Tony Blair. La perspective d'avoir à déployer une force terrestre au Kosovo pourrait être évoquée. Selon le Washington Post du 24 janvier, elle est déjà en discussion entre Washington et les capitales européennes. La mission de vérification de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) a par ailleurs indiqué que les corps de cinq Albanais, tués par balles, ont été découverts hindi dans l'ouest du Kosovo.

1500 F/mois entretien compris. La tranquillité n'est plus une option.

Pour 1500 P/mois, vous pouvez désormais vous offrir une Mercedes Classe A.140 Classic boîte méranique, avec en série tous les équipements de sécurité Mercedes: les AIR-BAGS MERCEDES confecteur et passager, l'ABS (système antiblocage de roues), l'ESP (régulation de comportement dynamique), l'ASR (régulation antipatinage) ainsi que le BAS (freinage d'urgence assisté). Eric saff this 18700/98 de 109 800 F TTC finance en location evec option d'achat avec un dépôt de garantie de 10 000 F et un premier loyer de 19 767 F TTC suivi de 36 avec set 1 500 F TTC et d'une option d'achat de 56 931 F TTC pour 50 000 km. Coût intal hors assurances facultanves de 126 628 F TTC et de 130 698 F TTC



mande de modification de la législation concernant les mineurs. • LE revanche, des observations de M. Chevènement sur les structures

d'accueil des délinquants récidivistes, dont les missions seront définies de façon plus rigoureuse et les moyens renforcés. • LES SOCIA-LISTES EUROPÉENS sont partagés

entre une approche répressive de ces questions, adoptée par les travaillistes britanniques, et une approche sociale, conservée par les gouvernements scandinaves (lire page 7).

Sécurité: Lionel Jospin arbitre contre Jean-Pierre Chevènement

Le conseil de sécurité intérieure, qui se réunit mercredi 27 janvier, validera un renforcement des moyens et des crédits de la lutte contre la délinquance des mineurs, mais sans toucher à la législation, contrairement à ce que demandait le ministre de l'intérieur

NI L'AMITIÉ ni même l'estime ne changent rien à l'affaire. C'est en politique que Lionel Jospin s'apprête à rendre ses arbitrages dans la lutte contre la délinquance. Et il sait déjà que les annonces qu'il fera, mercredi 27 janvier, après la réunion du conseil de sécurité intérieure (CSI), convoqué à 17 heures à l'hôtel Matignon, seront largement défavorables au ministre de l'intérieur, Jean-Pierre

Les deux hommes ont confronté leurs points de vue lors d'un déjeuner, dimanche 24 janvier, au pavillon de la Lanterne, résidence versaillaise affectée au premier ministre. M. Jospin a notamment reproché à son hôte la forme de ses propos dans le débat sur la sécurité, qui en aurait grandement desservi le fond. Du coup, le chef du gouvernement juge qu'il n'a plus d'autre choix que de faire écho aux thèses défendues par la ministre de la justice. Elisabeth Guigou, au détriment d'une position qu'il aurait souhaitée, au départ, plus équilibrée. Le premier ministre a peaufiné le détail de son dispositif tout au long de l'aprèsmidi de lundi, en compagnie, no-

tamment, du directeur de son cabinet, Olivier Schrameck. L'axe principal de ses décisions tient en un développement des moyens à mettre en œuvre dans la lutte contre l'insécurité.

 « Eloignement » des récidivistes. Si l'ensemble des ministres s'accordent sur la nécessité d'éloigner les mineurs récidivistes des lieux où ils sévissent, tous constatent également le faible combre de places dans les dispositifs éducatifs renforcés (DER) pour les accueillir. Le premier ministre est résolu à les augmenter significativement. Au nombre de quatrevingts aujourd'hui, ces places en DER devraient passer à physieurs

centaines dans les prochains mois. • « Temps réel ». De la même manière, la volonté de généraliser le traitement judiciaire des petits délits « en temps réel », déjà énoncée comme une priorité lors de la première réunion du CSI, le 8 juin 1998, devrait être réaffirmée. Cela suppose l'embauche de magistrats et d'auxiliaires de justice. En 1998, 117 délégués du procureur, chargés de recevoir les mineurs fautifs accompagnés de leurs parents et de trouver avec

eux des réparations immédiates, avaient été embauchés. La encore, leur nombre devrait augmenter significativement

• Présence policière. Ces mesures devraient être complétées par un renforcement de la présence policière autour des établissements scolaires des zones sensibles ou, encore, par une augmentation de l'encadrement administratif dans les écoles et les cités difficiles.

Crédits. Tout cela suppose, évidemment, des moyens financiers. L'enveloppe giobale que les services de Bercy ont été priés de constituer est évaluée à plusieurs centaines de millions de francs.

Ces mesures portent en elles les défaites de M. Chevènement. Le ministre de l'intérieur réclamait une modification de l'ordonnance de 1945, pour permettre la comparution immédiate des mineurs devant la justice. M. Jospin la refuse, privilégiant le développement des procédures de conciliation déjà prévues par la loi au travers, notamment, des délégués du procureur et des « mesures de réparation » qu'ils définissent avec les parents et les éducateurs. M. Chevenement voulait aussi que soit reconnue une compétence partagée entre son ministère et celui de a justice sur le traitement de la délinquance des mineurs. Là encore, le premier ministre repousse sa demande, laissant l'ensemble du dossier à M™ Guigou.

L'enveloppe globale que Bercy a été prié de constituer est évaluée à plusieurs centaines

de millions de francs

Malgré tout, le premier ministre demeure attentif à ne pas désavouer totalement le titulaire de la Place Beauvau. Ainsi, il a refusé, lundi, lors d'un déjeuner avec les responsables parlementaires de la majorité « piurielle », à l'hôtel Matignon, d'abandonner l'idée de « centres de retenue » pour jeunes délinquants, évoquée par M. Che-

En fait, c'est le régime même des DER qui pourrait être modifié, dans le sens, bien sûr, d'une plus grande surveillance des mineurs concernés. De la même facon, l'hypothèse d'une mise sous tutelle des allocations à destination des familles dont l'un des membres a commis un délit -et non d'une suppression, comme avait pu le laisser penser un propos maladroit du ministre de l'intérieur -, est activement étudiée par le premier ministre. Déjà mentionnée dans les conclusions du CSI du 8 juin 1998, cette possibilité n'est pas appliquée sur le terrain. M. Jospin est pressé par de nombreux élus de remettre l'accent sur cette mesure et pourrait manifester son souhait, mercredi, de la voir se développer.

Ces précautions traduisent le sonci politique du premier ministre de ne pas se couper de M. Chevenement. Celui-ci a expliqué, lors de leur déjeuner à la Lanterne, que ses amis du Mouvement des citoyens (MDC), accepteraient mal, après la réalisation de l'euro, que leur sensibilité

vènement, le 10 janvier, sur TF L. compte dans ce débat sur la sé curité. Au point, a-t-il dit, de risquer ne plus pouvoir contrer le courant qui se développe en faveur d'une liste autonome du MDC pour les élections européennes. M. Jospin a entendu l'avertissement. Pour lui, une telle liste, inévitablement conduite par M. Chevenement, obligé alors de quitter le gouvernement, menacerait gravement la cohésion de la majorité. D'où son souci de réduire les arguments de ceux qui plaident sa constitution.

Cela l'amène d'ailleurs à prendre la défense de M. Chevènement dans sa polémique publique avec Daniel Cohn-Bendit (lire ci-dessous). Le député européen écologiste avait affirmé qu'à la fin des années 50 le ministre de l'intérieur avait appartenu au club de réflexion Patrie et Progrès, favorable à l'Algérie française (Le Monde daté 24-25 janvier). « C'est faux i, a dit M. Jospin, lundi, lors du déjeuner de Matignon. le connaissais Jean-Pierre lorsqu'il était étudiant. Ses engagements po-titiques n'ont jamais été ceux-là. »

Jean-Michel Aphatic

Les députés jospinistes se retrouvent sans s'organiser

PAS DE CHEF ni de structure... Encore moins - promis, juré ! - un et-Loire), il s'agit d'un rendezcourant. A la veille de la réunion du conseil de sécurité intérieure, et deux heures à peine avant l'audition de Jean-Pierre Chevènement par le groupe socialiste de l'Assemblée nationale, une quinzaine de députés « jospinos », se-(Var), devaient se retrouver en catimini, mardi 26 janvier, pour débattre, potamment, de la politique du gouvernement en matière de sécurité.

La formule de ce nouveau petit déjeuner hebdomadaire, qui se tient pendant que le ministre des relations avec le Parlement, le premier secrétaire du PS et les présidents des groupes socialistes de l'Assemblée nationale et du Sénat sont réunis à Matignon autour de Lionel Jospin, a été inaugurée le 19 janvier. Entre la volonté de plusieurs députés socialistes reprise à son compte par leur chef de file, Jean-Marc Ayrault de voir le groupe se structurer politiquement, et le refus catégorique du premier ministre et du premier secrétaire du PS, François Hollande, de toute constitution d'un courant « lospiniste ». la structure intermédiaire qui se met en place, sous l'œil vigilant du ministère des relations avec le Parlement, est des plus fragiles. Il a ainsi été rapidement mis un terme à la recherche - jugée dangereusement symbolique - d'un local extérieur au Palais-Bourbon pour abriter ces réunions : le petit déjeuner est servi dans un bâtiment de l'Assemblée.

SAVANT DOSAGE

La liste des participants à cette réunion hebdomadaire ne pouvait, toutefois, tourner le dos aux intentions de ses promoteurs. On y retrouve, donc, les « têtes de pont > - selon l'expression du rocardien Gérard Gouzes (Lot-et-Garonne) - du bloc majoritaire jospino-rocardien, signataire de la motion de M. Hollande au congrès de Brest, en novembre 1997. Les jospinistes « pur jus » en sont, bien sûr, de même que les amis de Michel Rocard, de Pierre Mauroy ou de Martine Aubry. Les fabiusiens - un gros tiers du groupe socialiste - n'en sont pas. ni les représentants de la Gauche socialiste. Certains ex-poperénistes, comme Martine David (Rhône), sont susceptibles de passer le tamis de ce fin dosage et d'être prochainement accueillis.

Pour Marisol Touraine-(Indrevous « très politique », au cours duquel ceux qui « ont l'habitude de travailler ensemble » doivent, tout en restant « en prise avec les sujets qui préoccupent le groupe », réfléchir aux moyens de « soutenir l'action du premier ministre ». de politique », renchérit M. Gaia, qui fait remarquer, comme d'autres participants, que les fabiusiens ont leurs propres instances de discussion. Vincent Peillon (Somme) a proposé en valn d'aller plus loin dans la « structuration » du groupe, mais aussi du parti, afin de donner une « cohérence globale » à cette entreprise.

Jean-Baptiste de Montvalon

Daniel Cohn-Bendit sous le feu des chasseurs et des chevenementistes

VALENCIENNES (Nord) de notre envoyée spéciale

Sur un petit bristol aux armes de Saint-Amand-les-Eaux, Alain Bocquet (PCF) avait laissé un mot à « mon cher Dony ». Tenu d'assister à une réunion à Paris, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale ne pouvait pas, lundi 25 janvier, accueillir la tête de liste des Verts aux élections européennes dans sa « bonne ville ». La délégation a été reçue dans un club-house de la forêt de Saint-Amand par un adjoint du maire pour un reparti avec un panier plein de gaufres flamandes, de tripes du Valenciennois et les « amitiés » d'Alain Bocquet.

Le soir, à Valenciennes, M. Cohn-Bendit < faisait » sa première fac. Depuis les incidents de la Haque (Le Monde du 21 janvier), le candidat des Verts est entouré de policiers en civil et de vigiles privés. A l'entrée de l'amphithéaux. des militants du parti de Jean-Pierre Chevènement ont déposé des tracts : « Le MDC, courageuse avant-garde républicaine, maintient, dans la mêlée confuse qui résulte du règne de

l'instant et de l'émotion-spectacle, une conception de la politique fondée sur le débat argumenté et la rectitude des comportements », dit le dé-

pliant: Le député européen va prendre la parole devant six cents étudiants et leurs parents quand des chasseurs se mettent à hurier et à oiffler-Une centaine d'entre eux s'étaient massés à la porte de la faculté, avec des sacs de plastique plein d'œufs et d'avocats pourris. Les gendarmes mobiles ont laissé passer les « meneurs ». « Je suis français, je ne veux pas d'un Alex Barbeau, adjoint au maire d'Arleux et président de la Société de chasse des huttiers de la vallée de la Sensée. C'est un personnage indésirable en France, »

Par terre, des tracts d'un « comité des chasseurs en colère » dénoncent l'« escroc » qui « n'a pas de nationalité, celui qui a été refoulé d'Allemagne, celui qui n'a toujours pas choisi sa patrie ». « Aliez, dit M. Cohn-Bendit, prenez le micro pour qu'enfin nous puissions vous comprendre et qu'avec mes humbles moyens je puisse vous répondre l » Max Ruis, président

des chasseurs côtiers du domaine public maritime du Nord, se fait le porte-voix des chasseurs en colère. « La migration ne se fait pas au mois de février comme vous, Messieurs les écolos, vous le prétendez, explique-t-il. En 1968, il a foutu le bordel en France. Et il recommence l'» M. Cohn-Bendit : #Le problème que nous avons ensemble, camarades chasseurs, c'est que tous les hommes politiques qui ont voté pour la loi du 3 juillet 1998 sur la chasse savoient qu'ils étaient des opportunistes, que cette loi n'avoit aucune valeur face aux directives européennes. »

le départ des chas ropéen commente la situation à gauche. « C'est normal que, dans une majorité, il y ait des bisbilles », dit-il. « Mais M. Chevènement?», demande une spectatrice. « Ah I si M. Jospin a besoin de M. Chevènement... Je laisse les partouzes se faire entre qui veut. » Au premier rang, Guy Hascoët, député (Verts) du Nord, pâlit. Le lendemain, à Paris, C'est lui qui retrouvera ses collègues pour la traditionnelle réunion du groupe Radical, Citoyen et Vert.

Les professionnels de l'enfance dénoncent les « dérives sécuritaires »

COMME ils l'avaient fait, en juin 1998, à la veille de la première réunion du conseil de sécurité intérieure (CSI) sur la délinouance des mineurs, les professionnels de l'enfance ont exprimé, lundi 25 janvier, « leur profonde inquié-tude et leur indignation devant la surenchère à laquelle se livrent les responsables politiques à propos de la délinquance des mineurs ». Réunis en intersyndicale, l'Association française des magistrats de la jeunesse (AFMJ), les représentants des éducateurs (SNPES-PJ), CFDT-Justice, FEN-UNSA), le Syndicat de la magistrature (SM, gauche), la CGT-Pénitentiaire et la Ligue des droits de l'homme ont dénoncé les « dérives sécuritaires » du gouvernement et rappelé leur attachement à l'ordonnance de 1945 sur la

justice des mineurs. Les professionnels de l'enfance s'inquiètent du ton adopté par Jean-Pierre Chevènement, y percevant un net tournant sécuritaire. « La catégorie des jeunes délinquants est aujourd'hui désignée à la vindicte populaire, s'indigne Hervé Hamon, président de l'AFMJ. Il y a une contradiction fondamentale du ministre de l'intérieur, qui prône finalement un discours antirépublicain. Ce genre de propos a évidemment des conséquences : il ne peut que renforcer le fossé qui s'accroît déjà entre les jeunes et la police. »

Les propositions de M. Chevènement ont été particulièrement mal accueillies par les syndicats. Ils estiment ainsi qu'une politique d'éloignement systématique des mineurs délinquants, sans contenu éducatif, s'apparenterait à une « relégation des jeunes ». Ils dénoncent également l'idée de sunprimer les allocations familiales des parents des mineurs délinquants, qui « reviendrait à leur supprimer toute source de revenu » et à les « jeter dans les bras de l'éconoparallèle ».

ÉTAT DE « GRANDE MISÈRE » L'intersyndicale s'étonnie que le

CS! soit réuni de nouveau, mercredi 27 janvier, alors que les décisions du précédent n'ont « pas encore été mises en œuvre ». Les professionnels rappellent ainsi que « grande misère de la justice des mineurs » ne fait que s'aggraver. « Il y a aujourd'hui sept mille mesures éducatives en attente d'être exécutées, jaute de moyens, contre quatre mille l'an dernier », affirme M. Hamon. « Le ministère de la justice ne crée que cent dix postes d'éducateur en 1999, dont quatrevingts remplaceront des départs à la retraite, rappelle Françoise Laroche, secrétaire générale du SNPES-PJJ. Il nous faut un recrutement exceptionnel d'éducateurs. C'est une exigence fondamentale si l'on veut que la justice des mineurs fonctionne enfin normalement. »

Au centre Le Coteau, à Vitry-sur-Seine, deux conceptions éducatives s'affrontent

« ENTRE réprimer et éduquer, il y dredi 22 janvier, pour tenter de déa un troisième terme : la prévention par la psychothérapie. » Cette troisième voie, Gilbert Diatkine, psychiatre-psychanalyste, la prati-

REPORTAGE.

Un médiateur a été désigné pour tenter de démêler le conflit

quait depuis près d'une trentaine d'années au centre psychothérapeutique Le Coteau - Georges-Amado, à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), en suivant des enfants atteints d'importants troubles psychiques et comportementaux, d'intelligence normale mais en situation d'échec scolaire. Fin novembre 1998, M. Diatkine apprenait qu'il allait être licencié, de même que trois de ses confrères et une psychologue. Trois semaines plus tard, la mesure prenaît effet. Les psychotérapies entreprises avec les enfants, dont certaines viellles de plusieurs années, étaient interrompues sur-le- champ, au risque de provoquer un sentiment d'abandon chez les patients.

Deux mouvements de grève du personnel plus tard, un médiateur, Jean-Pierre Martinez, président du Centre régional pour l'enfance et l'adolescence inadaptées (Creal) d'Ile-de-France, a été désigné, venmêler un conflit qui dure depuis plusieurs mois. Le Coteau recoît cent soixante-dix enfants en grande souffrance (don't soixantedix en internat) qui sont suivis. ainsi que leurs familles, par des équipes pluridisciplinaires - assistantes sociales, psychologues, éducateurs, psychiatres, etc. Les déci-sions y étaient prises de manière concertée, personnel soignant et personnel administratif travaillant de concert. L'arrivée d'un nouveau directeur, Yvan Bourréau - qui ne souhaite pas s'exprimer dans la presse -, il y a un peu plus de deux ans, a mis un terme à ces pra-

«Le centre combinaît la psychanalyse et l'éducation, il avait une technicité unique dans la région parisienne. On va le transformer en centre purement éducatif, s'insurge M. Diatkine. Il y a évidemment des raisons économiques, mais il y a aussi la prise de pouvoir par un directeur qui suit un mouvement de pensée selon lequel la pathologie est due à des abus sexuels ; il a réussi à persuader les autorités que l'institution était maltraitante. » Ce sont deux écoles qui s'opposent. D'une part, l'équipe d'origine, selon laquelle il faut imposer des limites aux enfants difficiles. D'autre part, une direction qui, selon une éducatrice, « refuse d'imposer des règles aux enfants et qualifie les méthodes du personnel de "maltrai-

té à des dérapages: des adolescents sont montés sur les toits, deux d'entre eux ont grimpé sur une grue de chantier. « Les éducateurs se sont vu reprocher d'être intervenus en demandant aux enfants de descendre », témoigne l'éducatrice.

Le conflit a abouti à quatre licenciements. « Nous étions considérés comme les chefs de file parce que : nous étions les plus âgés », affirme M. Diatkine, qui, comme ses trois ex-collègues, a porté l'affaire devant les prud'hommes et a cité l'employeur, la Caisse régionale d'assurance-maladie d'Île-de-France (Cramif), en référé, pour cessation de soins. La Cramif estime, quant à elle, que Le Coteau doit se soumettre aux normes de l'éducation spécialisée : recrutement en fonction de ses recommandations, et uniquement dans le Val-de-Marne; renforcement des liens avec les familles. « Les psychiatres auraient voulu que le centre soit un institut sanitaire, alors que c'est une institution médico-sociale », estime Alain Bénito, directeur adjoint à la Cramif. « Ils veulent nous faire rentrer dans le moule, dans le monde des instituts de rééducation où on fait du gardiennage », estime pour sa part Aline Cohen de Lara, psychologue au centre

Marie-Pierre Subtil

re Chevenement

A facilities



Les travaillistes britanniques convertis à la « tolérance zéro »

LONDRES

de notre correspondant Responsabilité pénale à dix ans - huit en Ecosse i -, procès publics, enfermement, couvre-feux. punitions, réparations : s'inspirant de l'expérience américaine dite de la «tolérance zéro», la Grande-Bretagne de Tony Blair s'est dotée de l'arsenal le plus répressif du siècle pour se protéger de ses enfants turbulents. Avec quels résultats? « Trop tôt pour le dire », 16pond Brendon O'Keith, directeur d'une « zone pilote » dans un quartier difficile de Londres. « Quelques bonnes initiatives dans le catalogue, mais aussi des mesures préoccupantes, en parfaite violation de la convention des Nations unies sur les droits de l'enfant », s'inquiète Fran Russel, juriste à la Howard League for Penal Reform.

Retour sur quelques images insoutenables. Nous sommes en janvier 1998, au troisième étage du célèbre tribunal criminel de l'Old Balley, à Londres. Sur le banc-des accusés, trois garçons de dix ans. un autre de neuf. Pendant les débats, ceki-ci suce son pouce. Les autres dessinent. Selon la loi de 1994 sur la justice criminelle et l'ordre public, les tribunaux ordinaires peuvent juger les mineurs accusés de crimes graves. Or - on a peine à le croire -, les quatre garcons dans le box sont soupconnés de viol sur la personne d'une camarade de classe âgée de neuf ans. Elle est là, elle aussi, face au public et aux journalistes venus nombreux. Trois mois plus tôt, en octobre 1997, le gouvernement de Tony Blair a autorisé, et même encouragé, les magistrats à lever l'anonymat des délinquants juvéniles les plus sérieux. Une circulaire officielle, publiée en juin 1998, expliquera que « la pratique précédente accordait trop d'importance à la protection de l'identité des jeunes délinquants aux dépens des victimes et de la collectivité ».

Au tribunal, seule concession accordée au jeune âge des prévenus, les magistrats ont été autorisés à se dispenser de la perruque de crins de cheval qui impressionne tant les spectateurs de la justice anglaise. Pour le reste, même scénario et même distribution que dans tous les procès : un juge, des avocats, leurs assesseurs, des policiers en uniforme et un jury de douze personnes, huit hommes et quatre femmes ce jour-là. Finalement, au terme de trois jours de débats pendant lesquels les défenseurs des gamins auront du tout loisir d'interroger et de contre-interroger la petite accusatrice - dans les pleurs qu'on imagine lorsqu'on apprendra qu'elle a effectivement été violée, plus tôt, et par un adulte -, les quatre inculpés seront acquittés faute de preuve. « Chic! marmonnera le plus jeune, je vais pouvoir regarder "Star Trek" à la télé. »

Qu'ont-ils compris, appris et retenu de la manvaise pièce dans laquelle on les a traînés ? « Sûrement pas grand-chose », s'indigne Me Russell. L'avocate, qui prépare pour les Nations unies, dont la Howard League est consultante, un rapport sévère pour ces nouvelles pratiques, déplore le gâchis. Naguère, la loi britannique reconnaissait jusqu'à quatorze ans la notion de doli incapax, c'est-àdire, littéralement, « incapacité à faire le mal ». « Désormais, regrette Me Russel, il n'existe plus aucun mécanisme permettant à la cour de vérifier que l'enfant déféré

est capable d'intention criminelle et qu'il comprend la procédure dont il

est l'objet. » Aux termes de la loi travailliste de 1998, intitulée « Crime et désordre », un préadolescent de dix ans dont le comportement est jugé « antisocial » par un magistrat peut être soumis à un régime de liberté surveillée draconien : restriction de ses déplacements, présentation régulière au commissariat, etc. S'il viole la règle qui lui a été imposée, il peut être l'objet d'une peine d'enfermement d'un maximum de cinq ans. Pour la Howard League, le recours accru à la prison est le plus inacceptable. De 1995 à fin 1997 – dernières statistiques connues -, le nombre d'adolescents sous les verrous en Angleterre et au pays de Galles a augmenté de 17%, pour atteindre 5 617. Faute d'établissements spé-_cialisés, beaucoup de jeunes de quinze à dix-sept ans sont enfermés dans des pénitenciers pour

Un préadolescent de dix ans dont le comportement est jugé « antisocial » peut être soumis à un régime de liberté surveillée draconien

Pour faire face, le gouvernement travailliste a privatisé l'enfermement des jeunes de douze à quatorze ans: un contrat public pour la construction et la gestion de cinq établissements, dits d'« apprentissage sécurisé », a été alloué à la société privée de sécurité Rebound. Sa première réalisation ouvre en mars 1998, à Medway, dans le Kent. Trois mois plus tard, c'est l'émeute. Les détenus, au nombre d'une quarantaine pour cent gardiens et administrateurs, se révoltent contre la dureté du règlement, les punitions, les coups, l'absence d'activités et de sorties dans la cour. Il faudra l'intervention de la police pour ramener un semblant de calme. Un rapport d'inspection diligenté par le gouvernement s'en prend à la direction de l'établissement. Entre avril et juin, juste avant l'émeute, le centre d'apprentissage sécurisé de Medway a remplacé le tiers de son personnel. Résultat : désorganisation et manque de suivi des pensionnaires. Pis, « l'effet cumulatif d'un recours excessif à la force et l'inefficacité de traitement des intéressés semble renforcer l'attitude criminogène » des jeunes détenus, ajoute le rapport.

Aux Communes, un député libéral-démocrate interpelle le gouvernement et l'invite à annuler la commande passée pour les quatre autres établissements ; mais les travaillistes, qui critiquaient fort l'idée même de Medway lorsqu'ils étaient dans l'opposition - « des écoles du crime », disalent-ils alors -, n'ont pas d'alternative. Un deuxième centre sécurisé, géré par la même société, sera ouvert en mai. M. Blair a promis pendant sa campagne que son gouvernement serait « tough on crime » (« dur avec le crime »). Il l'est.

Patrice Claude

Pour les Scandinaves, d'abord « un problème social »

Les autorités misent sur la prévention, associant la police, l'assistance éducative et l'école

STOCKHOLM de notre correspondant

en Europe du Nord « Venez par ici, j'entends des cris. » Netti Bertilsson pousse la porte du parc cerné d'immeubles, dans le sud de Stockholm, et avance dans l'obscurité, suivie de ses deux camarades de ronde, Fausse alerte: quatre gamins de douze-treize ans qui se chamaillent. Anoraks bouffants et bonnets tombant sur les yeux, ils ne sont pas mécontents de voir les trois adultes les aborder. La cigarette au bec, ils perdent de leur arrogance pour raconter leurs problèmes scolaires. Le dialogue dure une dizaine de minutes puis on se

« Ils nous connaissent déjà, ce qui sera un avantage pour nous dans quelques annees, lorsqu'ils seront attrés par des jeux interdits », commente Netti. Cette assistante sociale de trente-trois ans fait partie d'une association d'adultes bénévoles, Les Mamans et les Papas en ville, qui passent leurs vendredis et samedis soirs à patrouiller dans les rues de dizaines de communes suédoises. Equipés de téléphones mobiles et d'une trousse de soins de première urgence, ils partent à l'écoute des jeunes et tentent de

s'interposer en cas d'incidents. L'association constitue un des maillons d'une politique de prévention qui, à l'échelle de la Scandinavie, a réussi, jusqu'à présent, à

contenir les débordements de violence observés dans d'autres pays européens. La situation dans la région n'est pas pour autant idyllique. Frappés comme ailleurs par la crise économique, les pays scandinaves ont connu un taux de chômage élevé, dont pătissent toujours les moins favorisés. Phénomène encore inconnu il y a une trentaine d'années, l'immigration a souvent été repoussée vers les banlieues suédoises, danoises et norvégiennes, qui, de plus en plus, prennent l'allure de ghettos, Dans un tel contexte, la délinquance juvénile a progressé, en particulier chez les moins de quin-Ces dernières années, quelques

accrochages entre bandes rivales ou entre jeunes et forces de police ont troublé le calme des cités scandinaves, perturbé naguère par les seules beuveries du week-end. Ces incidents ont fait le jeu de partis zénophobes qui, en Norvège comme au Danemark, ont appelé à un durcissement de la législation. Ainsi, le Parti populaire danois a réclamé l'abaissement à douze ans de l'âge à partir duquel un mineur est jugé responsable de ses actes devant la loi et donc passible d'une peine de prison. Cet âge minimum est officiellement de quinze ans dans toute la Scandinavie, mais la pratique veut que la prison soit épargnée autant que possible à un jeune de moins de dix-huit ans.

Si les gouvernements ont nettement durci les conditions d'accueil des réfugiés, ils ont refusé jusqu'à présent d'adopter une politique répressive à l'encontre des jeunes délinquants. • La Scandinavie reste un laboratoire social dans l'approche de ce phénomène », observe Nils Christie, professeur à l'Institut de criminologie d'Oslo. Traiter le mal à la racine : ainsi se résume la philosophie préventive des autorités, en dépit d'une mise en pratique parfois déficiente. La clé du dispositif passe par une collaboration étroite entre la police, les services sociaux et les écoles.

« INVESTIR DANS LES MINEURS »

Une des premières villes à l'avoir compris est Odense, commune danoise de 170 000 habitants, qui tenta l'expérience dès 1972. « Quand nous savons que tel ou tel jeune sème le trouble, nous en informons les services sociaux, aui en discutent avec les parents pour trouver une soiution >, explique le commissaire Christian Sohn. Une recette qui, selon lui, a contribué à calmer de nombreux trublions en herbe. « Ce n'est pas un problème d'ordre, c'est un problème social », dit-il. Tous les agents de police d'Odense doivent, en outre, rester au moins un an en poste dans un quartier de la ville. Ils y passent un tiers de leur temps à faire de la prévention dans les lycées, un autre tiers à patrouiller à pied ou à bicyclette, le reste étant

réservé aux tâches administratives. Toujours au Danemark, un « contrat jeunesse » vient d'être inauguré, par lequel les délinquants interpellés « s'engagent à aller à l'école ou à se livrer à des activités d'utilité publique » au lieu d'être envoyés dans une maison de traitement, indique Britte Kyvsgaard, experte au ministère de la justice.

Les autres pays scandinaves ont suivi cet exemple. Au siège central de la police de Stockholm, les délégations étrangères se succèdent pour observer la coopération entre la brigade chargée de la délinquance juvénile et les assistants sociaux. Ceux-ci assistent aux interrogatoires des mineurs, puis les prennent à part, si possible avec leurs parents, pour évaluer les mesures sociales nécessaires. « Nous fonctionnons comme un système d'alarme », résume l'un d'eux. Olli Puhakki. Seule une infime proportion de jeunes sont maintenus en détention en attendant leur procès. Une nouvelle loi à leur intention vient d'entrer en vigueur : elle permet aux tribunaux d'éviter de les condamner à la prison, en les envoyant dans des « maisons de jeunesse ». « Il est plus rentable pour la société d'investir dans ses mineurs, assure M. Puhakki, parce

Antoine Jacob

La Poste, un service public ?

La Poste a entamé une réforme des tarifs d'affranchissement des abonnements de presse qui se traduit par une augmentation brutale.

C'est son droit. C'est aussi le nôtre de réagir en constatant l'aspect ciblé de cette augmentation qui touche tout particulièrement les journaux les moins lourds et donc souvent les moins chers dont Télé Z.

Télé Z voit ses coûts de distribution doubler en 1999 par rapport à ceux d'avant la réforme. Ils auront triplé en 2001 (1,60 F pour un prix de vente de 2 F). En revanche, ses concurrents seront à peine augmentés.

Certes, la Poste a mis en place un système de compensation pour les titres les plus touchés sur la base de "critères transparents, objectifs et incontestables" pour "traiter les évolutions excessives". Mais il ne couvre que 10 à 15% du préjudice subi. Aigre cerise sur le gâteau, pour 1999, la Poste propose d'instaurer un plafonnement par titre.

Journal le plus pénalisé : à nouveau Télé Z.

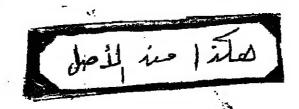
Voilà un service public qui change brutalement les règles d'un secteur économique et fausse ainsi la concurrence - sans apporter d'ailleurs la moindre justification.

On attend autre chose d'un service public.

Accessoirement qu'il défende les prix bas dans la Presse.



2 249 067 ex. vendus chaque semaine dont 610 855 abonnés (Source OJD 97/98)



8/LE MONDE / MERCREDI 27 JANVIER 1999

dats électifs. La droite sénatoriale, majoritaire, refuse cette réforme voulue par Jacques Chirac et

tion incitant les partis politiques à favoriser cette égalité (lire aussi notre éditorial page 15).

BLOQUÉ I Depuis quelques jours, déjà, les sénateurs de droite, majoritaires dans leur Assemblée. avaient annoncé la couleur : le texte destiné à « favoriser l'égal acces des jemmes et des hommes aux mandats et aux fonctions » ne passerait pas par eux. Qu'importe que cette petite phrase, destinée à compléter l'article 3 de la Constitution, soit le résultat d'un compromis entre l'Elysée et Matignon. Qu'importe, aussi, que le président de la République et le premier ministre en aient fait, chacun pour son compte, l'un des signes de la modernisation des institutions. Qu'importe, enfin, que l'Assemblée nationale, à l'unanimité des députés de droite et de gauche (moins une abstention), ait voté le texte, en rendant même sa rédaction un peu plus contraignante que dans le texte cosigné par Jacques Chirac et Lionel Jospin: « La loi détermine l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux ionctions électives » (Le Monde

du 17 décembre). Mardi 26 janvier, les sénateurs s'apprétaient à bouleverser l'esprit et les effets du projet en renonçant à compléter l'article 3 de la Constitution et, donc, à permettre le vote de lois visant à aider l'accès des femmes à la politique. En opticle 4 de la Constitution, ils laissent à la seule initiative des partis la possibilité de promouvoir l'égal accès des hommes et des

femmes aux mandats. La réunion de la commission des lois, le 20 janvier, avait délà donné un avant-goût des craintes et des motivations des sénateurs (Le Monde du 22 janvier). Alors que le rapporteur, Guy Cabanel (Rass. dém.), proposait seulement un retour au texte originel du gouvernement, permettant ainsi au Sénat d'imprimer sa marque sans renoncer à la volonté politique de départ, il est apparu que les sénateurs souhaitaient au contraire modifier le projet sur le fond. « Non à la politique des auotas ! ». ont lancé les représentants des groupes de la majorité sénatoriale. Les arguments les plus divers n'ont pas manqué.

« Dans les anciens pays communistes, les quotas avalent permis la présence de 37 % [de femmes] dans les assemblées, chiffre tombé à 6 % après le retour de ces pays à la vie démocratique, a expliqué Patrice Gélard (RPR). J'en déduis que les quotas ne correspondent pas à la volonté d'électeurs libres. » PréYves Fréville (Un. centr.) a exprimé sa crainte de voir « apparaître de bons et mauvais modes de scrutin »; en clair, l'instauration d'un scrutin proportionnel.

Les sénateurs de droite ont puisé aussi une part de leur argumentation dans les propos de la philosophe Elisabeth Badinter, épouse de l'aucien ministre et sénateur socialiste Robert Badintet. Entendue en décembre, M™ Badinter avait alors exposé son opposition à la parité qui, selon elle, va contre l'égalité républicaine. Contestant le bien-fondé du projet de loi - « un texte de régression », avait-telle affirmé -, Mª Badinter avait suggéré aux sénateurs une modification de l'article 4 de la Constitution, qui traite du rôle des partis politiques, plutôt que de l'article 3, relatif à la loi. Robert Badinter s'est ensuite fait le relais de ces thèses au sein du groupe socialiste, puis en commission des

Au sein de son propre groupe, l'ancien ministre paraît pourtant minoritaire. Une nouvelle audition de son épouse, puis une réunion exceptionnelle du groupe, lundi après-midi, étaient destinées à tenter de dégager une position commune, mais deux points de alors que le président du groupe, Claude Estler, en harmonie avec le PS, soutient le projet de loi et accuse la majorité sénatoriale de

A droite, en choisissant de bouleverser le projet sur la parité, la majorité sénatoriale va contre un texte voulu par l'Elysée. Sénateur de Paris et relais de Jacques Chirac au Palais du Luxembourg, Maurice Ulrich (RPR) n'a pas, jusqu'ici, pris part au débat. « Nous n'avons pas reçu le moindre signe montrant que le président serait en désaccord avec nous », expliquent le président du groupe des Républicains et Indépendants, Henri de Raincourt, et Patrice Gélard. Décides à démonter le projet initial jusqu'au bout, les sénateurs pourraient même voter un amendement présenté par Christian Bonnet (RI), visant à supprimer toute mesure d'aide ou de contrainte financière aux partis.

La majorité, à l'Assemblée nationale, a assuré qu'elle n'acceptera pas la version du Sénat. Or une révision constitutionnelle nécessite un vote semblable des deux Chambres. Le gouvernement, qui prévoyait déjà d'organiser un congrès le 8 mars, date de la Journée internationale des femmes. peut renoncer à son calendrier.

Raphaëlle Bacqué

sident de la commission des lois, vue continuent de s'affronter. M. Badinter devait toutefois inter-Jacques Larché (RI) a souligné « le venir dans la discussion générale.

Rivalités feutrées au sein de la droite sénatoriale

LE GAULLISTE Christian Poncelet est-il, pour Jacques Chirac, un partenaire aussi fiable qu'a pu l'être son prédécesseur, le centriste René Monory? S'ajoutant aux flottements de la majorité sénatoriale sur les précédents textes examinés au Palais du Luxembourg, le travail de sape effectué par la commission des lois sur le projet de loi sur la parité incite à s'interroger. Il y a peu, le président du Sénat assurait, dans nos colonnes (Le Monde du 16 janvier), que ce texte passerait « sans difficulté » majeure au Palais du Luxembourg. Las! En proposant un chamboulement complet du texte adopté à l'Assemblée nationale et solgneusément négo cié, au préalable, entre l'Elysée et Matignon, la droite sénatoriale a surpris tout le monde, jusqu'à l'entourage de M. Poncelet, où l'on admet n'avoir appris la teneur de son offensive qu'« à la seille » de la réunion de la commission des

Cet épisode significatif n'est pas le premier. Dejà, en octobre, l'examen de la réforme du scrutin régional avait provoqué un malaise dans les rangs de la droite sénatoriale. Le dépôt, à la dernière minute, par les présidents de groupe RPR, centriste et Républicains et indépendants (RI), d'une question préalable, dont l'adoption entraîne le rejet du texte sans discussion, avait pris de court la commission des lois. De la même façon, il était logique que l'examen, à la mi-décembre, de la réforme constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam mette aux prises, d'une facon ou d'une autre, europhiles et eurosceptiques. Encore ce débat aurait-il pu être un peu

mieux orchestré: tour à tour, le président du groupe RPR, Josselin de Rohan, puis M. Poncelet, ont déploré publiquement qu'un « accord préalable » des présidents de groupe de la majorité sénatoriale en faveur d'amendements RPR - qui avaient reçu l'aval de l'Elysée - ait été « rompu » (Le Monde du 18 décembre). Retour de bâton? L'offensive contre la loi d'orientation agricole menée par le RPR, qui a déposé, en solo, à la veille de l'examen de ce texte, queique deux cents amendements, est qualifiée de « gesticulation » dans les rangs cen-

« CERTAINS ONT DES AIGREURS D'ESTOMAC »

« Certains ont des aigreurs d'estomac », téplique M. de Rohan. Au Palais du Luxembourg, chacun, à l'instar du chef de file des sénateurs gauilistes, s'accorde à reconnaître que l'élection de M. Poncelet n'a pas encore été parfaitement « digérée ». Notamment dans les rangs centristes, où l'on a perdu le « plateau »... pour retrouver dans la foulée un nouveau chef de file, Jean Arthuis, non dénué d'ambition. L'ancien ministre de l'économie se félicite que « les centristes [soient] davantage eux-mêmes », alors qu'il n'était « pas simple » pour eux, du temps de M. Monory, d'être « le groupe du président ». « Il faut qu'on apprenne à travailler avec plus de méthode, à discuter entre nous avant de prendre position », souligne-t-il, en souhaitant que M. Poncelet « laisse les groupes définir leur ligne politique ». « Il ne lui appartient pas de concilier les points de vue. Monory, lui, se tenait volontiers au-dessus de la mêlée ! » . lâche-t-il.

« Par nature, Christian Poncelet est très interventionniste. S'il veut arbitrer à tous les coups, il qura du mal », reconnaît, sur ce point, M. de Rohan. Pour le reste, et tout en soulignant que la « nervosité » perceptible à l'approche des élections européennes n'arrange pas les choses, ce proche du chef de l'Etat réaffirme que « le RPR restera le fer de lance de l'opposition, à l'Assemblée nationale et au Sénat ». Chez les Républicains et indépendants - groupe composé en majorité de membres de Démocratie libérale -, on prend un malin plaisir à renvoyer dos à dos gaullistes et centristes. Et de l'élection de M. Poncelet - élu au troisième tour après deux primaires successives à droite ne lui auraient pas encore permis de trouver la légitimité suffisante pour faire taire les que-

Dans ce contexte, chacun brandit, faute de mieux, un communiqué signé le 21 janvier par Henri de Raincourt (RI), qui doit présider, jusqu'en mars, l'intergroupe de L'Alliance pour la France. Rédigé dans la tourmente de la préparation des européennes, ce texte a minima, qui a reçu l'aval des présidents de groupe de droite, affirme que « dans l'esprit constructif qui a toujours marqué la concertation de la majorité sénatoriale, les groupes composant L'Alliance pour la France au Sénat apporteront leur contribution active aux efforts de l'opposition nationale pour retrouver la confiance des Français. » De quoi rassurer l'Elvsée...

Jean-Baptiste de Montvalon

La définition de la « pluriactivité » des agriculteurs est renvoyée à plus tard

LE SÉNAT reprend, mercredi 27 janvier, l'examen du projet de ioi d'orientation agricole, entamé la semaine dernière et qui doit se poursuivre jusqu'au 2 février. Le rapporteur de la commission des affaires économiques, Michel Souplet (centriste, Oise) s'était, certes, déclaré « favorable au principe d'une loi d'orientation, le contexte international et communautoire. ainsi que la situation de l'agriculture, rendant en effet urgente la definition de nouvelles orientations dans ce secteur essentiel ».

Mais la commission avait formule trois critiques majeures, d'ailleurs régulièrement relayées par la majorité des organisations syndicales et professionnelles : ce projet n'est pas suffisamment ambitieux; le contrat proposé entre la société et l'agriculture est « incertain », en raison du « flou » des dispositions sur le contrat territorial d'exploitation (CTE) et sur son financement et à cause du renforcement excessif du contrôle des structures des exploitations par l'administration; cafin, les enjeux internationaux du secteur ne sont pas suffisamment pris en compte.

Jean Glavany, ministre de l'agri-

culture et de la pèche, avait annoncé qu'il se montrerait très « ouvert » à toutes les suggestions des sénateurs pour « améliorer ou clarifier " le projet, mais qu'il n'accepterait pas qu'on « dénature » le texte d'origine préparé par son prédécesseur Louis Le Pensec, aujourd'hui sénateur (PS) du Finistère. C'est ainsi qu'il n'a pas pu donner satisfaction à Jean-Paul Amoudry (centriste, Haute-Savoie), qui voulait ouvrir la faculté de signer des CTE collectifs avec des structures telles que les groupements pastoraux agréés par arrêté préfectoral. « Le CTE est indiviauel, il doit être lié à une exploitation », a précisé le ministre.

TEXTE CONFUS

Plusieurs sénateurs, dont Marcel Deneux (centriste, Somme), auraient voulu que le CTE soit dénommé « contrat d'entreprise agricole » - dans le prolongement du combat mené par les chambres d'agriculture -, mais le ministre · s'est refusé à entrer dans une querelle sémantique et à mettre le doigt dans un engrenage débouchant sur des mesures financières. Il a ainsi, à plusieurs reprises, op-

posé l'article 40 de la Constitution à des amendements (par exemple sur l'assurance récolte) qui auraient eu pour effet d'aggraver les dépenses publiques ou de diminuer les recettes. Globalement, Jean Glavany a cependant veillé à se montrer relativement conciliant avec certains sénateurs de la mouvance UDF et libérale. C'est ainsi qu'il n'est pas resté insensible aux arguments de Janine Bardou (RI, Lozère) qui souhaitait que soient spécialement pris en considération les espaces boisés des zones de montagne (les chataigneraies, par exemple), qui présentent des handicaps incontestables.

L'article 6, qui tente de définir les contours de l'activité agricole et donc les limites de la pluriactivité des paysans, a donné lieu, comme à l'Assemblée au mois d'octobre, à de vifs débats, car les artisans redoutent de la part des agriculteurs une concurrence déloyale. Les députés, en cherchant un compromis, avaient créé un texte confus aboutissant à mécontenter tout le monde. Jean-Marc Pastor (PS, Tam) et Michel Souplet ont proposé de supprimer cet article, renvovant à une mission d'information pariementaire le soin de faire. plus tard, le partage entre l'activité agricole et le secteur de l'artisanat et du commerce, notamment au plan fiscal. Le ministre, se heurtant au communiste Gérard Le Cam (Côtes-d'Armor), s'est rangé à cet avis. « Il faut reprendre ce débat dans la sérénité, et une mission parlementaire qui clarifierait aussi le régime actuellement illisible des signes de qualité est la meilleure formule », a déclaré le sénateur du Tam.

En revanche, Jean Glavany s'est montré constamment mordant à l'égard du RPR. « Que d'incohérences dans vos positions », a-t-il lancé à Gérard César (Gironde) et que de travail pour la commission mixte paritaire I » Il est vrai qu'avant même l'ouverture du débat au Sénat, le président du groupe RPR, Josselin de Rohan, avait vilipendé ce projet « désastreux » et accusé le gouvernement « de présenter un projet qui ne propose que la réponse anachronique et rétrograde de la fonctionnarisation et de la suradministration de l'agri-

François Grosrichard

Le Conseil d'Etat refuse d'annuler les régionales dans les Bouches-du-Rhône

Un siège restera vacant à Marseille

CETTE FOIS, le Conseil d'Etat n'a pas suivi son commissaire du gouvernement, Jacques Artighi de sanova, qui lui proposait d'anmuler les élections régionales dans les Bouches-du-Rhône (Le Monde daté 24-25 janvier). Le commissaire - magistrat indépendant contrairement à ce qu'indique son titre - souhaitait que les électeurs du département retournent aux urnes pour désigner les 49 canseil-lers qui les représentent à l'assemblée régionale de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le Consell d'Etat, qui a rendu son arrêt hindi 25 janvier, a jugé qu'une telle décision serait « disproportionnée » par rapport à la gravité des irrégularités constatées lors du scrutin du 15 mars 1998. Il s'est contenté d'annuler l'attribution du 49 et dessier siège de conseiller régional du département à la liste de gauche conduite par Michel Vauzelle (PS).

Le Conseil d'Etat avant été saisi par Jean-Louis Tixier, candidat UDF non élu de la liste EDF-RPR. qui contestait l'attribution du siège à la liste de M. Vauzelle. Son recours avait déjà été examiné une première fois, le 9 décembre 1998. devant les & et 9 sous-sections réunies. Les magistrats avaient décidé, à une courte majorité, de suivre M. Arrighi de Casanova, qui proposait de « redonner la parole aux électeurs » après avoit constaté que des irrégularités temettaient en cause l'attribution de ce siège et rappelé que la furispre-dence dite de l'« indivisibilité » du scrutin de liste impose que l'annulation d'un siège entraîne celle de tous les sièges.

Une minorité de conseillers, battus, avait fait valoir, dans les conloirs, que ce choix aurait des conséquences politiques grayes: président du conseil régional, M. Vauzelle et sept de ses viceprésidents, privés de leur mandat

parce qu'élus dans les Bouches du-Rhône, ne pourraient se présenter à leur propre succession. Le code électoral prévoit en effet que l'élection du président et des viceprésidents a lieu dans un délai d'un mois, alors que celle des conseillers des Bouches-du-Rhône a lieu dans un délai de trois mois. Les magistrats estimaient que le seul moyen d'éviter cette situation serait que le Conseil d'Etat examine de nouveau l'affaire et qu'il s'écarte de sa jurisprudence sur l'indivisibilité du scrutin. Le président de la section du contentieux, qui les avait entendus, avait alors ordonné un supplément d'instruction, réclamé par M. Tixler (Le Monde du 17 décembe 1998).

ÉQUILIBRES POLITIQUES Devant la section du contentieuz, M. Arrighi de Casanova a persisté dans ses conclusions: dans l'impossibilité où il se trouvait d'attribuer le siège, il a «exclu » de s'écarter de la jurisprudence, forgée en 1993, jugeant notammment que son «instabilité» n'est « pas une banne chase » L'arrêt du Conseil d'Etat considere, an contraire, qu'ell n'y a pos lieu de prononcer l'annulation de l'élection dans son ensemble. puisque l'attribution des 48 premiers sièges n'a pas fait l'objet d'irrégularités.

Le Conseil d'Etat propose donc de laisser un siège vacant. Son commissaire avait excin cette hypothèse au motif qu'elle remettrait en cause les équilibres politaques an sein du conseil régional. Le Conseil d'Etat estime qu'en l'espèce, ce n'est pas le cas : la ganche, en crier, tispose de 48 sièges au lieu de 49, la droite de 37, le Front national de 37. technologe

Rafaële Rivais

Deux élections cantonales

ILLE-ET-VILAINE

Canton de Châteanbourg (second tour): L, 7371; V, 1632; A, 77,85%; E, 1277. Michel Pigeon, div. d., 1277_ ELU

(Seel candidat au second tour, Michel Pigeon (divers droite) succède à Jacques Bobille divers droite), qui a démissionné pour des raisons professionnelles. M. Pieron a bénéficié du retrait en sa faveur de l'UDF Rémi Lensoine, qui était le seul concurrent à pouvoir

17 janvier 1999 : L, 7 371 ; V., 3 070 ; A., 58,35 % ; E., 2 976. Michel Pigeon, div. d., 1 362 (45,76 %); Rémi Lemokre, div. d., 654 (21,97 %); Jean-Pierre Guéguen, PS, 491 (16,49 %); Bruno Pannetier, div., 220 (7,39 %); Jean Le Duff, PCF, c. m., 166 (5,57 %); Geneviève Magne, FN, 83 (2,78%).

22 mars 1998 : L, 7 399 ; V. 3 858 ; A. 47,85 % ; E., 3 558 ; Jacques Bobille, div. d., 2 338 -(65,71 %); Jean-Charles Bougerie, UDF-FD, m., 1220 (34,26 %).] -ALPES-MARITIMES

Canton de Mandelieu - Cannes-Ouest (premier tour). , 22 319 ; V., 7 138 ; A., 68,01 % ; E., 6 949.

Ball.: Henri Leroy, RPR, m. de Mandelieu, 3 253 (46,81 %); Albert Peyron, FN, c. L, 1686 (24,26 %). Elim.: Apolline Crapiz, PS, 896 (12,89%); René Raullo, div., 492 (7,08 %); Régis Ferracci, PCF, 374 (5,38 %); Paul Vogel, GE, c. re., 243

(3.49 %); Jean-Pierre Papilland, rég., 3 (0,04 %); Michel Brun, rég., 2 [Cette élection a été provoquée pur le suicide, le 1= novembre, d'André-Charles Blanc. (RPR), étu du canton et make de Théoule-sur-Mer. Malgré le très faible taux de participation, Henri Leroy (RPR) rétrouve la plus grande partie des électeurs de son prédécesseur

an premier tour des élections de mars 1998. Mais, cette fois, il devance le candidat du Pront national, Albert Peyron, un fidèle de Jean-Marie Le Pen. M. Peyron recule de 15 mars 1996 - L, 22 547 ; V, 13 659 ; A., 42,08% ; E. 12 601: Albert Peyron, FN, C.L. 4263 (33,63 %); André-Charles Blanc, RPR, m; 3 752 (29,77 %); Elaher-Abdool Gafoor, PS, 1688 (13,39 %); Charles Hartchenko, Verts, 945 (7,49 %); Régis Ferracci, PCF, 692

(5,49 %); Daniel Pénot, div., c. m., 492 (3,90 %); Françoise Leadouze, RPR diss., c. m., 420 (3,33 %); Paul Vogel, dist d., c. m., 283 (2,24 %); Xivier Lavie, div., 56 (0,52 %).

DÉPÊCHES: # FISCALITÉ : Dominique Strauss-Kalur évoque ses priorités pour l'an 2000 dans un entretien au Figuro du 26 janvier. « Cerinines baisses [d'impôt] ont déjà été engagées ou évoquées, comme la taxe professionnelle ou les droits de mutation sur l'immobilier », dit-il, confirmant « qu'il faudra continuer à les alléger à moyen terme ». Le ministre de l'économie déclare réfléchir aujourd'hui « sur les impôts payés par les ménages pour savoir lesqueis simplifier et alléger en priorité ».

■ ÉDUCATION : Philippe Séguin a Prononcé, lundi 25 janvier, à l'Ecole normale supérieure, un long plaidoyer pour l'école, laquelle, dit-il, «n'a pas failli ». Il à mis en garde ses interlocuteurs contre « l'utopie de la décentralisation ». « Les missions de l'école ne peuvent s'inscrire que dans un cadre unitaire, cetui de la République », a affirmé le président du RPR

■ MÉGRET le président du Front national-Mouvement national. Bruno Mégret, a souligné, lundi 25 janvier, sur LCI, qu'« au niveau de la base du RPR et de l'UDF il y a des possibilités importantes [d'accords], notamment pour les élections municipales ». M. Mégret a ajouté qu'il allait « entreprendre de récupérer tous les attributs qui sont ceux du FN. que ce soit ses biens, ses locaux, ses finances, son sièle ».

Section 1

1

ALLEY OF A

10 8 12 W

MATERIAL TO COME THE

que dans la communauté arménienne. ● DES PERSONNALITÉS lui reprochent d'avoir, dans un article publié par la revue L'Histoire, nié que

le massacre des Arméniens puisse être considéré comme un génocide. • DANS UN TEXTE adressé au Monde, plusieurs intellectuels esti-ment que l'élection de M. Veinstein

au Collège de France risque de cautionner « une opinion insoutenable . • L'HISTORIEN justifie sa position en expliquant que son interrogation sur l'emploi du terme « gé-

nocide » est liée au fait que la décision du gouvernement d'Istanbul d'exterminer les Armeniens « n'a pas jusqu'à présent [été] établie avec la solidité et la précision nécessaires ».

La mise en cause de l'historien Gilles Veinstein divise le Collège de France

De nombreux chercheurs et intellectuels lui reprochent de nier le caractère génocidaire du massacre des Arméniens par les Ottomans en 1915. Il répond que la décision du gouvernement d'Istanbul d'exterminer les Arméniens n'a pas été établie « avec la solidité et la précision nécessaires »

DÉBATS, pétitions, malaise dans le milieu de la recherche: l'affaire Gilles Veinstein ne cesse de prendre de l'ampleur. A priori, pourtant, rien ne semblait moins médiatisable » que l'élection au Collège de France, le 29 novembre 1998, d'un spécialiste de l'Empire ottoman du XV- au XVIII siècle à la chaire d'histoire ottomane et turque. Aujourd'hui, Il faut chercher à comprendre comment un événement routinier du monde universitaire s'est transformé en boîte de Pandore d'où s'échappent à la fois la mémoire blessée du génocide arménien, la « concurrence » entre victimes juives et non juives des tragédies du siècle, ainsi que des enjeux géopolitiques aux conséquences lointaines et imprévisibles. La polémique est telle que l'élection au Collège de France de ce directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) a été remportée - fait rarissime – à une seule voix de majorité, même si elle a été entérinée, comme c'est l'usage, à la quasi-unanimité par l'Académie des inscriptions et belles- lettres.

M. Veinstein n'est pas un spécialiste d'histoire contemporaine. Il n'a abordé la question du génocide arménien qu'en trois occasions: dans un article publié par la revue L'Histoire (datée avril 1995); dans une lettre du 17 juillet à l'administrateur du Collège de France, le byzantinologue Gilbert Dagron : et dans une interviewfleuve en deux parties, accordée

Le précédent la servicient Bernard Lewis

La polémique autour de l'élection de Gilles Veinstein au Collège de France constitue un prolongement de la condamnation d'un autre orientaliste par des tribunaux français: l'Anglo-Saxon Bernard Lewis, alors professeur à l'université de Princeton, aux Etats-Unis. C'est un entretien publié par Le Monde du 16 novembre 1993 qui conduisit le Forum des associations arméniennes à porter plainte devant la justice civile : en répondant aux questions du Monde, Bernard Lewis avait déclaré que « des documents turcs prouvent une volonté de déportation, pas d'extermination ». L'intention meurtrière du gouvernement d'Istanbul de l'époque lui paraissant fort douteuse, il stigmatisait l'expression de « génocide » comme la « version arménienne de cette histoire ».

Remard Lewis for condamné. le 21 juin 1995, pour « avoir manque à ses devoirs d'objectivité et de prudence, en s'exprimant sans nuance sur un suiet aussi sensible », ainsi qu'en « occultant des éléments contraires à sa thèse » (Le Monde du 23 juin 1995).



le jour de son élection au quotidien franco-arménien Haratch (« En avant », 27 et 28-29 no-

* PLUSIEURS ACCEPTIONS » « Voici, écrit-il à Gilbert Dagron, comment je pourrais résumer ma perception d'un problème dont aucun historien sérieux ne peut nier la complexité, même si l'événement lui-même inspire un sentiment d'horreur. Force est de constater que le terme de génocide a, dans l'usage, plusieurs acceptions. S'il s'applique à une amputation mas-sive subie par une population, le génocide arménien ne laisse aucun doute. Si le génocide est interprété comme la résultante d'une accumulation de causes et de comportements, je n'hésite pas de nouveau à employer le terme à propos des Arméniens. En revanche, si on lie nécessairement l'application du terme à une décisjon d'extermination prise par un gouvernement, en l'occurrence le gouvernement ottoman (au-delà de la décision de déportation) [laquelle fit l'objet d'une loi en bonne et due forme contresignée par le grand vizir le 29 mai 1915, NDLR], et mise en œuvre de façon systématique, il m'apparaît qu'une telle décision n'est pas exclue, mois n'a pas été jusqu'à présent établie avec la solidité et la précision nécessaires. »

Pour certaines personnalités proches de la communauté arménienne, ces réserves sur l'utilisation du terme de génocide sont assimilées à une entreprise « négationniste » asservie à la version turque de l'Histoire. Parmi eux, on trouve Claude Mutafian, un mathématicien versé dans l'histoire de l'Arménie, et Yves Ternon, un ancien chirurgien qui se consacre depuis de nombreuses années à la question de la comparaison, notamment juridique, entre les génocides et s'est intéressé de près à l'histoire arménienne. Le Comité pour la

commémoration du 24 avril 1915, qui regroupe plusieurs associations, s'est également ému de

La définition du génocide étafonde son rejet de la thèse du més, de la déportation impi-

l'élection de Gilles Veinstein.

blie par la convention des Nations unis de 1948 suppose qu'un appareil d'Etat ait cherché « la soumission intentionnelle [d'un] groupe Inational, ethnique, racial ou religieux à des conditions d'existence devant entrainer sa destruction physique totale ou partielle ». Tout en reconnaissant avoir sous-estimé la sensibilité des associations armeniennes, Gilles Veinstein « plan concerté » génocidaire turc sur un fait meconnu qui, s'il était avéré, battrait, selon lui, en brèche la thèse de la préméditation gouvernementale. Au plus fort des assassinats sur place des conscrits arméniens de l'armée ottomane préalablement désar-

l'extermination, seraient intervenues, en 1915 et 1916, 1397 condamnations d'agents ottomans pour crimes contre les Ar-Cette découverte faite dans les

tovable de colonnes en butte à

années 70 est le fait d'un historien turc et ancien ambassadeur, Kamuran Gürün. Gilles Veinstein estime qu'il faut lire cet auteur avec prudence, mais qu'il faut également prendre en compte le fait qu'il a eu accès aux archives et qu'il demeure à réfuter. Contrairement à Bernard Lewis, Gilles Veinstein n'exclut pas que la thèse de l'intentionnalité du gouvernement alors au pouvoir à Istanbul puisse être un jour démontrée. Mais, en attendant, il pencherait plutôt pour l'interprétation d'un historien hollandais, Erik Zürcher, qui attribue à un cercle interne du Comité union et progrès (le mouvement jeune-turc), et non au

gouvernement ottoman dans son

ensemble, la responsabilité de

l'assassinat planifié des Armé-

niens de l'Empire ottoman.

« VOLONTÉ DÉLIBÉRÉE »

Les adversaires de Gilles Veinstein ne se satisfont nullement de ces explications. « Avancer l'areument qu'on n'a pas d'ordre écrit est un faux procès, réplique Claude Mutafian. Le negationnisme consiste à refuser de reconnaître la volonté délibérée. Le 24 avril, six cents intellectuels de Constantinople ont été arrêtés et assassinés. Si ce n'est pas une planification, qu'est-ce que c'est? » Jusqu'à présent, nul n'envisage de porter l'affaire devant les tribunaux, mais Claude Mutafian souhaite voir invalidée l'élection de Gilles Veinstein, qui doit être transmise par le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, à la signature du président de la République, Jacques Chirac

l'accusation de « négationnisme », même s'il n'est pas partisan de soumettre le cas à la justice. « A

l'étranger, dit-il, il n'y a aucun problème. Tous les chercheurs considérent que la preuve est faite. Les l'allié allemand d'Istanbul. seuls qui s'opposent à la qualification de génocide pour 1915-1916 sont les spécialistes de l'Empire ottoman. Je n'ai d'ailleurs jamais trouve trace des procès dont parle K. Gürün, si ce n'est de tueurs qui

Yves Ternon maintient lui aussi

constante à la Shoah, voice aux relations qui unissent un genocide à l'autre, ce que montre le livre de Vahakn Dadrian, Histoire du génocide arménien (Stock, 1970), qui met en évidence la complicité de

A ce débat s'en ajoute un autre, lié aux péripéties du processus électoral lui-même. La batuille, au Collège de France, contre l'élection de Gilles Veinsteln à été menée par des spécialistes de

La tardive reconnaissance

de la communauté internationale

La diplomatie et l'opinion publique internationale ont mis du temps à dépeindre les massacres subis par les Arméniens sous les traits d'un génocide. Les Alliés qui supervisèrent les procès diginisés en 1919, à Istanbul, à l'instigation d'un gouvernement qui sounaitalt se dissocier des Jeunes-Turcs, ne tardèrent pas à raidener leur pression. La demande d'une reconnaissance du caractère génocidaire des événements de 1915 prendra vite la place, dans la conscience des Arméniens, du procès qui ne fut pas mené à son

Il faudra cependant attendre le 29 août 1985 pour que la souscommission des droits de l'homme de l'ONU procède à cette reconnaissance, suivie par le Parlement européen de Strasbourg, le 18 juin 1987. Le 29 mai 1998, l'Assemblée nationale française adoptait, à l'unanimité, une proposition de loi déposée par le groupe socialiste dont l'article unique était ainsi rédigé : « La France recommult publiquement le génocide arménien de 1915. » Ce texte, saiué par les associations arméniennes et qui a provoqué la colère d'Azikaza, demeure cependant soumis au vote du Sénat.

n'auraient pas respecté les règles de partage des dépouilles des victimes! (...) Le scepticisme est légitime s'agissant d'un chercheur, qui se doit d'adopter une attitude subtile. Il a le droit de douter, mais moi j'ai celui de qualifier son attitude de négation d'un génocide. »

Pour beaucoup d'Arméniens, il est fondamental de faire entrer le génocide arménien dans les catégories juridiques qui furent mises en place pour qualifier et juger le

contemporaine remonte au procès

de Bernard Lewis (lire ci-contre).

collègues, de voir le grand orien-

taliste traité de « négationniste »,

Gilles Veinstein assiste aux au-

diences, outré, dit-il, de la pauvre-

té historiographique de ce débat

judiciaire. Et c'est alors qu'il entre-

prend, dans la revue L'Histoire, de

s'opposer terme à terme à la ver-

sion que les historiens arméniens

donnent du génocide de 1915. A-t-

il mesuré les conséquences de ses

propos ? Il affirme que non. Le

voilà désormais, comme Bernard

Lewis, taxé de « négationnisme ».

Une « étiquette hideuse », écrit-il

dans sa lettre à Gilbert Dagron,

administrateur du Collège de

France « a un homme de mes ori-

oines, né au lendemain de la

querre dans une de ces familles

qui ne regardent iamais feur passé

Choqué, comme d'autres de ses

de neurologie moléculaire et président du Comité consultatif d'éthique. Les chercheurs en sciences humaines, à commencer par deux turcologues consultés. Louis Bazin et Robert Mantran, ainsi que l'orientaliste iviaxime Rodinson se sont en revanche rangés au côté de Gilles Veinstein. Beaucoup de « littéraires » se régénocide juif. D'où la référence crient devant les pretentions des « biologistes » d'imposer leurs normes et leur conception de l'éthique à l'ensemble des savoirs. L'« affaire Veinstein » posc aus-

« sciences dures » - minorhaires

au Collège de France - comme

Jean-Pierre Changeux, spécialiste

si une autre question qui tient à l'entrecroisement de la mémoire et de l'histoire. Comment définir « une marge de tolérance entre le devoir de mémoire et la liverté d'interprétation historique », se demande Gilbert Dagron : Comment éviter que la rationalisation historique des événements les plus tragiques, la recherche des causes et des raisons, la prise en compte indispensable de la complexité des contextes ne dégénèrent pas en une recherche apparente de circonstances atténuantes et d'excuses pour les crimes contre l'humanité : Si la pénible « affaire Veinstein », pardelà la gene qu'elle suscite un peu partout, aide le monde de la recherche à penser ces problèmes. elle laissera peut-être autre chose qu'un goût amer.

RATTRAPÉ PAR L'HISTOIRE CONTEMPORAINE

PROFIL

Rien ne prédisposait ce directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), ancien élève de l'Ecole normale supérieure, à se retrouver au centre d'une controverse à ce point médiatisée. Né en 1945, élève de l'orientaliste Claude Cahen, Gilles Veinstein est un historien de facture assez dassique; l'un de ces spécialistes qui fuient comme la peste l'histoire contem poraine. Sa spécialité : l'Empire ottoman, du XV au XVIII siècle. Auteur de nombreux articles scientifiques, Gilles Veinstein a surtout dirigé des ouvrages collectifs comme Les Ottomans et la Mort (New York, 1996), Salonique

1850-1918, la ville des Juifs et le réveil des Baikans (Autrement,

L'histoire contemporaine le rat-

trape pourtant. Une première fois, en mars 1989, le Centre d'études sur l'URSS, l'Europe orientale et le domaine turc de l'EHESS, qu'il dirigeait, organise un colloque sous le titre « Anthropologie soviétique et société traditionnelle ». Y figure en bonne place, parmi les intervenants, Claude Karnoouh, un chercheur du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) qui, au début des années 80, avait soutenu Robert Faurisson au nom de la « liberté d'expression ». Gilles Veinstein affirme aujourd'hui avoir ignoré à l'époque les positions prises par Claude Karnoouh lors du procès Faurisson et il rappelle que le texte de sa communication ne fut pas publié dans les actes du colloque.

La deuxième confrontation de Gilles Veinstein avec l'histoire

Nicolas Weill

Une pétition d'intellectuels

PLUSIEURS personnalités nous ont adressé le texte suivant :

« La réalité du génocide arménien ne souffre pas le doute, ni sur son ampleur, ni sur sa préméditation. De très nombreux documents contemporains des faits, notamment les archives diplomatiques, ont établi que l'enchainement des déportations aux massacres et aux morts par épuisement relevait d'un plan d'annihilation de la présence arménienne en Anatolie. Dès 1915, il était clair que les responsables de ce plan étaient les ministres ottomans de l'intérieur et de la guerre, Talaat et Enver.

» Il s'agit du premier génocide du siècle, selon les critères qu'a fixes, depuis, la Convention de 1948. C'est ainsi qu'il a été qualifié dans la période récente par des personnalités et des institu-

dans l'histoire de la première guerre mondiale.

· Or l'assemblée du Collège de France vient d'accepter, à la plus courte majorité, la candidature à la chaire d'histoire ottomane et turque de Gilles Veinstein, qui déclarait, quelques jours avant le vote, ne pas disposer encore de la "preuve positive d'une implication gouvernementale". Ce qui revient, sous prétexte d'un manque, d'ailleurs contesté, de document formel, à nier que le massacre des Arméniens soit un génocide au sens où il a été la mise en œuvre d'une intention du gouvernement ieune-turc.

» Même si les mérites scientifigues de Gilles Veinstein pour la période du XVº au XVIII siècle sont généralement reconnus,

tions éminentes, et qu'il s'inscrit cette chaire porte sur l'ensemble de l'histoire turque moderne, et cette élection accrédite le sentiment que le Collège de France donne son consentement à un discours de remise en cause de la vérité établie du génocide armé-

> » C'est pourquoi nous demandons aux instances académiques chargées de donner un avis sur cette nomination de considérer qu'en consacrant un spécialiste, elles risquent de cautionner une opinion insoutenable, que celuici répète sans la justifier, en lui apportant le crédit de sa compétence sur un sujet voisin. »

> Ce texte est signé notamment par Elisabeth de Fontenay, Alain Finkielkraut, André Kaspi, Jacques Le Goff, Paul Thibaud. Françoise Balibar, Michel Paty et

Le long martyre des Arméniens LES PERSÉCUTIONS meurpouvoir le Comité union et progrès

trières que subirent les Arméniens de l'Empire ottoman aboutirent en deux époques à des massacres de masse. Ceux qui furent perpétrés du temps du sultan Abdul Hamid de 1894 à 1896 furent qualifiés par l'historien arménien Vahakn Dadrian de « politique protogénocidaire ». Des coups de main spectaculaires de nationalistes arméniens furent suivis d'une répression féroce à Istanbul. La disproportion entre le motif du massacre et l'étendue de la punition collective infligée à des milliers d'Arméniens assassinés à coups de gourdins rend peu crédible la thèse de la « provocation » cultivée par les historiens de la thèse turque. Cette remarque s'appliquera aussi au massacre de 1915.

Entre-temps, l'Empire ottoman a changé de maître. Une révolte partie de Salonique en 1908 a porté au

(l'Ittihad) plus connu sous le nom de « Jeune-Turc », courant modernisateur et nationaliste.

DÉPORTATIONS

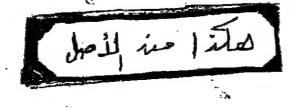
sans effroi ».

La première guerre mondiale va fournir à ses dirigeants l'occasion d'une « purification ethnique » de grande envergure. Arguant de la présence de nombreux Arméniens dans l'armée russe et des morts que les combats font dans les rangs de l'armée et de la population turques. les autorités décident de déporter des provinces de l'est de l'Anatolie toute la population arménienne en direction des déserts de Mésopotamie et de Svrie.

A partir d'avril 1915, des colonnes misérables de centaines de milliers de déportés seront exposées à la famine et à l'extermination, notam-

ganisation spéciale ». De même les conscrits arméniens de l'armée ottomane sont-ils désarmés et tués sur place. Le bilan prète à controverse, dans la mesure où la demographie ottomane n'etait pas une science exacte, surtout sur une population dont on ne cherchait guere à mettre la présence en évidence, Des historiens turcs parlent de trois cent mille morts, les Arméniens commémorent un million et demi de victimes. Cilles Veinstein, se fondant sur les travaux d'un démographe américain, Justin McCarty, estime le bilan à six cent mille tues... Les chiffres furent en tout cas assez saisissants pour susciter dans la Turquie de 1919 un procès de responsables auquel mit fin prématurément la victoire de Mustafa Ke-

N. W.



ŖÃ.,

deli in lila

La mise en examen d'Alain Juppé dans l'affaire du financement du RPR a été partiellement annulée

L'ancien premier ministre reste poursuivi pour recel d'abus de biens sociaux

La chambre d'accusation de la cour d'appel de RPR conduite à Nanterre (Hauts-de-Seine) par le Versailles (Yvelines) a annulé, mardi 26 janvier, une partie de l'enquête sur le financer

LA CHAMBRE d'accusation de la

cour d'appel de Versailles (Yvelines) a

annulé partiellement, mardi 26 ian-

vier, une partie de la procédure sur le

financement du RPR instruite par le

juge d'instruction de Nanterre

(Hauts-de-Seine) Patrick Desmure.

Les magistrats ont annulé les chefs de

mise en examen d'« abus de confiance

aggravé », de « recel et complicité

d'abus de confiance aggravé » et de

« recei de détournements de fonds pu-

blics » commis au préjudice d'un syn-

dicat intercommunal de la mairie de

Paris, le SIAAP, ainsi que celle de « dé-

tournement de tonds publics » - qui vi-

sait le salaire d'agents pris en charge

par la mairie de Paris - retenu contre

Alain Juppé, ancien adjoint aux fi-

nances de la mairie de Paris et ancien

secrétaire général du RPR, dans le

cadre de cette affaire. L'ancien pre-

mier ministre reste néammoins pour-

suivi pour « prise illégale d'intérêt » et

de « complicité et recel d'abus de biens

Dans le même dossier, la chambre

d'accusation a annulé la mise en exa-

juge d'instruction Patrick Desmure. Une partie des chefs de mise en examen d'Alain Juppé a été

La chambre d'accusation est allée

La chambre d'accusation est allée au-delà des réquisitions de l'avocat général, Alain Junillon, qui, le 2 décembre 1998, avait seulement requis l'annulation partielle d'une pièce du dossier

« prise illégale d'intérêt » et de « complicité d'abus de confiance ». Les mises en examen prononcées par le juge à l'encontre de deux des anciens trésoriers du RPR, Jacques Oudin et Jacques Boyon, ont été annulées par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles. Par ailleurs, une quinzaine de pièces de procédure auraient été annulées par les magistrats.

men de Michel Roussin, ancien direc-

teur de cabinet de Jacques Chirac à la

mairie de Paris, pour « détournement

de fonds publics » tout en validant, en

revanche, celle qui visait des faits de

dossier visant l'ancien trésorier du parti gaulliste, Jacques Boyon. Avocat de M. Alain Juppé, Me Francis Szpiner a fait part de son regret face à cette décision qu'il juge partielle : il aurait la totalité de la procédure comme il l'avait demandé dans le mémoire ré-

au-delà des réquisitions de l'avocat

général, Alain Junillon, qui, le 2 dé-

cembre 1998, avait seulement requis

l'annulation partielle d'une pièce du

l'ancien trésorier Jacques Boyon et auteur d'une requête jointe à celle concernant M. Juppé, s'est félicité

Les défenseurs de MM. Juppé et Boyon affirmalent, dans leur mémoire de requête, que le juge Patrick Desmure avait instruit hors de sa saisine initiale et que le tribunal de Nanterre n'était pas territorialement compétent pour enquêter sur ces faits. Le magistret avait été conduit à enquêter sur le financement du RPR après la transmission d'éléments, par le juge d'instruction de Créteil (Valde Mame) Eric Halphen. Voilà deux ans, le procuieur de Nanterre avait, lui aussi, satsi la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles sur la régularité de cette procédure. Le 18 décembre 1996, la chambre d'accusation avaient annulé quelques actes d'instruction mineurs sans mettre en cause l'intégralité de la procédure comme le mandait le parquet général.

Jean-Claude Pierrette

Les rémunérations litigieuses des permanents du RPR

MIS EN EXAMEN, le 21 août 1998, dans l'affaire du financement du RPR pour « détournement de fonds publics », « complicité et recel d'abus de confiance aggravé », « prise illégale d'intérêt » et « complicité et recel d'abus de biens sociaux » par le juge d'instruction de Nanterre (Hauts-de-Seine), Patrick Desmure, Alain Juppé avait choisi, lors de sa première audition, le 21 octobre 1998, de soulever des problèmes de procédure. Tout en contestant les faits qui lui étaient reprochés, ses trois avocats, Mª Francis Szpiner. Henri Ader et Georges Tonnet avaient fait des réserves sur les qualifications juri-, diques retenues contre lui. Ses défenseurs avaient déposé une requête en nullité devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles (Yvelines).

M. Juppé se voit reprocher, au titre de ses anciennes fonctions d'adjoint aux finances du maire de Paris et de secrétaire général du RPR, la prise en charge, par la Ville de Paris, des rémunérations de deux de ses collaborateurs au sein de la formation gaulliste, Noredine Cherkanul et son épouse. Tous deux ont reconnu avoir été salariés par la mairie du 18º arrondissement de Paris alors qu'ils travaillaient, au sein du parti, sous l'autorité directe de M. Junpé. Une ancienne collaboratrice d'Alain Juppé, membre de son équipe à la Mairie de Paris à partir de 1983, puis au ministère du budget, en 1986, a elle aussi reconnu qu'à son retour à l'Hôtel de Ville, en 1988, elle avait été a mise à la disposition du RPR » tout en étant payée par la mairie. Enfin, des vérifications sont en cours sur les rémunérations perçues par Patrick Stéfanini, Matignon de mai 1995 à mai 1996 et secrétaire général adjoint du RPR de mai 1996 à juillet 1997. Il faisait officiellement partie de l'inspection générale de la Ville depuis 1990.

Cette enquête judiciaire est née à la suite de la transmission, par le juge d'instruction de Créteil (Val-de-Marne), Eric Halphen, d'éléments concernant des salaires présumés fictifs découverts au sein d'une entreprise privée, Les Charpentiers de Paris. Cette société étant domiciliée dans les Hauts-de-Seine, le dossier relevait de la compétence du tribunal de Nanterre. Au cours de l'instruction, les enquêteurs sont parvenus, semble-til, à établir qu'un système de prise en charge des salaires des permanents du RPR avait été mis en place grâce au soutien financier d'entreprises privées et de la mairie de Paris.

CHEFS D'ENTREPRISE MIS EN EXAMEN

Plus d'une vingtaine de rémunérations litigieuses ont été pointées par les enquêteurs et une dizaine de chefs d'entreprise ont été mis en examen par le juge Desmure. Les dirigeants de ces sociétés ont expliqué que des responsables du RPR avaient fait des démarches auprès d'eux. L'ancien directeur général de la Compagnie financière sucres et denrées de 1984 à 1991, Jacques Bachelier, mis en examen pour « complicité d'abus de biens sociaux » a ainsi affirmé avoir salarié une secrétaire du mouvement au nom de l'amitié qui le liait à certains responsables du

Des organismes dépendant de la Mairie de Paris semblent également avoir été mis à

contribution pour soutenir financièrement le RPR. Mis en examen dans cette affaire pour « détournement de fonds publics et abus dse confiance aggravé », l'élu parisien Daniel Méraud, président du syndicat intercommunal d'assainissement des eaux de la région parisienne (Siaap) a ainsi admis avoir salarié, entre 1984 et 1994, une collaboratrice qui travaillait, en réalité, quatre jours par semaine au siège du RPR. Ancien délégué national du RPR aux affaires économiques auprès d'Alain Juppé, M. Mérand a expliqué avoir « supporté le cas » de cette collaboratrice « parce qu'elle travaillait avec M. Juppé et qu'il [kui] était, des lors, difficile de [s]'y opposer. >

interrogés sur ces pratiques, l'ancienne directrice administrative dp RPR Louisenie Yvonne Casetta, mise en examen pour « complicité et recel d'abus de bien sociaux », et les trois trésoriers successifs du RPR - Robert Galley, Jacques Oudin et Jacques Boyon - mis en examen pour « complicité d'abus de biens sociaux », ont refusé d'assumer seuls la gestion du personnel du mouvement gaulliste. « Les élus responsables du RPR donnaient des instructions », a affirmé Mª Casetta. Les trésoriers ont invoqué la responsabilité des secrétaires généraux, visant implicitement M. Juppé. Robert Galley a, pour sa part, mis en avant le rôle de l'actuel chef de l'Etat, Jacques Chirac, président du RPR de 1976 à 1995 et maire de Paris de 1977 à 1995. «Il m'avait dit qu'il dépendait de moi que le trouve de l'argent », a affirmé M. Galley sur procès verbal le 22 avril 1998.

Jacques Follorou

Le passager clandestin miraculé du Dakar-Lyon a été placé dans un foyer de l'Aide à l'enfance

MIRACULE de l'aviation, le jeune passager clandestin qui a fait le voyage Dakar-Lyon dans le train d'atterrissage d'un Airbus A 300 (Le Monde du 26 janvier) aurait probablement eu moins de chance avec l'administration française qui envisageatt son éloignement forcé, si son incrovable aventure n'avait été rendue publique. Lundi 25 janvier, le jeune homme, mineur, a été placé à la Cité de l'enfance de Bron. par le juge des enfants Jean Toulier. Mais cette décision, qui implique

provisoire, n'a été rendue que sous la pression des associations humanitaires lyonnaises qui ont obtenu la désignation d'une avocate, Marie-Noelle Frery.

Pendant plusieurs jours, la préfecture du Rhône et la justice, sans doute soucieuses de ne pas faire d'émules parmi les ieunes Africains candidats à l'émigration, ont caché les faits et agi comme si le passager était un adulte et non un mineur isolé bénéficiant de protection juridiques spécifiques, notamment contre toute reconduite à la frontière. Pourtant, quatre jours après l'arrivée du jeune homme, une expertise osseuse avait évalué son ige entre quinze et seize ans. Souffrant d'une blessure à la jambe qui a nécessité une intervention, il avait d'ailleurs été hospitalisé au service d'orthopédie pédiatrique de l'hópital Edouard-Herriot de Lyon.

PROPOS DÉCOUSUS »

« Je suis dans le malheur », « je ne suis pas sénégalais », « je ne veux pas retourner dans un pays noir ». Seules quelques bribes de phrases ont été recueillies de la bouche du garçon par Olivier Brachet, autorisé, lundi matin, en tant que représentant de l'Asssociation nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (Anafé), à lui rendre visite à l'hôpital, considéré comme « zone d'attente ». « Il est prostré, tient des propos décousus dans le français des jeunes Africains. Il me fait penser à un enfant de la rue, témoigne M. Brachet. Il ne paraît pas agir par ruse. »

Entendu la semaine dernière par le juge Patrick Lifschutz, qui a autorisé son maintien en zone d'attente, le jeune homme avait déclaré se nommer Bertrand Anri et être né le 1º janvier 1984 à New York. Des précisions accueillies avec

scepticisme. « Il semble émerger d'une anesthésie profonde, ses yeux papillonnent. Il est touché dans sa mémoire et ne se souvient pas de son atterrissage », confirme Mª Frery. Lundi après-midi, au moment même où l'avocate, enfin saisie, demandait au juge des enfants de placer le jeune homme dans un foyer, la police transférait ce dernier de l'hôpital vers l'aéroport de Satolas. Des rumeurs de reconduite vers l'Afrique via Paris cir-

Le juge des enfants souhaite se rendre à Satolas pour entendre le jeune garçon. Mais il en est empêché par le parquet qui aurait estimé que la «zone d'attente» ne se trouve pas sur le territoire français. Constatant la « situation de grande précarité » du mineur, le juge prend finalement une ordonnance de placement pour six mois maximum. « Depuis le début, personne n'a agi dans l'intérêt de l'enfant, personne n'a été chargé de le représenter juridiquement. On a oublie la loi et la Convention internationale sur les droits de l'enfant », constate amèrement Olivier Brachet. Lundi solr, le ministère de l'intérieur faisait savoir qu'il ne s'opposerait pas

Phillippe Bernard

De la prison ferme requise contre quatre jeunes après une bagarre au Havre

Un footballeur figure parmi les prévenus

de notre correspondant Le procureur de la République du Havre (Seine-Maritime), Gérard Loubens, a requis des peines de prison ferme, assorties de surcontre quatre jeunes gens qui avaient été interpellés au

cours d'une bagarre au petit matin du réveillon de Noël, au Havre, à la porte d'une boîte de nuit, au cours de laquelle cinq poli-ciers avaient été blessés. Parmi les quatre prévenus, âgés de vingt à nigt-cinq ans, qui comparaissaient hındi 26 janvier devent le tribunal correctionnel du Havre, figure Djibril Diawara, Français d'origine senégalaise, joueur professionnel à l'AS Monaco, sans qui l'affaire

n'aurait guère en d'écho. Djibril Diawara est originaire du Havre où il a fait ses classes an Havre Athletic Club (HAC) avant de rejoindre le club monégasque. Il y a laissé sa famille et son frère Souleymane, vingt et un ans, qui joue toujours an HAC et auquel on. prédit un brillant avenir. Les deux frères se sont retrouvés au Havre pour les fêtes de fin d'année. Le soir du 24 décembre, ils sont allés en boîte, à L'Hippocampe. Vers 4 heures du matin, les esprits se sont échauffés et, sur le trottoir, une vingtaine de jeunes en sont venus aux mains. Le patron de l'étasement a appelé la police. Il faudra jusqu'à six équipages pour rétablir le calme, racontent les

eux-mêmes. Les policiers sont formeis: deux bandes se battaient et

se sont réconciliées à la vue des uniformes. Dans la confusion, Djibril Diawara, qui assure avoir voulu caimer son frère, a reçu des coups de matraque. « Ils m'ont troité de Sarrusin*, se défend Souleymane Diawara en s'adressant aux policiers. Une plainte avec constitution de partie civile a d'ailleurs été deposée par les prévenus, l'association SOS Racisme et la patronne de L'Hippocampe, contre les propos qu'auraient tenus les policiers.

Pour le brigadier Hedl Hadikacem, la version est tout autre : « Un collègue a été frappé, traîné au soi. Cétait un véritable lynchage. » Cinq fonctionnaires ont été blessés et ont bénéficié d'arrêts de travail de deux à dix jours. Leur avocat, Mº Jean-François Titus, du barreau du Havre, a distingué Djibril Diawara de ses compagnons, « menu fretin de malfrais et pieds nickelés », car, « pour les jeunes », le footballeur est « un dieu qui n'est pas à la hauteur de sa réputation (...) ».

Me Patrick Ben Bouali, défenseur des prévenus, s'est étonné de l'absence d'autres témoins que les policiers. Les consommateurs de la boîte, pleine à craquer cette nuit-ià, sont effectivement absents de la procédure. Soucieux de défendre les « policiers, gendarmes et magis trais, remparts à la violence», le procureur a requis contre Diibril Diawara une peine de huit mois de prison dont quatre avec sursis, dixhuit mois de mise à l'épreuve, une amende de 50 000 F (7 622 euros) et l'interdiction des droits civiques et familianx pendant cinq ans. Les peines réclamées contre ses trois camerades vont de six à diz mois de prison assortis de sursis partiels. mise is feverer

Prienne Ronnel

Catherine Mégret, maire de Vitrolles, est mise en examen pour discrimination

LE MAIRE Front national de Vitrolles, Catherine Mégret, épouse de Bruno Mégret, président du FN-Mouvement national, et son premier adjoint, Hubert Fayard, out été mis en examen, lundi 25 janvier par le doyen des juges d'instruction aixois Guenaël Le Gallo pour discrimination et incitation à la discrimination. Ils sont convoqués le 29 janvier par le juge qui avait été saisi d'une plainte avec constitution de partie civile de l'Union nationale des associations familiales (UNAF), après l'attribution par la mairie d'une prime de naissance aux parents

Cette allocation. d'un montant de 5 000 françs (754,5 euros), avait été jugée illégale le 17 avril par le tribunal administratif de Marseille. Une vingtaine de famille avait bénéficié de cette mesure, lancée en février 1998 à grands renforts d'affiches représentant un bébé aux yeux bleus. Le premier couple à en avoir bénéficié avait tenu à la restituer quelques semaines plus tard, regrettant « l'indifférence » avec laquelle il l'avait d'abord accepté.

Une semaine d'action syndicale dans l'éducation nationale

UNE SÉRIE d'actions syndicales est prévue dans l'éducation nationale du 26 au 31 janvier. Le Syndicat national des enseignements de second degré (SNES) organisait une manifestation des établissements d'île-de-France, mardi 26 janvier, devant la Sorbonne, pour protester contre la baisse des moyens annoncée pour la rentrée et demander le retrait du décret sur les heures supplémentaires. Les conseillers d'orientation devraient aussi manifester, jeudi, et les surveillants,

Des manifestations devraient avoir lieu dans chaque académie, samedi 30 janvier. De son côté, le Syndicat national des personnels de direction (SNPDEN) organise une sémaine de protestation qui se terminera à la Mutualité, le 30 janvier. Dimanche 31, le SE-FEN (Syndicat des enseignants) appelle tous les personnels à manifester à Paris « pour que les réformes engagées aillent à leur terme ».

W HOLD-UP: trois individus cagoniés out attaqué, hindi 25 janvier vers 14 h 45, en plein centre de Bordeaux, un camion de transports de fonds de la société Brink's, stationné devant le siège social de la Banque populaire du Sud-Ouest. L'employé qui ramenait la sacoche a été tué sur le coup. Selen le procureur-adjoint de la République, les trois malfaiteurs sont repartis en volture, probablement conduite par un quatrième complice, avec « une somme modeste ». - (Corresp.) ■ CORSE : des salariés de Bastia Securita ont occupé symbolique

ment, lundi 25 janvier, physicurs mairies de Corse pour protester contre la suspension des activités de leur entreprise de transport de fonds, proche des nationalistes, après la décision prise, le vendredi 22 janvier, par le préfet de la Haute-Corse, Bernard Lemaire, Bastia-Securita assurait près de 90 % des transports de fonds dans l'île. Le préfet de la région Corse, Bernard Bonnet, a réquisitionné, lundi, l'entreprise Corse Trans dans le but d'opérer certains transports de fonds en direction de l'extrême sud de la Corse.

Vente sur surenchère du 1/10 au Palais de Justice de PARIS,

VENTES PAR ADJUDICATION

Office Spécial de Publicité

47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex

APPARTEMENT à PARIS 7e

120, rue Saint-Dominique de 4 pièces principales au 3ème étage et une CAVE

(MISE A PRIX : 1.991.000 F 5'adresser à : Maître G. COLOMBANI, Avocat à PARIS 19ème 2. nue Melingue - Tél. : 01,40,49,50,39

Td: 01.49.04.01.84 - Faz: 01.43.33.51.36 le JEUDI 11 FEVRIER 1999 à 14 h 30 Maître J.-M. GONDINET, Avocat à PARIS Bâme, 104. nus de Rennes Tél. : 01,45.49.26.08 - Fax : 01.45.49.27.48. Au Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS, où le cahier des charges est déposé.

RÉGIONS

La nécessaire mutation des marchés d'intérêt national

Alors que Rungis fêtera en 1999 ses trente ans, les MIN sont contraints de se moderniser pour s'adapter à l'évolution de leur environnement économique, notamment le développement des grandes surfaces. Le gouvernement a promis une réforme de leur statut actuel, qui freine ce mouvement

EN 1999, le Marché d'intérêt national (MIN) de Rungis aura trente ans. Avec un chiffre d'affaires de 37,6 milliards au 1 septembre 1998 (environ 5,7 milliards d'euros) selon les statistiques du ministère de l'économie, pour un tonnage de 1,93 million de tonnes (dont 1,13 millon de tonnes de fruits et légumes), le MIN du Valde-Marne est - de très loin - le principal des 17 de France, Nantes, au deutième rang, ne réalise qu'un chiffre d'affaires de 3,8 milliards. D'importance très inégale, les MIN doivent aussi, pour certains, envisager à leur tour de changer de lieu d'implantation. Ainsi le maire de Lyon et président de la communauté urbaine Raymond Barre (app. UDF) juge-t-Il «indispensable » le déménagement du MIN, qui occupe 17 hectares dans le quartier central de Perrache: le marché se trouve « contraint dans son développement » et génère des « nuisances par une circulation intensive de poids lourds ». De fait, le MIN de Lyon a vicilii - comme beaucoup d'autres - et il faut le moderniser. Les installations datent d'une quarantaine d'années. Elles sont jugées obsolètes et devraient, dans un avenir proche, être reconstruites sur les communes de Moins et Corbas aptes à recevoir une plate-forme moderne. Encore faut-il lever nombre d'obstacles, le principal

étant d'ordre juridique. Cette question agite, à Lyon comme ailleurs, les professionnels des marchés, les collectivités locales et les pouvoirs publics depuis plusieurs années.

En termes juridiques en effet, il s'agit d'un problème de « domonialité publique ». Les marchés sont situés sur des terrains relevant du domaine public et concédés par une collectivité locale, voire l'Etat pour Rungis. Ce qui signifie que les entreprises qui y exercent leurs activités (grossistes 'transporteurs, frigoristes...) le font dans le cadre de concessions qui leur donnent un droit d'usage des équipements, mais aucun droit de propriété sur les immeubles qui restent classés « domaine public »,

« Les acteurs des marchés vivent comme des oiseaux sur la branche. résume Philippe Barre, secrétaire général de la Fédération française des marchés d'intérêt national (FFMIN). Comme ils ne disposent que d'une simple autorisation d'occupation renouvelable par tacite reconduction, ils s'estiment en situation de précarité. Il faut modifier le cadre législatif pour créer des droits réels. » Ces « droits » permettraient aux entreprises d'inscrire leurs valeurs immobilières dans leur bilan, et de céder ces actifs iors de la vente des commerces :

« OISEAUX SUR LA BRANCHE »



Les agot autres M.L.N. sont caux d'Agen, Cavallon, Châteaurenard, Grenoble, Montpeller, Rouen et Toulouse

« Aujourd'hui, et alors que les MIN ne perçoivent plus aucune subvention des pouvoirs publics comme ce fut le cas dans le passé, les opérateurs se trouvent en situation délicate lorsqu'ils soilicitent des prêts auprès de leurs banques, pour moderniser leurs installations ou les

mettre aux normes d'hygiène. Les banques exigent des garanties vis-àvis de gens qui ne sont pas propriétaires de leurs immobilisations ». fait valoir M. Barre.

Les gestionnaires des MIN n'ont eu de cesse de batailler contre cette reglementation, « Nous ne sommes plus dans le contexte des années 50, où l'Etat souhaitait à travers les MIN mettre en place un interlocuteur entre producteurs et consommateurs », précise Jacques Valade, vice-président (RPR) de la communauté nchaine de Bordeaux et président de la FFMIN, à l'heure où les Bordelais s'apprétent à réhabiliter leur grande halle (voir cidessous). . Nous ne sommes plus en période de pénurie. L'inflation est terminée et l'offre hyperabondante. Avec l'arrivée des grandes centrales d'achat, de nouveaux acteurs sont apparus, rendant obligatoire une évolution des MIN. »

Les autorités de tutelle et les gestionnaires des marchés ont toujours eu un souci commun: faire en sorte que les marchés de gros, lieux en principe clos et étanches, jouent un rôle économique d'entrainement grace au regroupement, sur un même site, de grossistes, producteurs, prestataires de services diversifiés. Plate-forme traditionnelle d'approvisionnement des détaillants indépendants, les marchés « contribuent à l'amédepuis l'origine une mission de service public », indique la FFMIN. qui précise que chaque MIN s'ouvre « sur une vaste zone de chalandisme comprise en movenne dans un rayon de 100 à 150 kilo-

Mais les MIN doivent vivre avec leur époque, malgré leur actuelle précarité juridique. La montée en puissance des enseignes de la grande distribution - qui disposent de leurs propres plates-formes lo-

les MIN doivent s'adapter à l'évolution des modes de consommation, comme aux normes européennes, drastiques en matjère sanitaire. * Depuis cinq ans, nous investissons en moyenne 200 miltions de francs par an pour la réhabilitation de nos installations », indique Marc Spielrein, PDG de la Semmaris, la société gestionnaire de Rungis. Cette marche forcée a permis la mise aux normes du pa-

tiquant la vente en gros. De même,

25 000 emplois directs

• Dix-sept MIN: créés en 1953, les marchés d'intérêt national (MIN) sont réglementés par l'ordonnance du 22 septembre 1967 et ses décrets

d'application. Treize ont le statut de sociétés d'économie mixte (SEM) et quatre sont en

• Chiffre d'affaires : toutes activités confondues, les MTN réalisent un chiffre d'affaires

de la mer et 10 % des produits • Emplois: les MiN regroupent plus de 2 000 sociétés et près de

MIN, près de 20 % des produits

d'environ 65 milliards de francs

Environ 4 millions de tonnes de

fruits et légumes, soit la moitié

des besoins de la population

française, transitent par les

(près de 10 milliards d'euros).

25 000 emplois directs.

gistiques et ne s'approvisionnent donc pas dans les MIN-les contraint à faire des efforts pour offrir de nouveaux services. En outre, certaines de ces grandes surfaces, comme Metro, parfois installées dans les mêmes villes, les concurrencent directement en pra-

villon de la triperie et des produits laitiers en 1998. L'an 2000 sera consacré au pavillon de la viande (le pavillon du gibier est déjà traité), 2001 verra la rénovation du pavillon de la marée.

Face aux demandes insistantes des professionnels des MTN, Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux PME, au commerce et à l'artisanat, en clóturant le 15 octobre 1998 à Lyon un colloque sur l'avenir des MIN a affirmé « solennellement > que < l'Etat donnera aux partenaires Intéressés les moyens juridiques et techniques de réussir les mutations souhuitées ».

WALTIME AD CITEUR

Ces assurances sont donc venues mettre du baume au cœur des professionnels. « Les problèmes de domanialité devraient se régler

par la promulgation de simples décrets, au cas par cas, pour ce qui concerne les 16 MIN de province. En revanche, un texte de loi sera nécesdes terrains entre plusieurs entités publiques », explique Patrice Ver-Marylise Lebranchu, qui a demandé un avis au Conseil d'Etat sur le sulet. . Il ne faudrait pas au'une réglementation archaique vienne en-

Jean Menanteau

A Bordeaux, une rénovation difficile

BORDEAUX

de notre correspondante Avant la création, en 1963, du marché d'intérêt national (MIN) de Bordeaux-Brienne, les grossistes en fruits et légumes étaient concentrés sur la haile des Capucins, au centre-ville. Ce déménagement sur les quais, dans une halle neuve longue de 300 mètres au cœur de 20 000 mètres carrés de bâtiments, devait servir d'exemple sur le plan national. Ce fut en fait... la guerre des «irréductibles des Copucins » contre les « pionniers de Brienne ». Des compagnies de CRS avaient même été appelées pour surveiller les deux marchés et éviter les échauffourées. Line ordonnance de 1967 avait instauré des périmètres de protection autour des MIN, pour éviter l'organisation de circults parallèles de vente, La ville a contourné cette contrainte, en excluant en 1970 le secteur des Capucins de la zone de protection : Jacques Chaban-Delmas, le maire de l'époque. ne voulait pas froisser cet électorat populaire du centre-ville.

Les rancœurs sont aujourd'hui apaisées. Quelques grossistes sont toujours installés sur le marché des Capucins, spécialisé dans le demi-gros et le détail. En juin, les poissonniers

ont emménagé dans la halle centrale du MIN qui accueille 65 opérateurs, dont une quarantaine de grossistes en fruits et légumes. De 4 heures à 8 heures du matin, près de :400 types de produits changent de mains. Les clients viennent du Grand Sud-Ouest, des Charentes aux Pyrénées. Dans un bruit de hall de gare, l'offre et la demande se confrontent. Le langage est codé, les prix ne sont jamais affichés et on évite de prononcer trop fort les mots « franc » ou « kilo ». La journée, la notia des camions s'arrête et l'activité continue à l'intérleur des entreprises installées autour de la halle. Ce marché diurne représente près de la moitié des transactions. En 1998, le d d'affaires fruits et légumes s'élevait à plus de 2 milliards de francs (environ 305 millions

La gestion s'effectue en flux tendus, les entreprises se diversifient, travailient par roulement 24 heures sur 24. Pourtant, les parts de marché sont difficiles à conserver. La grande distribution s'approvisionne désormais dans les centrales d'achat: 40 % des produits consommés en Prance ne transiteraient plus par le circuit des MIN. Selon André Frey, directeur du marché de Bordeaux, la grande surface représente 20 % des achais - Auchan a installé sa centrale d'achat en produits frais sur le MIN de Brienne -, le reste est partagé à parité entre les détaillants et la restauration collective.

SALE EMPHYTECTIQUES

La rénovation du marché, discutée depuis une dizaine d'années, devrait offrir un second souffle aux opérateurs. Ce projet de quelque 160 millions de francs comprend la climatisation de la balle, son extension, la réfection des sois et une nouvelle architecture du bâtiment. Cette étape est indispensable aux yeux des concessionnaires et de la Communauté ur-((CUB), QU à travers une régle directe. Mais dans une lettre d'observations définitives de mai 1998, la chambre régionale des comptes signalait que la CUB intervient déjà massivement dans l'équilibre des comptes de la régie. Cette intervention pourtait s'aggraver si elle « prenait en charge tout ou partie des dépenses d'investissement » de la rénovation. Dans l'hypothèse où la CUB ne participerait pas, les redevances payées par les entreprises seraient doublées votre triplées. « Si les charges locatives augmentent, nous ne serons plus compétitifs par

D'AFFAIRES

1998

Les négodiations s'éternisent. Ni la CUB ni les collectivités susceptibles d'intervenir n'ont encore voté de subventions. Le directeur du marché assure cependant que « des échanges entre les pouvoirs publics et le MTN sont en cours pour débuter des investissements minimum avant Un autre problème alimente les dis-

rapport à nos concurrents », s'inquiète Mo-

nique Trias, présidente de la chambre syndi-

cale des négociants-commissionnaires en

fruits et légumes de Bordeaux et de sa région.

cussions : l'accession à la propriété. A cause de leur statut particulier, les MIN, à Bordeaux prises de devenir propriétaires de leurs locaux. gis, compte tenu de la répartition Bordeaux a lancé une expérience pour le moment unique. Deux sociétés bénéficient depuis quatre ans de baux emphytéotiques de 60 à 99 ans : elles peuvent désormals envisager sans réticence de nouveaux investissements. Le secrétariat d'Etat au commerce aurait manifesté son intérêt pour ce « modèle » qui pourrait être étendu, au cas par cas, aux autres

Claudia Courtois

Le Conseil économique et social préconise le renforcement de la collecte sélective des déchets

déchets ménagers se suivent et se ressemblent. Celui que le Conseil économique et social (CES) devait rendre oublic, le mardi 26 janvier, falt le bilan de l'application de la loi du 13 juillet 1992. En demandant aux préfets de planifier la gestion des ordures ménagères à travers un plan départemental, cette loi tentait d'organiser des filières de traitement afin de fermer, au 1º janvier 2002, les décharges brutes. Le CES n'est guère optimiste : le volume des déchets partant en décharge stagne encore à plus de 22 millions de tonnes par an. A À trois ans de l'échéance, on est encore loin de l'objectif! », résume Michèle Attar, auteur du rapport et pré-

DÉPÊCHE

44.15

ARMAGNAC: les professionnels et les collectivités locales viennent de lancer un plan d'urgence de 100 millions de francs (environ 15 millions d'euros) pour sauver l'armagnac, déjà en difficulté et dont les exportations subissent les effets de la crise asiatique. Les départements du Gers, des Landes et du Lot-et-Garoune, les régions Midi-Pyrénées et Aquitaine, ainsi que le Bureau national interprofessionnel de l'armagnac (BNIA) vont débloquer une soixantaine de millions pour la commercialisation du produit et une trentaine pour la promotion touristique du pays. - (Corresp.)

coopératives HLM. Faiblesse de la collecte sélective, opacité sur les coûts, manque d'engagement des collectivités locales. plans départementaux abstraits et peu appliqués, le constat dressé par la section du cadre de vie du CES est sévère. Le rapport souliene que les pouvoirs publics ont tardé à donner des directives claires aux collectivités locales. Quant aux élus locaux, « ils se sont hûtés lentement » à appliquer la loi et ont privilégié les filières radicales comme l'incinération, entralnant un suréquipement. Aucun effort n'a été fait pour réduire les déchets à la source : la quantité rejetée par habitant est passée de 200 à 400 kilos

par an depuis 1960.

SYSTÈME DEMEURANT « LIMITÉ » Conséquence, les coûts de la gestion des déchets supportés par l'habitant ont été multipliés par vingt en quarante ans et le système de taxe d'élimination des ordures ménagères apparaît « opaque, peu rationnel et inégalitaire ». Quant au dispositif de collecte délégué à des organismes privés agréés, « il n'atteint pas les résultats espérés »: la population française est desservie pour seulement 25 % et ce système demeure « limité » à quelques matériaux (verre, papier et cartons).

Le rapport dresse une liste de propositions autour de deux objectifs : la prévention en amont et la réorgani-

LES RAPPORTS sur la gestion des sidente de la Fédération des sation du financement. Le premier passe par une réduction de la production des déchets : mise en place de règles strictes aux producteurs d'emballages, obligation de reprise par les distributeurs des vieux produits manufacturés (voitures et pièces détachées, électroménager, bureautique...), encouragement à l'emploi des produits recyclés dans les cahiers des charges des marchés publics...

Le rapport propose ensuite de

« réorganiser le financement du service public » en faisant payer plus les vrais producteurs de déchets. Ainsi la contribution des industriels au financement de la collecte et du recyclage doit augmenter et être étendue à d'autres secteurs (journaux gratuits, piles, produits de bricolage). À l'inverse, le consommateur ne devrait supporter que la partie "en vrac" en fonction du poids ou du volume. Ce rapport s'inscrit dans la logique de la collecte sélective, préconisée dans la circulaire du 22 avril 1998. Les préfets ont jusqu'au 31 décembre pour finaliser l'objectif national de 50 % de recyclage dans les plans départementaux d'élimination des déchets. Le temps presse : kundi 25 janvier, la Commission européenne a décidé de saisir la Cour européenne de justice afin d'obtenir une condamnation de la France pour non-respect des directives de 1991 sur les déchets et de celles de 1994 sur les emballages.

PINAULT PRINTEMPS-REDOUTS PROGRESSION DE 21,5% **DU CHIFFRE D'AFFAIRES 1998** CHIFFRE

Le groupe Pinauli Printemps-Redoute a réalisé en 1998 un chiffire d'affaires de 16 514,7 M€ (108 329 MF), an housse de 21,5 % par rapport à 1997.

Par pôle d'activité, la variation du chilfre d'affaires s'analyse comme suit :

	En millions	de francs	Vor	En milions d'Euros
	1998	1997	700	1998 1997
Distribution Grand Public	56 148	48 905	+14,8%	8.559.7" 7.455.5
Distribution Professionnelle	45 224	33 768	+ 33,9 %	6.894.4 5.1.47.9
Commerce International	6 957	6 506	+ 6,9 %	1060.6 991.8
OTAL	108 329	89 179	+ 27,5 %	16 5M F 13 395,3
de Inthe	1.1400	-		e 1. a 11 and

Catte progression reliète : l'effet des acquisitions réalisées par le groupe Radoute en 1997 et de la prise de contrôle de Brytone cuit. Biots-Unis ocquis en 1998,

les excellentes performances de Conforcino et Frioc en

• l'accélération de l'activité du Printemps. A périmètre et toux de change comparables, le chillre d'alfaires du pôle est en hausse de 6,6 %.

La licresse du pôle Professionnel s'établit à 33,9 %, nalamment gräce :

· à l'attégration de Guillout consolidé sur 12 mais. aux acquisitions réalisées par Revel en 1997 et 1998, o à une croissance interne observée dans chacune des enseignes du pôle, plus porticulièrement chez Guilbert. A perimètre et toux de change comparables, le chiffre d'affaires du pôle est en hausse de 4,7%.

18 Place Henri Bergson – 75381 Paris cedes 08

s'explique par :

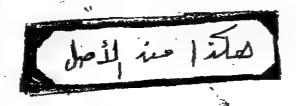
une lorte progression de l'activité en Afrique Centrale et dans les DOM-TOM, la poursuite de la craissance de la pharmacie A périmètre et toux de change comparables, le chilfre d'affaires du pôle est en housse de 8,2 %.

A perimetre et teux de change comparables, le chiffre d'adaires 1998 du Groupe est en progression de 5,9 %. • Les effets de croissance externe et les effets de change ont contribué respectivement pour 2 032,3 M€ (13 331 MF) et -31,1 M€ (-204 MF) a la progression

L'encours mayen producté du groupe Finarei (pôle Crédit et Services Financiers) est en hausse de 12,1 % par rapport à 1997.

Le chillre d'allaires du Groupe au quatrierne himeste 1990 a enregistré une progression de 21,8 % à structure réelle et de 3,6 % à perimètre et laux de change comparables.

mations Actionnaires : 01 44 90 63 25 ernet : http://www.pprgroup.com noil : com/i@pprgroup.com 3615 COB, rubrique BDC



en région parisienne, photographiée par Gulllaume Herbaut en 1998, ians le cadre d'un travail sur les banlieues.

« Le Monde » commence la publication d'une série en trois volets sur la violence en France, vue par ceux qui la vivent au quotidien, auteurs ou victimes. policiers des quartiers à problèmes ou élus locaux confrontés à la délinquance. Au Clos-Saint-Lazare, une cité de Stains, en Seine-Saint-Denis, construite dans les années 60, notre journaliste a écouté le discours des garants de l'ordre et celui des jeunes. Des paroles qui, parfois, se ressemblent

> Dans un souci d'anonymat, les noms des interlocuteurs du Clos-Saint-Lazare ont presque tous été modifiés. Les jeunes ont chora eux-mêmes leur pseudonyme.

Paroles de jeunes

UNDI 18 JANVIER. jour de lête dans la cité. Les robes en dentelle dépassent les petits garçons portent la cravate. Les musulmans fètent l'Aīd, la fin du ramadan. L'après-midi est gris mais particulièrement animé. Sur les marches, à l'entrée d'un immeuble, quelques jeunes gens attendent un ami. Passe une 306 blanche, passagers en civil. « La bande à Gérard I, lance Khader, vous avez vu ? Ils ont ralenti, ils nous ont regardés... les flics, on les connaît tous. » Les relations entre les jeunes et la police, ici? «Le iour où on ouvrira un débat sur ce sujet-là, il ne finira pas. Les ieunes comprennent pas, la police comprend pas. »

C'est l'histoire du chat et de la souris. Une histoire sans fin, qui se nourrit du quotidien. Des contrôles, des interpellations, du ras-le-bol de la population, des peurs et de l'image de chacun. Une histoire dont les protagonistes se défendent d'être ce qu'ils sont aux

> « ils ont une image de nous qui n'est pas la bonne »: parole de flics à propos des jeunes, parole de jeunes à propos des flics.

Certains élèves n'arrivent pas à concevoir qu'on est là pour aider les gens », témoigne Ludovic, un des deux Ilotiers qui interviennent dans les collèges. « Les jeunes d'ici, on a tous une image. Un jour, mon petit frère faisait un footing avec un ami. Il s'est fait embarquer au commissariat. Pourquoi ? Parce qu'il avait le profil : noir, grand et crâne rasé » (Teddy, vingt et un ans, en terminale). « On l'aime pas, Gérard. C'est une crapule. Dès qu'il entend mon nom de famille, c'est fini » (Farid, dix-huit ans, chômeur). Ses frères seraient-ils connus au commissariat? « Non. c'est moi. le préfere pas en parler. Mais j'ai changė, je reste droit, je svis allé m'inscrire à l'ANPE. Ils ont une image de la personne, elle change pas. »

Au Clos-Saint-Lazare, comme dans toutes les cités, l'abcès de fixation est le hall d'immeuble. Lieu de rencontre des leunes, lieu de trafic parfois, lieu de contrôles routiniers, lieu de répression. « Ils nous contrôlent tout le temps alors qu'ils nous connaissent, et si on n'a

pas nos papiers, ils nous embarquent alors qu'ils savent très bien nos nom, prénom et adresse » (Willy, seize ans, en troisième). « Nous, on n'est pas des habitués des halls, mais l'autre jour on y était, ils sont rentrés matraque à la main, ils nous ont passer » (Teddy).

« C'est sur qu'on va plus s'intéresser à un adolescent qu'à la femme qui rentre avec son enfant », admet Dominique Delpino, commande l'unité de voie publique du commissariat. Ils n'aiment pas qu'on les contrôle. Malheureusement, ceux qu'on contrôle, à 95 %; ils ont des choses à se reprocher. S'ils étaient tranquillement chez eux, ils ne seraient pas contrôlés. » Les « descentes » dans les halls font souvent suite à des appels - anonymes - d'habitants. « Quand on va en réunion de quartier, on n'entend que ça, raconte la commissaire Pascale Dubois. Les gens sont excédés. Ils ne supportent plus de voir des groupes de jeunes en bas de leur escaller. Ils nous reprochent d'être inactifs. »

Au carrefour de Stains, Saint-Denis et Pierrefitte, en Seine-Saint-Denis, la cité est connue comme un lieu de trafic de drogue. Les coups de fil des habitants permettent de temps à autre de surprendre une transaction. « En septembre, poursuit la commissaire, lors d'un contrôle, des fonctionnaires ont interpellé dans un hall un jeune qui avait cinquante doses d'héroine sur lui. D'ailleurs, le même jeune a été interpellé trois mois plus tard,

toujours pour trafic de stupéfiants. » « Ce qui nous dégoûte le plus, c'est qu'il se passe des choses graves, et ceux qui les font ils prennent rien. Et nous on se fait emmerder alors qu'on ne fait rien. » La complainte de Douma, vingt ans, étudiant en anglais, revient comme une rengaine. Faudrait-il donc réprimer davantage? « Certoines personnes, oui. Mais il leur faudrait trois commissariats pour arranger les choses ici. »

« Ils n'ont jamais servi à rien, renchérit un de ses copains. On va pas vous cacher que la drogue coule à flots dans cette cité. » Daril, vingt ans, salarié dans la sécurité, avance une explication au « harcèlement » dont les jeunes, délinquants ou non, se disent victimes: « Comme ils n'arrivent pas à attraper ceux qu'ils doivent attraper, ils cassent les couilles à tout le monde. > « Le pire, c'est qu'ils savent qui fait quoi », poursuit Xavier, vingt-tieux ans.

Omniscients et omnipotents, les policiers du commissariat? « lis se trompent. A notre niveau, on fult de nous a dit: "Moi, je suis pas un petit la petite police, je n'al pas prétention : merdeux, comme vous." » « La paà arrèter de gras trafiquants », tépond un des membres de la brigade anti-criminalité (BAC). Le capitaine Delpino le confirme: « Malheureusement, nous ne savons pas tout ; ils voient des choses que nous ne voyons pas. » Mals ces choses, pas question de les rapporter. « Un jour, taconte Teddy, j'ai assisté à un réglement de compte; de ma fenêtre, j'ai vu un type se fatre tuer; les flics sont venus me demander de témoigner ; j'ai dit que j'avais rien vu. » Ce rejet, Teddy, un grand Antiliais amateur de rap, le met sur le compte du «manque de respect ». « Une fois, poursuit-il, j'étais sur les Champs-Elysées; je regarde un flic, il me regarde et il me dit: "Qu'est-ce qu'y a, espèce de sale con?" ; je lui ai répondu, on a échangé des injures, ils m'ont embarqué au commissarlat... J'ai appris que c'était eux les boss, qu'il fai-

« Nous, on les respecte, eux nous respectent pas »: parole de flics à propos des jeunes, parole de jeunes à propos des flics.

« Souvent, quand on arrive, ils nous provoquent, témoigne un bil-

lait fermer sa gueule. »

nous, ça nous force encore plus à chauffer. Un jour, il y en a un qui role d'un fonctionnaire, elle vaut deux paroles. C'est ce qu'ils nous ent», assure Zeua, un co de seize ans qui a connu plus d'une fois la garde à vue. « Un jour, je me suls fait taper. C'était il y a un an. après un vol à Carrefour. Ils voulalent que je balance ceux qui étalent sur les photos prises par les caméras. Ils ont cogné. J'avais un bieu à l'arcade sourcilière. Mais j'al renonce à porter plainte, parce qu'un bleu ça disparaît vite. »

" HADER, plus âgé, n'est pas un habitué des halls. « Un soir, dit-il, J'étais chez moi, il y avait du bruit en bas. Je croyais que c'était les petits. Je descends en criant: "C'est quot ça?" La police était là. Ils m'ont foullié en me disant: "Tu te crois dans ta cambrousse? On est les rois ici, ça nous appartient". *

A la cité, territoire à défendre correspond un vocabulaire féodal. Le commissariat, qui a ouvert ses portes il y a deux mois, à un quart d'heure à pied de la cité, a immédiatement trouvé appellation : « la forteresse »: Baies vitrées blindées, énormes doubles portes à l'entrée... le bloc de béton est impre-

« Ils font peur à personne, les policiers : déjà, au Clos, il y a cent fois plus d'armes qu'au commissariat. Quand ils viennent ici, ils ont peur, alors ils tapent »

(Zetla, seize ans, collégien)

gadier, il faut leur demander leur carte d'identité trois ou quatre fois. » « f'ai vu un petit de quatrecinq ans mettre un coup de pied dans une voiture de police », reprend un de ses collègues. « Les sept-huit ans nous montrent du doigt alors qu'on passe en voiture banalisée, poursuit le brigadier. Comment voulez-vous qu'ils nous respectent à treize-auatorze ans? *

Au commissariat, gardiens de la paix et gradés devancent la question: tous disent respecter les jeunes. Au pied des escaliers, la

nable. Dédale d'immeubles avec porches et culs-de-sac, la cité, elle, est enclavée. « On a du mai à être maîtres des lieux, admet un brigadier. Eux, qu'est-ce qu'ils voudraient? Que ce soit une zone interdite pour nous. On est génants. » « Quand on vient dans leur cité. c'est un peu comme si on venait chez "eux », poursuit un de ses collègues.

Le capitaine Delpino est catégorique: «Il est évident qu'on n'y est pas en permanence, mais on va partout, ce ne sont pas eux qui font la loi. » Il n'empêche... Il y a trois seversion change. « Ils nous poussent maines; un flagrant délit de tran-





Sartrouville (Yvelines), 1996. Un policier procède à l'arrestation sur la voie publique d'un jeune en scooter. Ce cliché est issu d'un reportage sur la vie du commissariat de Sartrouville qu'a mené, en 1996, le photographe Guillaume Herbaut.

gardien de la paix à l'unité d'inves-

s de jeun contre paroles de flics

par la fuite des coupables, qui out légèrement blessé un des fonctionnaires de police. « Pendant plusieurs lours, on y est allés tous les soirs, poursuit Dominique Delpino. Pour montrer que c'était nous les maîtres du coin. »

ETLA le collégien n'est pas de cet avis: « ici, c'est les jeunes qui contrôlent. Rien que moi, je leur ai déjà tellement fait la misère noire qu'ils ont dû s'arracher les cheveux » Un exemple? « Il y a deux semaines, quand on a couru derrière la 306 des képis.» Des policiers du commissariat? « Non. de Saint-Denis. On les connaît. L'un d'eux avait levé le majeur. Vous voyet ce que je veux dire... On leur a lancé des cailloux. Ils se sont sauvés. » « Tous ceux qui sont contre nous, ils auront jamais le dernier mot », renchérit son copain Snipper, qui a lui aussi connu la garde à vue « pour des histoires de coups et pour détention de shit [haschich] ». « C'est une guerre. Un jour, une équipe va gagner. Mais on pourrait peut-être trouver un terrain d'entente. » Willy l'interrompt : « Nous, c'est sans problème. ils changent, nous on suit » Et Snipper de conclure : « En attendant le jour J, on rend le mai pour le mai. »

Conflit biaisé, puisque les deux parties n'obéissent pas aux mêmes règles. Au détour d'une conversation. Willy décrit un contrôle: « l'avais rien sur moi, un couteau, quoi, c'est tout. » Quelques minutes plus tard, Snipper raconte une scène identique. Et ajoute : « Mais c'est tout à fait normal que, dans une cité, on ait un couteau puisque les plus forts s'attaquent aux plus

jaibles. C'est la jungle. » « Parfois, on entend: "Pose ta plaque, qu'on s'explique !", témoigne un des membres de la BAC, mais nous on n'est pas là pour se bagarrer ! » « A combien de políciers j'ai dit : "T'enlèves ton arme, on fait un tête-à-tête." Mais leur code à eux c'est: "Dégaine le plus vite!" ». raconte Zetla. « C'est vrai que, dans les cités, on a nos propres lois, notre code de l'honneur. Par exemple, on n'a pas à vendre sur le terrain des autres, à dire du mai de la sœur des autres. Je me suis fait fracasser parce que les grands de la cité ont vu que ie fumqis [du cannabis] », poursuit le collégien. « lci, plus on est jeunes, plus on est contre la police. C'est les petits qui prennent pour les grands. Les grands, ils font leur business. Ils

qu'il faut pas se faire remarquer. Ils nous crient dessus quand les flics viennent. C'est nous qui les attirons. On les comprend, parce qu'ils font leur business. Avec eux, ça va, parce que c'est nos proches, c'est pour notre bien qu'ils nous crient des-

Zetla n'a que seize ans, mais il a déjà été condamné à deux peines avec sursis. « Si je prends des risques, dit-ii, c'est pour faire de

« Quand ils disent qu'on est racistes, ça me fait rigoler. Dans d'autres services, je l'ai ressenti ; ici, jamais » (Capitaine Delpino, commissariat de Stains)

l'argent, habiller décemment mon petit frère, avoir des loisirs. Ici, c'est l'argent le problème. Les gens n'ont pas beaucoup de ressources, ils font tout pour arriver au sommet. Avec l'argent, on peut tout faire. Il faut s'en procurer par tous les moyens, même s'il y a des années de prison derrière. Et tous les jeunes sont de mon avis. Quand on a de l'argent, ça ouvre les portes. Il faut à tout prix de la marque pour montrer qu'on vaut quelque chose, pour que les gens nous regardent. » Ce jour-là, il est hii-même habillé simplement : aucune marque n'apparaît ostensiblement sur sa tenue. Lorsou'on le kij fait remarquer, il exhibe avec un sourire le crocodile qui orne son pantaion au niveau de la ceinture.

« Les plans, poursuit Zetla, y en a plein qui se présentent, il suffit de se baisser pour romasser le billet. Comme disent les ieunes : "C'est pas la stup qui va me nourrir." On sait très bien que si on se fait arrêter, on va être juge, puis on va ressorur, et ce sera les mêmes tentations, les portables, les voitures. » La police ne fait donc que son travail? « Oui, mais y en a qui le font bien, y en a qui le font mal... Y en a qui respectent pas la loi. Ils nous prennent notre shit, alors-que, normalement, ils devraient nous embarquer et nous faire passer en jugement. Mais

saction de stupéflants s'est terminé sont plus calmes, parce qu'ils savent y en a qui discutent, qui cherchent à comprendre. Tony, c'est quelqu'un de super. Quand j'ai volé à Carrefour, il a essayé de me raisonner. Il m'a dit qu'y a d'autres moyens de s'en sortir. Je me suis dit: "Parmi tous ces chiens, y en a qui comprennent les jeunes. " Ça a eu de l'influence. Ses paroles me sont restées dans la tète. Il a pas cessé de me vouvoyer. Le respect, quoi. »

> murs de l'école primaire visent nommément les têtes de Turc. « Nique [suivent trois noms] et toute la BAC, bande de fils de pute, 2-0 pour nous. » Les membres de la brigade anti-criminalité - treize gardiens de la paix et un brigadier habillés en civil - sont chargés de la répression. En toute logique, ils arrivent en tête au hit-parade des plus mal considérés. Le rejet n'est toutefois pas global. «La BAC, ils jouent les cow-boys. On connaît tous leurs noms. Mais y en a qui sont mpas. Les flics bien, ils passent », dit l'un. « Il y a des bons et des mauvais, c'est comme les jeunes dans les cités », dit l'autre.

Les graffitis qui souillent un des

TURIEUSEMENT, si la BAC est surnommée «la bande à Gérard », Gérard n'en est pas le chef. Dès qu'il est question de police, le prénom est sur toutes les lèvres, associé à toutes sortes d'injures. « Il parle mal. Il frappe pas, mais c'est pas l'envie qui le retient », dit Zetla. « Un jour, il m'a dit: "Si je te revois dans un hall, Je te casse la gueule"; il m'a déjà mis trois-quatre claques », poursuit Willy, Au commissariat, la hiérarchie ne lui connaît pas cette réputation. « Quand je tourne avec lui, je vois que c'est un de ceux aui discutent le plus avec les jeunes : d'ailleurs, c'est pour ça qu'ils connaissent son prénom, affirme le capitaine Delpino. Il est peut-être considéré comme dur parce qu'il passe justement de la discussion à la repres-

L'intéressé attribue sa notoriété à son ancienneté sur le terrain. Il est agé de trente-deux ans, dont six passés au commissariat de Stains. « Il y a des familles où je connais tous les garçons. Ils ont tous séjourné dans nos locaux. Hier, il y a eu une intervention au Clos. Les ieunes criaient "Gérard !", alors que j'étais en congé en province! Un jour, j'ai entendu un gamin de cinq ans, qui accompagnait sa mère venue faire faire des papiers au commissariat, pelles Gérard"; Je ne sais pas pour qui ils me prennent, mais surement pas pour ce que le suis réellement; ils nous ressentent comme des cowboys parce qu'on fait notre travail. » Et lorsqu'on lui rapporte le témoignage du ieune homme qui dit avoir recu des coups : « Des fois, pour arrêter les auteurs de délits, on coercitifs. Mais frapper gratuite-

> « Ils peuvent être violents »: parole de flics à propos

de jeunes à propos des flics.

des jeunes, parole

A la question : « Vous est-il déjà arrivé d'avoir peur pendant le service?», les fonctionnaires de police répondent par l'affirmative. Un des jeunes membres de la BAC se souvient, en particulier, d'une intervention dans un magasin qui avait été attaqué par des jeunes gens accompagnés de pitbulls. « Quand on est descendus de voiture, ils ont menacé de lacher les pitbulls : le principal auteur du délit s'est sauvé, on l'a suivi, les autres nous cherchaient. J'ai eu un doigt retourné par une barre de fer. » • La difficulté, poursuit le brigadier qui fait équipe avec lui, c'est de gérer le stress. Imaginez que j'aie tiré sur le pitbull et que la balle ait ricoché. Il y aurait eu une bavure. On n'a pas droit à l'erreur, »

« Est-ce que c'est grave de conduire sans permis? Est-ce qu'à dix-huit ans les peines de sursis s'effacent? Qu'est-ce qu'il faut faire pour entrer dans la police?»

leuses, aux jeunes de la cité le sentiment de puissance? « Ils n'ont pas peur de la police », constate le brigadier de la BAC. « On n'a pas peur de nos propres parents, pourquoi on aurait peur d'eux?, s'étonne Snipper. Ce qu'ils savent, c'est qu'ils sont quoi ? Une dizaine ? Une quinzaine ? Nous, on est un millier. » « Ici, ils risquent leur vie », admet Teddy. «Ils font peur à personne les policiers: déjà, au Clos, il y a cent fois plus d'armes qu'au commissariat, dit Zeda. Quand ils viennent ici, ils ont peur, alors ils tapent. - Simple

A la police les situations péril-

d'ailleurs régulièrement, de manière assez naturelle. « Nous aussi on y est pour quelque chose. Des fois, on va en soirée. Pour rentrer, on vole une voiture » (Rrus, dix-sept ans, en seconde). « On leur complique plus la vie qu'ils nous la compliquent » (Zetla).

Comme les autres, Zetla aborde rapidement le sujet du racisme. Ils nous traitent de sales Arabes ou de sales Noirs. » Est-ce que ça lui est déjà arrivé personnellement? « Plusieurs fois. » Les effectifs du commissariat comptent beaucoup d'Antillais et quatre personnes d'origine maghrebine. L'un d'eux.

eux, de blessés par nous. » tigation et de recherche, âgé de Quand il a terminé sa formation vingt-neuf ans, raconte : « Je suis né de gardien de la paix, Michel, d'orià Aubervilliers, de père algérien, de gine bretonne, a souhaité travailler mère portugaise, et j'ai grandi à « dans les quartiers chauds ». Drancy. Je voulais changer les « J'avais envie de voir si ces jeunes choses, j'al toujours voulu que justice étaient différents de moi. Et j'ai vu 🦦 soit faite. le prends le temps de voir dit-il. A vingt-six ans, il travaille à les parents, de discuter avec eux, le l'unité de traitement du judiciaire, dis aux jeunes de faire gaffe à leurs fréquentations. Il y en a un qui est en mais procède parfois à des Interpellations. Les jeunes, c'est surtout cage, là en ce moment. Je le connais par cœur. je lui ai déjà envoyê une pendant ses heures de loisirs qu'il les a découverts, en pratiquant la carte postale de vacances. Le racourse à pied, au niveau national, cisme, je l'al vecu. Dans le privé, il existe, pas dans l'administration. Siau club de Pierrefitte. « A mon arrivée, un ieune a dit au coach: "Ca non, je n'y serais jamais rentré. Au sein d'une administration, il peut y veut dire quoi, ça! On prend des flics

a plus de fonctionnaires blessés que,

nant, on s'entend bien, il est venu

chez moi. » Son diagnostic? « Fon-

cièrement, il n'y en a pas beaucoup

qui sont méchants, seulement, ils

peuvent être très violents avec l'effet

de groupe, avec le réflexe humain qui consiste à tenter sa dernière

« En groupe, ils ne sont plus

les mêmes » : parole de filcs.

« En groupe, nous ne sommes

« On peut discuter tranquillement

avec l'un un jour. Le lendemain, il

nous jettera des pierres, témoigne

un des membres de la BAC. Pariois,

certains me disent: "Donne-moi ta

plaque, ton flingue, tu vas voir com-

ment je vais rétablir l'ordre." Mais

c'est un discours qu'ils ont quand ils

sont tout seuls. » Abdellah, un collé-

gien de seize ans, l'admet : . On est

en faute aussi ; parce que, quand on

est en groupe, on se croit supérieurs,

on croit qu'on peut les insulter à vo-

lonté. « Les mea culpa reviennent

plus les mêmes » : parole

à l'école avec des copains noirs et maghrébins », renchérit le brigadier qui dirige la BAC. « Quand ils disent qu'on est racistes, ça me fait rigoler, poursuit le capitaine Delpino. Dans d'autres services, je l'al ressenti ; ici, jamais. » « Leur parole vaut plus que la notre », assure Zetla. « Des fois, les keuis m'appellent bamboula, témoigne Willy, ça fait pas plaisir, je suis obligé de riposter. »

« La police raieunit. On a tous été

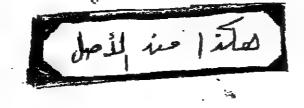
« Ce qui manque, c'est du dialogue » : parole de flics, parole de jeunes.

Tous le disent. Le brigadier de la BAC rêve d'un autre monde : « Moi, ce que j'almerais bien, c'est que les gens nous disent boniour, qu'ils nous aident à remplir notre mission. » Les îlotiers sont les seuls à connaître ce type de relations. « Ce qui fait plaisir, c'est quand on se balade dans le Clos et que des ieunes de quinze-seize ans viennent nous serrer la main » (Ludovic). Personne, dans le quartier, n'entretient des relations avec les membres de la BAC? Les trois hommes de l'équipe en service à ce moment-là se regardent, perplexes. « Vous voulez dire... des relations amicales? » Silence. « Je vois pas. Au mieux. ils nous ignorent. »

 On va pas dire que nous on est bien et eux ils sont mal, affirme Abdellah. Il faut qu'on se calme et qu'eux ils se calment, » Comment y parvenir? « Déjà, il faudrait faire connaissance avec la police. » Michel, le gardien de la paix qui pratique la course, a fait connaissance, lui, avec des jeunes des cités. Très souvent, ils lui posent des questions: « Est-ce que c'est grave de conduire sans permis? »; « Est-ce qu'à dix-huit ans les peines de sursis s'effacent? » Deux fois, il a même entendu : « Qu'est-ce qu'il faut faire pour entrer dans la police? »

Marie-Pierre Subtil

PROCHAIN ARTICLE: 2. Le désarroi



boliques de toute une société. Faut-il que la seule opposition à ce projet prenne la forme des tentatives d'obstruction systématique par la droite, et que sous prétexte de ne pas faire perdre la face à la gauche on fasse passer en force un texte de loi mai recu parce que, pour l'essentiel, mal pensé ?

des structures imaginaires et sym-

Nous sommes conscients de la nécessité de corriger des injustices et des incohérences en facilitant la vie des concubins, hétérosexuels et homosexuels. Mais nous savons aussi - des experts l'ont clairement montré - que cela est possible par des réformes juridiques et fiscales, étendues aux couples homosexuels. Devons-nous accepter sans discussion, sous peine de nous voir traités d'homophobes ou de défenseurs bornés de la famille chrétienne, qu'au nom de ces nécessaires réformes soit imposée une nouvelle forme

d'union légale, compromis boiteux entre désir de reconnaissance institutionnelle et désir de libre choix individuel, mêlant les couples qui ne veulent pas se marier avec ceux qui ne le peuvent. pas, et. pourquoi pas, avec ceux qui n'ont pas le droit de faire couple parce que frères et sœurs?

Faut-il faire comme s'il allait de soi qu'un choix de vie sexuelle doive faire l'objet d'une reconnaissance institutionnelle?

Et pour ces derniers, à la condition qu'ils ne soient que deux, formant une paire et pas davantage (ce qui est illogique si le PACS n'est pas bâti sur le modèle du mariage), mais au risque alors que la loi, traitant des paires de consanguins comme des couples. cesse ainsi de marquer symboliquement l'interdit de l'inceste entre frères et sœurs, ou bien que, le contrat civil entre plusieurs partenaires de même sang étant admis, ce soit du même coup la barrière légale contre la polygamie

En quoi le Collectif pour le PACS, défendant une option politique et juridique parmi d'autres, peut-il être considéré comme le représentant de l'ensemble des homosexuels ainsi que de l'ensemble des concubins hétérosexuels, qui n'ont jamais été consultés, voire de nous tous, qui sommes concernés puisque le PACS change la donne pour tout le monde, y compris pour les générations futures? Doit-on accepter sans discussion cette innovation juridique consistant à autoriser la rupture unilatérale d'un contrat sans aucune contrepartie? Faut-il faire comme s'il allait de soi qu'un choix de vie sexuelle doive faire l'objet d'une reconnaissance institutionnelle Doit-on trouver normal que toute différence soit traitée comme une discrimination et que ceux qui choisissent ou assument de vivre une différence exigent en même temps que celle-ci soit neutralisée

doll in lited

au nom de l'égalité? Faut-il donner force de loi à cette inionction paradoxale, devenue aussi répandue que destructrice, consistant à exiger d'une autorité qu'elle prenne en charge et reprenne à son compte les manifestations de résistance ou de délégitimation de cette même autorité? Et devra-t-on bientôt inventer un énième statut pour ceux qui de manqueront pas de trouver le PACS insuffisammentinstitutionnel et voudront le rapprocher du mariage? Pourquoi,

un problème qui exige la ciarté par une solution non seulement confuse mais aussi perverse, parce que contradictoire et risquant de créer beaucoup plus de situations problématiques qu'elle n'en évite-

Poser ces questions ne nous parast pas, bien au contraire, contraire aux valeurs de gauche défendues par nos élus, et c'est une exigence minimale de la démocratie qu'elles soient sérieusement et publiquement discutées.

C'est pourquoi nous demandons qu'avant une décision irréversible un débat de fond soit mené sur le PACS, qui suspende les relles politiciennes et les pressions partisanes au profit d'une véritable réflexion, où les représentants politiques n'oublieraient pas qu'ils sont d'abord au service de l'intérêt général.

Caroline Eliacheff est Antoine Garapon est magistrat. Nathalie Heimich est sociologue (CNRS). Françoise Héritier est anthropologue, professeur au

Collège de France. Aldo Naouri est pédiatre. Paul Veyne est historien, professeur au Collège de France. Heinz Wismann est philosophe (Ecole des hautes études en sciences sociales).

habiller, leur raconter des his-

toires, les câliner, les envoyer à

l'école, les chatouiller, jouer avec

eux, les soigner, leur apprendre le

Il est wai qu'être parent - père ou mère -, c'est renoncer à une

part de liberté. Il vaut mieux le sa-

voir avant de s'y lancer. Ce n'est

pas une bonne idée de faire

d'abord des enfants et de s'abére

cevoir ensuite que ce n'est pas

votre tasse de thé. Etre mère (ou

père), c'est génial et pénible; etal-

tant et ennuyeux, bouleversant et

fastidieux. On continue d'être soi :

mais on ne peut plus se croire seul

(e) ; ça fait mai, ça fait bizarre, ça

Comment comprendre queique

fait peur...

au Brésil

par Bruno Dethomas

E Brésil est entré, après l'Asie et la Russie, dans la tourmente des marchés financiers internationaux. Certaines décisions récentes, comme le moratoire annoncé par le gouverneur de l'Etat du Minas Gérals de la dette qu'il a vis-à-vis du pouvoir central, euvent expliquer cette méfiance. Mais les marchés seraient avengles d'ignorer les efforts accomplis ces dernières années par la neuvième puissance économique du monde et les différences fondamentales qu'il y a entre ce pays et ceux qui, en 1998, ont été 1997, puis à nouveau au début de rictimes de ces crises dites de la giobalisation.

Commencée au début des anées 90, l'ouverture du Brésil au monde a été spectaculaire. Cela est d'autant plus significatif que ce pays était l'un des rares à pouvoir se targuer de quelque succès dans : un développement fondé naguère ssentiellement sur la substitution aux importations. Les droits de douane sont tombés, en quelques années, de 35% à 14% en moyenne; les grands secteurs (énergie, mines, télécommunications, transports) ent été dérèglementés et les privatisations, toujours en cours, our déjà rapporté plus de 85 milliards de dollars. (près de 13 milliards d'emps). Le Brésil a été plus rapide dans la désétatisation de son économie que le Royaume-Uni de Margaret

Et si les entreprises européennes, qui disposent désonnais, dans ce pays, d'un stock d'investissements productifs de plus de 70 militards de dollars (10,67 milliards d'euros) - preuve d'une grande confiance en l'avenir - out participé à nombre de ces privailsations, c'est qu'avec 160 millions d'habitants (plus de 200-dans le Mercosur - Marché commun du cône sud), au revenu par tête de 6 000 dollars (914 euros, soft quatre fois le revenu par tête de l'inde, par exemple), te pays dispose déjà d'un large marché solvable.

Cette ouverture n'aurait pas été possible sans stabilité monétaire. La grande réussite du président Cardoso a été de ramener l'inflation, comme ministre des finances d'abord, puis comme président de la République, de plus de 5 000 % dans les douze mois précédant le plan Real (1" Juillet 1994) à moins de 3 % en 1998. Cette réussite kui a d'ailleurs apporté le soutien d'une bonne, partie des classes moyennes et défavorisées, principales victimes des jongieries nécessaires quand le salaire que l'on touche perd la moitié de sa valeur en queiques jours, et tui a assuré une confortable réflection, dès le

premier tour, en octobre 1998. Il ne s'agit pourtant pas de peindre une situation plus rose qu'elle n'est : cette ouverture s'est faite au prix d'un chômage croissant, et le Brésii garde des mégalités sociales prononcées - avec des élites parfois insupportables d'égoisme. Doté de structures encore trop souvent archaiques, ce pays au territoire plus vaste que la grande Europe est, en outre, difficile à réformer : d'autant que la Constitution de 1988, première Lol fondamentale post-régime militaire, a voulu tout prévoir, en même temps qu'elle rognait les pouvoirs de l'Etat fédéral, obligeaut ce dernier à négocier tout changement avec un Congrès encore largement représentatif de ancien presil

Mais force est de reconnaître que, à la veille des crises asiatique et russe, le pari des dirigeants brésiliens était en passe de réussir : l'ouverture des marchés avait cassé les anticipations inflationnistes, tandis que les capitaux externes avaient suppléé une épargne nationale insuffisante, du fait notamment du déficit croissant des comptes publics. Une telle stratégie supposait que le Brésil réduise par des réformes structurelles ses dépenses publiques et que les investissements améliorent la compétitivité des produits brésiliens - de fait, la compétitivité mesurée par le coût unitaire du travail progressait - et amènent une augmentation des recettes d'exportation qui permettraient de rémunérer les passifs extérieurs.

Il restait alors à réformer réelle-

ment un système de prévoyance sociale particulièrement onéreux (42 milliards de reals de déficit en 1998), à lancer une réforme fiscale pour y introduite simplification et justice et à s'atteler aux divers archaïsmes subsistants. Compte tenu des efforts déjà menés à blen, on pouvait faire crédit de ces réformes pour le second mandat du président, commencé ce le jan-

La défiance généralisée, donc sans discernement, à l'égard des pays émergents n'en a pas laissé le temps. En obligeant, en octobre septembre 1998, le gouvernement à un relèvement massif des taux d'intérêt pour enrayer la fuite des capitaux, cette méfiance a fortement renchéri le service de la dette interne et « plambé » les comptes publics. Sait-on que le paiement des seuls intérêts a 000té att budget 58,38 milliards de reals an cours des dix premiers mos de 1998, soit un montant supérien an déficit public de cette niode? Encore faut-il avoir conscience

des divers éléments constituus des crises russe et asiatique crise macro-économique, mais alisse défaillance du système finamelet, concubinage excessif Bras entreprises et insuffisance democratique -, le Brésil ne southe que du premier. Au leudemain de la crise mexicaine, les autosiffs out oblige et aidé le secteur financier à s'assamir ; les vastes privatisations ont désengagé l'Etat des entreprises, la dette intérieure est pour l'essentiel détenne par les banques brésiliennes, et la tentation golpiste n'est qu'un souvenir, la nomination toute récente d'un civil au ministère de la défense venant symboliquement, le confir-

Force est de reconnaître que, à la veille des crises asiatique et russe, le pari des dirigeants brésiliens était en passe de réussir

Et maintenant? Nul ne s'attend à des prochains mois faciles, du fait, entre autres, du renchérissement de la dette extérieure et d'une répartition de l'inévitable effort de rigueur entre la fédération et les Etats qui relève de l'alchimie politique. Mais si la récession paraît inéluctable, son ampleur et sa durée peuvent encore être limitées si l'ensemble des forces brésiliennes prend conscience de l'urgence de certaines réformes: Le vote, le 20 janvier, à une très large majorité, de la contribution des retraités au financement des retraites, texte rejeté par les députés six semaines auparavant, est à cet égard très encourageant.

Premier partenaire commercial du Brésil, premier investisseur productif, l'Europe a largement bénéficié de l'ouverture, y trouvant des opportunités multiples (ses exportations ont ainsi été multipliées par 250 % en cinq ans). Elle à de ce fait montré toute sa solidarité en septembre-octobre 1998, lors de la mise en place par le FMI d'un programme d'appui au Brésil, pays dont le poids économique dans le sous-continent (40 % du PiB), et tout particulièrement dans le Mercosur, ne peut laisser personne indifférent. L'intérêt bien compris d'une Europe remorcée par la création de l'euro ne fait aucun doute, alors que se prépare le sommet qui réunira, au printemps à Rio de Janeiro, chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne, de l'Amé--rique latine et des Caraîbes : Il faut absolument aider le Brésil à sortir le plus rapidement possible de ce maelström.

Bruno Dethomas est amhassadeur et chef de la délégation de la Commission européenne au Brésil

Le complexe d'Athéna par Nancy Huston

cinquantenaire de la publication Deuxième sexe a ressuscité de vieilles polémiques, notamment autour du « destin » maternel des femmes. Dans ce que dit Simone de Beauvoir au sujet de la maternité, il y a une part de vérité : elle ne suffit pas à combier la vie d'une femme. Il y a des mères « malheureuses, aigries, insatisfaltes », certes, et « ce n'est pas en tant que mères que les femmes ont acquis le bulletin de

Mais de ce que la maternité n'est pas tout, Il ne s'ensuit nullement qu'elle n'est (ou ne devrait ment était seulement et toujours une chose passivement endurée et non l'expérience complexe d'un sujet pensant et réfléchissant. Et comme si, en devenant parent, on abdiquait son cerveau et cessait d'être citoyen!

Dans un point de vue récent (votre page Débats du 21 janvier). Danièle Sallenave déplore « la résistance des femmes à concevoir leur identité sur le mode de la liberté et non sur le mode de l'appartenance ». Règle familière et fallacieuse du tiers exclu: soit vous êtes pour la liberté, soit pour l'appartenance; soit pour la culture, soit pour la nature; soit pour le statut de sujet autonome, soit pour l'enfermement, la prison, le tchador? Qui peut sérieusement croire que ces pauvres alternatives suffisent pour décrire les destinées humaines?

Le commun des mortels est plus raisonnable, car il sait que c'est le propre de l'individu d'être mixte: et déterminé (par ses gènes, son héritage culturel, son milieu social et économique...) et libre de s'affranchir de ces déterminismes. jusqu'à un certain point, par le choix individuel de ses opinions, son métier, son mode de vie, ses valeurs, ses amours.

Il est frappant que toute une génération de penseurs français Sartre, Camus, Barthes, Bataille. bien d'autres - ait grandi sans père et donc « sans surmoi », 16gers, libres et indéterminés. Ne trainant pas avec eux dans la vie des bagages du passé, ils ont pu entretenir l'agréable illusion d'évoluer dans un éternel présent, renaissant à chaque instant, et destinés à l'immortalité. Sujet transcendantal, l'homme - ce qui s'appelle un homme d'après cette conception - se choisit. S'invente. S'arrache à ses déterminismes. S'engendre soi-même. Le sens – le sens vrai - ne peut jamais surgir d'un phenomène aussi bestial que l'enfantement.

Est-ce un hasard si, pas une seule fois dans les mille et quelques pages du Deuxième sexe, Simone de Beauvoir ne suggère que

ser à ce qui se passe dans la nursery ou à la cuisine? Elle semble s'attendre que les feromes continuent d'assumer seules cette charge (et de jouir seules de ce privilège - eh oui, c'est une charge et un privilège), tout en s'épanouissant aussi comme des individus dans le monde du travail. C'est, de plus en plus, ce qu'elles font. A force d'être au four et au moulin, elles se sentent tiraillées. énuisées, et elles en éprouvent souvent une culpabilisation ac-

La grande majorité des êtres humains deviennent parents. Tous en ont. Etre ou avoir un parent.

a un bébé et que l'on tient néanmoins à être « libre »... que faut-il faire avec? Le parquer, dès l'âge de quinze jours, chez un nourreur (ou une nourrice, puisque la féminisation des noms de métier est désormais admise)? Tout de même, l'enfant va devoir rentrer chez vous, la nuit. Et s'il se réveille an milieu de la nuit en pleurant. avec quarante de fièvre? Lui dire de se débrouiller seul, puisqu'on a un avion à prendre le matin - et -ou'il est « libre », après tout, lui aussi ?

Seules les décesses comme Athéna jaillissent tout armées de la tête de leur père. Les êtres émergent, petits, fragiles et dé-

De ce que la maternité n'est pas tout. il ne s'ensuit nullement qu'elle n'est (ou ne devrait être) rien

simple: que l'on est lié à d'autres êtres par des liens d'amour et de haine, des liens chromosomiques, des tiens d'histoire. Que pourrait signifier le mot « libre » par rapport aux enfants? Cela pourrait signifier, bien sûr : ne pas en faire. C'est le choix d'un grand nombre d'intellectuels et, même si c'est un choix aussi respectable qu'un autre, il se peut aussi qu'il les prive de l'intuition nécessaire pour comprendre la vie des autres et de l'autorité nécessaire pour leur asséner des conseils. Et si l'on

cela veut dire une chose très pendants, du corps d'une mère. C'est peut-être dommage, c'est peut-être écœurant d'animalité ou d'« immanence », mais, jusqu'à nouvel ordre, cela aussi fait partie de la condition humaine. Les sciences de la reproduction ont spectaculairement progressé ces dernières années, mais elles n'ont pas encore réussi à faire naître des adultes jacassants, diplômes de grandes écoles en main. En attendant que les enfants parviennent à une certaine autonomie physique et psychologique, que faut-il en faire ? Qui est censé les nourrir, les

chose à l'art, à la littérature, à l'histoire, si l'on conçoit l'être humain comme un monolithe, embarqué, selon la ronflante expression de Simone de Beauvoir, dans « la difficile gloire de la libre existence », poursuivant et atteignant seul ses buts sans égard pour quiconque? Et si l'on qualifie systématiquement de kitsch toute allusion à l'amour, à la tendresse, à l'intensité des sentiments entre parents et enfants? Un article récent du Monde, au sujet du Cambodge, nous apprend que, sous le régime de Poi Pot, «une mère pouvait délaisser son enfant et chercher de la nourriture seulement pour elle ». Est-ce cela la liberté à laquelle nous sommes censés rè-

Nancy Huston est écrivain.

CORRESPONDANCE

Une lettre de Charles Champetier

A la suite de la publication du point de vue de Danièle Sallenave « La difficile gloire de la libre existence » (Le Monde du 21 janvier), nous avons recu de Charles Champetier, rédacteur en chef d'Eléments pour la civilisation européenne, la lettre suivante :

Yves Christen n'est nullement responsable du dossier principal de la dernière livraison du magazine Eléments consacré à « La victoire des femmes » : Il nous a simplement accordé un entretien qui n'occupe que 4 des 24 pages de ce dossier. Loin de défendre l'« exclusion biologisante » des femmes, M. Christen se prononce au contraire en faveur de leur plus forte participation à la vie économique et politique. Il affirme par ailleurs: «Les hommes et les femmes doivent être jugés sur leurs octes et sur leurs mérites, non par leur appartenance à telle ou telle catégorie. • Soit l'exact contraire du « réductionnisme biologique » dont l'accuse M= Sallenave.

Ces vingt dernières années, la différence sexuelle a fait l'objet d'innombrables travaux dans des disciplines les plus diverses : embryologie, biologie moléculaire, génétique du comportement, psychologie évolutionnaire et psychologie du développement, neurochimie, endocrinologie, etc. Eléments a mis à la disposition du public francophone quelquesunes des conclusions de ces travaux dont l'origine est essentiellement anglo-américaine. En quoi est-ce un crime ou une « dérive » que d'apporter ainsi des matériaux supplémentaires au débat sur la parité et, plus largement, sur la différence hommes-femmes? Quelle peut être la portée d'une réflexion philosophique ou sociologique qui se prendrait ellemême pour argument d'autorité au point de pratiquer la négation obscurantiste ou l'évaluation dédaigneuse de travaux dont nul ne remet par ailleurs en cause la

Connaître les bases biologiques d'une différence ne revient pas à y réduire les individus. J'ai pris soin de le préciser très clairement dans mon article centré sur les aspects philosophiques, historiques et sociologiques de la parité : « La réalité naturelle ne dessine pas un ordre naturel: la nature propose, l'homme dispose. »

Je mets M™ Sallenave au défi d'extraire une seule citation du dossier qui serait de nature « roci-

sante » ou « racialiste ». Ces qualificatifs diabolisateurs, assortis de quelques insinuations usées (Pétain, Carrel, etc.), en-couragent la suspicion et la dénonciation plutôt que les vertos cardinales du débat démocratique qu'Eléments défend depuis toujours: conviction, démonstration et discussion. « Quand la liberté cessera-t-elle donc de faire peur? », s'interroge M= Sallenave. Visiblement, la liberté intellectuelle en effraie plus d'un(e) l

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05

Tel.: 01-42-17-20-00. Telécopieur: 01-42-17-21-21. Télex: 206 806 F Tél. relations clientèle abonnés: 01-42-17-32-90

Internet: http://www.lemonde.fr

tire confiance

F Brune Delhomac

75 A

 $\overline{\mathcal{M}}(\mathcal{M}^{n}) : \mathbb{R}(\mathbb{R}^{n} \times \mathbb{R}^{n}) \to \mathbb{R}^{n} \times \mathbb{R}^$

 $m_{i_1,j_2} \neq j_{i_2,i_3} + \dots + j_{i_{n-1}} \neq \dots$

Photosophic

 $Z_{ij}^{k}(\mathbf{r}) = g_{ij} \cdot (T_{ij}^{k} \cdot \mathbf{r}_{ij}) = g_{ij} \cdot (T_{ij}^{k} \cdot \mathbf{r}_{ij})$

Hips was as

reference in the state of

Belging the grant of

Altered managers in a

Property and the con-

all the state of the state of

26 / 75

September 1

\$55 - 12 - 12 - 1

3 <u>944</u> - 136 - 6

整体性 大小

4 47-19 Care

 $\{[\omega_{p^{\prime}}], \beta_{p^{\prime}}, \beta_{p^{\prime}}\}$

1000 Acres 1988

grade and the same

7

195-8 1 1 1 T

 $\frac{1}{2} \left(\frac{1}{2} \right) \right) \right) \right) \right)}{1} \right) \right)}{1} \right) \right)} \right) \right) \right) \right)} \right) \right) \right) \right)} \right) \right)}$ **斯斯克斯**斯 16

And taken and

135%

450

POTENTAL.

* % :- · ·

ф. д.....

40

JE 1 7 1

4 1 de 1

** · ·

...

4 - 20 - 4

 $\mu_1 = \mu_1 \cdot I^{-1}$

Associated and

3 975 98

March 1887

Colored Branch Com

Sec.

Filling State of

Wile.

esting a mark

N SEA

The Residence of the second

gradiens regarded

....

100000

176.3

.

1 2.0

 $x = \{x_i, \beta_{i+1}$

 $C^*(\Omega)$

THE TANKS

Marine Park

Birthan

Approximately to the second of the second of

Aux fous! par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

FALTON de la politique par goût d'humilier? C'était l'avis de Charles Quint, au dire de Jacques Attali (Les Iories du Ciel, Acte IV, scène 1). C'est en tout ca la leçon d'un week-end politique

riche en gratuges d'annour-propre. A Marigrane, d'abord. Mégret a donc tué papa, tien que ça. Les félons tremblaient de leur propre aucace en criant à la victime « tu déconnes! », nais enfin le couteau est entré. Le sourre popin du vainqueur s'est affermi. Ses yeux ont essé de guetter alentour; son tour d'être trahin'est pas pour tout de suite. Voilà vengées le nasardes du chef sur la courte taille

Etonnan, non?, que ledit chef, baroudeur matois, se oit fait doubler comme un bleu! Lui qui prone orce, ruse et mépris, y succomber si ingénument! Le voilà victime. Les gens apprécient, dit-o; mais victime de l'âge, ils aiment moins.

Reste so fantasme fétiche : immigration égale invasion. le FN bis a déjà prévu de continuer à broder aupur d'un siogan aussi efficace, sans les dérapages coûteux dont l'enrobait son auteur. Ce détail suffira-t-il à rendre le Front fréquentable aux eux des modérés? Les élections européennes erviront à trancher ce dilemme françofrançais misqu'il est écrit que l'Europe n'y tiendra pas è première place.

cidente de mesurer les forces de la majorité plurielle; et de trancher quelques points d'honneur, chatouillés par Daniel Cohn-Bendit. Trente ans après sa dernière visite (l'intervalle rappellera quelque chose aux vieux anti-boches), l'ancienne vedette de Mai 68 a gardé l'habitude de s'en prendre moins à ses adversaires qu'à ses alliés, c'est plus rigolo et plus juteux en voix. En deux mots chargés de poudre - nucléaire, sauva-geons -, s'est installée la zizanie, où il est orfevre.

Dans les deux camps français, ce sera à qui masquera le mieux les divergences sur l'Europe; la prime au malentendu. Quant à savoir comment « faire du social » avec l'euro, que certaines banques présentent déjà, en affiches, comme un don du ciel à leur intention exclusive, on verra plus tard.

Quand? A la faveur de présidentielle-surprise ? Là encore, le goût d'humilier bat son plein. Des deux têtes de l'exécutif, dont on dit qu'elles parlent « d'une seule voix », laquelle récoltera le plus de voix hétéroclites sur l'Europe, en vue d'un affrontement dont l'échéance nous est solgoeusement masquée?

Aleutour, la course aux mandats et aux fonctions a remplacé le choc des idées. Seuls comptent la conquête du pouvoir et son vocabulaire de guerre civile. Etre le chef, en jouir, et

qu'importe pour quoi faire? Rien de visible à l'horizon hors les gyrophares de la réussite personnelle! « le n'ai qu'un but, disent-ils : faire partager mes convictions. » Mais c'est la place qu'ils veulent, tout leur comportement le crie. Quitte à gémir ensuite sur le peu qu'on y peut. « Le pou-voir, c'est l'impuissance » (de Gaulle) ; « Le pouvoir n'est qu'une petite comédie a l'interieur d'une

Chez Anouilh ou Montherlant, déjà, le petit monde dirigeant affectionnait les maximes de cendrier minimisant son règne, pour en paraître détaché et dissuader les gouvernés de convoiter un tel fardeau. Cette commode schizophrénie marche toujours. Elle s'aggrave.

Le débat public de ce dernier week-end n'évoque pas l'école, et sa « cour des grands » dont on nous rebat les oreilles. Il ne rappelle même pas la cour des petits et leurs concours de zizis, ni les Guignols de l'Info, si ressemblants. On se serait cru au cirque, à un Barnum trois-pistes. Pire : aux grilles d'un asile psychiatrique, pavillon des agités de la petite phrase.

Pour nous autres qu'on oblige à suivre le spectacle, à payer les soins, le slècle politicien s'achève dans le ridicule et la honte d'empoignades entre grands névrosés de l'ambition. Comment n'entendent-ils pas monter l'exclamation accablée : Aux fous !

Un Sénat d'un autre âge grande tragédie » (Jacques Attali, ibid, II, 1). E Sénat se targue volontiers d'être le

gesse » contre les emballements du Palais-Bourbon et les embardées du suffrage universeL Soigneusement protégés par un mode de scrutin d'un autre âge, les sénateurs euxmêmes ne sont pas mécontents de se présenter en gardiens d'une France sépia, terrienne et immobile. Ils s'apprétent à en donner une nouvelle démonstration. Après les débats de l'automne sur la réforme du mode de scrutin régional ou sur le cumul des mandats - écartés d'un revers de main -, le projet de loi sur la parité hommefemme en politique leur donne, en effet, l'occasion de prouver que la « sagesse » conduit volontiers, au palais du Luxembourg, au conservatisme.

Ce texte vise à inscrire dans la Constitution le principe selon lequel « la loi détermine l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats électoraux et aux fonctions électives ». Soigneusement négocié entre l'Elysée et l'Hôtel Matignon, renforcé, mais approuvé à l'unanimité par les députés au mois de décembre, il a été taillé en plèces par la commission des lois du Sénat, au motif que ce principe n'a pas sa place dans notre Loi fondamentale, qu'il déstabiliserait la conception républicaine de la citoyenneté, enfin que la promotion des femmes dans la vie politique reiève de la seule initiative des partis politiques.

Il y a quatre-vingts ans, déjà, les sénateurs avalent engagé, avec succès, la guérilla contre la volonté de la Chambre des dé-

putés d'accorder le droit de vote aux femmes. Un projet de loi, temple de la « sa- adopté par les députés en 1919, ne fut examiné - et rejeté - par le Sénat qu'en 1922. La résistance fut efficace pendant vingt ans encore et il fallut la Libération et de Gaulle pour que les sénateurs s'inclinent. Le même scénario est en passe de se reiouer, aujourd'hui. Avec des arguments - ou des réflexes - similaires. Peu importe aux 321 sénateurs de ne compter que 18 femmes dans leurs rangs. Il n'y aurait rien là, à leurs yeux, que de naturel. Et le particularisme * misogyne » du monde politique français serait moins grave, à leurs yeux, que l'introduction de la parité.

Certes, quotas ou parité soulèvent de sérieuses objections de principe, défendues devant les sénateurs par la philosophe Elisabeth Badinter. Ils ouvrent une brèche dans la conception universaliste de la citoyenneté, telle qu'elle a été définie par la Déclaration des droits de l'homme de 1789. Mais qui peut nier, aujourd'hui, que la situation n'est plus tenable; que la marginalisation des femmes en politique témoigne d'un décalage profond avec l'évolution de la société et d'une crise latente de l'espace public ; que le retard français oblige à sortir des pétitions de principe ; que les partis politiques n'ont pas su, jusqu'à présent, corriger une criante inégalité ?

Bref, que le mouvement vers la parité relève d'une élémentaire exigence démocratique. Ne pas l'admettre est, à l'évidence, rétrograde. Pour ne pas dire réactionnaire.

Le Blande est acte par la SA LE MONDE Noti-lean Bergeroux, directeur géneral adjumi Director de la réduction : Edwy Menel

Directeurs adiounts de la rédaction : Thomas Perencal, Pietre Georges,)
Directeurs attitue : Dominique Roynette
Secretaire genéral de la rédaction : Alain Fourtment Rèdicam et chet : Alam Fraction, Erik Izraelewicz (Editorious et analyses):

Tallering in Laborate Line Control of Proceedings of Control (1997) (Control Control of lacques Book (Aurorad hult; lonyane Savignean (Culture): Christian Massol (Secretaria) de reduction) Médiateur : Robert Solé

Directeur enécutii · Enc Pialioux : durecteur délegué : Anne Chaussebourg Conseller de la direction : Alain Rollat ; durecteur des relations musmationales · Damel Vermet ; partenanats audioxisticls : Bertrand Le Gendre Conseil de surveillance : Atam Minc, president : Michel Noblecount, vice-président

Anciera directeurs : Hubert Beiroe-Mér) (1944-1969), Jacques Faivret (1969-1962), André Leurens (1953-1953), André Fontaine (1965-1991), Jacques Lesourne (1991-1994 Le Monde est esiste par la SA Le Monde

Durke de la sociale en cause par la sid Le montre.

Durke de la sociale e conquante ans à compter du 10 decembre 1994.

Capital social : 993 000 F. Actionnaires : Societé civile Les Redacteurs du Monate,
Fonds commun de placement des personnels du Monate,
Association Hubert-Beuve-Méry , Sociéte antoquine des lecteurs du Monate,
Le Monde Entreprises. Le Monde Investusseurs,
Le Monde Presse, Idna Presse, Le Monde Prevoyance, Claude Bernard Paracipations.

IL Y A 50 ANS, DANS Se Monde

Un Kominform économique?

entre l'URSS, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Bulgarie et la Roumanie retient l'attention de la presse internationale. On commente en sens divers le communiqué publié mardi à Moscou. Dans les milieux communistes on se plaît à souligner le caractère démocratique de la nouvelle organisation. Le conseil reconnaît l'égalité économique des nations participantes et ne prendra de décisions qu'avec le consentement de chaque pays intéressé. Cette réplique orientale du plan Marshall donnerait ainsi une leçon aux Etats-Unis, qui, comme chacun sait, ne tendent qu'à vassaliser les pays bénéficiaires de l'aide américaine et à asservir l'Europe occidentale.

Personne ne sera dupe de cette Interprétation tendancieuse. Depuis la fin de la guerre, l'URSS a

LA CRÉATION d'un conseil d'as- suffisamment montré qu'elle n'ensistance économique mutuelle tendait laisser aucune initiative aux pays libérés par elle. C'est sous sa pression que ces pays ont du refuser leur adhésion au plan Marshall, et l'incident tchécoslovaque en a été la preuve la plus éclatante. En réalité, l'URSS aura voix préponderante au sein du conseil, et elle y dictera ses volontés aux gouvernements communistes qu'elle est parvenue à installer dans sa zone d'influence.

Le but non avoué du gouvernement de Moscou est de présider à une coopération économique plus étroite que jamais entre elle et les démocraties populaires, d'une part, et, d'autre part, entre ces démocraties elles-mêmes. Dans cette tache il n'oubliera certainement pas les intérêts primordiaux de la « grande patrie du socialisme », c'est-à-dire de l'URSS.

(2." janvier 1949.)

LE Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Le Monde sur CD-ROM: 01-44-08-78-30

Télématique : 3615 code LEMONDE Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 05-36-29-04-56

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Dialogue familial par Boucq



« Grandis, mon fils. »



Grand Prix d'Angoulème en 1998 et président de l'édition 1999, François Boucq a illustré fables ou saynètes écrites par Jodorowsky, auteur de BD et metteur en scène de films, pour l'album « Le Trésor de l'ombre » (Humanoïdes associés).

Les assureurs contestent le monopole de la « Sécu »

Suite de la première page

Face à l'hostilité de certaines mutuelles de la fonction publique, notamment celle de la MGEN (éducation nationale), mals aussi pour tenir compte du degré d'exclusion des bénéficiaires de la CMU, M. Jospin a retenu... les deux solutions. Il entend ainsi épargner aux personnes les plus en difficulté la démarche, jugée plus complexe, de l'affiliation à une mutuelle.

Cette réforme a donné lieu à une discrète bataille à front renversé. Une partie du monde mutualiste, qui a pourtant vocation à s'adresser aux ménages modestes, a rechigné à payer son écot à la CMU, redoutant une explosion de leurs dépenses et estimant qu'une telle prestation relève de la solidarité nationale. A l'inverse, les compagnies d'assurances, volontiers accusées de laisser les populations peu solvables à la charge de la collectivité, se sont engagées à prendre une part active dans la réforme. Ces réticences du mouvement mutualiste ont donné le sentiment que la solidarité avait quitté le camp de la mutualité pour démunis, et qui devrait disparaître celui de l'assurance, alors que, sur le avec l'instauration de la couverture terrain, de nombreuses mutuelles maladie universelle.

accordent déjà des tarifs préféren-

tiels aux personnes en difficuité. Soumises à des impératifs de rentabilité, les compagnies d'assurances ne se sont pas transformées. du jour au lendemain, en sociétés philanthropiques. Les exclus de la santé ne constituent probablement pas un marché très lucratif pour les organismes complémentaires. Leur solvabilité est nulle et, après avoir été longtemps sevrés de soins parfois élémentaires, ils risquent d'utiliser à plein leurs nouveaux droits et de générer de fortes dépenses, du moins dans cette phase initiale de rattrapage. Mais les assureurs ont rapidement compris qu'une participation à la CMU est le ticket d'entrée qu'il faut payer, auprès des pouvoirs publics et de l'opinion, pour prétendre gérer, dans l'avenir, l'ensemble du risque maladie.

Très vite, Claude Bébéar, président du groupe Axa, a senti qu'il devait s'engager. Ne proposait-il pas au gouvernement Jospin, dès l'été 1997, de créer un « pool » d'assureurs et de mutuelles pour fournir une couverture maladie - financée par une surprime sur les contrats santé - à ceux qui ne peuvent l'assumer? En juillet 1998, il allait plus loin en annonçant, dans la revue des anciens élèves du Centre national d'études supérieures de sécurité sociale, qui forme notamment les directeurs de caisses de « Sécu », son « projet de reprendre en gestion l'aide médicale d'un département », actuellement assurée par les conseils généraux au profit des plus

vestir complètement le secteur de la santé, et cette stratégie leur interdit de ne prendre en charge que les « bons risques ». M. Bébéar, qui exerce un véritable magistère dans le monde de l'assurance, se dit persuadé qu'« aujourd'hui, il y a beaucoup plus d'argent à gagner en sensibilisant et motivant tous les intervenants [assurés, professions de santé] qu'en sélectionnant les risques ». L'objectif est désormals public depuis de longs mois: obtenir de l'Etat, qui demeurerait le garant d'une couverture maladie obligatoire, une délégation complète pour gérer le risque santé « au premier franc », et non plus la seule part non remboursée par la Sécurité sociale, qui ne représente qu'un marché de 80 milliards de francs (sur une dépense de santé totale dix

fois plus importante). * Seule l'introduction d'une dose de concurrence est de nature à améliorer la productivité, entendons le rapport entre la qualité et le coût des soins », soulignait Jean-Claude Jo-lain, alors président des Mutuelles du Mans, dans un article publié dans Encyclopédie de l'assurance (Economica, 1997). C'était l'esprit du projet d'Axa. Dans le cadre des expérimentations de réseaux et filières de soins autorisées par le plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale, M. Bébéar souhaitait se substituer à la « Sécu » pour la gestion des dossiers de ses quelques milliers d'assurés (santé) d'Ile-de-France, y compris pour la couverture de base. Se faisant fort d'être plus compétitif que les caisses d'assurance-maladie, il n'a pas renoncé à son projet,

En fait, les assureurs veulent in- même s'il a dû le mettre en sommell après son rejet par le gouverne-

La progression de près de 5 % des dépenses de médecine de ville en 1998 renforce le patronat, notamment celui des assurances, dans sa certitude que le monopole de l'assurance-maladie est intrinsèquement pervers et que la « Sécu » reste un payeur aveugle face à des médecins et des assurés trop souvent irresponsables. Cette analyse est aujourd'hui relayée par le président de Démocratie libérale, Alain Madelin, et par une partie de l'UDF et du RPR, qui constatent les limites du plan Juppé et appellent à une réforme d'inspiration moins dirigiste et moins étatiste que celle de l'ancien premier ministre. Fin février, le directeur de la

Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), Gilles Johanet, doit présenter un « plan stratégique » pour les années à venir. Son objectif? Définir les besoins, améliorer la qualité des soins et freiner la progression des dépenses. Le président du Medef a fermement rappelé, hındi 18 janvier, que c'est au vu du « plan Johanet » que le patronat se prononcera sur son maintien ou son départ de l'assurance-maladie. Sans réforme, a prévenu Ernest-Antoine Seillière, il sera « absolument nécessaire de mettre un terme à notre presence » à la CNAM, dont le Medef assure la vice-présidence. Ce serait une première victoire des assureurs, et le signe que les jours du monopole de la « Sécu » sont comptés.

Jean-Michel Bezat

DISPARITIONS

Jacques Chailley

Musicologue-praticien et infatigable chercheur

LE COMPOSITEUR et musicologue français Jacques Chailley vient de mourir à l'âge de quatre-

vingt-huit ans. Né à Paris le 24 mars 1910, Jacques Chailley était le fils du vioioncelliste Marcel Chailley et de la pianiste Céline Chailley-Richez, une élève de Raoul Pugno. Jacques Chailley étudie l'harmonie avec Nadia Boulanger, la composition avec Henri Busser - un élève de Charles Gounod - et Claude Delvincourt. Il prend également des cours de direction d'orchestre avec le chef néerlandais Willem Mengelberg et avec Pierre Monteux, le créateur du Sacre du printemps de Stravinsky, de Daphnis et Chloé de

Ravel et de Jeux de Debussy. Paralièlement à ces études purement musicales, Jacques Chailley s'intéresse très tôt à la musicologie, qu'il étudie notamment avec André Pirro. A la Sorbonne, il suit les cours de littérature française médiévale et présente deux thèses en 1952 : L'Ecole musicale de Saint-Martial de Limoges jusqu'à la fin du XF siècle et Chansons de Gautier du Coinci. Par la suite, Jacques Chailvrages sur la période médiévale, l'histoire de la musique des origines à nos jours, sur la théorie notamment sur l'harmonie -, la notation, le déchiffrage - dont un excellent guide pour les jeunes pianistes. Des ouvrages dans lesquels cet infatigable chercheur montrait sans pédanterie l'étendue d'un savoir immense qu'il savait faire partager. Ses analyses des partitions de Bach étaient critiquées par la jeune garde. Il n'empêche qu'elles auront instruit ceux qui les ont

Musicologue-praticien, Jacques Chailley crée, en 1934, la Psalette Notre-Dame, un chœur avec lequel il fait revivre le répertoire du Moyen Age. Il enseigne la pratique chorale au Conservatoire de Paris et dirige l'Institut de musicologie dépendant de la Sorbonne où il est également professeur. De 1957 à 1969, Jacques Chailley enseigne au lycée La Fontaine dont tant de leunes musiciens ont fréquenté les classes à horaires aménagés pendant leurs études au Conservatoire de Paris. Il dirige aussi, de 1962 à 1981, la Schola Cantorum, l'établisd'Indy révéla aux Français les ou- la musique depuis qu'elle est fixée vrages de Monteverdi et tant de sur le papier : « Faire du neuf avec musique ancienne à la fin du XIX siècle et au début du

XXº siècle. Jacques Chailley était compositeur. Il laisse des ballets, des drames lyriques, des musiques de scène, plusieurs symphonies, des pièces pour orchestre, pour chœur et de la musique de chambre. Marquée par la modalité chère à des compositeurs aussi différents que Debussy et Fauré, la musique de Jacques Chailley n'était plus jouée comme elle l'a été. Elle ne manque pourtant ni du charme spécifique lié à l'utilisation des modes anciens, ni de ce lyrisme que de jeunes compositeurs d'aujourd'hui tentent de retrouver en s'affranchissant de la tutelle des « révolutionnaires » nés dans les années 20. Mais Jacques Chailley avait reçu un enseignement académique - ce mot est à prendre dans son acception la plus noble - qui hil avait révélé les chefs-d'œuvre du passé et il composait sans combattre qui que ce soit. Le plus les archaismes du passé. »

Alain Lompech

ECHARLES BROWN, planiste américain de blues, est mort, vendredi 22 janvier, au Summit Medical Centre de la ville d'Oakland (Californie). Il était âgé de soixante-seize ans. Natif du Texas, Charles Brown, qui avait fait des études de chimie avant de devenir musicien, avait débuté sa carrière au milieu des années 40. Surtout consu pour son apport au rhythm'n'blues, Charles Brown. avait aussi signé le thème Merry Christmas Baby qui s'était ajouté à un répertoire de chants de Noël dont les Etats-Unis se sont fait une spécialité. L'arrivée du rock, à la fin des années 50, l'avait poussé dans l'anonymat dont il était un peu sorti, il y a une dizaine d'années, avec queiques enregistre-

ments de blues. ■ ELIE KAGAN, photographe de presse, vient de mourir à l'âge de solvante-dix ans (lire p. 28).

ont la douleur de faire part de la

NOMINATION

POLICE

Le contrôleur général Jean-Pierre Havrin a été nommé, jeudi 21 janvier, directeur départemental de la sécurité publique de la Haute-Garonne, à Toulouse, à compter du 1º février. Il remplace Alain Dreuilhe, cinquante-six ans, parti à l'inspection générale de la police nationale. La nomination de M. Havrin à Toulouse, quelques semaines après les incidents qui avaient enflammé des quartiers sensibles de la Ville rose, est une « grande marque de confiance à l'égard de M. Havrin qui jouait un rôle important dans son cabinet », a commenté le ministre de l'intétieur. « Cette nomination montre l'importance que Jean-Pierre Chevènement attache à la lutte contre l'insécurité, notamment les violences urbaines et la délinquance

[Né le 2 décembre 1947 à Saint-Germainde-Puch (Gironde), devenu commissaire de police le 1º septembre 1975, Jean-Pierre Hawin a fait toute sa camère dans la sécurité publique. Successivement en poste à Saint-Amand (Nord), Amecy (Haute-Savoie) et Cabors (Loc), il est éin, le 1º février 1990, sècrétaire général du Syndicat des comunisseines et hauts fixoctionnaires de la police netionale (SCHFPN). En 1992, il devient directeur départemental de la police urbaine à Nîmes (Gard), Depuis le 1º lain 1997, Jean-Pierre Hayrin était conseiller technique mi cabinet du ministre de l'intérieur, Jean-Pierre

JOURNAL OFFICIE.

Au Journal officiel ou samedi 23 janvier sont publics:

• Sous-préfets : un dicret modifiant le statut des sous-réfets; ils sont appelés à accomplir une période de mobilité de deux ans en exerçant des fonctions différentes de celles normalement dévolues aux

membres du corps péfectoral. • Archives : un areté relatif à l'ouverture de fonds l'archives de la défense concernant a période du 1º janvier 1939 au 31 écembre 1945.

Au Journal officie du dimanche 24 janvier est publiée • Conseil constitutionnel: une décision du Conseil onstitutionne relative au traité portet statut de la Cour pénale internationale (Le Monde daté 24-25 invier et du 26 janvier).

Au Journal officiel até lundi 25mardi 26 janvier sont jubliés: • Constitution: un loi constitutionnelle préalable à a ratification du traité d'Amsterdammodifiant les

articles 88-2 et 88-4 dela Constitu-• Greffes : un décret enouveiant Jean-Pierre Revillard à présidence du conseil d'administration de l'Eta-

blissement français des reffes • Déchets radioactifi: un décret nommant Yves Le Barsà la présidence du conseil d'adminstration de Pagence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.

Lucca et la Versilla: praence

de Puccini. Vernissage in metredi 3 février 1999, d 18 heures Expetitos Iniquilies 12 février. Entrés libr. Du fundi au vendredi; de 10 heues à

di au vendredi; de 10 heues à pentes et de 15 heures à 18 heures

Communications diveses

- Az CBL, 10, rue Saint-Clide, Païs-3*, jendi 28 janyier, è 20 i80: aaniversaire de la sin du emp d'Auschwitz, Documents d'actuillés

et témoignages de survivants. El. : 01-42-71-68-19.

COLLEGE INTERNATIONA

DE PHILOSOPHIE

of autom d'un fivre «Les Constructions de l'univer

Psychonityse, philosophie », ic Monique Devid Meand

sons la responsabilité de Jean-Pire

30 janvier, 9 h 30-12 h 30; amhi Stonedze, Carre, des sciences, i,ne

Renseignements sur salfé,

mements : 01-44-41-46-80,

Soutenances de thès

Didier Ottaviani a soutenu

22 janvier 1999, an Centre d'étuds supérieures de La Renaissance de Tou,

tr thèse de doctorat en philosophie L'individualité chez Dante ».

Biard, professeur à l'École normai

avec Maria Letizia Cravetto,

Descurtes, Paris.

Expositions

AU CARNET DU « MONDE » <u>Anniversaires de naissance</u>

lev publiera de nombreux ou-

- En attendant d'être près de toi pour souffler soixante-dix bougies, nous to Bon anniversaire

notre Papé chéri!

Titou, Pec. Pac et Prançois.

<u>Décès</u>

- M™ Michèle Benedittini, née Roche, Mª Michèle Goeury, née Benedittini. M= Jean Roche. M= André Benedittini M. et Ma Michel Cregut. leurs enfants et petits-en Le docteur et Mª Guy Roche. leurs enfants et netits-enfants. Marie, Dominique, Jean-Noël et Carole, Michel et Nicole B

docteur Antoine Joseph BENEDITTINL

urvenu le 19 janvier 1999, à Cabrières

et leurs enfunts.

foat part du déces du

Selon ses vœux, la messe d'obsèques e été célébrée dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Jean-François Bouret et Monique Marie et Henri Toutée, Christiane Boutet y Martinez et Tenacio Maninez de Goicoechea. Françoise et Jérème Delorme. Ses enfants, belie-fille, gendres, Et ses neul petits-enfants. Et toute la famille.

ont la douleur de faire part du décès de Annick BOURET.

survenu le 24 janvier 1999, à l'âge de soivante-seize ans, des suites d'une longue maladie.

La cérémonie religieuse a eu lieu le mardi 26 janvier, en l'église de Lanvollon

Cet avia tient lieu de faire-part.

70. rue du Point-du-Jour,

- Alcyone Droy. sa fille, Ses frères et sœurs. Sa famille et ses amis.

uns la tristesse de faire part du décès de

Véronique DROY,

Nurvenu le 🗠 janvier 1999. Cet avis tient lieu de faire-part.

Un jour de janvier 1999, dans sa soixante et onzième année,

Elie KAGAN, photographe de presse

tot parti pour son dernier reportage. indépendant jusqu'au bout,

Les obséques auront lieu le mercredi 27 janvier, au cimetière parisien de Bagneux, à 11 h 30, rendez-vous porte

66, rue Rend-Boulanger, 750)() Paris.

There pure 28.1

La commission médicale Vinnisouris. Et son pré

sement où le compositeur Vincent

cteur Robert LACOURBE. fondateur de l'Hôpital internatio

de l'université de Paris lls se souviement avec émotion de sa passion d'entreprendre, de ses qualités humaines et de sa générosité.

lis prient sa famille de bien vouloir l'expression de leur profonde

La levée du corps aura lieu jeudi 28 janvier 1999, à 9 h 45. IMM. 59. avenue Reille. Paris-14.

Ceux qui l'ont connu et aimé ont la douleur de faire part du décès de

Bernard LEFORT. ancien directeur de l'Opéra de Marseille. ancien directeur du Festival d'Aix-en-Provence nistrateur générai de l'Onem de Paris.

survenu à son domicile parisien. le 18 janvier 1999.

Une messe du souvenir sera célébrée le mardi 9 (évrier, à 10 h 30, en l'église Saint-Roch, à Paris, 296, rue Saint-

 Le président du consell d'admini Le directeur.

Et le personnel de l'Opera national de om la tristesse de faire part du décès, survenu à Paris, le 19 janvier 1999, de

Bernard LEFORT, administrateur général du Théatre national de l'Opéra de Paris de 1980 à 1982.

8, rue Scribe, 75008 Paris.

Raymond Dullaut, président. Et le conseil d'administration d la Fédération française des festivals nternationaux de musique

Bernard LEFORT.

ancien directeur du Festival d'Aix-en-Provence, le 9 février 1999, à 10 h 30, en l'églisé

Saint-Rock. 296, rue Saint-Honoré,

-- Raymond Dulfant, président, Et le conseil d'administration de la Chambre des directeurs de théâtres lynques de France s'associent à l'hommage qui sem rendu à

Bernard LEFORT, ancien directeur de l'Opéra de Marseille. socien administrateur général de l'Opéra de Paris.

le mardi 9 février 1999, à 10 h 30, en l'église Saint-Roch, à Paris, 296, rue

(Le Monde du 21 janvier.)

Souhaitez la SAINT-VALENTIN dans le Carnet du "Monde"

83 FTTC LA LIGNE

le 14 février

- Mar verve Lefebra-Boyavai

naturellement du monde, il appli-

quait cette loi qui fait l'histoire de

Chantal Bareau. M= Régine Bruche et sa fille. La famille Didler Lefebyre.

Les familles Lafebvre, Boyavai, Sareau, Tous ceux qui i'ont comu et estimé;

M. Christian LEFEBVRE,

docteur ingénieur chez Hoechst-Marion-Roussel

survenu le 18 janvier 1999, dans sa uarante-quatrième année, à Rossy

La cérémonie religieuse a su lieu Calais, le 23 janvier.

45, rue Aristote, 62100 Calais.

Louise Matrey-Bacquet General Records Françoise Matray-Goureau et Jean-Louis Goureau et leurs enfants Pierre, Francois, Camille

> Madeleloe MATRAY, Déc ALAMY,

survenu le 22 janvier 1999, à l'âge de

Les obsèques civiles et l'incinération out eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part. 3. roud-point Maryse-Bastlé, 31520 Ramonville.

Roztommig Braz, 29150 Chilimulin.

- Bruno Sido, président du consuil général de la Haute-Murne. et anciens conseillers généraux.

Ainsi que le personnel de ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Pierre NIEDERBERGER, président du conseil général du 12 novembre 1984 au 27 mars 1998;

Les obsèques seront célébrées le mardi 26 janvier 1999, à 14 h 30, en l'église de Wassy (Haute-Marne).

~ Rasime Biyikli,

son fils. Claude Poudevigne. son père. Ses frères et sæitt. font part du décès de

Mark-Cleade POUDEVIGNE.

 M= Denise Toporkolf, née Ruff, M. et M= Michel Toporkolf et leurs enfants, lrène et Sophie, M. et M= Philippe Magnien et leurs enfants, Sébastien et Clémence,

ont la douleur de faire part du décès, le 21 janvier 1999, de M. Constantin TOPORKOFE.

78, rue de la Poisanderie. 75016 Paris.

- Andre Verbaere. son éроих, Marie-Louise Fresnay-Verbacre,

Sa famille. Et tous ses amis. ont la grande tristesse de faire part du décès, à Auffay, le 24 janvier 1999, de

Fernande VERBAERE,

21. rue Galikée. 75116 Paris. Le Mesnil Sauval. 76720 Auffay.

Les membres du bareau et du comité Les « anciens du monvement de 27 janvier 1961, 17 nce Libération Nord »,

M. Roger PRIOU-VALJEAN, officier de la Légion d'honneu moix de guerre 1939-1945, de « Police et Patrie »

en région parisienne. sécédé is 23 jauvier 1999, à l'âge de

Une cerémonie aura lieu le leudi 28 janvier, à 10 heures, au finsfrarium du cimetière des Belignolles, 10, rue Pierre-Rebière, Paris-17.

« Libération Nord ». 5 bis, rue de l'Asile-Popincourt, 75011 Paris.

Daniel ZERKI

nous a quittés le 22 janvier 1999. Les obsèques auront tieu le vendradi 29 janvier, à 14 heurs, su crématorium de Valenton, cimetière intercommunal evenue Fontaine-Saint-Martin, à

valenton (Val-de-Marno). Sabine, Ses umb font part de leur très grande tristesse.

5. rue Stanislas 7,5006 Paris.

Remerciements - Ma Andrée Dore-Audibert très sensible sux marques d'amidé que vous lui avez exprimées lors du décès de

M. Jean AUDIBERT, vous prie de recevoir l'expression de se

PF Roc-Eclerc, Marignane: 04-42-79-39-14.

Gézard de Cuffarelli, président de FERT (Formation pour l'épa et le renouveau de la Terre), Raymond Lacombe, président de l'association Sol et Civilisation, association Sol et Civilisation, Le conseil d'administration de l'IGIA

Et toutes les personnes qui participent à l'action de FERT, profondément touchés par les témol-gnages qu'ils unt reçus, adressent leurs nents à tous ceux qui, par leurs prières et leurs pensées, se sont unis à leur peine d'être séparts de

Institut de gestion internationale

Jean DUPUIS, des associations composant l'ensemble FERT.

La famille de Jean Dupuis et les membres de FERT remercient aussi tous ceux qui, par leur générosité, aident à la

FERT, Sol et Civilisation, 50, rue de Charonne, . . 75011 Paris.

3, boulevard de l'Hantil. 95092 Cergy-Pontoise

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Cornet du Monde », sont priés de bien vouloir nous com muniquer leur numéro de référence.

Anniversaires de décès

Francisco URIBE ECHEVERRIA

Violette TAMISIFR

« ... J'abrais la vie

inscriptions ECOLE SPÉCIALE D'ARCHITECTURE

Stablissencent privé micignement superieur d'utilité publique et par l'Bong dons reconnu par l'Etat) r : Christian de Philesonpane deux colides par an : somestre de printemps 1999, rentrés le lundi 22 février 1999.

Lycéens préparent le bacceleuréet, bacheliers, diplômés de l'enscignement supéri vous désirez intégrer l'École spéciale d'architecture an primemps 1999. un examen d'admissi

se déroulera le 3 sévries. Journées portes ouvertes les 26, 27 et 28 mars. Renseignements: ESA, 254, boulevard Raspail, 75014 Paris. Tel.: 0f-40-47-40-00-Pex: 01-43-22-81-16

Formation continue

PARLER EN PUBLIC' Développer l'impact de sa parole, anguer en confiance, présenter Méthodes actives animées par des Quilotte Formation : 41-47-48-18-18.

Colloques

Collège des études juives de l'Alliance israélite universe « Lire is Bible sujourd'hai » Dialogue biblique,
sous la présidence de G. Molinié,
D. Cohen-Lévinas.
O. Revault d'Allonnes,

avec D. Banon, D. Cohen-Lévinas

J. Kristeva, P. Ricteur, B. Rojtman, S. Trigano, A. Wénin, J.-P. Winter suivi d'an récital de Roula Safar. dimanche 31 janvier, de 10 heures à 18 h 30, 1 Sorbonne, amphi Richelieu (PAF) Renseignements : 01-53-32-88-55 Site internet : http://www.alu.org .

DÉCÈS, REMERCIEMENTS.

ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS

AVIS DE MESSE.

01.42.17.29.96

doctoral en sciences de gestion bitiblée: « L'intégration des fonctions marketing et managériales au sein des associations françaises de mollaurité : la question du maintien de l'identité fac-Le jury lui a déceme la mention lies Honorable avec félicitations à

CARNET DU MONDE - TARIFS 99 TARIF à la ligne

136 F TTC - 20,73

TARIF ABONNÉS NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, 520 F TTC - 79,27

MARIAGES, FIANCAILLES Forfait

Toute ligne suppl.: 62 F TTC -9.45 THÈSES - ÉTUDIANTS: 83 F TTC - 12,65 COLLOQUES - CONFERENCES : Nous consulter 2 01.42.17.39.89 - Fax : 01.42.17.21.36

de la Crisa A. STIMES OLDE ps Cour 5

IARCHÉ.

MEL .. 18.44 25

233 30.

44.5 25.3 (* *

1.0 75.0

.L'acoès à toutes les activités in collège est libre et gratuit (dansie: Hunite des places disponible). **3**1 %

ĬŢ.

7.

F. .

Le jury, composé de MM. Brus-Pinchard, professeur à l'université c Tours et directeur de la thèse ; Joi supérieure de Fontemp et directeur de rechenche au CNRS, président du jury Ruedi Imbach, professeur à l'université de Fribourg (Suisse); Franck La Brasca, professeur à l'université de Tours, lui

a décerné la mention Très Honorable avec félicitations à l'unsofmité: - Le jeudi 21 janvier 1999, Laura Haddad a soutent à l'université Paris-l' Panthéon-Sorbonne sa thèse de

118 F TTC - 17,98

10 lignes

ENTREPRISES

MARCHÉS Conséquence directe de la crise financière au Brésil, de la crainte d'une dévaluation en Chine, les taux d'intérêt à long terme en Europe ont atteint de nouveaux

oa razar og e

A SE SEE . TO SEE ...

garage part of a 2000 a Manyagan - Cleans

Note that we will be

PE-4-4

رد السامة المعالمة والمعالم

San Company

در منځون

Carry Land Control of

The state of Marine.

動物 医分泌

Comment of the

2.96 Y'ELL.

Service Services

新城市 医电路 化二十二烷

mala property

de Carriera

e la companya de la companya della companya della companya de la companya della c

THE PARTY OF

Toys Is

44.255.75 The State of

CONTRACTOR OF THE PARTY

Control of the second of the

The state of the s

The second second

A STATE OF THE STA

TOTAL STORE STORE

And the party autom

A 500 332 " المجد الأي المعجد

----**深**似 5 一一 planchers historiques cette semaine.

• SELON un schéma classique, les investisseurs recherchent la sécurité des emprunts d'Etat (les taux baissent quand les cours montent).

● LUNDI 25 JANVIER, le rendement des obligations d'Etat allemandes à 10 ans a touché le niveau plancher de 3,62 % dans la journée. En France, le rendement de l'OAT (obli-

gation assimilable du Trésor) à parce que l'inflation a presque dis-10 ans est descendu jusqu'à 3,71 %.

• LES EXPERTS estiment que la période de taux faibles devrait per-durer dans la zone euro, à la fois

paru mais aussi parce que le ralen-tissement de la croissance économique se confirme un peu partout dans le monde.

Les obligations d'Etat européennes jouent le rôle de valeurs refuges

Les investisseurs redoutent les conséquences de la crise brésilienne et craignent une dévaluation chinoise. Du coup, les rendements à long terme ont atteint de nouveaux planchers. Le ralentissement de la croissance et la disparition de l'inflation poussent durablement les taux à la baisse

L'EXPRESSION se galvaude tombée, l'obligation émise à dix mais, une nouvelle fois, les taux d'intérêt ont atteint des niveaux historiquement bas, en début de semaine, dans la zone euro. Lundi 25 janvier, le rendement des obligations d'Etat allemandes à dix ans a touché le niveau plancher de 3,62 % dans la journée. En France, le rendement de l'OAT (obligation assimilable du Trésor) à dix ans est descendu jusqu'à 3,71 %. Mais le mouvement de baisse s'observe également dans les pays qui pourralent adopter prochainement la monnaie unique. En Suède et au Danemark, les taux se sont rapprochés des niveaux de ceux en vigueur dans la zone euro, pour s'établir à respectivement 3,91 % et

BRESIL ET ORME

経費

4 4 4 5 5

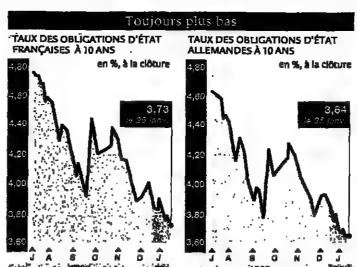
. ., 21

40.00

Les marchés obligataires américains et japonais ont également bénéficié, ces derniers jours, d'un courant acheteur, qui a eu pour effet de faire chuter les rendements des obligations, ceux-ci évoluant à l'inverse du prix. Aux Etats-Unis, l'obligation du Trésor émise à trente ans se négocie à 5,12 %. Au Japon, la fièvre sur le marché obligataire, qui s'était déclenchée en novembre 1998, est quelque peu reans est revenue sous la barre des

Selon un schéma désormais habituel, les obligations constituent des valeurs refuges à la moindre bourrasque sur les marchés actions. « Ces titres servent en quelque sorte d'assurance au cas ou la crise viendrait à s'aggraver », explique Régis Khaber, du cabinet d'analyse Aurel. Cette fois, le vent souffle depuis l'Amérique latine. Les investisseurs redoutent que la faiblesse du real brésilien ait des conséquenses dramatiques sur les économies d'autres pays de la région. Mais ils s'inquiétent de plus en plus de la formation d'une nouvelle tempête en Asie, qui serait provoquée par une dévaluation du yuan : un décrochage de la mormale chinoise risquerait en effet de déstabiliser à nouveau des économies à peine convaiescentes, comme celles de la Thailande, de la Corée du Sud et du

Pour le moment, ce risque semble écarté. Le premier ministre chinois, Zhu Rongji, a affirmé, hmdi 25 janvier, à la télévision que le gouvernement « poursuivra sa politique de ne pas dévaluer » le yuan. Cette déclaration a partiellement rassuré les marchés, les rende-



Le crise financière présillemne et la crainte d'une dévaluation en Chine ont fait jouer. à nouveau aux obligations d'Elat européannee le rôle de vaieur refuge (les cours montant quand les taux balasant).

ments obligataires se redressant légèrement hundi en fin de journée. Cependant, la plupart des obser-

vateurs pensent que la période des taux bas dans la zone euro, mais aussi à travers le monde, est loin d'être terminée. D'abord, « les toux d'intérêt réels, qui tiennent compte

de l'inflation, demeurent à un niveau élevé », note Antoine Brunet, économiste au CCF. Dans la zone euro, l'indice des prix à la consommation s'est élevé à 0,9 % en glissement annuel en novembre 1998. En France, le rythme de la hausse des prix est encore plus lent : îl s'établit à 0,3 % sur un an. Aux Etats-Unis, malgré un niveau faible du chômage, aucune tension sur les salaires n'est, pour le moment, observée et l'inflation demeure stable à 1.5 % sur un an. Dans le reste du monde, c'est même la déflation qui s'est installée.

L'autre élément qui milite pour des taux faibles est le ralentissement de la croissance. Aux Etats-Unis, elle reste vigoureuse, mais les analystes s'attendent à ce que les effets de la crise en Amérique latine soient beaucoup plus sensibles que ceux produits par la tourmente monétaire et financière en Asie et en Russie. Lundi, Edward Boehne, le président de la Réserve fédérale (Fed) de Philadelphie, a prévenu que la politique monétaire des Etats-Unis « devra rester particulièrement vigliante envers les événements - tant nationaux qu'internationaux - qui pourraient modifier nos perspectives ». Les analystes, qui tablaient sur un maintien des taux de la Fed dans les prochains mois, voire une légère remontée à la fin de l'année, commencent à envisager un assouplissement de la politique monétaire de la banque centrale dès que les stigmates de la crise en Amérique latine seront vi-

Dans la zone euro, le raientissement économique devrait être encore plus marqué cette année. La consommation des ménages français, qui a été un principal moteur de la reprise en 1998, a baissé durant trois mois consécutifs à la fin de l'année dernière. Outre-Rhin, la croissance devrait être proche de zéro au demier trimestre de 1998. La Bundesbank note, dans son dernier rapport mensuel, que « l'économie a nettement perdu de

PROMOSTICS DE BAISSE

La faiblesse de l'inflation et de la croissance permet aux analystes de pronostiquer une balsse rapide des taux à court terme dans la zone euso. Elle « devrait s'imposer en bonne partie parce que nous sommes actuellement en présence d'un ralentissement marqué dans la zone euro qui, lui-même, accentue la désinflation. Cela rend nécessaire une baisse marquée des taux nominaux pour atteindre la baisse des taux réels, qui est requise pour interrompre le raientissement », analyse M. Brunet.

Jusqu'à présent, Wim Duisenberg, le président de la Banque centrale européenne (BCE), a répété à plusieurs reprises qu'il ne voyait pas de raisons de modifier sa politique en matière de taux « dans un proche avenir ». Il milite activement pour que les Etats de la zone euro réduisent leur déficit budgétaire et allègent la pression fiscale pour soutenir la croissance et réduire le taux de chômage. « Mettre en œuvre une politique monétaire laxiste ne résoudra pas ce problème », a rappelé, lundi, M. Duisenberg, dans un discours

prononcé à la Bourse de Francfort. Toutefois, certains observateurs pensent que, sans donner l'impression de céder à ceux qui, à l'instar d'Oskar Lafontaine, le ministre ailemand de l'économie, réclament un assouplissement de la politique monétaire en Europe pour stimuler l'économie, le président de la BCF assouplira sa politique monétaire dès février, « M. Duisenhere n'adontera pas l'attitude rigide de la Bundesbank, aui avait refusé d'abaisser ses taux lors de l'hiver 1994-1995, ce qui avait contribué a taire avorter la croissance », estime Antoine-Louis de Ménibus, responsable de la gestion obligataire chez Bacot Allain Gestion. Il pronostique, à l'instar d'un nombre croissant d'observateurs, des taux directeurs dans la zone euro inférieurs à 2,5 % d'ici à six mois, contre 3 % actuellement.

Enguérand Renault

H. 40 ans DEFA, exp.

conséquente accizie et vie

associative, ch. poste à respons.

Etudie propos.

B. Janvier, 01-46-58-10-51

Journaliste.

photographe,

biographe (E. Bove)

et internaute passionné

recharche emploi

secteur multimédia

Tel.: 01-43-44-80-55

H. 54 ans, cadre sup.

Byant dingé des serv. cciaux

importants, rech. situation similaire.

T.P. ROBIN.

Tel.: 06-86-52-22-65

La tâche du gendarme des Bourses européennes s'annonce difficile

Bourses européennes en vue de la constitution d'un marché paneuropéen des actions om mis la communanté financière en ébulition. Si l'interconnexion des différents marchés ne pose pas de problèmes, celui de l'instauration de règles de fonctionnement et de surveillance est, en revanche, beaucoup plus délicate.

Or, en Europe, il existe déjà un corps de règles communes : la directive sur les services d'investissement (DSI), adoptée par Bruxelles en 1993. Depuis décembre 1997, il une institution européenne de contrôle de existe également un embryon de Commission des opérations de Bourse (COB) europeenne: le Fesco (Forum of European Securities Commissions). Ce forum, créé en décembre 1997, rassemble les autorités de tutelle des marchés de dix-sept pays européens. Mais, jusqu'à présent, le Fesco a brille par sa discrétion. Il devrait sortir de son mutisme d'ici à la fin du mois de janvier, à l'occasion de l'annonce de la première avancée concrète : la création de Fescopol un réseau constitué entre les services d'inspection des COB européennes pour surveiller les marchés et mener des enquêtes conjointes. Fescopol jouera le rôle de gendanne du marché européen.

La répartition des rôles est claire: la Commission européenne édicte des règles, mutuelle la plus large et à renforcer la coopé-

LES DISCUSSIONS entamées par huit les Etats européens les transposent dans ration transfrontalière afin d'améliorer la surleur droit national et le Fesco est chargé de coordonner et de surveiller jeur application en chapeautant les autorités publiques d'organisation de marché. Cette structure estelle suffisante?

> Mardi 19 janvier, à l'occasion des Rencontres parlementaires de l'épargne, Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'économie et des finances, s'est publiquement interrogé: « La question aujourd'hui posée est de savoir s'il ne faut pas aller plus loin vers l'information financière. Cela serait le pendant du marché paneuropéen des actions, aui est en cours de mise en place. » Mais, dans son rapport d'octobre 1998 sur l'élaboration d'un cadre d'action pour les services financlers, la Commission européenne (qui dispose d'un siège au sein du Fesco) a pris une position claire. Elle préfère « une coopération structurée entre les autorités nationales de surveillance plutôt que la création de nouvelles dispositions au niveau de l'Union européenne ». Le Fesco se voit donc confirmé dans son rôle de centre de coordination des autorités boursières européennes.

> Dans la charte du Fesco, les dix-sept membres se sont engagés sur trois points. Le premier consiste à « se fournir l'assistance

veillance du marché et la répression des fraudes ». D'où la création de Fescopol. Mais ils s'engagent également « à mettre en commun leurs expériences et à œuvrer ensemble à une mise en œuvre correcte et efficace du marché unique européen dans les domaines des services financiers ». Enfin, ils veulent « unir leurs efforts pour élaborer des normes communes de régulation des activités et des marchés financiers dans les domaines qui n'ont pas été harmonisés par les directives européennes existantes et qui relèvent d'une teur espagnol, opérant à partir de Bruxelles. approche commune ».

MARMONISER LES REGIES

Afin de réaliser sa seconde mission, le Fesco a engagé un important travail pour répertorier les compétences des différents organismes européens de surveillance des marchés. Le problème est qu'ils n'ont pas tous les mêmes missions. Ainsi, en France, la COB est chargée de la surveillance des marchés et de l'application de la régiementation boursière, notamment en matière d'offre publique d'achat (OPA). Mais le contrôle des risques encourus par les établissements financiers est assuré par la Commission bancaire, qui dépend de la Banque de France. En Grande-Bretagne, la Financial Services Authority surveille le

recrute:

marché et les banques. Mais la réglementation des OPA dépend du Take Over Panel ! Dans sa troisième mission, le Fesco veut

pallier les zones d'ombre laissées par la DSI et tenter d'harmoniser les modes de transposition et d'utilisation des directives européennes. L'enjeu est de s'assurer que, avec la mise en place d'un marché financier européen, tous les points d'entrée de ce marché aient le même niveau de transparence et de sécurité. Avec l'interconnexion des différentes plates-formes boursières, un achepeut acquérir une valeur britannique à un vendeur allemand. Et pour compliquer le tout, cette opération pourrait être dénouée sur un système de règlement-livraison fran-

il est donc important de s'assurer que chaque pièce du puzzle applique les mêmes règles. Le Fesco a déjà convenu d'une définition commune de l'honorabilité et de la compétence des dirigeants de sociétés d'investissement afin d'éviter qu'un opérateur jugé indélicat dans un pays ne puisse intervenir sur le marché à partir d'un autre pays. La tâche s'annonce difficile et le gendarme des marchés européens devra rapidement faire la preuve de sa crédibilité.

Joëi Morio

REPRODUCTION INTERDITE

L'assureur allemand Allianz marie ses filiales d'assistance

Elvia et Mondial Assistance forment une nouvelle entité, Elma United

franchie dans la fusion entre Al- d'euros en 1998. « Très peu de re- lianz, la refonte du nouveau lianz et les AGF. Le groupe Elvia Assurances de voyages, filiale de l'assureur italien RAS (lui-même filiale d'Allianz), et le groupe Mondial Assistance, filiale du GAN et des AGF, ont annoncé leur mariage, mardi 26 janvier. Ils vont former une nouvelle entité, appelée Elma United, qui sera détenue à 50 % par la RAS et à 50 % par les AGF. Ce dernier détenait 51 % de Sacnas, holding de tête de Mondial

Le GAN, qui contrôlait les 49 % commercial de la nouvelle entité et Assistance, filiale d'Allianz et l'un reste actionnaire de filiales où il a des leaders outre-Rhin dans son deia des intérêts ». Désormais dans le giron de Groupama, le GAN aftirme que rien ne change. Il n'empeche, l'idée pourrait être, à terme, de rassembler les activités du GAN chez Mutuaide (environ 240 millions de francs (36,5 millions d'euros) de chiffre d'affaires), la filiale d'assistance de Groupama, ce que ne commente pas l'assureur.

Le nouveau groupe, qui sera dirige à partir de Zurich et Paris, represente un chiffre d'affaires

UNE NOUVELLE ÉTAPE est combiné de plus de 550 millions dondances sont attendues car ces deux compagnies sont très complémentaires, tant pour leur présence géographique que pour les savoirfaire spécialisés, les lignes de produits et les systèmes de distribution », souligne Henning Schulte-Noelle, président du directoire d'Allianz

3 000 SALARIES

Elvia, leader mondial de l'assurance de voyages, regroupe avec Mondial Assistance 3 000 salariés restants, « reste un partenaire et sera un partenaire de Mercur domaine. Dominique Bazy, directeur général des AGF, sera nommé président du conseil de surveillance de la nouvelle société Elma United, tandis que Peter Stocklin, administrateur-directeur général du groupe Elvia Assurances de voyages, prend les rênes du groupe en tant que président du directoire et directeur général. Hervé Deboutière, président de Mondial Assistance, sera membre du directoire. Un peu plus d'un an après la

prise de contrôle des AGF par Algroupe se poursuit à grands pas. L'année 1999 sera celle de la fusion juridique, explique l'un des dirigeants de la compagnie. Le chantier est d'envergure puisqu'il s'agit de regrouper trois sociétés: les AGF, Allianz France et Athéna. Pas moins de 10 000 lettres ont été adressées aux salariés d'ile-de-France en ce début d'année pour leur indiquer quelle sera leur nouvelle affectation. Allianz France et Athéna vont disparaître physiquement. Le groupe compte 11 000 administratifs et 8 000 commerciaux dans l'Hexagone. Au total, les provisions pour restructuration ont atteint près de 3,5 milliards de francs (533 millions d'euros) dans les comptes du premier semestre 1998, dont 1,65 milliard de francs pour la France.

Cette fusion est de taille, et ne se fait pas sans heurts. Le courant ne passe pas toujours entre Antoine Jeancourt-Galignani, président du groupe, et Dominique Bazy, le numéro deux et l'homme d'Allianz.

La Délégation Normandie du CNRS

1 RESPONSABLE **DU SERVICE DES CONTRATS** Mission : Sous l'amorité du Délégué Régional, le chef du service

des contrats a pour mission de mettre en œuvre localemen politique de l'établissement à l'égard des institutions européen et en matière de relations avec les industriels.

dome: Doctoral ou équivalent, expérience industrielle anuh tresser lettre de motivation au Délégué Régional Normano 2 bis, avenue Georges Clémenceau - 14052 CAEN Cedex

Lycée français Niamey (Niger) rech. résidents instits et cert. hist-géo., angl., EPS, SES. Fax: 00-22-77-34-243

de médecine du travail des Pyrénées-Atlantiques UN MÉDECIN DU TRAVAIL Veuillez adresser votre candidature,

Service interentreorises

réf.: 9900, Le Monde, 21 bis, rue Claude Bernard, BP 218. 75226 Paris Cedex 05.

Org. privé cherche Profs d'anglais

Dans le cas d'une annonce domiciliée au Monde Publicité, il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin que Fon puisse transmettre votre dossier dans

pour départ. 95. Tel.: 01-64-27-82-73

H. 47 ans (permis PL), 20 ans expérience dans transports routiers et distribution. cherche poste à responsabilités dans transport et exploitation. Etudierait toutes propositions.

Port 06-62-13-42-46

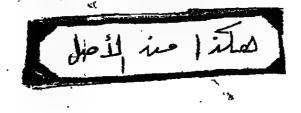
Cadre 38 ans, destion commerciale management (transports prestations services). 17 ans d'expérience rechercite

poste à responsabilites en région Centre et sud lie-de-France Tél.: 02-38-83-12-10.

H. 43 ans. Voyages d'études Italie Nord mai/juil. Pologne sept/fév. itudio fias proces, (erganisations entreprises, particuliers).

Tel.: 01-45-51-35-41

L'EMPLO 01-42-17-39-33 Fax.: 01-42-17-39-25



enseigne de restauration rapide, Jack Green-berg, explique qu'il a décentralisé par zones géographiques l'activité américaine. Contraire-

compte les spécificités locales des consommers. Le parter de la mais l'instant de la qui se fait en conseil d'administration mondial.

ment à son prédécesseur, le nouveau PDG es-time que McDonald's doit davantage prendre en thème ». Le patron de la filiale française, Denis

NOMMÉ président directeur général de McDonald's en août 1998, Jack Greenberg, agé de cinquante-cinq ans, a remplacé à ce poste Michael Quinlan, qui était à la tête du groupe depuis onze an-nées. M. Greenberg avait pris les commandes de l'activité américaine fin 1996.

« Votre groupe devrait annoncer, mardi 26 janvier, une croissance à deux chiffres de votre résultat opérationnel aux Etats-Unis et dans le monde. Cela constitue un véritable retourcement de tendance. Comment

l'expliquez-vous ? En 1997, nous avons réorganisé toute l'activité américaine en la séparant en cinq divisions régionales. Chacune de ces divisions était en fait aussi importante que l'activité entière des Etats-unis vingt ans plus tôt. Face à cette croissance, nous n'avions pas, jusqu'alors, opéré les changements organisationnels nécessaires. Désormais, le pouvoir de décision est bien plus proche des restaurants et des consommateurs. Audelà de cette réorganisation, nous avons change le management,

713 restaurants en France

ver avec beaucoup d'attention.

Implanté depuis vingt ans dans l'Hexagone, McDonald's a ouvert,

lundi 25 janvier, son 713º restaurant français, au Disney Village, zone

de chalandise jouxtant le parc de loisirs Disneyland Paris, à Marne-

la-Vallée. En 1998, McDonaid's France, qui emploie plus de

25 000 personnes, a ouvert 81 restaurants et servi plus d'un million

de repas par jour. Après avoir mené un partenariat avec Virgin dans

son magasin des Champs-Elysées, à Paris, puis avec les Galeries La-

fayette et désormais avec Disney, McDonald's devrait ouvrir, cette

année, dans le Sud-Est, un restaurant sur le thème des sports, en

partenariat avec le quotidien L'Equipe. Testée en France, la formule

des restaurants « à thème » est un concept que McDo semble obser-

La filiale française, présidée par Denis Hennequin, le seul Français représenté au board (conseil d'administration) moudial, a réali-

sé, en 1998, un chiffre d'affaires de 9,63 milliards de francs (1,47 mil-

Hard d'euros), en progression de 15 % par rapport à 1997.

c'est-à-dire nommé de nouveaux dirigeants, modifié nos méthodes de travail. Nous avons aussi modifié notre marketing et notre politique de publicité aux Etats-Unis. C'est la conjugaison de ces facteurs qui explique ce revirement spectaculaire aux Etats-Unis car, sur les dix-huit derniers mois, il n'y a pas eu spécialement de nouveaux produits qui peuvent expliquer ce changement

- Une organisation existents vous a-t-elle inspiré?

- L'approche décentralisée que nous avons adoptée aux Etats-Unis est en effet celle de nos fillaies internationales. Denis Hennequin, PDG de McDonald's Prance, doit maintenir des standards de qualité et protéger la marque mais il a la liberté de gérer son activité comme il l'entend. Nous devons encore davantage faire preuve d'un véritable état d'esprit international. Ceci implique une plus grande internationalisation des postes opérationnels. M Hennequin est depuis cette année dans notre conseil d'administration. Notre nouveau responsable de la stratégie-



groupe est l'ancien dhigeant de la filiale suédoise. Le doyen de notre université interne à Chicago, où sont formés nos franchisés, vient

d'Australie - Combien de nationalités avez-yous dans votre conseil d'administration?

Six. Nous sommes présents dans 114 pays, mais nous n'avons qu'une vingtaine d'expatriés américains. Nous faisons principalement appel à du management local ou international.

 Votre politique de nouveaux produits ne semble pas avoir spécialement réussi ces dernières années. Quels sont vos projets P

- Le public a l'impression qu'il n'y a pas eu d'introductions très réussies de nouveaux produits. Nous voulons changer cela. Nous avons au moins huit produits nouveaux en test aux Etats-Unis. Nous misons fortement sur le développement de nouveaux produits. L'innovation est une source de croissance.

- Oneile est votre stratégie en développement de produits? Allez-vous continuer à offrir le entier ou allez-vous davantage adapter votre offre?

- Nous allons adapter notre offre. Nous allons toujours avoir un produit d'appel international:

un menu de base, le même dans le monde entier (Big Mac, frites...). Mais nous allons permettre des adaptations locales, comme cela se fait déjà en France, avec les salades, le yaourt Danone... Nous avions déja permis quelques expérimentations internationales. Ce qui est nouveau, c'est que, aux Etats-unis, nous allons encourager une plus grande régionalisation de l'offre, ce qui sera plus facile avec notre nouvelle

- Comment faltes-vous pour partager la connaissance?

- Jusqu'à présent, cela venait d'une communication informelle et prenaît beaucoup de temps. Nous essayons maintenant d'être plus disciplinés pour que les bonnes idées soient diffusées plus rapidement. Par exemple, Mc Fleury, une glace créée au Canada, a été exportée au Brésil, au Royanme-Uni et en France.

- Votre prédécesseur, Michael Quinian, avait déclaré: « Devons-nous changer? Non, nous ne devous pas changer. Nous avons la marque qui a le plus de succès au monde. » Cela est-il encore votre stratégie?

- Il disait cela? Moi pas. Nous devons changer car nos consommateurs changent, leur demande continera à évoluer. Nos concurrents changent également. Malgré notre taille, nous devons être plus rapides et plus efficaces pour répondre à ces changements. Vous allez encore voir beaucoup de changements chez McDonald's. Cenendant, il nons faut faire attention. Nous ne devons pas ajouter trop de produits à notre offre. même produit dans le monde, au risque de réduire la qualité et la rapidité du service.»

> Propos recueillis par Laure Belot et François Bostnavaron.

Le rachat de Cockerill contraint Usinor à se réorganiser

La filiale Sollac va disparaître

réalisé, Usinor se prépare à changer de structure. Un conseil d'administration du groupe sidérurgique devait se réunir, mardi 26 janvier dans l'après-midi, pour entériner la nouvelle organisation du groupe Celle ci devrait être mise en place à la fin du premier semestre.

Seion Usinor, une réorganisation s'impose pour tenir compte des bouleversements importants intervenus dans le aronne depuis plusieurs années. La siructure par branche ne convient plus, alors qu'Usinor abandonne les aciers spéciaux pour se recentrer sur les seuls aciers plats et moxydables. Dans le même temps, le groupe se doit d'inscrire dans les faits son internationalisation croissante, avec le rachat de Cockenii, d'Ekistahi mais aussi de sociétés en Espagne, en italie, au Brésil, acquises tout au long de l'année 1998. De plus, Usinot sait qu'il hi faut mieux répondre aux attentes de ses clients et installer des structures de production orientées vers ses marchés finaux (automobile, emballage, électroménager, bâthment).

VINGT-QUATRE UNITÉS DISTINCIES Comme de nombreux groupes confrontés au même problème, Usinor a cipté pour une organis tion dite « matricielle », qui marie à la fois des unités géographiques et des unités de produits. Vingtquatre unités distinctes, qui seront autant de centres de profit, vout être créées. Seize d'entre elles seront des unités opérationnelles, soit géographiques, soit par métiers. Les activités communes à tout le groupe, comme les res-sources humaines, les finances, la recherche et développement, finformatique ou les achats, vont être regroupées au sein de huit unités fonctionnelles, qui factureront leurs services aux autres.

Chame unité ayant un responsable, l'équipe dirigeaute d'Usinor va être renforcée. Les dirigeants de place. Ainsi, Philippe Delannois, directeur général du groupe belge, devrait prendre la direction d'Ekos-

AVANT MÊME que le rachat de tabl. Jean-Louis Benoist, chargé de Cockerill ne soit définitivement la distribution chez Cockerill, devrait assurer cette fonction pour tout le groupe, tandis que Bernard Serin, actuel directeur général adjoint de Sollac, prendrait la direc-tion des activités beiges du groupe.

Mais le grand changement de cette organisation est précisément l'éclarement de Soliac. Spécialisée dans la production d'aciers plats, la filiale est devenue un Etat dans l'Etat : en 1997, elle a réalisé à elle seule 53 % du chiffre d'affaires du groupe et plus de 80 % des bénéfices. Selon le schéma retenu, il n'y aura plus à l'avenir de société Sollac mais des unités baptisées Sollac nord, Soliac sud, Soliac est, emballage, automobile... La filiale, selon toute vraisemblance, pourrait être rapidement absorbée par sa mai-

En remodelant sea structures, Usinor espère aussi gagner de la somplesse et mieux maîtriser ses coûts. Une étude attentive des modes de fonctionnement de Cockerill a montré qu'Usinor avait encore des progrès à faire : le groupe beige dépense beaucoup moins, notamment en frais de gestion. Ces efforts vont-ils se traduire par des suppressions d'emplois ? Les syndicats le redoutent déjà. Avant même d'avoir échafandé sa nouvelle organisation, le groupe estimait, à l'été 1998, qu'il hil fallait supprimer 3 000 emplois environ dans les services fonctionnels.

En parallèle, Usinor continue de mener les cessions de ses activités dans les aciers spéciaux. Les négocistions sur la vente d'Unimétal paraissent être entrées dans la dernière ligne droite. Le groupe anglo indien Ispat semble tenir la conse. Des pompariers out été en-gages avec des partenaires finan-ciers pour d'autres activités. L'UBS pourrait entrer dans le capital de Trefilespope; deux fonds spécialisés, BC Partners et CVC Capital, seraient intéressés pour participer au tour de table d'Allevard. Mais les repreneurs éventuels hésitent à chés de l'acter sont en pleine crise

Martine Orange

中国教徒 治疗

Milledial L

Le groupe suédois Ericsson licencie plus de 10 % de ses salariés

STOCKHOUM

de notre correspondant Le PDG d'Ericsson, Sven-Christer Nilsson, avait annoncé, au mois de décembre, un plan de restructuration dont le détail a été rendu public lundi 25 janvier: 11 600 salariés devront quitter la société d'ici la fin de l'an 2000, dont 3 300 en Suède. Soit plus d'un dixième de la main-d'œuvre (104 000 personnes) du groupe, en proie à des difficultés depuis un an. «Les nouvelles techniques demandent moins de personnel à la production que les anciennes. Même les nouvelles générations de téléphones mobiles ne peuvent compenser cette baisse », a expliqué

La firme suédoise souffre d'avoir tardé à s'orienter vers le marché des communications intégrant la voix, les données et les images, ou de l'avoir fait sans convaincre jusqu'à présent. D'où la décision de M. Nilsson, après son arrivée à la tête de l'entreprise au printemps 1998, de rebattre les cartes. Une nouvelle organisation par catégories de clients a été mise en place début janvier. C'est la branche qui fournit les opérateurs classiques qui souffrira le plus,

en perdant 8 500 salariés sur un total de 68 000. En outre, le secteur administratif du fleuron de l'empire familial des Wallenberg sera « dégraissée à hauteur de 1300 personnes. Ce programme, une fois réalisé, devrait permettre à Ericsson de réduire ses coûts de 3 milliards de couronnes (336 millions d'euros) par an.

UN COMPORTEMENT DE COCHON I »

En dépit d'une année 1998 décevante, Ericsson, qui représente 15 % des exportations totales suédoises, n'est pourtant pas une entreprise en crise. Bien implantée dans la téléphonie mobile, elle devrait réaliser un confortable bénéfice pour 1998, estimé par les analystes entre 18 et 19 milliards de couronnes (environ 2 milliards d'euros), en progression par rapport à l'exercice précédent. Et ce, en dépit d'une récente mise en garde de M. Nilsson à propos de la publication, jeudi 28 janvier, de résultats pour le dernier trimestre inférieurs de 15 % à 20 % aux attentes du marché.

Dans ce contexte de bonne santé financière, l'armonce des suppressions d'emplois a trrité ont-ils affirmé, ne les a pas consultés ces dernières semaines, bien qu'ils « comprennent » la nécessité de restructurations. D'ordinaire disciplinés, ils n'ont pas pu s'empêcher cette fois-ci de faire part de leur mécontentement. « Un comportement de cochon i », s'est emporté Bernth Carlsson, délégué syndical à l'usine suédoise de Norköpping (600 personnes), qui devra fermer ses portes. Ericason avait déjà supprimé 1 700 emplois dans cette ville en 1997, poussant alors la secrétaire du Parti social-démocrate au pouvoir, îngela Thalen, à appeler indirectement au boycottage des produits de la

« Bricsson fera tous les efforts raisonnables pour aider le personnel affecté par les changements », a répondu M. Nilsson sans autre précision. Certains employés pourraient être reclassés. Déjà échaudé par le déménagement d'une partie du quartier général d'Ericsson à Londres, le gouvernement a demandé que la société prenne ses responsabilités vis-à-vis-du personnel et des régions suédoises concernées.

Antoine Jacob

les syndicats. D'autant plus que la direction, Accord chez Alstom et négociations à la SNCF

APRÈS DOUZE MOIS de discussions, deux filiales d'Alstom, Turbines vapeur et Machines électriques à Belfort, ont signé, le 23 décembre 1998, un accord sur la réduction du

vail. Après ré-

férendum, le

texte a été pa-

raphé par la

CFDT. la CFTC

et la CGC et



sera applicable Aistom s'est placé d'emblée dans ia perspective d'un accord 35 heures « défensif », c'est-à-dire visant à maintenir l'emploi. L'échec des premières discussions en juin 1998 avait amené la direction à présenter un plan social supprimant 255 postes. Cette alternative peu réjouissante remit en selle le projet d'accord. Celui-ci prévoit que les 2 900 salariés de l'entreprise verront leur temps tie de 15 % la nuit Le dispositif per-

mettrait de sauvegarder 60 postes chez Turbines vapeur et 94 chez Machines électriques, soit 154 postes au total. Parallèlement, l'entreprise met en place, dans le cadre d'un FNE, un dispositif d'aménagement de fin de carrière pour les plus de cinquante-sept ans, permettant l'embauche d'une cinquantaine de jeunes.

La réduction du temps de travail s'effectuera avec maintien du salaire de base et de la prime d'ancienneté. En compensation, les hausses de salaires seront modérées (d'un point inférieures à ce qui aurait été pratiqué sans les 35 heures). Parallèlement, l'entreprise devrait économiser 2,75 % de la masse salariale sur les indennités de panier et de transport. L'accord devrait également permettre de limiter les heures supplémentaires. Mais la principale contrepartie tient dans l'organisation du travail. Désormais, les deux entreprises fonctionneront six jours sur travail réduit de 10 % la journée et sept, les salariés pouvant travailler entre trois et cinq jours par semaine suivant la charge de travail. Les cadres (à l'exception des dirigeants) profiteront aussi de la réduction du temps de travail. Ils bénéficieront de 13 jours de congés supplémentaires, dont une partie pourra être capitalisée sur un compte épargne temps. Ces jours pouvant être cumulés sur quatre ans. La direction espère que cet accord qui permet d'éviter les 255 suppressions d'emplois aura un effet d'entrainement sur la filiale transport ou les Chantiers de l'Atjantique.

RECRUTEMENTS NON CHIEFRES A la SNCF, la direction a envoyé hmdi 25 janvier aux syndicats un projet d'accord sur la réduction du temps de travail. Le texte ne chiffre pas les recrutements générés par les 35 heures, mais propose « une augmentation du nombre d'agents au statut ». La direction s'engage à ce qu'« aucune diminution de salaire ne résulte » des 35 heures, mais envisage une « modération de leur progression ».

avec une hausse de la rémunération moyenne du personnel en place d'au moins 1% par an au-

dessus de l'inflation. Pour l'essentiel, le document prévoit que les sédentaires ne travaillant pas le dimanche organiseront, pour passer aux 35 heures, leur semaine sur 4 jours et demi. De leur côté, les roulants se verraient attribuer dans un premier temps 17 jours de repos supplémentaires pour compenser les suictions donnant actuellement lieu à des repos giobalisés. Les durées moyennes actuelles de service semilant conservees.

Dans un second temps, ils pourraient connaître les mêmes modulations du temps de travail que les sédentaires déjà soumis, comme eux, aux 35 heures, et se verraient attribuer 10 jours de repos en plus. Ce texte va faire l'objet de rencontres bilatérales dans les prochains iours.

> Stéphane Lauer et Frédéric Lemaître

La banque suisse UBS révise sa stratégie

TURANT LES LEÇONS d'une année 1998 très difficile pour son activité de banque d'investissement (marchés, grandes entreprises), re-groupée dans Warburg Dillon Read, UBS, la banque suisse née de la fusion de l'Union de banques suisses et de la Société de banque suisse a confirmé l'inflexion de sa stratégie. Elle va réduire la proportion de ses fonds propres consacrée à son activité de banque d'investissement, aux dépens essentiellement des activités de crédit internationales et de financement de commerce. Elle mettra davantage l'accent sur la gestion d'actifs et de fortune et le placement de titres, afin de présenter un profil de risque plus prudent.

En 1998, l'UBS consacrait 60 % de ses fonds propres à la banque d'investissement, qui à perdu 1,23 milliard de france suisses (769 millions d'euros) de janvier à septembre 1998. Ce changement de cap a amené les dirigeants de la banque à réviser en baisse de 10 % leur objectif de rentabilité pour 2002.

LVMH porte à 34,4 % sa participation dans Gucci

MOET HENNESSY LOUIS VUITTON (LVMM), numéro un mondial du luxe, a annoncé, le 25 janvier, avoir porté de 26,7 % à 34,4 % sa participation dans le capital du maroquinier florentin Gucci. Le groupe français avait indiqué, le 6 janvier, qu'il avait dépassé le seuil de 5 % dans Gucci.

Pour atteindre plus du tiers du capital du maroquinier, LVMH a racheté queique 3,553 millions d'actions, soit plus de 6 % du capital. auprès du fonds d'investissement Capital Research. A un prix de 76 dollars (environ 65 euros) l'action, le groupe a déboursé 1,52 milliard de francs (232 millions d'euros). - (AFR)

Semiconducteurs: STMicroelectronics devient numéro neuf mondial

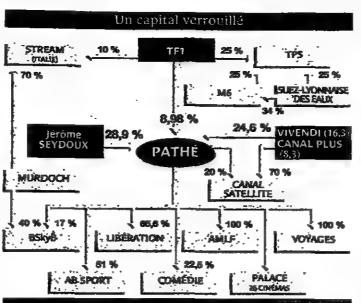
LE FABRICANT FRANCO-ITALIEN de semiconducteurs STMicroelectronics (ex-SGS Thomson) a gagné, en 1998, une place au classement mondial établi par Dataquest, toujours dominé par l'américain Intel. Le groupe est neuvième derrière Philips et devant Siemens. ST, qui a publié, mardi 26 janvier, ses résultats 1998, affiche des ventes en hausse de 5,7 %, à 4,25 milliards de dollars (3,7 milliards d'euros), sur un marché en baisse de 9 %. Son bénéfice s'élève à 411,1 millions de dollars (354 millions d'euros),

TF 1 a été prise de vitesse par Canal Plus pour le contrôle de Pathé

Le renfort de Vivendi a permis à la chaîne cryptée de contrer l'offensive de la Une. Les bonnes relations entre Jean-Marie Messier et Vincent Bolloré ont facilité le retournement d'une situation qui semblait a priori favorable à Patrick Le Lay

LES GRANDS PATRONS ne devraient jamais partir en vacances. C'est toujours à ce moment là que les malheurs arrivent », plaisante à moitié un des hiérarques de Canal Plus. La Blitzkrieg de TF 1 sur le capital de Pathé a surpris Pierre Lescure à Mégève. Mercredi 20 Janvier, en début de soirée, au moment où tombe le communiqué du Conseil des marchés financiers annonçant l'acquisition par la Une de 8,98 % de Pathé, le PDG de la chaîne cryptée fait relâche au pied des pistes. Dès lors, sa première préoccupation est de trouver un avion pour regagner Paris au plus vite.

Dans l'attente de son patron, Canal Plus va vivre un « jeudi de lo peur ». Un dirigeant de la chame reconnaît : « Patrick Le Lay nous a bien embêtés ». C'est un euphémisme. En réalité, il s'agit d'un jeudi noir pour Canal Plus. Tout au long de la journée, chacun, à la direction, s'emploie à décrypter la stratégie de TF 1. « Qu'est-elle venue faire chez Pathé? Quel va être son prochain mouvement? Qui va l'aider dans son entreprise ? Jérôme Seydoux est-il en train de nouer un accord avec TF1?». Pendant que ces questions donnent quelques sueurs froides à ses collaborateurs, Pierre Lescure, de retour dans son bureau, organise la contre-offensive.



Un mauvais timing de TF 1 et un mystère encore entier vont aider le PDG à redresser une situation pourtant périlleuse. L'effet de surprise passé, Canal Plus comprend que les 8,98 % de TF l ne sont qu'une première étape. Une seconde devrait amener un allié de la chaîne généraliste à racheter la participation de 19,6 % détenue par Vincent Bolloré dans Pathé. Et devenir ainsi le premier action-

naire du groupe de communication. Tour à tour, le groupe Bouvgues, son nouvel actionnaire l'industriel François Pinault et même Rupert Murdoch, nouvel allié de TF 1, sont évoqués.

Face à une telle attaque, le risque est grand pour Canal Plus de voir Pathé passer sous la coupe de son principal concurrent en France et en Europe. Outre la perte d'un allié de plus de huit d'un tiers du capital de Pathé permettrait à TF1 et à Bouygues de peser sur les destinées de Canal-

Comme Télévision par satellite (TPS), son concurrent, le bouquet de Canal Plus est une société en nom collectif (SNC). Cette formule donne presque tous les pouvoirs aux actionnaires, même minoritaires. Outre des droits de préemption, chaque entrée ou sortie du capital demande l'assentiment de tout le tour de table. Une présence, même indirecte, de TF 1, pourrait gripper la machine et gêner la croissance de CanalSatellite. Pierre Lescure et Jean-Marie Messier ont mesuré le danger. Le téléphone sonne à plusieurs reprises entre le 42 avenue de Friedland et le quai André-Citroën, les sièges de Vivendi et de Canal Plus.

Pendant que TF 1 est encore à se réjouir du bon tour qu'elle vient de jouer à sa rivaie cryptée, MM. Messier et Lescure ont mis leur riposte au point. Ils ont décidé de mettre à profit les bonnes relations du PDG de Vivendi avec Vincent Bolloré pour convaincre ce demier, s'il est encore temps, de leur céder sa participation.

La rumeur veut que Jean-Marie Messier n'ait pas été avare de ses conseils lorsque Bolloré a tenté Vendredi 22 janvier, au lendemain de l'annonce de l'entrée de la Une dans Pathé, c'est donc le patron de Vivendi qui prend langue avec le raider breton. Désormais, ce ne sera qu'une question de prix. En face, dans le camp de la Une, on ne semble pas se douter que la chance est en train de passer.

de la chaîne cryptée se réjouit que le raid de TF 1 ait permis à Canal Plus de « prendre le contrôle de Pathé en ayant le rôle

du chevalier blanc »

Un dirigeant

Pour assurer le succès de leur contre-offensive, Canal Plus et VIvendi ont choisi de maintenir Jérôme Seydoux dans l'ignorance de leurs manœuvres. Une volonté de confidentialité, mais le signe aussi que le doute s'est installé. Pour Canal Plus, Pathé n'est plus aussi

Seydoux à Patrick Le Lay pourrait laisser croire à une complicité entre les deux hommes. C'est le spectre d'une fusion TF 1-Pathé qui hante les couloirs de Canal PLus, où s'ébauche un scénario catastrophe: « Après ses 8,98 %, TF i voulait racheter les 19.6 % de Bolloré, Ensuite, la Une aurait proposé la fusion entre les deux groupes ». Pour l'occasion, on a même sorti les calculatrices. « J'ai calculé que cela mettait férôme Seydoux, actionnaire à 28.9 % de Pathé, à 12,5 % de TF1 », précise un directeur général de la chaîne

L'affaire se fait dans la journée. Vincent Bolloré accepte de céder sa participation à Canal Plus et VIvendi. Il empoche une plus-value de 800 millions de francs. Au total, les deux acheteurs auront déboursé près de 3,6 milliards de francs (Le Monde du 26 janvier). Soulagé, Pierre Lescure reconnaîtra pius tard que « Canal Plus peut toujours compter sur l'appui financier sans faille de son actionnaire Vivendi ». Une fois le chèque signé, « nous sommes allés voir Seydoux », précise un dirigeant de Canal Plus. Désormais second actionnaire de Pathé, la chaîne cryptée et Vivendi négocient leur représentation au conseil d'administration et concluent avec Jérôme Seydoux un pacte de préemption réciproque d'une durée de cinq ans.

En un week-end, Patrick Le Lay a tout perdu. Que s'est-il passé ? Pourquoi n'a-t-il pas profité de son « coup d'avance » ? Son allié. François Pinault, lui aurait fait défaut pour prendre le relais de l'opération.

Selon Pierre Lescure, le nouvel actionnaire de Bouveues aurait prévu de racheter les parts de Bolloré lundi 25 janvier. Trop tard. Prise de vitesse, TF 1 se retrouve désormais coincée dans Pathé sans possibilité d'en sortir rapidement sous peine de ne pas retrouver son investissement. Pour Canal Plus, la victoire est double. Au succès sur TF1 s'en ajoute un autre, non moins important, sur la important dirigeant de la chaîne cryptée se réjouit que le raid de TF1 ait permis à Canal Plus de « prendre le contrôle de Pathé tout en ayant le rôle du chevalier

Nicole Vulser

Guy Dutheil

L'opération aboutit à une plus forte concentration dans le cinéma français

« PATHÉ recherchera des rapprochements ou des alliances lui permettant de jouer un rôle plus direct dans la télévision »: ce message de Jérôme Seydoux, président de Pathé, dans son rapport annuel publié en mars 1998, s'avérera plus vrai que prévu. Après TF 1, Canal Plus et son actionnaire de référence Vivendi ont acheté ensemble 19,6 %

du groupe cinématographique. « Après l'opération sur AOL, c'est la seconde fois que Vivendi vient à la rescousse de Canal Plus pour une opération d'envergure, explique-t-on au sein de la chaîne cryptée. C'est l'avantage d'avoir un actionnaire de cette envergure », qui vient d'ailleurs de procéder à une réorganisation dans laquelle l'audiovisuel. Mais il est de facto chapeauté par le patron de Cégétel, Philippe Germond, nommé directeur général délégué de Vivendi Communication. « Cela traduit notre confiance dans la convergence de ces métiers. Ce n'est en rien un désavœu de Plerre Lescure », explique le groupe Vivendi. Canal Plus a déboursé 1,2 milliard de

francs pour ses 8,3 % dans Pathé. « L'effet dilutif sera très faible » pour cette opération financée par emprunts, précise la chaîne. « Notre arrivée dans Pathé procède d'une action défensive; cela ne changera rien de nos partenariats avec le groupe de jérôme Seydour », dit-on à Canal Plus. Leurs liens sont anciens et importants : le groupe de Jérôme Seydoux détient 20 % de CanaiSatellite et a mis en place, en mai 1997, un réseau de distribution cinématographique européen avec Canal Plus qui s'articule autour de quatre distributeurs, en France (AMLF), en Grande-Bretagne (Pathé Guild), en Alle-

magne (Tobis) et en Espagne (Sogepaq). Cet accord permet aussi aux deux alliés d'acquérir des droits de films septembre 1998, Canal Plus, Pathé et la société américaine de production Mandalay Pictures ont conclu une autre alliance permettant aux deux groupes français d'acquérir quatre films américains par an. Par ailleurs, Le Studio Canal Plus, Pricel et AMLF (Pathé) acquièrent déjà ensemble les droits France de certains longs-métrages interna-

tionaux comme Kundun, de Martin Scorsese. Cette étroite collaboration ne s'arrête pas là: les deux groupes français coproduisent de nombreux longs-métrages. Pathé Pictures, dont Le Studio Canal Plus est l'un des partenaires, contribue au financement et au développement des films britanniques. Dans le domaine des chaînes thématiques. Pathé et Canal Plus sont tous deux actionnaires de Comédie et du service de paiement à la séance de CanalSatellite, Kiosque.

L'arrivée de Canal Plus au sein de Pathé marque inévitablement un renforcement de priique, Le groupe de l'ierre Lescure s'affiche comme le premier banquier du cinéma français, et Pathé, l'un des principaux groupes cinématographiques hexagonaux, pense, grace aux multiplexes, doubler l'activité de ses salles dans les quatre prochaines années (300 écrans en France et en Hollande fin 1997). Malgré les récentes déceptions de Lucie Aubrac ou de Lolita, Pathé a décroché

de beaux succès avec Didier, On connaît la chanson on Sept ans au Tibet.

Chez Vivendi, qui détient aussi directement 38 % de l'autre grande circuit de salles (335 écrans fin 1997), on reste très pragmatique: « Nous n'avons pas vocation à rester vingt ans dans le capital de Pathé. Cette opération est préventive et défensive : elle nous permet de contrer une menace qui pesait sur CanalSatellite. » Juridiquement, le Conseil supérieur de

l'audiovisuel peut être fondé sur l'article 17 de la loi sur l'audiovisuel à saisir le Consell de la concurrence sur cette nouvelle concentration dans le secteur cinématographique. Toutefois, par le passé, les neuf ages, pien qu'us reciament un elargissement de leurs prérogatives, n'ont jamais eu recours à une telle mesure, même lorsque Canal Plus a considérablement renforcé sa position sur le marché des droits cinématographiques en rachetant UGC DA en juillet

plus vieux, les publicitaires déconvrent le pouvoir d'achat des retraités, et les journaux des seniors rajeunissent de plus en plus, mettant en « une » des mannequins qui ont la moitié de l'âge de leurs lecteurs. Longtemps, Notre temps, et son million d'exemplaires, a été presque seul sur ce

magazine, Pleine Vie, dont la diffusion n'a cessé de croître depuis qu'il a changé de nom, en mars 1997, abandonnant la référence du Temps retrouvé, qui rappelait trop sans doute « la pendule au salon qui đit oui qui đit non, qui dit : je vous attends », des Vieux de Jacques Brel.

Notre temps s'est rajeuni pensecteur. Il subit, aujourd'hul, la dant l'été 1998, en proposant une concurrence acharnée d'un autre nouvelle formule, alors que sa dif-

Bayard Presse lance un magazine pour les plus de 70 ans fusion stagnait, en 1997, au-dessus du million d'exemplaires. Pleine Vie prévoit de son côté une diffusion payée de 815 000 exemplaires en 1998, contre 588 770 en 1996. Bayard Presse propose, lundi 25 janvier, la deuxième partie de sa riposte, en créant un nouveau magazine qui affirme son Bel Age - c'est son titre -, destiné aux plus de soixante-dix ans. Notre temps veut s'adresser aux nouveaux retraités, tandis que Bel Age vise les plus... anciennes, car le lectorat de la presse du troisième age est plu-

SUBLIMER LIS ROSS

«C'est un journal pour les veuves », commente Philippe Bouldois, directeur du pôle seniors de Bayard Presse, à propos de son dernier-né. Vendu 13 francs, le titre est pour l'instant bimestriel, avant de devenir mensuel en septembre. Tiré à 200 000 exemplaires, il vise une diffusion de 80 000 à 100 000 exemplaires la première

«Il y a eu un débat à Notre temps, pour savoir s'il fallait montrer les rides, explique Philippe Bouldois. On a décidé que, dans un magazine, on ne les montrerait pas ou qu'on les sublimerait, et qu'on créerait un autre journal pour ceux qui assument leurs rides. » Bayard Presse, propriété de la congrégation religieuse des Assomptionnistes, a la particularité d'offrir un journal pour tous les âges de l'enfance, de *Popi* à *Phosphore*. A-t-il la même ambition pour les grands-parents? Le groupe édite

désormais cinq publications dans ce secteur, qui représente un quart de la diffusion de Bayard en France, et Notre temps comporte dix éditions internationales. D'autres groupes réfléchissent à des publications pour cette nouvelle cible. Le premier numéro de Bel Age

propose un entretien avec Micheline Presle, qui « ne voit pas le temps passer », réalisé par Sylvain Augier (« Vous n'avez pas un look de vieille dame... », souligne la première question. « Maigré cet air juvėnile, vous avez soixante-deux ans de métier », poursuit la deuxième), un dossier sur les plus de soixante ans qui refont leur vie, un autre sur la Loire-Atlantique, des articles sur « Questions pour un champion * ou « Des chiffres et des lettres ». A la rubrique « Chantons ensemble », Bel Age offre les paroles intégrales d'une chanson de Bourvil : « La ta ca ta ca tac tactique du gendarme, c'est d'avoir avant tout les yeux en face des trous. »

Le magazine propose enfin un supplément « spécial mémoire ». sous forme de quiz en cinquante questions, avec une perle: « Comment s'appellent les héros de la pièce de Racine : Le Cid ? » Peutêtre Rodrigue et Chimène ont-ils entendu des serpents siffler sur leurs têtes, mais ils doivent toujours leur existence à Corneille. « La mémoire ne s'use que si l'on ne s'en sert pas », recommandent les concepteurs du test, même si la leur a quelque peu flanché.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a célébré ses dix ans

JETS D'EAU, buffets et musiciens: Hervé Bourges, président du CSA, avait bien fait les choses, lundi 25 janvier à Paris, pour célébrer le dixième anniversaire de cette institution. Un feuillet entier de son discours était consacré à saluer les nombreuses personnalités qui s'étaient déplacées au Palais de Chaillot : le premier ministre, de nombreux membres du gouvernement, d'anciens mimistres, les présidents ou vice-présidents des grandes institutions de la République, les « quatre-vingt-seize présidents de sociétés ou d'institutions liées à l'audiovisuel », ainsi que des invités étrangers. Après avoir défini la régulation de l'audiovisuel en quatre mots : « médiation, concertation, adaptation, indépendance », M. Bourges a précisé : «L'avenir de l'audiovisuel tient en un seul mot : le numérique. » Et il a précisé les grands dossiers pour l'avenir : le câble et le satellite, la diffusion hertzienne, les réseaux informatiques et înternet, le service public.

■ PRESSE: des petites annonces sur Internet. SPIR Communication (groupe Ouest-France) a annoncé, lundi 25 janvier, la mise en ligne de près de 200 000 petites annonces issues de 132 journaux gratuits. Le site, qui est mis à jour quotidiennement, permet de consulter gratuitement et de passer des annonces sur cinq thèmes :

emploi, automobile, immobilier, bonnes affaires et rencontres. ■ La bataille pour le contrôle du groupe Mirror a provoqué une scission au sommet. Selon la presse britannique, les désaccords au sein de l'état-major pourraient entraîner le départ force de David Montgomery, président du groupe de presse britannique (Le Monde du 20 janvier).

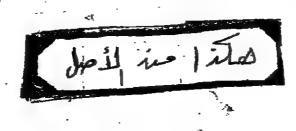
RADIO: Radio France internationale (RFI) va diffuser plus de musique. Jean-Paul Cluzel, PDG de RFI a annoncé, lundi 25 janvier, lors du MIDEM à Cannes : « Nous allons réintroduire en force sur notre antenne, au printemps, l'illustration musicale avec la diffusion de deux chansons complètes par heure .. La mise en place du e tout-info » s'était traduite par « une diminution de l'illustra-

■ ÉDITION: le groupe de communication Pearson a remis en vente, lundi 25 janvier, cinq des sociétés d'édition héritées du groupe américain Simon and Schusters. Spécialisées dans l'édition d'ouvrages de référence et professionnels, ces sociétés ont réalisé. en 1997, un chiffre d'affaires de 250 millions de dollars (215 mil-



Vous ne choisirez pas English+

par hasard! ...



AFFAIRES

INDUSTRIE ZAS AS ROSNEFT: les pétroliers russes Rosneft, Slavneft et Onako, détenus majoritairement par l'Etat, fusionneront dans les prochains mois, a annoncé, lundi 25 janvier, le vice-premier ministre Vladimir Boulgak, cîtê par l'agence interfax. La holding ainsi créée produira 55 millions de tonnes de brut par an, selon M. Boulgak. Elle sera détenue à 75 % par l'Etat.

● BP-AMOCO: le groupe pétrolier anglo-américain a confirmé, lundi, avoir déposé une offre pour le développement à long terme de champs on-shore dans le sud de l'Iran, en dépit de l'embargo américain. « Nous avons soumis une offre pour participer aux discussions sur le développement à long-terme du réservoir du Banguestan », a Indiqué un porte-parole.

 LONDON INTERNATIONAL GROUP (LIG): le groupe britannique, spécialisé dans la fabrication de préservatifs (Durex) et de gants de latex chirurgicaux, a annoncé, lundi, avoir recu une proposition d'offre de fusion. L'action erimpalt de 27 %. « Le conseil d'administration de LIG confirme avoir recu une offre provisoire non sollicitée concernant une possible fusion », a indiqué LIG.

SERVICES 17 • TÉLÉCOMMUNICATIONS : la Cour Suprème américaine a rendu son verdict, lundi, sur le cas opposant les sociétés de télécommunications régionales aux compagnies de téléphone longues distances. La décision de la cour confirme que les compagnies régionales doivent faire la preuve de l'ouverture de leur marché à la libre concurrence si elles veulent entrer sur le marché des communications longues

MICROSOFT: le premier ... fabricant mondial de logiciels a annoncé, mardi, qu'il investira 500 millions de dollars (434.7 millions d'euros) dans le troisième cablo-opérateur britannique, NTL.

distances.

 COMPAO : le deuxième constructeur mondial d'ordinateurs devait annoncer. mardi. l'introduction en Bourse de tout ou partie du capital d'AltaVista. Ce moteur de

recherche lui avait été apporté par Digital Equipment, que Compaq a racheté en juin 1998 pour 9 milliards de dollars (7,8 milliards d'euros).

• ÉQUIPEMENT ÉLECTRIQUE : après une année 1998 jugée positive, les entreprises du secteur font preuve de prudence pour 1999, selon le baromètre BVA de conjoncture présenté par la Fédération nationale de l'équipement électrique (FNEE).

DEUTSCHE BANK: Josef directoire de <u>la</u> banque allemande, a déclaré, lundi, qu'il espérait obtenir l'accord des autorités américaines pour le rachat de Bankers Trust d'ici au 30 avril. Si l'offre n'était pas acceptée avant le 30 iuin. l'intégration informatique des deux banques devrait être aioumée du fait des recommandations de la Réserve

fédérale pour limiter le risque

BANQUES JAPONAISES: les grands établissements vont lever 2 000 milliards de yens (15,4 milliards d'euros) sur le marché d'ici fin septembre pour renforcer leurs fonds propres, affirme, mardi, le quotidien Nihon Keizai Shimbun. L'agence de notation Moody's a revu en baisse les notes de Bank of Tokyo-Mitsubishi (de A 1 à A 2), de Sanwa Bank (de A 1 à A 2) et de Sumitomo Bank (de A 2 à A 3).

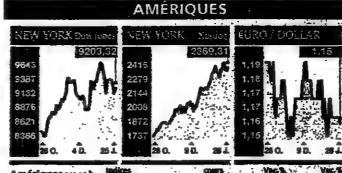
CITIGROUP: le premier groupe mondial de services financiers a enregistré un bénéfice net de 5,807 milliards de dollars (5 milliards d'euros), en baisse de 13 % sur 1997, essentiellement du fait du recul des bénéfice de sa filiale banque d'investissement Saiomon Smith Barney.

• ATT: le géant américain des télécommunications a enregistré, en 1998, une hausse de 3,3 % de son chiffre d'affaires, à 53.2 milliards de dollars (45.8 milliards d'euros) pour un bénéfice net en augmentation de près de 45 % à 6.39 milliards de dollars (5.5 milliards d'euros).

● CHEVRON: le quatrième groupe pétrolier américain a subi un recul de 39,3 % de son bénéfice, à 1.97 milliard de dollars (1.6 milliard d'euros), de son bénéfice pour 1998, sur un chiffre d'affaires en baisse de 27,1 %.

EUROPE BURO STOCK SO STOOK 50

EUROPE ELINO STUTO, 324 301,28 STOXX 063 202,82 CPC 40 PARES SBF 120 PARIS 2574.00 -5,88 PARIS SECOND MARCH **383.** 20 FRANCFOR: DAX 30 LONORES FT8E 100 STOCK ENGIN MILAR ZURICH



Amériques 10k15	Indices cours Var. 1. Var. 1. September 25/01 yeller 21/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES 8802.92 6,91 2 5 0,24
ÉTATS-UNUS	SaP 900 (333.08 0.72 0.36
ETATS-UNIS	HASDAG COMPORTE 2800.51 - 1,50 6,06
TORONTO	TREPORT CONTRACTOR CON
SAO PAULG	BONESPA 7190,00 -1,79. 5,00,
MEXICO ·	BOLSA 200,4% 6,72 -9,91
BUENOS AIRES	MERVAL 308,89 -0,17 -10,68
SANTTAGO	IPSA GENERAL 101,14 7,41 31,35
CARACAS	CAPTIAL GENERAL SHOULD GO TO THE SHOULD SHOU

	ASIE - PACIFIQI	JE
70KYO Niess 14382.01	HONGKONG 329544 9509.83	FURO / YEN 131,14
:5207 :4838	10251	143
14189 14859	10516 16049	136 152
13730 13360	9769	125
Zone Asie 10h15	29 O. 10 D. 28 J. Scien cours : cours :	20. 90. 21. Val. Val.

13360 28 O. 4 E	81 290 10D 28D 280 9D 28D
Zone Asie 10h 15	Audion Cours Name Ver 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10
TOKYO	NBOCE 225 14902,01 1,22 3,00
HONGKONG	HANG 8598 9500,83" 5,11" -5,56
SINGAPOUR	STRATE TIMES 0,00
SÉGUL.	COMPOSITE NOEY 00,00 -1,18 -0,10
SYDNEY	ALL CRONWARDS . SMIT/80 -40.72
BANGKOK	SET \$4,78 0.53 4,06
BOMBAY 1	SENSITIVE RICEX 3000,95 0,34 8,30
WELLINGTON	NZSE-40 2179.30 0.48 5.50

ÉCONOMIE

Dominique Strauss-Kahn reste confiant sur la croissance

LE MINISTRE de l'économie et des finances Dominique Strauss-Kahn se montre confiant pour la croissance de l'économie française en 1999 et en 2000, malgré « la phase de ralentissement passager, le trou d'air, que nous traversons», indique t-il dans un entretien au Figaro du 26 janvier. Selon hu, l'« excès de pessimisme » des grandes entreprises « devrait progressivement se corriger ».

il a par ailleurs relevé que la « Banque centrale européenne a un objectif de stabilité des prit, ce qui l'a, conduite à définir une limite haute de 2 %. Je regrette qu'elle ne se soit pas également fixé un niveau plancher. Des déclarations donnent à penser que ce plancher serait zéro, ce qui me paraît faible ». La hausse des prix à la consomme

tion est tombée à 0,3 % en glissement annuel en France en décembre, la plus faible hausse observée en fin d'année depuis décembre 1953.

UNION EUROPEENNE: WID Duisenberg, président de la Banque centrale européenne (BCE), a jugé, lundi 25 janvier, que la situation actuelle des prix dans la zone euro justifiait le maintien de la politique monétaire, avec un taux d'intérêt principal fixé à 3 %. ■ Les revenus nets d'investissements directs de l'Union européenne dans les pays tiers se sont montés à 12,3 milhards d'euros en 1996, a annoncé, hmdi 25 janvier, l'office européen de statistiques Eurostat. Au total l'Union a perçu 44,4 milliards d'euros de revenus de ses actifs dans les pays tiers alors que ces derniers ont requ-32,1 milliards d'euros de leurs actifs euro-

MALLEMAGNE: le syndicat IG Metall a qualifié, lundi, de « provocation » la proposition patronale d'augmenter les salaires de 2 % cette année au niveau de la branche. Il menace d'organiser des débrayages des vendredi 29 janvier et revendique 6,5 % d'augmenta-

■ GRANDE-BRETAGNE: le gouvernement a confié une vaste enquête sur le secteur bancaire à Don Cruickshank, ancien directeur secteur et en particulier, indique M. Cruickhank, sur les questions des « prêts aux petites entreprises, noncé au mois de février.

systèmes de transfert d'argent et cortes de crédit ». Parmi les plaintes souvent formulées contre les banques britanniques, il a cité « les tarifs excessifs, la mauvaise qualité du service et l'incapacité à comprendre les besoins des petites entreprises ».

17.472

■ CHINE: le gouvernement a réaffirmé, mardi 26 janvier, qu'il ne dévaluerait pas le yuan, alors que la presse officielle avait évoqué deux jours plus tôt pour la première tois un possible lachage de la monnaie nationale. Cette information avait entraîné la chute des monnaies et bourses asiatiques lundi 25 janvier. « Nous avons déja réaffirmé la politique du gouvernement chinois consistant à ne pas dévaluer le yuan et nous continuerons à suivre cette politique, malgré les graves difficultés rencontrées au cours de l'année écoulée », a indiqué le porte-parole du ministère des afres étrangères, Zhang Qiyue.

E [APON: le chef des services économiques du gouvernement Taichi Sakaiya a estimé, mardi, que le Japon devrait renouer « modestement » avec la croissance au quatrième trimestre 1998 (octobre-décembre), après une série record de quatre trimestres consécutifs de contraction de l'activité. Le gouvernement japonais prévoit une contraction record de 2.2 % de l'économie pour l'année fiscale s'achevant fin mars et table sur une petite reprise de 0,5 % pour l'année

■ CORÉE DU SUD: l'agence de notation Standard & Poor's a relevé, lundi, la note attribuée à la qualité de crédit de la Corée du Sud. Sa dette principale à long terme en devises étrangère est notée BBB-, contre BB+, sa dette à court terme en devises étrangères A 3, contre B, et sa dette émise dans la devise locale à long terme A-, contre BBB+ S&P souligne que la Corée est passée d'un déficit de sa balance des palements courants en 1997 à un excédent équiwalent à 16 % de son PNB à la fin

■ ÉTATS-UNIS : le déficit budgé taire s'est élevé à 5,41 milliards de dollars en décembre 1998, contre un excédent de 13,6 milliards durant le même mois en 1997, selon le département au Trésor.

■ BRÉSIL : le président Fernando de l'autorité de contrôle du secteur Henrique Cardoso convoquera, des télécommunications. Elle doit dès cette semaine, les représendéboncher d'ici la fin de l'année sur tants de différents secteurs indusun état de la concurrence dans ce uniels et des syndicats de tous bords pour élaborer un projet de relance économique qui devrait être an-

0,15248 8,35396 3,36774 8,94236 8,27190 4,76708 8,32894 2,97860 1,62607 7,70324

1174

ng artist i

A 500

Track.

er trigge g

10.00

VALEUR DU JOUR

OPA sur Lucas Varity

LES CONVOITISES autour de LucasVarity commencent à se concrétiser. L'équipementier automobile et aérospatial britannique faisait l'objet de rumeurs d'offre publique d'achat depuis plusieurs semaines. L'américain Federal-Mogul a confirmé ces rumeurs, lundi 25 Janvier, en annoncant qu'il lançait une OPA (offre publique d'achat) hostile pour 280 pence par action, soit 3.9 milllards de livres (5,7 milliards d'euros, 37 milliards de francs). Dick Snell, PDG de Federal-Mogul, avait rencontré dans la journée Ed Wallis, président de Lucas-Varity, et Victor Rice, directeur général du groupe britannique, pour les informer de ses intentions. Après avoir rejeté l'offre et indiqué qu'il n'entendait pas entamer les discussions, LucasVarity a annoncé à son tour qu'il était proche d'un accord de rapprochement avec TRW, leader américain du coussin de sécurité (Airbag). L'offre de TRW serait supérieure à celle de Federal-Mogul, qui représentait déjà une surcote de 40 % sur le cours de LucasVarity au 30 décembre 1998.

Selon un analyste, ce rapprochement permettrait à TRW de faire baisser ses coûts, dans la mesure où la productivité de LucasVarity est meilleure. Le groupe britannique occupe le douzième rang mondial dans son secteur avec un chiffre d'affaires de 4 milliards de livres (5,7 milliards d'euros) en 1997. Des synergies seraient envisageables sur le long terme entre des unités de TRW et de Lucas-

Varity, estiment les analystes. Après l'échec de la tentative de transfert du siège de Londres vers les Etats-Unis - le capital de LucasVarity est déjà détenu à 60 % par des actionnaires américains -. la publication de résultats décevants et l'atonie du cours de Bourse, l'état-major avait engagé une réflexion stratégique sur l'avenir du groupe, qui devait être présentée le 25 mars. L'offre de Federal-Mogul a précipité les événements.

A la Bourse de Londres, l'action LucasVarity terminait, lundi 25 janvier, en hausse de 13,6 % à 244 pence. Les certificats de dépôts américains de LucasVarity progressaient de 6-3/8 à 42-5/8,

Stéphane Lauer

SUR LES MARCHÉS

PARIS

LA BOURSE de Paris réduisait ses gains à la mi-séance, mardi 26 janvier. L'indice CAC 40 progressait de 0,48 % à 4074,37 points, il avait ouvert sur une hausse de 1,02 %, à 4 092 points. L'action Pinault Printemps Redoute s'inscrivait en hausse de 6,1 % après la publication d'une hausse de 21,5 % de son chiffre d'affaires en 1998.

FRANCFORT

L'INDICE DAX 30 s'inscrivait en hausse de 0,85 % au milieu de la séance du 26 janvier. Le marché était soutenu par la résistance du marché américain et l'annonce de bons résultats des sociétés allemandes.

La veille pourtant, l'indice DAX avait reculé de 0,39 % pour repasser sous la barre des 5 000 points, à 4 988,59 points.

LONDRES

LA MULTIPLICATION des opérations de fusions et d'acquisitions et la bonne tenue de Wall Street ont fait esser l'indice FT100 de la Bourse de Condres qui gagnait mardi en milieu de journée 0,71 % à 5 922.9 points.

TOKYO

MARDI 26 janvier, la Bourse de Tokyo a progressé de 1,2 %, à 14 382,81 points, réconfortée par les déclarations des autorités chinoises excluant une dévaluation du yuan. Toutefois, les analystes se déclarent toujours préoccupés par l'évolution des marchés financiers et notamment de la Bourse brésilienne depuis la dévaluation du real.

NEW YORK

LA SÉANCE du lundi 25 janvier a été marquée par l'amnonce de résultats annuels supérieurs aux prévisions des analystes. Les groupes AT&T et Citigroup ont effacé le mauvais sentiment laissé par la publication, vendredi, des résultats d'IBM. Les valeurs technologiques, qui avaient abandonné beaucoup de terrain durant les précédentes séances, out été activement recherchées, comme Microsoft et Yahoo.

TAUX

LES TAUX D'INTÉRÊT européens se sont légèrement tendus, mardi 26 janvier, en début de matinée. Le rendement des emprunts d'Etat allemand à dix ans, le Bund, s'est inscrit à 3,65 %. A Paris, le taux des obligations assimilables du Trésor (OAT) s'est élevé, pour sa part, à 3,739 %. Sur le marché à terme sur les produits de taux, le Matif, le contrat notionnel a reculé de 21 centièmes, à 113,19 points.

CHANGE

LE BILLET VERT était en repli face au yen, mardi 26 janvier, au matin, à 113,58 yens pour 1 dollar. L'intervention du premier ministre chinois, Zhu Rongji, excluant, lundi, une dévaluation du yuan, a déclenché une vague d'achats sur toutes les devises astatiques, dont le yen japonais. En revanche, face aux devises européennes, la monnaie américaine s'est maintenue, à 1,156 dollar pour 1 euro.

TROPOEUTS CHEMARK	Taux de change fix	desp	rs euro	
DEUTSCHEMARK. J.	Euro contre 🕨	Thus.	contre franc	Taux
TUROVERE ITALIENNE (1000) 1,89827 URE ITALIENNE (1000) 1,89827 URE ITALIENNE (1000) 1,89827 URE ITALIENNE (1000) 1,89827 SPRACNCLE (1007) 2,00482 SECUED PORTUGAS (1000) 2,00482 SECUED PORTUGAS (1000) 2,7190				0,15245
UKO/PESCTA ESPACANDE FIORE 1,6886 PESCTA ESPACANDE FORTHANC 8,94238 UKO/PESCUDO PORTUGAIS (100) 2,90482 ESCUDO PORTUGAIS (100)/FRANC 8,7190 UKO/PESCUDO PORTUGAIS (100) 2,7190 UKO/PESCUDO PORTUGAIS (100)/FRANC 8,77938 SCUDO PORTUGAIS (100)/FRANC 8,77938 SCUDO PORTUGAIS (100)/FRANC 8,77938 PINT IRLANDAISE/FRANC 8,32804 UKO/PERCHFLORIN NÉDELANDAIS 2,80511 PIGNÍN NÉDELANDAISFRANC 1,82807 UKO/PERCHFLORIN NÉDELANDAIS 2,80511 PERCHEDE (10)/FRANC BELGE				
URD/ESCUDO PORTUGAIS (100) 2,00482 ESCUDO PORTUGAIS (100)/FRANC 8,27190 URBOSCHILLING AUTRICHIEN (10): 1,27803 SCHILLING AUTRICHIEN (10)/FR. 4,78708 URBOSCHILLING AUTRICHIEN (10): 1,87808 PROFEDRIN NESELANDAIS 2,3031 FLOREN NESELANDAISFRANC 9,97800 URBOSTRANC BELGE (10) 4,03300 FRANC BELGE (10)/FRANC 1,82807				
UNDOFUNT RIANDASE 1,78756 1,				
DEROFFLORIN NEERLANDAS 2.0001 FLORIN NEERLANDASFRUNC 2.00000 UROFFRANC BELGE (10) FRANC BELGE (10) FRANC 1.02007		1,37803	SCHIEUNG AUTRICHIEN (HOM	4,76708
URO/FRANC BELGE (10) 4,03300 FRANC BELGE (10) FRANC 1,82907		1,78756	PUNT JRLANDAISE/FRANC	B,32894
URCOMARICKA FINDANDAISE	URCAKARIKA FINIANDAISE		PRANC BELGE (10) FRANC	

Cours de c	nange c	roises				ales, e
481 12k30 🕨	COURS	YEN(HO)	Coors	Cours	Cours	Cours FR.S.
OLLAR	113,42500 .	0,88164	1,15635	10,57628 10,69500 7	1,65860	0,72067 31,74500
URO	0,86479 5,67286	0.78954	8,55967	11 15245	1,43415	0,62315
RANC SUISSE	0,50292	0,53155	0,59725	0.10625	9,409,65	4,08810 0,43460

钓

Tạuz d'	inter	et (%	(A)	
Taux25(01)	Ther	Taux 3 mots	Tack 10 and	Taux 30 aus
FRANCE		2.89	3,72	4.57
GDE-BRETAG.			4,18 8,90	4.21
ETATS-UNIS_	0,23 4,75		2,03 2,68	A *
PAYS-BAS	0,50 · 3,08	1,08 3,02	2,45	3,81
		_	٠.	

Matières pren	nièrei	
En dollars	Cours :	Var.% veille
METAUX (LONDRES) CUIVRE 3 MOIS	1458,5 1215,5 495,5 5163 982 4830	\$/TONNE 0,03 2,05 0,30 9,05 0,61
METAUX (NEW YORK) ARGENT A TERME PLATINE A TERME GRAINES DERRÉES BLÉ (CHICAGO) MAÍS (CHICAGO)	5,20 73463,30	\$/ONCE 1,17 -5,72 OISSEAU 0,74
SOJA TOURTEAU (CHC.). SOFTS CACAO (NEW YORK)	132	0,23 \$/TONNE -0,53

90	Cours Cours SURO PRANC 1,15635 0,17888	Cours Cours LIVRE FR.S. 1,65880 0,72067	
4	81,1400 19,5250 0,15245 8,55867 0,59725 0,10625	1,43415 0,82315 9,40885 4,08810	
5	1,80415 0,24480	2,30150	
	Mani		
ot as 57	PROCESSIONER 5,5-	me dender presider prix prix	
27 84	Euribor 3 mais	M 97,03 97,04	
10年 18月 10年	PORTE		
	En dollars	Cours Var.% 25/01 vette	
i i	WITH DIEW YORKS) LIGHT SWEET CRUDE		
NE 03	Or.		
30 08 61	En Euros 🕨	Cours Var% 25/01 22/01	
	OR FIN KILD BARRE OR FIN LINGOT ONCE D'OR (LO) \$	7950 -0,13 7950 -1,49 287,70 +0,24	
72 ₁	PIÈCE FRANCE 20 F	48,50 +1,59 47,70 +1,06	

	PIÈCE 20 DOLLARS US 421,50 T.30 PIÈCE 50 PESOS MEX 287,50	
	Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse	

VALEURS EUROPÉENNES

● Les valeurs de télécommunication ont bénéficié d'un courant acheteur. Le titre Nokia a gagné 1,57 %, trois séances avant la publication de son résultat annuel. Les actions Tele-com Italia, Vodafone Group, Tele-west Communications et France west Communications et France Télécom ont également progressé

L'action de SAP, l'éditeur allemand de progiciels, a grimpé de 5,34 % après la publication de son résultat net pour 1998. Les investisseurs tablent sur une progression de

11 % du bénéfice. L'annonce par Federal Mogul de son intention de mettre 3,6 milliards de livres (5,2 milliards d'euros) pour s'emparer de Lucas Varity grunper ce dernier de 13,6 %

26/01 12h39

BASFAG BMW CONTINENTAL AG DAIMLER-BENZ AG FIAT FIAT PRIV.

LABINAL /RM. LUCAS VARITY MAGNETI MARGLLI

MICHELIN B- /RM PEUGEOT ALM PIRELLI

RENAULT:
SOMMER ALLIBER/
VALEO /RM
VOLKSWAGEN
VOLVO A

BANQUES

ABBEY NATIONAL ABM AMRO HOLDIN ALLIED IRISH BA ALPHA CREDIT BA

ALPHA CREDIT BA ARGENTARIA RS B FIRTO MAYOR R BANCO ESSI R BANS ALSTRIA AG BANK OF RELAND BANK OF PERBUS BANK OF PERBUS BANK AND PERBUS BCA FIDELIANS BCA FIDELIANS BCA FOMA BCA FOMA BCO BELBAO VIZC BCO CENTRAL HIS

BYP RM CCF RM

CHRISTIANIÀ BK

CERTALBANK OF GR

COMMERCIANK
DEN NORSKE ENK
DEN NORSKE EANK
DEUTSCHE BANK A

DISESDNER BY AG FIGO BANK FIRST AUSTRIAN

FOEREMENCISSE A SE
FORUS EK MO
MALIFAK OB
HSBC HOLDS CB
IMI
IONIAN BK REGS DK
IONIAN BK REGS DK
KAFITAL HOLDING DK
TAT BANK GREECE DR
NATE BANK GREECE DR
NATE MESTIM BA
GB
AGRIDBANKEN HOLD BE
OSEKBANK
FOLD BANCA 1479
IT 1

FOLO BANCA 1475 FOYAL BE SCOTL S-L-BANKEN -4 SINGLESANGEN HOM STE GENERAL-A-/ UES N UNICREDITO ITAL UND GREARK 4 . DK -FESSANK GR

PRODUITS DE BASE

OR DE : DX NO DE : SE : PR : OR . AT •

VOLVO -B-

ALITOLIV SOR

• Le titre du groupe de capital- risque 31 a progressé de 2,26 % à l'annonce du rachat de son concurrent Electra Investment
These Electra Investment

• Les banques espagnoles ont souffert de leur exposition en Amérique latine. L'action de la Banco Central Hispano a perdu 2,43 % et celle de la Banco Santander a reculé de 0,3 %. La bri-tannique Lloyds TSB, également exposée dans la région, a abandonné 1,97 %.

 ● A l'annonce de la réduction des prévisions de croissance de la

Varity a fait 3,6 %.	banque suisse du terrain mai sur un gain de	s a terr	e titre a perd niné la séanc
28,27 - 1,69 23,94 - 0.70	AGA -A- AGA -B- AIR LIQUIDE /RM AICAD NOBBL BASE AG BAYER AG BOC GROUP PLC CIBA SPEC CHEM CLARIANT N DYND INDUSTRIER: EMS-CHEM HOLD A HENKEL KGAA VE HOECHST AG ICI ICI ICI ICI ICI ICI ICI ICI ICI IC	SE SE PR NL	11,30 11,13 + U,5 141,6 + U,4 32 - U,5 32,1 - U,1 71,32 - 1,0 70,62 + 2,5 13,88 5135,81 + 0,61 82,8 24,8 - 0,43 7,25 + 1,40 5,88 + 2,80 81,3 + 2,80 81,4 + 2,80 81,4 + 2,80 81,5 + 2,80

		* DI	The second second			
267,76	+ 1,14	P D) 5 2	гохх сна	MP	278,9	3
		-				
		CON	SLOM	ERATS		
		AKER RGI				
18,61	+ 1,40	BTR "		. NO	10,2	
17,1		CGIP /RM	٠.	28	1,8	
	0,67	CIR .		PR-	62	+ 0,4
40	-14.	DUTTERE		. ग्र∙	1,0	
23,15		GAZ ET E		SE +	480	+ 1,11
		CIRL E	me trial	. 数:	40,80	
10,76		CONL DE	TR 00	BE +	184,3	
		GEVAERT	UILUD.	- GE-	. • • 7,96	-1-4
20.05 -		NGEMEN	FD 2014	SE-	82	-1,58
		INCHCAPE		ML +	,32,36	
		INVESTOR		9.5	1,83	
18,80		INVESTOR		96	39,15	
		CVAERNER		38	40,10	-101
	4	KVAERNER		NO	18,49	
		WHILL RM		NO	13,47	-1
1,32 +		VITTUNEO		FR -	207,5	+3,49
12,41 +		VORSK HYT		NO	13,20	
10,05 +		EKLIKON-		CH	29,20	
62,15 +		MALA -A		NO .	105,54	
18,74 +		WKLA -B-	٠	NO NO	12,60	
		ONAE INVI	STREET.	P7	10,91	+1,62
	L68 y	EBA AG	31000	DE.	37,89	+1,64
79,5 +0		DIESTO	mens.	12	49,6	+ 2,90
3.44 +2	.08				1.00.7	- 2,64
8,45 +2	.13					
56 ,12		TÉLÉCO)MIMU	NICA:	HONS	
24 - 1	-					
		RITISH TEL Nikle & Wi		GB	13,66	+1,38
	-			,GB	. 12,55	÷3,18
47,15 +1		EUTSCHE 1		Dž a	36,3	+ 1,40
189,4 -0	- F	ROPOLITY		82		
128 + 2	net Pi	WANCE THE		FR+	81,18	+0,50
84,4 +1		BLLENIC TI BUNNELIJIS	LE (Q.P	25,07	et en
111,83		ORTUGAL 1		NL .		+1,49
49,42 - 91	44 11	VISSCOM P		- 74 -		+0,77
23,38 - 0	40	LE DANKS		DK ·		+ 0,33
			- T		110	

,20	SONAE INVESTIME	PT	37,80	+1,0
68	VEBA AG	DE a	49,6	
13	► DIESION CON		188.7	+ 2,5
80			1 00.7	- 2,1
13				
	TÉLÉCOMM	UNICA	TIONS	
6Ż				
88	BRITISH TELECOM	GB	13,66	+1,8
11	CARLE & WIRELES	,GB	. 12,55	+3,1
07	DEUTSCHE TELEKO	DŽ a	36,3	+1,4
	EUROPOLIȚAN HILD	: SE	102,91	-3.1
21	PRANCE TELECOM	FR.	81,18	+0.5
32	HELLENIC TELE (. GR	25.07	
18	KONINKLIJKE KPN	NL -	47,45	+1,4
	PORTUGAL TELECO	· 17 ·	48,33	+9.7
61	SWISSCOM N	CH	384,57	+0.3
(8	TELE DANIMARK	DK ·	119	-
	TELECTI	PT +	202.00	
9	TELECOM TTALIA	Ti.		+0,0
4	TELECOM ITALIA	17 -	7,97	+0,1
	TELEFONICA		5,02	+2,0
	TIM	E3 >	. 30,84	+0,30
0		IT =	6,82	+ 0,87
4	YOCAFONE GROUP	GB	18,67	+2,21
9	▶ D) E STOXX TCOM	P	650,24	+ 0.77
7			_	
2	CONSTRUCTI	OBL		
=	CONSTRUCT			
	AALBORG PORTLAN	DK	16,14	- 9 06
6	ACCIONA	80	14,17	

49,42 - 91,4				
23,28 -0,4		CH	384,8	
8,71			119 .	
10,85 +0,5	TELECEL	, P7+	202,9	+0.04
21,51 +0,5	The party of Carres	11 +	7,97	+0,13
	I STOCK ME THE STOCK		5,21	+2,07
44,79	TÉLEFONICA	E8+	39.86	+0,30
	TIM	IΤο	6,82	
79,81 +0,5				. +2,28
47,06 +2,9	DIF STOYY TO		SED 04	0.54
80 '-0,2				2.7
11,46 -0,3	77777			
8,77 +1,41	CONSTRUC	CTION		
207,48	AALBORG PORTLA	N. Dell		
54,05 +0,40				-9,09
15,78 - 0,72		68 a 2		
6,15 . +0,82	ACESA REG	E2+	13,34	
59,5 - 0,34	AKIUK SA	ar	-11,18	
22,4 + 0,48	ASKO OY	FI.	13,8	+0,73
14,68 +0,10	AUMAK	ES.	23,14	+0,87
9,45 +1,20	MUTUSTRADE	17 +	7	+ 6,22
142,8 + 0,38	Bry Militar	Tr.	4,48	-2,18
148,7 -0,84	BACK PLC	GB	0,90	
35,07 + 0,97		. DE ~	18,8	+2,78
	BLUE CIRCLE IND	88 '	3,78	
		FR e.	187.5	-4,59
4,78 +0,85	RDR	88	2,68	-
73,98 -0,18	CARADON .	GB ·	1.85	-2,27
34,31	COP	BE -	82,7	- 0,48
251,86 + 0,64	CHARTER	GB	5,01	- 0,40
	OMPOR SGPS R	PT •	20,01	71,10
	COLAS ARM		25,26	+ 1,84
E	CRH PLC	FH :	170	+1,19
		GJI	13,86	
	CRISTALERIA ESP	E8+	82,8	+0,48
51,79	DRAGADOS CONST			+0,41
1,45	FORM CON CONTRA		- 56,85	
16,55 +1,72	GROUPE GTM	PR *	88	+1.03
2,78 + 1,23	NEDDELBERGER ZE		. 63,4	+0,68
374 -1,29	HELLTECHNODOJA	GR	7,36	*****
4,41 + 1,65		GR .	24,22	
38 +3.25	HOCHTLEF ESSEN	DE =	29,8	-0,33
1,67 +1,74	HOLDERBANK FINA		212,64	+8,81
13,9 +8,59	HOLDERBANK FINA	CH		+1,14
3,33 + 0.87	IMETAL ASM	FB •		+0,98
5,14 +0.98	ITALCEMENTI	17 *		+3.04
38 -1,81	ITALCEMENT RNC	∵ п• ∙	4,13	+ 1,47
9,81 +3,68	LAFARGE (RM	68 •	74,8	+0,81
10,39	MICHANIKI KEG.	G/K	6,37	0.0
21,3 +1,19	PARTEK	FI =		
5,52 +3,76	PHILIPP HOLZWAN	DE+	440	÷1,17
38,95 +7,42	PILKINGTON PLC	GB .		- 1,98
		. DK	17,62	2.34
5,9 -1.67	RMC GROUP PLC	G8		0,48
20,18 - 1,10	RUGBY GRP	GB .		
24,21 +2,21	SAINT GOBAIN /R	FR -		2,17
8,5 + 0.59	SEMAPA	PT .		-3,65
27,6 -0,69	SKANSKA -B-	8E	15,25	-0,65
5,32 +0.38	SUPERFOS	DK · ·		0,28
5,85	TARMAC	GB		
10,39 + 0,69		₫B		1,98
21,58	TAYLOR WOODROW			
29,81	TECHNIP /RM	FR =		0,63
1,57 + 1,85	TITAN CEMENT RE	GR ·		
12,27	UNICEM	T.		8,02
12,39		- 52.	3.44	D,11
9,51 -0.58	VALENCIANA CEM	E8 -		2,54
6,85 +6,20	WIENERS BAUSTOF			0,38
6,88 +1,93	WILLIAMS	65		0,33
9,64	DI E STOXX CNST	<i>'</i>	173,55 +	0.70
17,95				
153,5 - 0,32	CONSOMMA	TIONS	VELLO	13
8,22 +2,08			reniqt	12
30,1 - 0,92	ACCOR /RM	FR- 1	76,8 -	0,79
23 +1,55	ADEDAS-SALOMON			0,99
10,08 + 0,60	AMER GROUP A	FI+		0,67
27,48	AUSTRIAN AIRLIN	AT -		2,55
29.27 + 6,61	BANG & OLUFSEN		57,15	
45,91 • 1.20	BARRATT DEV PLC	GB*	2,82 +1	

	FIN	AN	<u>ES</u>	ETMARC	ΗÉ	s	
STOXX 653				sur ប្រា ខ្ម		Str	5 jour
				282,82			- /····
315		-	۸.	202,0		6	
294	1	\sim	٦.			S	ç
2773			· 74	, /V		2 2	980
		.3		L JW		279,95	
253		٠, ١,	. •	ሌ .^	136	W 5	277,88 CLABR
232		·:	•	ባ/	2	1220	
212	٠.			٧	. 4	夏 [5]	277,8
5 FEV.			. .	-		- A	
ALL OTEV.		2		26 JAN	V. M	JΫ	Î M
BEAZER GROUP							
BENETTON CROUP	· 88	2 1.48	-2,78	UNIN	77.4	0,4	8 +2,13
BERKELEY GROUP	GA	2,40 5.64		VALLEHERMOSO WOOLLVICH PLC	E5 =	11,3	1 +0,7
BRITISH AIRWAYS	GB	5.06		► DI E STOXX FINS	G\$	4,6	
BRYANT GROUP PL	GB	1,23) -) toker ling		248,3	-1.10
CHARGEURS RM CLUB MED. RM	FR•	46,1	- 0,86	Commence of the commence of			
COATS VIYELLA	FR - GB	80	•••	ACTIVIENTAT	ION L	T BOIS	SON
COMPASS GRP	68	6,41 11	+ 1.05	ALLIED DOMECO	CB	6,58	
COURTAULDS TEXT	GB	1,65		ASSOCIATE BRIT	GB	7.83	
DT.LUFTHANSA N	DE .	19,2	+1.32	BASS	39	11,48	
ELECTROLLIX -B.	SE	13,53	+1,68	BRAG OF BRAU-RE	AT a	45	- 0.33
EURO DISNEY /RM	GB	5,32	+ 0,54	BONGRAIN /RM BRAU-UNION	FR *	384	-1,54
FINNAIR	FR:	1,12		CADBURY SCHWEPP	AT-	47,3	+ 1,61
G WIMPEY PLC	68	4,75 1,37	+1,08	CARLSBERG -B-	GB CK	13,51	
GRANADA GROUP P	ĜB	15,10	+7	CARLSBERG AS -A	DK	44,78 43,84	
HERMES INTI,	FFF a	70,8	+1.58	CHR HANSEN HLD	DK.	113,09	
HPI	U.	0,61	4111	CULTOR -1-	FI-	8,11	+ 0.12
HUNTER DOUGLAS	NL +	22,5	+ 7,91	DANISCO	DK	48,84	-0.91
LADBROKE GRP	Ni, a GB	22,45	- 0,88	DELTA DAIRY	FR •	210,7	+ 0,33
MOULINEX /RM	FR	3,12 11	- 1.80	DIAGEO	GB GB	13,26	
NO. HLDG	NO	2.74	+0,18 +2,61	FLAIS OLEAGINOU	ĞR	9,39 17,98	+ 0.16
PATHE RM	FR •		- 15,74	ERID BEGH SAY /	FR	136,7	- 1.30
PENTLAND GRP	GB	1,33	+1,09	GREENCORE GROUP	G8	3,68	- 1.91
PERSIMMON PLC RANK GROUP	GB	2,30	- 1,83	MEINEKEN	NL +	49,7	+2.28
SAIRGROUP N	0.8	2,76	+ 3,21	HELLENIC BOTTLE HELLENIC SUGAR	GR	27,98	
SAS DANAMARK AS	CH DK	191,34 9,62	+ 3,58	HUHTAMAEN I V2	ĠЯ FI -	9,72	
SEB /RM	PR-	9,06 60,5	4.1.65	KERRY GRP-A-	OB	31 12,16	+ 1,64
THE SWATCH GRO	CH	489.78	+ 1,61 - 0.66	MONTEDISON	17.4	0,92	- 2,19 + 2,29
THE SWATCH GRP	CH	115,24	- 0.87	MESTLE N	CH	1858.52	+1.11

RHONE POUL/RM ROCHE HOLDING ROCHE HOLDING G SANOPI /RM SCHERING AG	FR P CH CH PR P DE P	41,26 15614,86 11433,67 168,7 112,9	- 3.82 + 0,20 + 0,80 - 0,47 + 0,98	ADECCO CHESEREX ALSTOM ALUSUISSE LON G ASSOC BR PORTS ATLAS COPCO -A-	CH FR = CH GB SE	P81,42	+ 1.1 - 0.3 + 0.6 + 3.2
NOVO NORDISK B ORION A ORION B	P)。 Fi。	113,12 20 20,3	+1,36	ABB AB -A- ABB AB -B- ABB BADEN	SE SE CH	8,50 8,45	
ELAN CORP GLAXO WELLCOME NOVARTIS N	GB GB GH	55,66 80,29 1893,60	-4.09 +0.47 +7.46	BIENS D'ÉQ	UIPEM		VOA:
ASTRA -A-	\$ *	19,24 19,02	-1,15 -1,73	UNILEVER UNILEVER DJ E STOAX F & C	GB V P	88 8,71 20251	+0,5 +2,3
PHARMACIE				TATE & LYLE UNICEN REC UNIGATE PLC	PT • GB	5,67 21,7 5,64	+ 1,5
D) STOXX COYC	GE	0,76 145,74		RAISIO CRP V RIERER & SON -B	Ft •	8,71 6,33	+ 2,3
WILSON BOWDEN WOLFORD AG	GB AT •	1,18 7,05 · 37		PERNOD RICARD / RAISIO GRP IA	FFI +	1,33 53,4 8,5	+ 2.
SEB RM THE SWATCH GRP THE SWATCH GRP WILLIAM BAIRD	PR - CH CH	50,5 469,78 115,24	+1,61 -0,66 -0,87	KERRY GRP-A- MONTEDISON NESTLE N	IT *	12,16 0,92 1868,52	* 1, * 2, * 2,; * 1,
SAS DANAMARK AS	CH DK	191,34 9,68	-,	HELLENIC SUGAR HUHTAMAEN I VZ	GR FI≠	9,72 31	



			_				
SMITHKLINE BER		11,90	- 0,24	ATLAS COPCO -8-	SE	17,8	4 +0,3
ZENECA GROUP → DIE STOXX PI	GB AU P	41,04	+ 0,10	ATTICA ENTR SA	GR	7,1	1
		J	בין!	EBA CHOUP PLC	69 69	10,0	
ENERGIE				MERGESIN	NO	5,6 11,7	
				BONHEUR	NO	17,4	2 - 17,70
AKER MARITIME	NO	8,58 5,42		CMB CDURSON CROUP	38 68		
BP AMOCO	G\$	12.32	+ 0,53 - 0,57	DAMPSKIRS -A	DX.	1,8: 5378,7:	5 + 5,64 3
BURMAH CASTRO		10,95	+1,19	DAMPSOUL-B	DK	8580.45	- 1.15
ELECTRAFINA	E\$ *	32,5 107.2	+ 0,25 - 0,58	DAMSKIBS SVEND DELTA PLC	3K 68	8068,00	+ 0.56
ELF AQUITAINE /	FR•	16.9	-4,10	DET SONDENEJ NO		1,56 7,98	
ENTERPRISE OIL	u.		+1,74	ELECTROCOMPONI		4,86	
P.OLSEN ENERGY	0.6 NG	3,35 8,38	+ 2,18	FQUANT MY FINNLINES	DE «		- 1,50
LASMO	QB	1,42		FN	QB.	30,5 2.06	+ 0.70
OCEAN RIG	. NO	9,25	+ 0,92	FLS IND.B	Dit	17,48	
OMV AG PETROFINA SA BR	. AT+		+ 2,21	FLUGHAFEN WIEN GKN	AT *		
PETROLEUM GEO-			- 1,65 - 1,84	GLYNWED INTL PL	ĠB GB	10,95 2,18	- 1,03 + 1,34
PRIMAGAZ IRM	#R-	71,5	0,69	HALLOR	QFI	9,36	¥ 1,94
PROSAFE REPSOL	NG Es :			HANSON PLC	9	6,12	+0,94
ROYAL DUTCH CO	NL-		+ 0,51 - 0,84	HEIDELBENGER DR	Gē. DE•	7,64 50,4	+ 1.82
SAGA PETROLEUM	NO	8,01	2,13	HELLAS CAN SA P	GR -	17,85	7 1.02
Saipem Shell, Thansp 8.	er.		5,05	IFIL IMI PLE	17 -	2,96	+1,36
SMEDVIG -A-	NO		2,24	165 INTL SERV-B	GB DK	2,92 58,84	+4.08
TOTAL IRM	: 注:	88,15 -	2,06	ACREMEND LAVIN LUFT	DK	106,23	+1,94
► D) E STOXX ENG	Y P	217.12 -	0,80	KON NEDLLOYD	NL -	10	
				LAHMEYER	FI •	96 39,7	+ 1,56 + 0,51
SERVICES F	MANC	IERS		LECTAND RIM	FR	188,5	+2,08
34	GB		0,48	LEIF HOBGH LINDE AG	140	10,91	
ALMANII ALPHA FINANCE	GR ·	80.75	0,14	KIAN AG	DE +	449 224,5	-1,48 -2,18
AMNESCAP .	GB		D,61	MANUNESMANN AG	DE .	121,75	+0,12
BAIL INVEST /RM	FR .	132 +	2,72	METALLGESELLSCH METRA A	DE +	12,75	+0,39
BPI-SGPS N BRITISH LAND CO	68		0,30 1,16	MORGAN CRUCIBLE	F) a	15 2.48	+ 6,79
CAPITAL SHOPPIN	OB.		0,69	NIC	68		~ 1.56
COBEPA CORP FIN ALBA -	8£ •	64 +	2,24	NKT HOLDING DOLAN GROUP	DK	73,96	
CPR /RM	ES- FR+		0,29 1,54	PENINS OTHERTS	GB GB	10,77 8,90	+ 1,78 + 3,49
CS GROUP IN	CH	135,44 +	1,53	PREMIER PAUNELL	GS.		+1,23
EURAFRANCE /RM FONCIERE LYONNA	FR.	530 - 1	1,21	PREUSSAG AG PAILTRACK	GE .	438	+ 1,63
FORTIS AG	BE+	132,5 +1	2,35	PANDSTAD HOLDIN	AL-		+ 2,33 + 1,15
GECINA/RM	FR =		,40	IIATUM 🚓	DK		+2,22
HAMMERSON JMM FRANCE /RM	GB FR •	5,44 71,96		RATIN -B- RAUMA OY	DK Fi -		-0.72
KAPITAL HOLDING	DK		.94	EXMITCHE INITIA	GB		-0,10 +0.22
LAND SECURITIES	GB	10,07 +0		REYAM	₫B	2,49	0,57
LIBERTY INT.HDG MEDIOBANCA	GB iT•			REXEL /RM RHI AG	FR ·		2,42
MEDIOLANUM	m-	6,24 +0		NETER HLDG W	CH		0,85
MEPC PLC METROVACESA	GB ES.	5,52 +0		SAMDATE :A-	SE	15,60	
NATIO-INTER -C-	記・	23,2 +0,		SANDVIA -B- SALIRER ARREON N	SE	15,72 + 483,48 _	0,72
PARIBAS	FR •	81,4 +0,	49	SCANIA AB -A-	SE		1.90
PROVIDENT FIN	NL .	13,02 +0,		SCANIA AR - 6-	SE	26,12 -	1,89
SCHRODERS PLC	GB	15,54 + 1,	37			1315,30 <u> </u>	3,49
SEFIMEG N /RM SIMCO N /RM	FR.	55,25 - 1	34 5	SOHNEIDER /RM	FR -		3,49 3,33
SLOUGH ESTATES	FR +	82,5 - 0, 4,08 + 0,		EAT-PAGINE CIA ECURICOR	ff -	1 -	0.99
COPHIA /RIM	FR+	37,62 +0,			ge Se	8,27 ×	Q.m
INIBAIL /RM	FR+	118 -0,1			CH .		3,54

TOTAL PORTE		لاس ر	pr.	Λ	A DANA MA			2426,18	3382,06	3450.28
	219 26 JANV	•	-	28 Ĵ.J.L.	V				1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	
•					26 JA	NV. M		v	<u> </u>	М
3	SHANKS & MCEW/ SIDEL/RM	AN GB	3, 76	13 +1,39 +0,18			-	8,5	-	
2	SIEBE PLC	GB	2,	86	GAMBRO-A- GAMBRO-B-	SE SE		7,71 7,71		2,21 2,21
*	SITA /RM SKF -A-	FR	· 209 10,	+ 0,97	GETRONICS	NL	- 4	2,8	+ 4	4,65
ı	SNF -B-	SE	10,	74 - 3,03	GN GREAT NORDS			9,62 2,5		2,52
	SOPHUS BEREND - SOPHUS BERENDS	DK	30, 28,			GA	41	,92		i baya
	STORK NV SULZER FRAT.SA1	ML e	16,	76 -0,59		NC NL		7,5 1,84		0,37 1,84
1	SVEDALA	CH SE	449,1 12,4		MISYS	GB	7	,10	+2	2.27
	SVENDBORG -A- T_GROUP PLC	DK	7530,	2 - 4,27	NERA ASA NETCOM ASA	NO		,68 ,51		,14 ,01
	TOMRA SYSTEMS	G5 NO	4,6 27,6		NOKIA -A-	Fla	122	.7		.51
	ULSTEIN HOLDING	NO	19,5		NOKIA -K- NYCOMED AMERSI	FI. HA GB		,5 ,88		,82
	LINITOR VA TECHNOLOGIE	HQ AT =	8,3 BD		OCE	ML.		,35		,24 ,60
	VALMET	Fle	9	+1,13	OUVETTI RACALTELECT CON	iT =	-	2	+2	.24
	▶ DJ E STOXX IND	b .	300,0	4 + 0.27	RADIOMETER - B-	DK	43,	.57 .70	+ 2	
	ASSURANC				ROLLS ROYCE SAGEM	GB	3,	20	- 0,	42
					SAP AG	FR •	557, 308	.5	+1,	
	AGF /RM ALLEANZA ASS	FR.	49,1: 10.9	-1- 1	SAP VZ	DE-	347		+4,	20
	ALLIANZ AG	DE -	321	+2,38	SEMA GROUP SIEMENS AG	GS +	9, 60,	54 4	+2,	82 77
	ALUED ZURICH ASPIS PRONIA GII	GB GR	13,2	+3	SIRTI	IT •	4,	84	-0,	21
	AXA-UAP /RM	PR+	13,0; 122,6	- 1,63	SMITHS IND PLC STMICROELEC SIC	GB FR •	12, 78,		-1, -4,	
	CORP.MAPPRE REG	68	12,12	+ 0.47	TANDBERG DATA A	NO	3,		-4.1	100
	ERGO VERSICHERU	ES -	19,34 120	+ 1,56	THOMSON CSF IRM WILLIAM DEMANT	PR-	32		+0.	
	ETHNINI GEN INS	GR	82,17	-1	ZODIAC ARM	FR .	58,4 180		+ 1.1	
	FONDIARIA ASS FORSIKRING CODA	DK.	4,58 94,13		► DI E STOXX TECH	i P	372,0	15	+ 1,0	
	FORTIS AMEV NV	NL -	73,95		CEDIMEES S	-			17.4	
	GENERALI ASS GENERALI HLD VI	AT•	36,2	+1,54	SERVICES C		11F5			9
	INA	FT *	217,95 2.08	+ 2,93	ANGLIAN WATER	GB GB	11,0		+ 0,2	
	irish life Legal & General	65	8,01	-0.79	CENTRICA	GB	8,8 1,7		- 0,7 - 0,8	
	MUENCH RUECKVER	ΩB.	11,86 222	+ 9,48 - 0,22	EDISON ELECTRABEL	17 -	10,4		- 0,9	15
	NORWICH UNION	68	6,61	-0,22	ELECTRIC PORTUG	BE -	374,8 21,5		- 0,4 • 0,5	
	POHIOLA GRP.B PRUDENTIAL CORP	FI = 98	80 13.28	~ 1,96	ENDESA	ES •	24,8		- 0,8	
	RAS	IT .	10,13	+ 0 <u>,22</u> + 2,32	EVAI GAS NATURAL SDG	AT+	125 89,2		• 0,7	
	ROYAL SUN ALLIA Sampo -a:	<u>4</u> Б	4,85	+1,05	HAVESLUND - A-	NO	5,8		- 1,4: 	•
	SCHWELZ RUBOK N	CH	34,7 2235,38	+ 1,05	HAFSLUND -B- IBERDROLA	NO.	3,4			_
	SECUROS MUNDIAL	PT 4	80.65	+ 1,38	ITALGAS	26 ·	16,11 6.64		0,2	
	SKANDIA FOERSAE STOREBRAND	SE NO	13,26 6,82	+ 2,60	NATIONAL GRID G	G&	7,10	-	- 0,21	6
	WASS LIFE BR	CH	645,12	- 0,01	NATIONAL POWER OESTERR ELEKTR	G AT•	7,21 137,1		1,21 0,94	
	TOPDANMARK AS TRYG-BALTICA	DK DK	172,79		POWERGEN	68	12,0			
2	URICH ALLIED N	CH	21,81 658,26	-3,03 +1.88	RWE SCOT POWER	ΩE •	39,5		2,0	
	► DJ E STOXX INSIT P		362.91	+ 0.6.°	SEVERN TRENT	QB	9,30 13.68		0,46	
•					SUEZ LYON EALD	FR -	178,8		1,61	
	MEDIAS				SYDKRAFT -A- SYDKRAFT -C-	SE SE	24,01			
	SKY B GROUP	GB.	6,34	~ 0,45	THAMES WATER	GB	15,42		0,45	
	ANAL PLUS /EM ARLTON COMMUNI	ER -	238,8 7,83	+ 0,34 + 1,56	TRACTEBEL UNION EL-FENOS	BE • ES •	161,6	-	0,18	l .
E	LSEVIER	NL .	12,75	+2,41	UNITED UTILITIE	GS.	14,81		0,90 0,76	
	WWW. ADVERTISE WOEPENDENT NEW	FFE.=	148	+ 4,08	VAG	DE .	466	+	0,88	
U	ACARDERE SCA N	PH •	3,5 36,08	 +2.15	VIVENDVRM ► DJ F STOXX UTIL P	FR »	245,6 333,57		1,01	
	EDIASET EARSON	1T e	8,48	+ 2,79			21000.03	_	0,25	
• 1		G 2	18.40	+ 3.89						

URO STOXX :

115

REED INTERNATIO REUTERS GROUP

UNITED NEWS & M

WOLTERS ALLIWER
WPP GROUP
D) F STOXA MILE

9,05 + 4,02 213,8 + 1,33 4,94 - 0,58 6,14 - 0,23 0,38 ... 155 - 1,27 98,16 - 0,69 38,7 • 2,65 22,54 • 2,81 0,91 • 2,25

ARCADIA GRP BOOTS CO PLC

CARREFOUR IRM
CASTOLDUSOS IR
CENTRIOS COMER P

CONTINENTE DIRONS GROUP M. GEHE AG

WOLSELEY PLC

D) E STOXX RETL

ALCATEL /RM ASK BAAN COMPANY

BOWTHORPE BRITISH AEROSPA

BRUTISH BIOTECH CAP GEMINI /RM COLOPLAST B DASSAULT SYST/ ERBCSSON A

17,84 +0,31

INDEPENDENT NEW LACARDERE SCA N MEDIASET PEARSON

EURO NOUVEAU 8,88 +1,73

BIENS DE				26/01 12h39	Cours en éuras	% Var. veille
AHOLD ASDA GROUP PLC	AL.		,25 + 1,1 ,26 + 0.6		M	
ATHENS MEDICAL		20		AIRSPRAY NY	26,45	+5,17
AUSTRIA TABAK A	AY «		9 +3,2	ANTONOV	0,92	
NEERS DORF AG	DE-	-	- 1,6	7 CTAC	17,25	+2,07
BRIT AMER TOBAC	FR:	1000			8,1	÷ 1,25
CASING GP RM	. UB		77 12.6		15,8	- 1.25
CFR UNITS -A-	CH	1507,			8,7 19,5	,
CPT MODELLINES IN		527,			17	+ 1,56
DELHAZE	8E -	10,			1.8	
ESSILOR INTL/R	FR 4	133	+ 0.25		67,5	-2,48
ETS COLRUYT PYFFES	BE •	704	+ 1,59		10	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •
GIB	GO DE-	, P.			2,15	-1.83
GOODYS	GR -	40 24,8	- 0,22	DEC HOLDING MY	13,8	****
IMPERIAL TOBACC	GB	10,2			400	
KESKO OY	FI+	12.4				
L'OREAL/RM	FO.4	104.4		ENVIPCO HLD CT	1,72	+1,18
MODELO CONTINE		10,2		TANDEM BELGIUM ARC	18	+ 3,23
PAPASTRATOS CIG PROMODES /RM	GR	14.2		INTERNOC HLD	4,85	- 3
RECRITT & COLMA	FR #	801	+0,17	INTL BRACHYTHER B	13,85	-1,07
SAFEWAY	08	10,2 3,8		LINK SOFTWARE B	7,8	+ 2,66
SAINSBURY J. PL	GB	8.2		PAYTON PLANAR SYNERGIA	2,48	
ETA/RM	FB 4	49	¥ 2.0#	THEROM	9	+ 5,88
MITH & NEPHEW	GE	2.5				
TAGECOACH HLDC		3,66	9 + 1,18	FRANCFORT		
ABACALERA REG	E6 •	20,7		1 & 1 AG & COXGAA	143.5	+ 0,35
TAMRO TESCO PLC	A P	4,14		AWYROM	188	-3.21
NT POST GROEP	N1.+	2,55 31	-1.00	AUGUSTA BETEILIGI III	67,6	
D) E STOAX CNC		491,19	+0,18	BB SIOTECH ZT-D	20,5	+ 0,33
				BE MEDITECH ZT-D BERTRANDT AG	18,7	
COMMERCE	DIETE	ADI CT	0.11	BETA SYSTEMS SOFTW	74	+ 3,50
		HEUII	ON	CE COMPUTER EQUIPM	26,65 152	+ 5,29 + 8,57
OCTS CO PLC	GB	2,30		CE CONSUMER ELECTR		- 1.70
ARREFOUR IRM	GB PN -	12,48	- Per -	CENT SYSTEMHAUS		- 1,24
ASTOLDUSOIS AR	PRI	538,5 202.7	+1,47	DUITTROA	156,75	+ 4.50
ENTITION COMER P	ES -	20	- 0.30	ECHEL MUSIC E 98		+ 2,03
ONTINENTE	ES a	25.95	+ 0.08	EMITY & MENCHAND		- 2,19
RONS GROUP M.	GB	13,99	+ 2,84	EURDMICRON		1,02
HEAG	DE *	55,5	+0,51	GRAPHISOFT NV		+ 1.40 • 7.82
REAT LINIV STOR	68 FR •	10,67		HOEFT & WESSEL		2.88
NNES & MAURET	SE	120 75,73	+ 4,35 + 0.89	HUNZINGER INFORMAT	134	5,08
MITTINGS CARINOS	PT	48.05	+ 1,12	INFOMATEC		0.76
RSTAUT AC	28.	354	+ 3,21	INTERSHOP COMMUNIC		7.83
NGFISHER	68	8,48	+2,42	UIS GROUP		4,74
VRKS & SPENCER ETRO	GB	4,94	+3,60	JINTEC COMPUTER		0.36 7.84
AT PLC	DEA	88,6	+ 0,59	LOESCH UMRYELTSCHUT		5,30
AULT PRINT/	FR+	8,46 166,9	-0,84	MENSCH UND MASCHIN	92 ·	1,10
VASCENTE	IT 4	9	+6,01 +1,24	MOBILCOM		5,09
DEKMANN A	III v	20	-4,99	MUEHL PRODUCT & SE MUEHLBAUER HOLDING	19,5	
LORA HLDC N	CH	216,08	+ 3.60	PFEIFFER VACU TECH		6.13
SMITH CRP	GB.	8,41	+ 2,98	PLENUM		6.18
NSELEY PLC D) E STOXX RETL P	GB	4,94	+0,29	PSI		8,17 4,05
2) E STOKE IE I		343,03	+ 1,99	QUICEN NV		4,03 0,17
AUT		-		REFUGIUM HOLDING A	30 -	3,45
AUTE TECH	OFOR	IE		SACHSENRING AUTO SALTUS TECHNOLOGY	18,5 _	
ATEL/RM	FR 4	100.3	+2.45	SCM MICHOSYSTEM		1.25
EC SA REG.	GA	23,38		SER SYSTEME		6,40 6 40
N COMPANY	No	6,62	+3.64		- 6,19	6,43
TT LIMPANY						

* CODES PAYS ZONE EURO FR: France - DE: Allemagne - ES: Espagne
IT: Italie - PT: Portugal - IR: Irlande
LU: Lusembourg - NL: Pays-Bas - AT: Autriche
FI: Finlande - BE: Belgique. CODES PAYS HORS ZONE EURO CH : Susse - NO : Norvège - DK : Danemari GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - 5E : Suege.

	the second second			
	ACERINO'S REG	ES-	-	
	ALCOHOLUM CRESC	GR	51,79	100
	ARIO VICCIONS AP	0.5	1,45	Section
	ASSESSMEN AB	SE	16.55	+1.72
	AVESTA	SE	2.75	+1,23
	EXACRY	12.	374	-1.29
	E!! CA	GB.	4.41	+ 1.65
1	JOHRCOL-REIMED			+3.26
7	BATISH STEEL	ĞB	1,67	+1.74
	BUPRESANCE NY	NA.	13.9	+8.59
	LUNZ F.C	GB	3.33	+ 0.87
	CART SLEGO	17 -	5,14	+0.01
	DECUSSA	DE -	38	~ 1.81
	ELKENTASA OSLO	NO	9.81	+3,68
		GR	10.39	-
	en el Interes	PI-	21.3	+1.19
		28		+ 3.76
	JOHNSON MATTHET		5,52	
	MAYR-MELVINGE NA			+7,42
	METS VE-SERILA 4	Fi-		-1.67
	NC 30 EFF	55		-7.10
	MOSSIE SHOOMD	NO		+2,21
	CETTOWNED OF A	FI =		+ 0.59
	MENUE -	FR.		-0,89
	PERTAGE INDUST	. ₽7 ≥		+0.38
	RAL ARLENEI N	₹1 =		
	IND TINTO	58		- 0,69
	SICENOR	GR		bee •
	SILVER & BARYTE	2R		
	SMALRETT JEFFERS	G8		1.85
	SONAE INDUSTRIA	₽-•		-
	SCHOOLSEL	FT e	12,39	
	ssab sav st a fr	SE		0.58
	STORA ENSO -A-	Fie		6,20
ì	21-05NG ASC 12:	F. •		1,93
Ŧ	STORE ROPPARS -	SE	9,64	
	ENERGY CHILLING .	5E		
	7m155E%	DE.		0,32
	7. SELLSBORG B	SE		2,08
	LINGS MINIERE	₽E •		0,92
	UPW-ITARKENE COR	71 -		1,55
	DOM:SE	ER #		0,60
		CR		- 61
	VOSSTHALFUNE ST	AT +		6,81 1120
	F DUT STOLK BASIC		145.91	

TAPALED GR VOST-ALFONE ST AT FOR STONK SASIO

UC	TION			ENERGIE				ALRCESIN	NO	-
TIAN		10	14 -9.0		HO			EONHEUR CMB	RO	2 E •
	. 68				GB		59 42 +0.5:			
	E9 4		34 - D,7		GE	12.		Bastos and	Di	
	GR	. 11		BURMAH CASTRO		16,			DK	
	FI.				- E6 +					
	- ES -				88 -	107.			68	
	17 -		+ 6.2		FR•					
-	fT ₹	. 44	48 -2.16	EN .	U.+				EN GE	
_	GB	Ō,	90	enterprise oil	0.6	3,1		EQUANT MY	DE	•
ŧ.	DE-	18,	+2,71		NO.	8,4		PINNLINES	FI	
ND	88	8,			GB	1,4		FN	QB	
1	FR+	147,		OCEAN RIG	, NO	9,5			Dit	
	86	2.	88,	OMV AG	. AT v	74,2			AT	
	, 48	1 3	5 -2,27		,	393	- 1,65		<u>ق</u> لق	
	38 + GB	62,				12,1				
	PT	5.0			#R=	71,8		HALLOR	QFI	
•	A1.	· 25,2			ES:	8,9		HANSON FLC	9	
	GH	13.6	+1,19		NL -	. 45,7		IVAVE	GB	
p	E8 •	82,E		_	NO.	36,9 8,0		HEIDELBERGER DR		•
STR	28	31,8		SAIPEM	ir.	8,1		HELLAS CAN SA P IFIL	GR.	
TRAT	E8+	- 56,8		SHELL THANSP &	48	. 4,6		INII PLE	11 GB	•
	FR.	88	+1.03	SMEDVIG -A-	NO	7,9		165 INTL SETS-B	DK	
ZF .	DE.	65.4		TOTAL IRM	: 注:	88,1		ACRIMENTAL LUFT		
O.R	GR	7,3		▶ D) E STOXX ENG	ΥP		2 -0,80	KON NEDLLOYD	NL:	
R.	GR .	24,2					-	KONE II	FI	
N .	DE =	29,8		Commercial	1004			LAHMEYER	DE	
	OH	212,6		SERVICES F	INANC	TIERS		LECKAND RIM	FR	
MA	CH	945,1		34	GB	8.00	+0.48	LEIF HOUGH	140	
	1994	85,9	+ 0,98	ALMANIJ	85 .	70	+0.14	LINEE AG	DE+	4
	<u>π</u> •	8,8	+3,04	ALPHA FINANCE	ĠR	39.76		KIAN AG	DE .	2
łC ·	П+ 88+	(4,1		AMNESCAP '-	GB	7,03		MANUNESHANIN AG	DE A	
	GR.	74,6	+ 0,81	BAIL INVEST /RM	F# a	132	+ 2.72	METALLGESELLSCH	DE +	
	Ψn .	. 6,31		BPI-SGPS N	1 PT 4	33,35	+0,30	METRA A	F) a	
w	DE+	7,6	. ÷1,17	BRITISH LAND CO	68	6,25		MORGAN CRUCIBLE	GB	
	GB	0,74		CAPITAL SHOPPIN	œ.	4,56		NIC	28	
٠.	DK ·	17,62		COBEPA CORP FIN ALBA -	BE .	64	+2,24	NKT HOLDING DOWN GROUP	DK	
	GB	8,93		CPR /RM	ES = FR +	118,1	-0,29	PENINSOMENTS	GB GB	
	GR	1,34		CS GROUP N	CH	35,6 135,44	+ 1,54	PREMIEN PARINELL	68	
	FR •	115,9	+3.65	EURAFRANCE /RM	FR.	530	+1,53	PREUSSAG AG	DE .	
	. ₽ ₹ • .	15,25	-0,65	FONCIERE LYONNA	FR •	132.5	+ 0,35	PAILTRACK	· GE	4
	BE .	24,38	- 0,28	FORTIS AG	BE .	-4650	4 6.30	PANDSTAD HOLDIN	AL-	- 2
	DK	. 13,18		GECINA/RM	FR-	101,5	- D.49	DATIN -4-	DK	15
	GB	1,47	+1,98	HAMMERSON	GB	5,44		RATIN -B-	DK	18
W	₫B	1,56		JMM FRANCE /RM	FR 4	71,96	•	RAUMA OY	Fi .	-
Ē.	PR∙ GR	79	-0,63	KAPITAL HOLDING	DK	47,08	+ 2,84	RENTOKIL INITIA	GB	
-	17.0	68,81	+ 6,02	LAND SECURITIES	GB	10,07	+ 0,28	REYAM	ĠB	
٠.	ës ·	8,75 3,44	-0,11	LIBERTY INT.HDG	GB	6	+ 0.48	REXEL /RM	FR.	8
	ES-	11,11	- 2.54	MEDIOBANCA	iT•	10	+ 2,56	RHI AG	A7 =	. 2
F	AT+ "	.157	- 0.38	MEDIOLANUM MEPC PLC	n- GB	6,24	+ 0.65	METER HLDG N	CH	50
	G3		+ 0,33	METROVACESA	52.+	5,52	+0.78	SAMDVIE A	SE	1
51 P		173,65	+ C.7C	NATIO-INTER C	ML.	23,2	+ 0,85	SANDARA -B- SAURER ARBON N	SE	1:
				PARIBAS	FR	81,4	+0.49	SCANIA AB -A-	CH SE	48
AT	ICIN'S	YCL	SILIE I	PROVIDENT FIN	GE		+ 0.22	SCANIA AB - 6-	SE SE	25
_				NA CONNECON	NL .	22,5		SCHINDLER HOLD	CH	1315
	FR -	176,8	-0,79	SCHRODERS PLC	GB	15,54		SCHWOLER HOLD	CH	1392
	DE •	81,3	+0,99	SEFIMEG N /RM	FR .		-1,34	SOHNEIDER /RM	FR-	47
	FI+	8	+ 0,67	SIMCO N /RM	FR +	B2,5	-0,80	MAT-PAGINE CIA	n-	1
	AT+ OK	26,98	+ 2,55	SLOUGH ESTATES	gB	4,08	4 0,36	SECURICOR	GE	ā
	JR. ŽB	57,15 2,82	+2	SOPHIA /RM :	FR+		+ 0,32	SECURITAS - B-	SE	13
		2,82		CHEPE, NO	FR+	118	~ 0,84	SGS GENEVA BR	CH	732
			,							
								:		

 $f(\lambda)$

22/LE MONDE/MERCREDI 27 JANVIER 1999 •

FINANCES ET MARCHÉS

22 / LE MONDE / MERCREDI 27 JANVIER 1999 ●	FINANCES ET MARCHÉS
PL'action STMicroelectronics s'est adjugé un gain de 2,45 %, à l'ouverture du marché français mardi 26 janvier après la publication d'un résultat net pour le quatrième trimestre de 105 millions d'euros, en net rebond par rapport au troisième trimestre de l'exercice. Après avoir annoncé sa montée dans le capital de Gucci à hauteur de 34,4 %, le titre LVMH a gagné 5,18 % en début de matinée. Avec cette participation, le groupe de luxe français contrôle encore plus étroitement sa proie tout en réaffirmant qu'il n'entendait pas lancer uue OPA sur le reste du capital de Gucci. L'action Bouygues a reculé de 1,44 % après l'annonce de l'émission d'une obligation convertible pour un montant de 457 millions d'euros, soît 3 milliards de francs. D'une durée de 7 ans, cet emprunt porte un rendement actuariel de 1,70 % à 2 %. L'action L'Oréal, qui reste la valeur favorite des analystes, a progressé de 1,2 %, après l'annonce de la réorganisation de ses structures internes afin de dégager une meilleure rentabilité après l'abnonce de la réorganisation de ses structures internes afin de dégager une meilleure rentabilité après l'abnonce de la réorganisation de ses structures internes once de la réorganisation de ses structures internes afin de dégager une meilleure rentabilité après l'abnonce de la réorganisation de ses structures internes once de la	Record Part
EUROFINS SCI	Prenez un vol JAL Japan Anthes dirity on disable for the property of the prop
Valents unitaires Vale	### SECTION MONELLO CORREST 1400ALT SAME LICH TIESDO SECTION SECTION

CHI

Aviez-V

avant C



LE MONDE / MERCREDI 27 JANVIER 1999 / 23

CHRONO*MISSION*

Spécial Appel d'Offres : c'est livrer chaques appel d'offres dans les délais ou dédommager de 50 000 F*. Donc livrer dans les délais.

Aviez-vous une solution avant ChronoMission?



للما من المامل

SPORTS Juan Antonio Samaranch, président du Comité international olympique (CIO), a confié, lors d'un entretien au *Monde*, qu'il n'avait pas l'intention de quitter ses fonctions

olympique depuis l'affaire de Salt Lake City. • MAÎTRE ABSOLU DE L'OLYMPISME depuis 1980, il compte cependant demander la confiance de

malgré la crise qui secoue l'institution ses pairs, les 17 et 18 mars, à l'occasion ● POUR ASSAINIR LA SITUATION, il de la session extraordinaire qui devra estime que le prochain président du notamment se prononcer sur les sanctions prises à l'encontre des six « suffisamment riche » pour assumer membres soupconnés de corruption.

CIO devra être rémunéré s'il n'est pas la fonction. • À NAGANO (Japon), le

maire de la ville et les membres du comité de promotion de la candidature aux Jeux olympiques d'hiver de 1998 ont reconnu qu'ils avaient tenté d'acheter le vote du CIO.

Juan Antonio Samaranch entend rester maître de l'olympisme

Dans un entretien au « Monde », le président du Comité international olympique (CIO) se félicite de la sévérité des sanctions prises après l'enquête sur l'affaire de Salt Lake City. Il annonce qu'il redemandera la confiance de ses pairs lors de la session extraordinaire des 17 et 18 mars

«Dans le rapport que la commission d'enquête du CIO a rendu public dimanche, il apparaît très clairement que le comité d'organisation des Jeux de Salt Lake City (SLOC) a multiplié les délits. Or ce dernier n'est pas sanctionné alors que certains membres du CIO le sont Pour-

- Cela n'est pas de notre responsabilité de sanctionner le comité d'organisation des Jeux. La seule autorité que nous ayons est celle que nous pouvons exercer sur les membres du CIO, et c'est tout. Quatre autres enquêtes, en plus de la nôtre, sont actuellement menées aux Etats-Unis afin de savoir ce qui s'est réeliement passé au sein du comité d'organisation de Salt Lake City. Ce sont ces enquêtes qui décideront des sanctions à prendre. -il est pourtant précisé dans la

charte olympique qu'une ville qui aurait commis des erreurs graves peut se voir retirer l'organisation des Jeux... - Que les choses solent claires : la commission exécutive du CIO a décidé de maintenir les Jeux d'hi-

ver de 2002 à Sait Lake City et ceux de Sydney l'an prochain. Ces leux auront lieu. Il ne faut avoir aucun doute à ce sujet.

- La commission d'enquête



JUAN ANTONIO SAMARANCH

que vous aviez mise en place était composée uniquement de membres du CIO. N'aurait-il pas été préférable de faire appel à une commission « indépendante > ?

- je crols que nous avons répondu à notre objectif avec une rapidité notable. Des cinq enquêtes en cours, la nôtre est celle qui est la première à avoir été menée à bien. Nous avons pris, ensuite, des décisions très dures en excluant des membres. Par allieurs, le CIO a annoncé qu'il allait créer une commission d'éthique. Elle sera composée de membres du CIO, bien sûr, mais majoritalrement de personnalités extérieures. Je crois que cette commission d'éthique sera très

Que craignez-vous de l'enquête du FBI et des suites judiclaires qu'elle pourrait entrai-

- Je ne suls pas en mesure de vous dire s'il y aura des révélations supplémentaires. D'autant que je ne vois pas ce qu'il pourrait avoir de neuf. Les gens de Salt Lake City nous ont dit, lors de notre enquête, que nous avions tout » découvert.

- Les 17 et 18 mars, pour la session extraordinaire du CiO que vous avez convoquée, vous redemanderex la conflance à la totalité des membres. Pourquoi ?

 C'est une attitude logique dans une organisation sportive quand fi y a un tremblement de terre comme celui que nous avons vécu. Effectivement, je demanderal à mes collègues si je dois continuer ou pas. Je l'ai déjà fait, dimanche, devant la commission exécutive du CIO qui est composée, en tout, de onze membres. J'ai obtenu le soutien de 100 % des membres. Je n'ai pas l'intention de quitter le CIO aujourd'hui. Nous avons vécu de très bons moments, ces dernières années. Nous sommes confrontés à une tempête et le capitaine doit rester à bord du bateau.

- Et si vous n'obtenez pas ia confiance lors de cette session...

- C'est simple : je quitterai le CIO. Je dis souvent que la session est le « Parlement » du CIO et que la commission exécutive est son gouvernement ». Si notre « Parlement » ne m'accorde plus sa

confiance, alors je m'en trai. Ne pensez-vous pas que l'au-torité globale du ClO est affaiblle après ces affaires de corruption qui font suite, elles-mêmes, à différents scandales liés au do-

- Mais, enfin, à quoi servonsnous? Nous décidons tous les deux ans de l'attribution des Jeux olympiques d'été et d'hiver. Il est faux de croire que nous sommes les maîtres du sport mondial. Ce rôle appartient aux fédérations sportives internationales. Ce que nous faisons, nous, c'est seulement essayer de coordonner leur action en respectant ieur autonomie et leur indépendance.

- A propos des fédérations internationales, vous projetez de copier leur mode d'attribution des compétitions en créant un collège réduit de membres, mais ne pensez-vous pas qu'il serait temps d'élire les membres du CIO de façon vraiment démocratique? Le système de cooptation des membres n'a-t-Il pas atteint ses limites F

- Probablement, Mais sachez

que je n'al pas inventé ce système. C'est une idée de notre fondateur, Pierre de Coubertin. Pour ma part, je pense avoir fait beau-coup pour modifier la composition du CIO. Quand J'ai été nommé président, en 1980, pratiquement la moitié des membres étaient alors présidents de comités olympiques nationaux. Il m'a fallut mener une lutte féroce pour pouvoir introduire, dans un premier temps, dix membres ex-officio. C'est comme

cela qu'ont été nommés les présidents de fédérations internationales. Pour la première fois, des femmes out également été élues. Nous avons aussi coopté des athlètes : il y en a seize aujourd'hut, à avoir gagné une médaille olympique. Ce sont eux qui, désormais, incarnent la nouvelle « aristocratie » du ClO.

 Il n'empêche que les quatorze membres mis en cause par votre enquête ont tous été cooptés et ont tous été élus par acciamation. L'assemblée s'est donc trompée sur ces gens-là...

- Laissez-moi vous donnerqueiques statistiques. Sur les cent quatorze membres actifs du CIO, 81 % ont été nommes sous ma présidence, et 19 % l'ont été avant que je ne sois là. Sur les quatorze membres avant fait

l'objet d'une enquête, il y en a 43 % qui appartiennent à la seconde catégorie, qui est peu importante en nombre ; les 57 % restants out été élus sous ma présidence. Comparativement, c'est peu.

- On parle beaucoup, en coulisse, de la lutte que se livrent déjà les candidats à votre succession au poste de président, en 2001. Quel est le profil idéal de votre successeur? Est-il temps de nommer un ancien athlète à la tête du CIO?

- Je peux seulement donner quelques conseils sur ce point-là. Pour moi, le président du CIO doit habiter la ville où le ClO a son siège, c'est-à-dire Lausanne. Il doit également avoir la possibilité de donner 85 % à 90 % de son temps au CIO. Mais surtout, je crois que le prochain président doit être un président exécutif.

-Vous voniez dire qu'il pourrait être salarié, comme un PDG

en quelque sorte? - Pourquoi pas ? Nous devrons choisir le meilleur des candidats. Si cette personne n'est pas suffisamment riche pour assumer la présidence du CIO, alors il faudra le rémunérer. »

Propos recueillis pai

Un cadeau fiscal pour le CIO

Une commission du Parlement rédéral suisse, réuni lundi 25 Janvier, à Berne, a recommandé aux députés de voter en faveur d'une exonération du Comité Internationai olympique (CIO) de la TVA. Le gouvernement avait donné droit en septembre à une demande d'exonération formulée en 1995 par le CIO mais une navette parlementaire est nécessaire pour l'approbation définitive. Le ministre des sports, Adolf Ogi, également président du comité de candidature de la ville de Sion aux Jeux olympiques d'hiver de 2006 a expliqué à la télévision qu'un refus aurait réduit les chances de victoire de la station du Vaiais. Pour le député socialiste Didler Berberat, «ce n'est pas le moment d'exonérer le CIO, cela peut être ressenti au niveau international (...)comme une sorte de cadeau pour obtenir les Jeux », a-t-ll déclaré. La commission parlementaire n'a d'ailleurs approuvé ce cadeau fiscal, estimé à 2 millions de france suisses par an (1.2 million d'euros), qu'à une voix de

L'exclu Jean-Claude Ganga parle de règlement de comptes

« C'EST UNE GUERRE de chefs. Une guerre de succession. » Jean-Claude Ganga s'est calé sur la banquette d'une brasserie des Champs-Elysées. Flanqué de ses deux conseillers, son regard va et vient. Tantôt penché sur ses notes, tantôt tourné vers son interiocuteur, il plaide pour sa défense, lui qui a été exclu « temporairement », dimanche 25 janvier, par le comité exécutif du Comité international olympique (CIO). Mais, à 65 ans, cet ancien ambassadeur du Congo en République populaire de Chine (1982-1985) a gardé le sens de la diplomatie. Ses propos restent mesures : • regrets que mes explications n'alent pas été comprises par la commission puisqu'elle a recommandé mon exclusion. Mais je me rejouis aussi d'avoir entendu qu'il n'y a pas de corruption effective. Les accusations parient de corruption

CAMPAGNE DE DÉNIGREMENT

Membre du CiO depuis 1986, Jean-Claude Ganga, qui fut ministre du tourisme, des sports et des loisirs, préside aujourd'hui l'Association des comités nationaux olympiques d'Afrique. « Je n'ai jamais vendu ma voix et personne ne m'a jamais acheté », s'indigne-t-IL II ne supporte pas de se voir reprocher d'avoir reçu des versements totalisant 70 010 dollars (60 908 euros), bénéficié d'importants traitements médicaux et de médicaments pour un montant de 17 000 dollars (14 790 euros), perçu plus de 115 000 dollars (100 050 euros) de frais de voyage pour lui

« J'ai adressé par lettre au CIO les réponses précises et argumentées à ces allégations », lance-t-ll, affirmant que les versements de 70 010 dollars ont été consacrés à l'aide pour le sport dans plusieurs pays d'Afrique, que le médecin qui l'a traité à Sait Lake City a refusé d'encaisser

ses honoraires et que les cadeaux lui ont été offerts salon une tradition sans doute condamnable mais nes suite ment respectée. « J'ai voté pour Sait Laké City parce que c'était de loin la meilleure candidature et c'est tout. DOUsuit-IL D'ailleurs, 54 % des membres ont fuit la même chose et on ne le leur reproche pas. »

Pour Jean-Claude Ganga, cette campagne de dénigrement n'est en réalité qu'une cabale visant « des personnalités dont on sait qu'elles soutiendront plutôt une candidature qu'une autre à l'heure du choix pour le tisan du boycott des Africains lors des Jeux olympiques de Montréal en 1976, jean-Claude Ganga se dit victime d'un règlement de comptes. Il avoue son inimitié avec Richard « Dick » Pound, vice-président du CIO, auteur du rapport le dénonçant. Cet important avocat canadien, ancien nageur international et sélectionné olympique, aujourd'hui âgé de 54 ans, se verrait blen à la tête du CIO dans deux ans.

En attendant, il préside la commission des droits de télévision et de merchandising. Chargé de négocier les contrats avec les chaînes mondiales, cette commission n'est pas réputée pour la transparence de ses travaux. C'est en tout cas l'opinion de Jean-Claude Ganga. « Comme par hasard, note-t-ll, aucum de ceux qui s'întéressent à ces énormes contrats n'est concerné. La transparence n'est pas leur principale qualité. Je suis membre de cette commission et Jamais je n'ai eu connaissance du sion a pris connaissance des dossiers. » Avant la session extraordinaire des 17 et 18 mars, Jean-Claude Ganga rode sa défense et songe, déjà, à la contre-attaque.

A Nagano, le comité de promotion de la candidature fait amende honorable

TORYO de notre correspondant

Le Comité olympique japonais a décidé, lundi 25 janvier, de Comité olympique international (CIO) qui souhaite étendre ses investigations au-delà du scandale de Salt Lake City. Le maire de Nagano, Tasuku Tsukada, a admis qu'« il y avait eu des excès de la part du comité de promotion de la candidature de la ville ». Mais, a-t-il ajouté, « à ce moment-là, nous étions si désireux d'être désignés que nous n'avions pas d'autre choix que de répondre aux demandes des membres du Comité olympique international »: -Chaque jour, le voile sur les activités dispendieuses du comité de promotion de la candidature de Nagano, qui a dépensé sans compter pour courtiser les membres du ClQ, est un peu plus levé. « Les satisfaire quol qu'ils demandent », était la consigne, a

même source, pour leurs achats, c'était toujours le comité qui les prenait en charge. «A ma connaissance, a déclaré le maire créer une commission d'enquête de Nagano, il n'y avait eu aucun sur la candidature de Nagano don en argent liquide mais je n'ai aux seux olympiques d'hiver de pas été tenu au courant de tous les comité de promotion. »

Seion l'hebdomadaire populaire Shukan Post, qui a commencé dans sa dernière livraison (parue lundi 25 janvier) une enquête sur le scandale de Nagano, le comité de promotion de la ville offrait à chaque membre les cadeaux correspondant à ses goûts, dont il avait été informé par son agent à Lausanne, IMS Studio 6. Shukan Post cite, sans toutefois donner son nom. un membre du comité de promotion de la candidature de Nagano qui déclare avoir personnellement remis un cadeau de plusieurs millions de vens à un des dirigeants du CIO. La même personne confirme qu'étaient fournis gratuitement à ses membres et à leurs femmes des billets d'avion aller-retour. Certains auraient même exigé une carte de crédit sans limite de montant.

«La presse dénonce Nagano, mais nous avons agi comme le font les autres villes qui postulent pour les jeux », conclut-il. Le point faible dans la défense des Japonais, c'est que le comité de promotion de Nagano a délibérément détruit les livres de comptes où étaient consignées ses dépenses de « relations pu-

bliques ». Le scandale des JO de Nagano donne des armes aux opposants à la candidature d'Osaka aux 10 d'été de 2008, mais ne semble guère inquiéter le comité de candidature de cette ville qui sera formé le 8 février avec à sa tête son maire, Takafumi Isomura, et avec le président honoraire du Comité olympique japonais, Yoshiaki Tsutsumi, le puissant homme d'affaires qui fit venir les JO d'hiver à Nagano. Selon le quotidien Mainichi, Osaka aurait déjà dépensé 2 milliards de yens (plus de 15 millions d'euros) pour sa promotion en vue des JO et estime à 4,5 milliards (près de 34 millions d'euros) le coût de sa candidature.

Bénédicte Mathieu

moindre contrat passé au nom du CIO. Pourtant, devant et sa famille, et, enfin, d'avoir accepté pour plus de l'assemblée, Dick Pound affirme toujours que la commis-14 000 dollars (12 180 euros) de cadeaux et faveurs.

Candide et puissante, Amélie Mauresmo trouve sa place en demi-finales des Internationaux d'Australie serviette et reprend son souffle encore court de son effort et de son émotion. Amelie Mauresmo est en



d'Australie, elle volé, sa victoire est belle. Au terme d'une rencontre âpre, la jeune Française a

battu, mardi 26 Janvier, la Belge Dominique Van Roost, tête de série nº 11 du tournoi, réputee pour son extrême ténacite (6-3, 7-6 [7/3]). # Il ne fallait jamais que je lui fasse jouer la même balle, elle qui adore jouer en cadence a fini par péter les plombs », a expliqué Amélie Mauresmo. En demi-finale, elle rencontrera l'Américaine Lindsay Davenport, numéro 1 Mondiale qui a battu sa compatriote Venus Williams, mardi (6-4, 6-0).

Solide puisque athletique, lucide car intelligente, elle a eu suffisamment de bravoure pour se tenir

ELLE POSE son visage dans sa fermement à cette stratégle. Tranquille, semblant peu impressionnée par l'enjeu et par l'adversaire, la Française a varié son fameux revers ample, y a ajouté des coups droits bien sentis et a assené de nombreux services gagnants décochés à plus de 170km/h, sa nouvelle arme. Souvent menée dans les échanges, elle ne s'est jamais départie de son calme et de sa

> Les deux joueuses s'étaient rencontrées au premier tour du tournoi sur terre battue de Berlin, en mai. Amélie Mauresmo, 65º mondiale, issue des qualifications, avait sorti Dominique Van Roost avant de marcher vers la finale en éliminant au passage les numéro deux et trois mondiales, Lindsay Davenport et Jana Novotna. Battue dès le premier tour des Internationaux de France de Roland-Garros par Anna Koumikova, elle avait été la révélation de la demi-finale de Fed Cup contre la Suisse en juillet. C'était là qu'elle s'était fait un nom car, bien que possédant un beau

CV – deux titres juniors à Roland-

Garros et à Wimbledon en 1996 suivis du titre mondial de la discipline -, Amélie Mauresmo n'était que peu connue du grand public. Car la première année chez les

professionnels, en 1997, s'était très mal passée. Blessures à répétition, moral en berne, Amélie Mauresmo avait finalement claqué la porte du giron fédéral le jour de ses dix-huit ans, en juillet, pour aller travailler avec Warwick Bashford, un entraîneur sud-africain vivant en France: « Je refusais de rester scotchée derrière la ligne de fond de court, je voulais avancer »,a-t-elle expliqué. Sa brillante saison 1998 lui a prouvé qu'elle avait raison.

AVEC CALME ET VOLONTÉ

A Melbourne, elle a su profiter, d'un tableau éclairci par les éliminations de Jana Novotna, troisième joueuse mondiale, et de Conchita Martinez, finaliste 1998. Elle s'est surtout donné les moyens de battre les deux joueuses les plus accrocheuses parmi les dix meilleures, Patty Schnyder et Dominique Van

Roost, grace à un tennis plus intransigeant moins brouillé de fautes: « Souvenez-vous que j'al sauvé deux balles de match au premier tour contre Corina Morariu, a expliqué Amélie Mauresmo toute la semaine. Si j'étais sortie, j'aurais juste reporté mes ambitions sur un autre tournoi du grand chelem cette

Demi-finaliste des Internationaux d'Australie, Amélie Mauresmo ne vit pas un têve, elle continue de poser les jalons d'une carrière qui s'annonce passionnante. De son titre de championne du monde juniors 1996 à son exploit de Melbourne, elle avance avec calme et volonté, elle compte bien continuer. En 1999, elle veut rentrer partril les quinze meilleures mondiales. Elle a changé de vie, s'est installée à Saint-Tropez (Var) en décembre et travaille auiourd'hui au sein d'une structure mise en place par l'ancienne joueuse Isabelle Demongeot. Avec son nouvel entraîneur, Christophe Fournerie, elle a conservé des acquis de dix-huit mois de travail et

a aussi travaillé plus loin. Son jeu est plus patient comme il est plus impétueux. Et la marge de progression est encore importante.

reconnu un membre du comité

au quotidien Asahi. Selon la

Amélie Mauresmo est dans la vie ce qu'elle est sur un court, une forte tête et une gosse sensible, une jeune fille qui roule trop vite, lit Stefan Zweig quand elle est triste, aime le désordre de ses chambres d'hôtel, ses amis et la vérité. Dimanche 24 janvier, après sa victoire en quarts de finale, elle a posément expliqué aux journalistes qu'elle s'était installée à Saint-Tropez par amour pour une femme. La déclaration force le respect: au début des années 90, Martina Navratilova, âgée de 30 ans et forte de dix-huit titres du grand chelem, avait perdu son principal sponsor après avoir reconnu son homosexualité. Les partenaires d'Amélie Mauresmo et la Fédération française de tennis (FFT) sauront-ils respecter le choix et la candeur de leur nouvelle championne?



Les restaurants à thèmes

manufact the second A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

医二硫 医生物性病病 火火

Property and the second second

Committee and the second

Secretary of the second

AND AND THE STATE OF THE STATE

agent tem garages and consistent

distribution of the second of the second

A Charles Services

1 4 1-2-1 gar

9 - 343 m

 $\operatorname{Form} = \{ -1, \dots, -1 \} \cap \mathbb{R}^{n-1} = \emptyset$

en de la companya de

mijimagan ili game ili ili ili

Proposition of the

والمراجع والمحاورة لأرواء والمراجع

Marie Company

 $(x,y) \in \mathcal{A}$

والمتعارب والإرام

Des Clément aux Bistro Romain, premier volet d'une visite aux principales enseignes

LA MÉMOIRE de la ville oscille entre le souvenir, l'éclat du présent et puis l'oubli chez ses chroniqueurs, tels Léon-Paul Fargue ou bien Pierre Béarn, proches encore de notre temps, qui font resurgir, à côté du Graff de la place Blanche les Dupont, les La Bière, les Ruc et toresque, multiplia les autres bouillons. Aujourd'hui, ce qui nourrit le présent et la future mémoire de la ville, ce sont les Clément, La Criée, les Bistro romain, Oh! Poivrier, Léon de Bruxelles. Myriade d'établissements qui s'installent, prolifèrent, prospèrent, puis s'évanouissent soudain, comme les Batifol, au gré de l'activité marchande et des transformations de la cité.

Ils sont pour des milliers de gens, nos contemporains, les lieux de leur future mémoire vive. Sorties, rendez-vous, rencontres d'une jeunesse qui n'est pas près de les oublier - quand bien même la gastronomie n'y est qu'une étoile filante dans la nuit des Hespérides cuilnaires. Comme des chenilles processionnaires, les restaurants de chaine, qui préférent être appelés « restaurants à thèmes », font scintiller les carrefours, les points de la ville où l'on se rencontre, où. l'on se promène, autour de la place d'Italie, à la Bastille, dans le quartier de l'Opéra, à Montparnasse, sur les Champs-Elysées, à Neuilly et à Boulogne, les banlieues chic de l'Ouest parisien. C'est pour ces restaurants le moven d'aller au-devant d'une clientèle de classe moyenne que le protocole et les prix des restaurants étoilés rebutent. Ceux-là, d'ailleurs, se dissimulent loin des regards. Eux sont trées classiques autour du foie gras visíbles. La scène alimentaire s'expose dans la ville ; les restaurants à donne l'impression de vie et de rethèmes recherchent et créent l'ani-. mation. Mais si Jeurs prestations gustatives sont faibles, on ne peut pas dire que le sens de la fête soft absent. Au contraire.

Le phénomène n'est pas nouveau : il est bien antérieur à l'apparition de la restauration rapide. C'est pour nourrir les ouvriers des

Prête à réchauffer et plutôt relevée : telle

est la toute nouvelle sompe à l'oignon que

personnel, le chef de Lucas-Carton n'a pas

molii sur la sauce worcestershire. De quoi

piquer la curiosité des consommateurs

autant que leur palais. Mais les audaces

ont leurs limites: pour accompagner cette

nouvelle soupe à l'oignon, le compositeur

ne peut plus classique : « Du fromage rapé

De ces deux garnitures, il en est une qui

poireaux ou aux asperges : c'est ce petit dé

dans son édition de 1938, réserve Pusage de

cette forme assez basique aux soupes. C'est

banalisé, était parfois fort ouvragé. Sous le

blanquette de veau, il était ainsi d'usage de

regne d'Escoffier, le croûton ne faisait pas

dans le pret-à-porter mais dans la haute

couture. Avec le poulet Marengo ou la

de pain frit. Le Larousse gastronomique,

revient d'ailleurs dans la plupart des

potages, qu'ils soient à la tomate, aux

que l'objet à cette époque, loin d'être

avec des croûtons de pain. »

du potage propose un accompagnement ou

vient de signer Alain Senderens pour

Carrefour. Pour lui donner un style

Les croûtons

Pierre-Louis Duval eut l'idée de servir, rue de la Monnaie, vers 1860, un hochepot de bas morceaux de bœuf accompagnés du bouilion. Son fils Alexandre, personnage pit-« bouillons restaurants » à bon marché, les fameuz bouillons Duval. Le boulevard le sumomma « Godefroi des Bouillons »! La formule inspira bientôt Camilie et Edouard Chartier, qui, en 1895, ouvrirent leur premier établissement rue

du Temple. L'année suivante, ce fut celui du faubourg Montmartre, touiours en service avec son potau-teu centenaire, puis, dans des décors de plus en plus sophistiqués, Vagenende à Saint-Germaindes-Prés, l'admirable Bistrot de la gare (59, boulevard du Montparnasse), racheté en 1977 par le groupe Bistro romain, ou encore le Bouillon Racine.

INVITATION AU VOYAGE

Le quartier de l'Opéra le soir - une zone d'ombre dans la Ville Lumière - avait bien besoin d'une tache de vive couleur. Pace au Café de la paix, c'est la fonction première de Clément, avec son décor pseudo-rustique qui n'évoque aucune province ou terroir particulier, sinon la convivialité et le bien-être. Au décor, à l'accueil, sont aloutés les atouts d'un vrai restaurant : le banc d'huîtres toute l'année et la magie d'une ample carte. Venir ici, c'est une fête. Enet du saumon ; un plat du jour nouvellement. C'est aussi l'invitation au voyage: gambas griliées, nem à la menthe fraîche, gigolette de volaille tandoori. Un hommage involontaire à Jacques Prévert. Pas de raton-laveur, mais de belles viandes d'Auvergne, la seule attache régionale des Clément. Une carte des vins astucieuse complète Halles qu'un boucher nommé le tout : petits vins, on n'ose dire

le ciseler en forme

ceuts broailles

dents de loup,

de cœur. Epinards et

rvaient droft à leurs

croûtons taillés en

tandis que ceux en

forme de losange devaient, dans les règles

Si de tels diktats font aujourd'hui sourire,

désuet dans cette fin des années 30) des

croûtons en riz ? Longuement cuit à l'eau

en pâte, était alors taillé au couteau. Les

support à de grosses pièces froides ou

Pon continue aujourd'hui d'utiliser le

terme un peu vieillot de « croûtonner »

que l'on dispose autour d'un plat des

l'emporte-pièce dans de la gelée. Pas

franchement de la nouvelle cuisine ! L'humble petit crofiton frit, quant à lui, est

croûtons que l'on a moulés à

traiteurs de l'époque utilisaient la plupart

du temps ces croûtons de riz pour servir de

chaudes, allant du poisson à la volaille. Si

dans cette profession, c'est pour indiquer

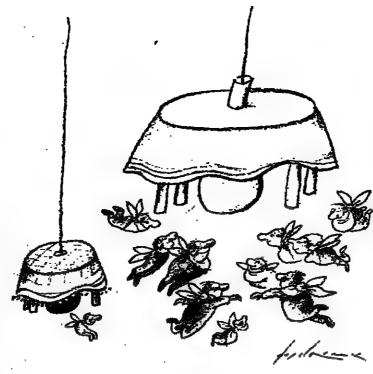
resté longtemps d'usage domestique, taillé

salée, puis broyé au mortier, le riz, façonné

que dire de l'usage (qui paraissait déjà fort

de l'art cultraire, garnir les poissons

apprétés « à la normande ».



de propriétaires. Que diable, cela met la bouteille de chardonnay à moins de 100 francs (15.24 euros) i Pas de menu, mais le ticket moyen oscille autour de 120 francs (18,29 euros) pour une prestation honorable.

Les Bistro romain sont pléthore à Paris, comme si l'on craignait d'en manquer. Ils sont d'abord le signe visible de l'influence tricentenaire de la cuisine Italienne en France depuis les retnes Médicis. Le premier de la série fut créé au 9, bouleyard des Italiens. C'était le célèbre Poccardi, restaurant d'étage, signalé par Pierre Béarn en 1929, réputé pour ses magnifiques salons fin de siècle. Le premier Bistro romain s'est glissé dans la somptueuse coquille. Les autres de la série sont tous décorés en rouge Pompel, omés de reproductions de tableaux assez quelconques, vues de Naples et du Vésuve, Grand Canal à Venise, tableaux de la campagne romaine. L'ensemble fait gentiment « bazar ». Le décor suggère, il ne reproduit rien, pas plus une trattoria du Trastevere qu'une auberge florentine. La cuisine elle-même est

par les inévitables pâtes. Des viandes, il n'y a que l'escalope qui soit milanaise. Relevons que, dans cette Italie virtuelle, la notion de province et de terroir est occultée par l'envahissant « carpaccio », qui est une invention du Harry's Bar de Venise, pour Américains ! Carpaccio de bœuf au basilic (à volonté) i carpaccio de saumon à l'aneth, carpaccio véronais. Un réel choix de vins français de bonne tenue, et à petits prix, compense la médiocrité du choix de vins de la Péninsule. Le public de ces semblants d'Italie n'est pas dupe. Clientèle aisée, sinon bourgeoise, qui a fait le « voyage en Italie ». Les prix, réellement serrés, ne dépassant guère la centaine de francs pour une prestation alimentaire aux ingrédients peu coûteux, attirent une clientèle qui, se cooptant, fait également salon pour elle-même. Ici, l'on reste entre soi. Le langage comme le décor, la politesse de circonstance habillent ce que Barthes aurait nommé « le degré zéro de la gastronomie ». Comme le client est roi, la salle du Bistro romain de la place Victor-Hugo - l'un des cinquante-quatre de France - est bondée. Tous les points sensibles de la Ville Lumière sont envahis par cette mode alimentaire; c'est la petite ère glaclaire de la bouffe.

« comme » Italienne, supportée

Jean-Claude Ribaut

le plus souvent dans du pain un peu rassi. En 1973, l'entreprise Gesnoin, en Normandie, obtient de l'institut international des brevets, à La Haye, un « avis de nouveauté », véritable reconnaissance de son

inventivité pour avoir été la première entreprise à songer à industrialiser la fabrication du croûton. Si l'entreprise familiale persiste dans le croûton, elle a été rejointe sur ce filon par des fabricants de biscottes comme Albatros ou de chips comme Vico ou Flodor. En 1998, plus de 40 millions de sachets de troûtons ont ainsi trouvé preneur dans la population française. Dernier enjeu dans ce secteur? L'aromatisation. Flodor, très fier de ses croutons parfumés « lardons et oignons » ou « ail et fines herbes », se targue d'en assurer une aromatisation extérieure « pour une meilleure diffusion des saveurs dans le potage ». Il y a comme un rêve qui s'en va en fumet...

Guillaunne Crouzet

★ Entre 4 F et 5 F environ (0,60 et 0,76 euro) le sachet de 75 g environ.

BOUTEILLE

AOC quarts-de-chaume



Château de Suronde 1996 La dénomination de ce vin a pour origine l'usage seigneurial qui autorisait le propriétaire des terres à recevoir pour loyer « les meilleurs quarts de la récolte, pendante sur le revers du côté exposé au midi ». C'est l'exposition et la sensibilité au vent dominant qui favorisent la précocité de la végétation et permettent de vendanger des raisins en état de surmaturité naturelle, par concentration, ou parfois botrytisés, c'est-à-dire atteints par la « pourriture noble », comme à Sauternes, provoquée par les brouillards matinaux du Layon. Le Château de Suronde, entièrement consacré au chenin, repose sur des schistes gréseux, un facteur de qualité de l'appellation. Un soin particulier est appliqué à la culture, sans insecticides et sans produits de synthèse. Les vendanges sont manuelles et par tries successives (huit en 1996!). Les rendements sont faibles : 16 hectos à l'hectare en 1996. La vinification évite la chaptalisation et tout levurage ou enzymage. Le résultat est un vin somptueux à la robe jaune soutenu, aux arômes de pain d'épices, de tilleul et d'agrumes, ample et miellé en bouche, mais qui conserve le caractère minéral et la fraîcheur typique du cépage chenin. A boire en apéritif, entre 12 et 14 °C, en prenant soin de le mettre en carafe une heure au moins avant de le déguster.

Château de Suronde 1996 : 158 F (24,08 euros) la bouteille (50 cl). ★ Francis Poirel, vigneron, 49190 Rochefort-sur-Loire. Tél.: 02-41-78-66-37 ; télécopie : 02-41-78-68-90.

TOQUES EN POINTE

Bistrots

■ Une vieille adresse rayée de nos camets est de retour après un changement de propriétaire. Bernard Blier et ses copains y tenaient leurs quartiers nocturnes. Le museau en pot et la mousse au chocolat en terrine ont disparu, mais les anciens y trouveront toulours les escargots de Bourgogne, le saucisson de Lyon pommes à l'huile, le pot-au-feu du hundi, la gibeiotte de lapin, le coq au vin ou le filet au poivre. La soirée s'anime à l'heure du souper - à partir de 23 heures -, quand les noctambules sont en appétit. Service jusqu'à 5 heures du matin! Formules du jour: 58 F et 80 F (8,84 et 12,19 euros) (salade, plat du jour, vin au déjeuner). Le soir: 125 F (19,05 euros) (Jusqu'à 22 h30) et 165 F (25,15 euros). A la carte, compter 250 F (38,10 euros).

★ 3, rue Mansart, 75009 Paris. Tél.: 01-48-74-48-88. Ouvert le midi et de 19 h30 à 5 heures du matin. Fermé samedi midi et dimanche.

■ Nous aimons l'atmosphère feutrée de cette bonne table d'Italie, en souvenir peut-être d'une époque où les restaurants italiens offraient une cuisine convenue. Gildo se distingualt déjà par l'excellence de ses antipasti, le moelleux des artichauts à la romaine, des charcuteries fines et abondantes. Gianfranco Ugolini a su maintenir cette bonne amblance et met un point d'honneur à préparer, à la commande, l'un des mellieurs risottos à l'encre de seiche qui soit à Paris. Onctueux, savoureux, point trop cult ni crémeux, respectueux de la puissante saveur lodée, il est un repas en soi. Avec l'agneau de lait à la romaine qui figure sur la carte jusqu'à Pâques, on pourra se passer des habituelles préparations de pâtes, au demeurant excellentes, et goûter, une fois au moins, le merveilleux sabayon au marsala. Bon choix de vins italiens et français. Accueil malicieux et prévenant. Menu: 149 F (22,71 euros) (déj.). A la carte, compter 250 F (38,10 euros).

★ 158, rue de Grenelle, 75007 Paris. Tél.: 01-45-51-54-12. Fermé dimanche et lundi midi.

LE JANISSAIRE

Mezzé est la transcription phonétique du terme arabe mâza, qui signifle « déguster par petites bouchées en donnant aux parfums le temps qui pour impréener les papilles eustatives afin de toute la palette de saveurs d'un mets », nous dit Rudolf El Khaled dans un ouvrage passionnant publié par Actes Sud (Le Mezzé libanais, 126 pages, 108 F (16,46 euros)). Chez les Turcs, mezzé signifie table, et par extension désigne les multiples raviers qui la recouvrent. On le trouve à Paris, au Janissaire, décoré de métal ciselé, tentures de lin blanc et vitraux colorés. On y sert le mezzé chaud (berek, roulé au fromage; beyin tava, cervelle en beignet; imam bayildi, aubergine farcle), ou bien le mezzé froid, avec la cohorte des charcuteries, le caviar d'aubergine, les œufs de cabiliaud, la salade de calamars. Les viandes de mouton et de bœuf, grillées hachées ou bien mijotées, sont accompagnées d'aubergines et de yoghourt. Les desserts sont faits de cheveux d'ange au miel et de pistache. Compter 130 F (19,81 euros) environ. ★ 22-24, allées Vivaldi, 75012 Paris. Tél.: 01-43-40-37-37 (accès par

le 183, avenue Daumesnii). Tous les jours.

PARIS 7º

PARIS 7º

PARIS 12°

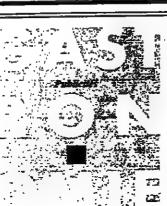
LA TERRASSE

Face à l'École Militaire, qualité et tradition au ler étage-son restaurant gast nommique Menu 180 F (vin et cufé comprisé Menu presstige à 215 F avec homand Banc d'huitres - Gibiers

LA RÔTISSERIE DU BEAUJOLAIS

■ Alain Robert dirige avec bonhomie cette brasserie au service continu de midi à minuit, qui fêtera bientôt son dixième anniversaire. Propriété de Claude Terrail, l'établissement n'a rien de commun avec son célèbre voisin, La Tour d'argent. On y déguste une aimable cuisine beaujolaise, les gâteaux de foles blonds, le pied de cochon au saint-pourçain, des volailles et viandes à la broche, poulets, cailles, canards et entrecôtes, sans omettre les classiques du genre, les harengs pommes à l'huile et le saint-marcellin de la mère Richard, que l'on accompagne des vins de Georges Dubeuf. A la carte, compter 250 F (38,10 euros). ★ 19, quai de la Tournelle, 75005 Paris. Tél.: 01-43-54-17-47. Ouvert tous les jours de midi à minuit. Fermé le lundl.

Jean-Claude Ribaut



MENUS 156F, 178 F TOUT COMPRIS - AVEC FOIE GRAS MAISON EUTS DE MER & CRUSTACÉS À LA CARTE EN SAISON

TÉL. 01 42 36 45 38

PARIS 6º Spécialités Indiennes Tagaraj demesse, dans sa cutégorie, l'un des plus les représentants porisiens . Gaud Malan 99 - 14/10 A midi le Delhi-Express 130 F Carte environ 180 F à 190 F 14, rue Dauphne 0140 M.A.S.T. Fermé lunci mei PARKING BOURSE - MÉTRO BOURSE

<u>Paris 6º</u> Repas d'affaires

Menu 169 F 4, Carrefour de l'Odéon PARIS 6° Rés : 01 43 26 67 76 Ouvert jusqu'à 2 h du matin Pariting rue de l'Ecole de Médecine

PARIS 6 LE POLIDOR depuis 1845 Authentique bistrot perisien de rencontre artistique et littéraire Meso midi 55 F, 100 F et Carte 90/120 F - 41, rue Monsieur la Princa 201.43.26.95.34 - 0.11). jusqu'à lih30

PARIS 7º

LE BOURBON LES MINISTERES "Ses confits, magnets, cassoulet et choucroutes. Sa bouillabaisse, poissons fumés et truits de mer..." Manu 162 F, Menu Gastro 185 F et Carte 1 place du Palais Bourbon. 161.: 01.45.51.58.27 - Jusqu'é 23h30 Menu 175 F apéritif et vin compri. Nouveau ! Livraison de Truits de Mer sur tout Paris 30, rue du Bac - Tel. 01.42.61.22.37 LE DESTAUNANT DE LA BELLE EPUQUE

PARIS 7º

Le LYS D'OR cuisine chinois La Poule au Pot Poule au pot, Andouillette AAAAA. Croustillant poire et chocolal... "Grand prix 1998 du festival international de gastronomie de Dalian (Chine)" Menos varietés 98 F. Meno 139 F et Carte 150 F Formule 98 F. Menu 138 F. Carte. Fermé samedi midi et dimanche 2, rue de Chatigny 🕿 01.44.68.98.88 210, rue de Charenton 🕿 01.44.68.90.0 121, rue de L'Université - 01.47.05.16.36

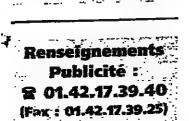
PARIS 14°

À 5 minutes de la Porte de Versailles, cett accueillante chaumiere propose un ment accuellante chairmens propose un menu-carte exceptionnel à 185 F. lár maison, vin et café compris. Douze entrées (terrire de foie gras, saumon manné...), un grand choix de viandes et possons (escalope de saumon aux moriles, magnet aux baies de cassis...) et le choix entre tromage ou dessent lori de cette arrisse un des melleurs rapports qualté-prix de la capitale. En semaline menu "arriverse-midi" à 109 F.

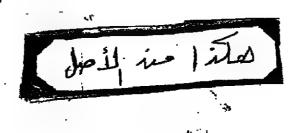
"express-midi" à 109 F. Ouvert TLJ - Mêtro ALESIA 34 bis, rue des Plantes - 01.45.39.31.31

PARIS_15®

COUSCOUS - TAGINES GRILLADES AU FEU DE BOIS Poissons - Carte env. 160 F 155, rue Saint Charles 01.45.54.01.17 - Ouvert T.L.).







Baisse des températures

temps plus sec et plus froid pour le début février, il nous faudra encore voir défiler quelques perturbations physicuses et venteuses sur le pays. Le vent sera particulièrement fort en Méditerranée.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Du Calvados à l'Anjou, le soleil brillera généreusement avant que des nuages d'altitude ne lui fassent de l'ombre. En Bretague et sur le pays nantais, les muages s'épaissiront en matinée, annonçant de la pluie pour la soirée. Il fera de 9 à 11 degrés.

Nord-Picardie, Be-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Quelques averses affecteront les régions limitrophes de la frontière belge, avec des flocons sur les Ardennes. Ailleurs, le soleil sera présent. Il fera de 6 à 9 degrés.

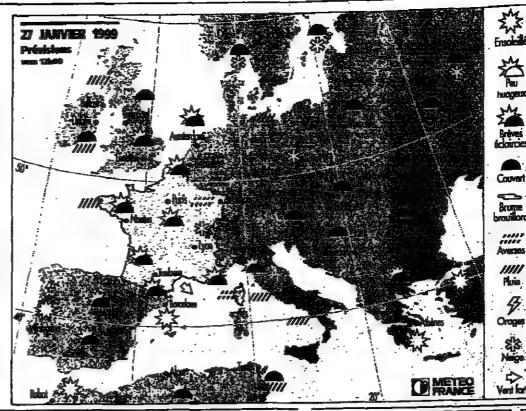
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Les Alsaciens, Lorrains et Franc-Comtois se réveilleront sous la pluie et le vent, puis verront arriver le ciel changeant qui s'est déjà installé en

MERCREDI, avant le retour à un Champagne et en Bourgogne. Il neigera à partir de 500 mètres. Températures entre 4 et 7 degrés.

Poiton-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le soleil réservera ses faveurs à la région Poitou-Charentes, mais des nuages feront leur apparition dans l'après-midi. Le Bassin aquitain, après s'être réveillé sous la pluie, connaîtra une amélioration. Il neigera à partir de I 200 mètres sur les Pyrénées. Il fera de 8 à 12 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le passage pluvieux de la matinée se décalera peu à peu vers l'est pour ne plus concerner que l'arc alpin l'après-midi (neige dès 500 mètres). Pius à l'ouest, un temps plus serein se mettra en place. Températures entre 6 et 9 de-

Languedoc-Roussilion, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Le fort vent d'ouest dégagera le ciel du littoral, maigré un risque d'averses en Corse. Dans l'arrièrepays, le ciel sera plus mitigé. Il fera de 10 à 13 degrés.



LE CARNET **DU VOYAGEUR**

AND THE PROPERTY OF THE PARTY OF

為

huogeu

Couvert

/////

Pluis .

Oroges

■ ÉGYPTE. A une vingtaine de kilomètres de l'aéroport du Caire, l'hôtel Conrad International (619 chambres surplombant le Nil) qui ouvrira ses portes le 1º février, accepte dès à présent les réservations à un tarif spécial de 130 euros (852 francs) pour une chambre standard et 175 euros (1 150 francs) pour les chambres de catégorie supérieure, Ces deinx tarifs bors TVA sont proposés pour des séjours compris entre le 1ª février et le 31 mai. Réservations au 00-20-2-576-9399. E CANADA. La compagnie aérienne Canada 3 000 propose à

compter du 12 juin, au départ de Roissy, un vol hebdomadaire direct à destination de Moncton, au Nouveau-Brunswick. Située sur la côte atlantique, à l'est du Québec, cette province est le pays des Acadiens, de la romancière Antonine Maillet et. de homard. A partir de 2 640 F (402 euros) A/R. Renseignements an 63-44-54-30-00,

PRÉVISIONS	POUR U	E 27 JANVIE	R 1999	PAPEETE	25/30 N	KIEV	4/0 C	VENISE	1/7 C		13/19 C	
Ville par ville,	les minin	almaxima de t	empératur	POINTE-A-PIT.	21/27 P	FIREOWNÉ	9/15 \$	VIENNE	0/3 C	MARRAKECH	5/17 S	
				"ST-DENIS-RE.	24/28 C	LIVERPOOL	3/10 C	AMERIQUES		MAIROBI	14/27 \$	
et l'état du ciel. 5 : ensoleillé; N : mageux;						LONDRES	1/9 5	BRASILIA	21/31 N	PRETORIA	1928 N	トンシン / Ame / / / / / / / / / / / / / / / / / / /
C : couvert; P : plule; * : neige. AMSTERDAM					3/6 N	LUXEVIBOURG	-2/3 C	BUENOS AIR.	19/28 C	TAKAT	. 9/15 N	
PRANCE mile		NANCY	3/5 P	ATHENES	8/13 5	MADRID	2/14 5	CARACAS	22/28 \$	TUNIS	10/17 C	
			7/9 N	BARCELONE	7/14 S	MILAN	3/9 N	CHICAGO	2/8 S			
AJACCIO	6/13 P	NANTES								BANGKOK	27/34 N	
BLARRITZ	B/11 P	NICE	5/13 N	BELFAST	0/9 P	MOSCOU	-541 C	UMA	19/23 N			The second of th
BORDEAUX	6/11 H	PARIS	<i>47</i> 7 N	BELGRADE	-1/4 C	MUNICH	-6/1 P	LOS ANGELES	9/13 5	BOMBAY	18/30 5	
BOURGES	4/7 N	PAU	4/10 C	BERLIN	-1/3 P	NAPLES	6/13 P	MEXICO	5 /21 5	DJAKARTA	26/29 9	
BREST	7/11 P	PERPIGNAN	8/13 N	BÉRNE	-7/-2	OSLO	-8/-4 C	MONTREAL	-84 C	DUBA!	16/24 5	
CAEN	6/10 N	RENNES	6/9 N	BRUXELLES	2/5 N	PALMA DE NL	7/16 S	NEW YORK	Q/S S	HANOI .	22/25 C	
CHERBOURG	5/10 N	ST-ETIENNE	2/6 P	BUCAREST	-2/3 C	PRAGUE	-2/0	SAN FRANCIS	6/11 5	HONGKONG	18/24 5	
		STRASBOURG	3/6 P	BUDAPEST	-2/1 C	ROME	3/13 P	SANTIAGORIHE	14/31 5	JERUSALEM	TO/TH M	
CLERMONT-F.	3/7 P								-3/2 N	NEW DEHLI	8/20 5	
DITOM	3/6 P	TOULOUSE	5/11 N	COPENHAGUE	1/3 C	SEVILLE	5/16 N	TORONTO			-6/2 5	一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个
GRENOBLE	1/6 P	TOURS	47 N	DUBLIN	2/10 C	SOFIA	-4/3 N	WASHINGTON	-4/12 N	PEKIN		
LILLE	3/7 N	PRADCE out	70-EP42	FRANCFORT	1/5 P	ST-PETERSB.	-14/-11 C	AFEIQUE		SEOUL	:-4/5 S	TO METEO
LIMOGES	4/5 N	CAYENNE	24/28 P	GENEVE	-2/5 P	STOCKHOLM	-8/-2 C	ALGER	10/17 5	SINGAPOUR	25/29 P.	THE STATE OF THE PRINCE
LYON	4/8 P	FORT-DE-FR.	23/27 N	HELSINKI	-13/-10 C	TENERIFE	11/14 C	DAKAR	18/22 N	SYDNEY	21/25 P	The state of the s
MARSEILLE	5/12 N	NOUMEA	25/28 P	STANBUL	5/10 5	VARSOVIE	-1/2 C	KINSHASA	ZZ/30 P	TOKYO	5/11 N	Situation le 26 janvier à 0 heure TU - Prévisions pour le 28 janvier à 0 heure TU
MINUSCILLE.	JE 14 10	MO CHIEN		D.11130E	210 3	11-4-21-6	- 24 - 4				/	

PRATIQUE

Les droits du citadin menacé de préemption ou d'expropriation

OUE FAIRE lorsqu'on est sommé de céder son bien aiors qu'on n'a pas l'intention de s'en séparer? « J'al reçu la visite de deux envoyés de la communauté urbaine pour m'informer de mon expropriation prochaine: ma maison devait être détruite pour élargir l'avenue. Après expertise des Domaines, qui ne m'a été communiquée au oralement, on m'a offert - toujours de vive voix -1 100 000 francs pour mes 1 220 mètres carrés de terrain, sur lequel se trouvaient deux pavillons de 150 mètres carrés chacun, séparés par un jardin. Ce prix couvrait l'achat des deux malsons, mais pas sur deux rues », raconte Yves.

«L'argument était qu'au prix du terrain je ne trouverais pas d'acheteur! l'ai répondu que le n'étais pas vendeur. On m'a aussi objecté qu'on ne pouvait m'offrir davantage, car il fallait économiser l'argent du contribuable. Cela tombait bien, car je ne voulais pas de cet argent, je voulais rester chez moi. » Après s'être renseigné à la mairie, auprès de la commission d'urbanisme, et avoir consuité un avocat, Yves a fait réailser sa propre expertise (coût: 3 600 francs, 548,78 euros) et signalé à la communauté urbaine qu'il ne recevrait plus personne et que tout devait se passer par courrier... Trois mois plus tard, on lui a fait une autre proposition par écrit, encore insuffisante. Après de nouvelles négociations. Il a obtenu 2 450 000 francs (373 475 euros). amoutés du montant de la démolition des deux maisons, 80 000 francs (12 195 euros).

D'autres ont eu moins de chance. Deux ans après avoir acheté son studio pour 180 000 francs (27 439 euros) dans une commune de la banlieue parisienne, Gilbert C., qui avait des difficultés fipour 150 000 francs (22 865 euros). Maiheureusement, il avait compté sans le droit de préemption de la municipalité, qui lui a proposé... 80 000 francs! (12 195 euros). La mairie, qui avait un proiet de réalisation d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) dans le secteur, avait en effet un « droit de préemption » lui donnant priorité pour l'achat de tout appartement dans ce périmètre. Il ne restait plus à Gilbert qu'à renoncer à la vente.

S'il avait été mieux informé, il aurait pu contrer ce mauvais coup.

Dès la publication des actes instituant la préemption et avant de mettre en vente son appartement, il aurait dû faire réaliser une expertise et user du « droit de délaissement » en adressant une offre d'acquisition à la mairie, au prix souhaité. La mairie aurait alors disposé de deux mois pour lui faire savoir si elle acceptait son prix on hil faire une proposition inférieure. Gilbert aurait à son tour eu deux mois pour répondre. En cas de désaccord, la mairie n'aurait en alors que quinze jours pour saisir le juge afin qu'il fixe la valeur définitive du

bien. Sans avis dans les quinze

Guide des ároits du citadin contre les abus de l'urbanisme par Louis Bachoud et Olivier Chazoule, Seuil, 256 p., 95 F (14.48 euros). Lorsque l'on est menacé d'alignement. d'expropriation ou de préemption, on a bien du mal à déjouer les pièges, à utiliser à son avantage les ressources de la

d'utilité publique, demande d'intention d'aliéner, surface habitable, surface hors ouvre brute ou nette, coefficient d'occupation des sois. » il explique comment constituer une association et dans quel but. Code de l'urbanisme: articles procédure, et on ne songe même pas à faire annuier le plan

L. 210-1 à 11 et R. 213-8 à 21.

jours, le propriétaire peut mettre II-

brement l'appartement en vente,

au prix indiqué dans sa déclaration.

En matière d'expropriation on de

préemption, ou a toujours intérêt à -

faire réaliser un état des lieux et

une estimation de sa propriété.

L'expertise doit être la plus

complète possible et comporter

des éléments de comparaison pour

contester les estimations de la mai-

rie, et ultérieurement, s'il y a lieu,

se défendre devant le juge de la

préemption et de l'expropriation:

maison mieux située, en meilleur

état que telle autre pour laquelle

un montant a été alloué... Il ne faut

d'occupation des sols. Ce livre

montre comment se procurer des

documents au'on vous refuse et

aide à décrypter le vocabulaire

administratif : * Declaration

pas non plus perdre de vue la destination de son terrrain, et faire le calcul du promoteur : per exemple, à l'emplacement de la maison, il s'élèvera un immemble de cinq étages, soit trente appartements. Plusieurs jugements ont ainsi réévainé des terrains agricoles situés en limite de zone urbanisée à

Combs-la-Ville (Seine-et-Marne): La victime ne doit pas rester isolée. « Il faut parler à ses voisins, voir s'ils ne sont pas dans le même cas », conseille Me Olivier Chazonie, coauteur avec Louis Bachoud du Guide des droits du citadin contre les abus de l'urbanisme (Seuil). Paraconise le recours aux tribunaux qu'en dernier ressort, après avoir épuisé toutes les autres possibilités: « seulement 15 % à 20 % des

dossiers font l'objet d'un Jugement ». On peut créer une association qui permet de partager les frais d'expertise et d'avocats. Divisés par dix, les 12 000 francs (1 830 euros) d'honoraires d'un juriste spécialisé reviennent à 1200 francs (183 euros) par personne. L'association constitue un groupe de pression: «Dans une ville de 10 000 habitants, avec 6 000 inscrits

tants en mayenne, le maire est élu avec 300 voix d'avance. Il suffit de faire signer une pétition par 400 personnes », indiquent les auteurs du guide. Ils donnent la marche à suivre : distribution de tracts, lettres aux députés, contacts avec les médias locatos et résionaux.

Enfin, su delà de ces considéra- dons electorales, l'association peut eider à se procurer les documents utiles (plan d'occupation des sois, études statistiques concernant la circulation, l'aménagement, le transport) auprès des diverses sources : le service d'urbanisme de mental du cadastre, la direction départementale de l'équipement, la chambre de commerce et d'industrie. L'association s'entourera de spécialistes pour proposer un contre-projet. « Lorsau'on rencontre les employés des services techniques de la ville, il faut se faire accompagner d'experts (architectes par exemple), recommande Olivier Chazoule. On accède ainsi au rang d'interlocuteur compétent avec lequei il faut compter. >

Michaela Bobasch

MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 99023

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 V VII VIII

HORIZONTALEMENT

I. Bon gré, mai gré, il participe à la vie collective. - II. Interdit. Qui ne mènera à rien. - [[]. Rapides à agir. D'un auxiliaire. - IV. Personnel. Revenue sur le coin du feu. - V. Touchée à la tête. Au départ de la rivière. - VI. N'a rien pour réusstr. Taches à la naissance. - VII. Ses blancs font des bulles. Maquillée pour passer plus facilement. - VIII. Prend la tête. Réfractaire à tous les ordres. La hixure en plein coeur. - IX. Trois plans pour faire bonne figure. En ouverture et en fermeture. - X. Mises dans la gêne.

VERTICALEMENT

1. Censure et travail au noir dans la presse. - 2 Pour faire l'appel. Laissés à découvert en partant. -3. Frappe l'acte en cas de vice. Sanctionne les bons résultats. - 4. Ouverture en campagne. Unit Malacca à la Thallande. – 5. A fait longtemps le ménage à l'intérieur. Sortir à la fin. - 6. S'attaquer au superflu corporel. - 7. Réservoir

d'aptitudes. Mouvement qui finit par devenir surréaliste. - 8. Dans une suite. Petits, ils sont souvent très forts. - 9. Apportent leurs garanties dans les affaires. - 10. Un peu lourd, il n'a pas le sens artistique. - 11. Bien ou mai, tout dépend de l'humeur. Blessée de l'intérieur. - 12. Tournés en dehors.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU Nº 99022

HORIZONTALEMENT

I. Plateau-repas. - IL Réversion. Ci. - III. Opéras. Banal. - IV. Gin. Bobo. Are. - V. Roi. Lutte. In. -VI. Etriers. Grec. - VIL Se. LSD. Réuni. - VIII. Ci. Idées. - IX. Inférera. Eau. – X. Francs-affeux.

VERTICALEMENT

1. Progressif. - 2. Lépiote. Nr. -3. Avenir. CFA. - 4. Ter. Ilien. -5. Erables. Rc. - 6. Assourdies. -7. Ui. BTS. Dra. - 8. Robot. Real. -9. ENA. Egée. - 10. Na. Rusée. -Acarien. Au. – 12. Silencieux.

SCRABBLE & PROBLEME Nº 106

Tirage: EEORRUV. a) Trouvez et placez un mot de

sept lettres. b) Avec ce même tirage, trouvez cinq mots de huit lettres, dont un nonuple, en le complétant avec cinq lettres différentes appartenant à l'un des mots placés sur la

N.B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.

2. Préparation de la grille de la semaine prochaine. c) DEFIIIN: trouvez un septlettres. A C E N O V Y: trouvez un sept-lettres.

Solutions dans Le Monde du

Solutions du problème nº 105 paru dans Le Monde do 20 jan-

Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre.

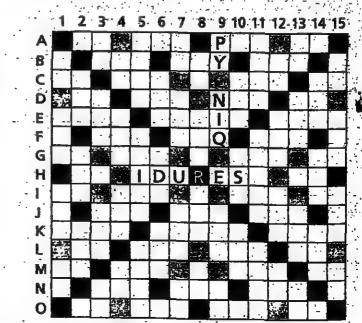
Se Monde est edité par la SA La Monde. La reproduction de tout article est intentile same l'accord



fe Mande

732N FAM CEDER 65 TH: 01.42.17.39.00 - Fax: 01.42.17.39.26

Le troisième mot



Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

a) MIJOTER, A 8, 48. b) MORTIER, 3 L 89, en collante à gauche de CARIANTE. c) MORUTTER; B 7, 68 - MIRE-

RIMERONT - MIROTTER, K3, 68 - IMPORTER, 6 F. 65 - REDOR MIT, 8 F, 61, ou l'anagramme RE. MORDIT.

d) VIDEURS - VIDURES (d'un animal tué) - CYNIQUE - PYC-NIQUE, tout en rondeur.

Michel Charlemagne

RONT, E 4, 86, ou l'anagramme

 ${}^{1}\mathcal{Z}_{k}$

 $^{1}\mathcal{G}^{-}$

 $\partial (p)$

 b_{k_1}

 $G_{\mathcal{O}_{\mathcal{N}}^{*}}$

Pare .

CULTURE

URBANISME Au moment où l'armée abandonne la base navale de Lorient, plusieurs villes de la côte atlantique se demandent que faire des énormes constructions militaires

qu'édifia l'armée allemande à partir de 1941, et dont la démolition coûterait beaucoup trop cher. Les municipalités de Saint-Nazaire et de Lorient tentent de tirer parti de cet héritage

funeste. • À LORIENT, un concours d'idées a été lancé. Les candidats doivent organiser leur projet autour de cinq pôles : plaisance, pêche, ar-

mer et stratégie maritime, chacun devant avoir une facette ludique et mu-séographique, une autre tournée vers la technologie et la recherche, et une troisième économique. Le jury doit se

reunir en juillet. • À SAINT-NAZAIRE, pour réaménager le bunker qui oc-cupe le centre de la cité, un architecte barcelonais conçoit logements, marché et exposition-spectacle.

Deux cités maritimes face aux colosses du mur de l'Atlantique

Retrouver la mer par-delà les masses de béton des anciennes bases navales allemandes et aménager ces espaces représente pour Lorient et Saint-Nazaire le principal défi urbain des prochaines années

LORIENT et SAINT-NAZAIRE

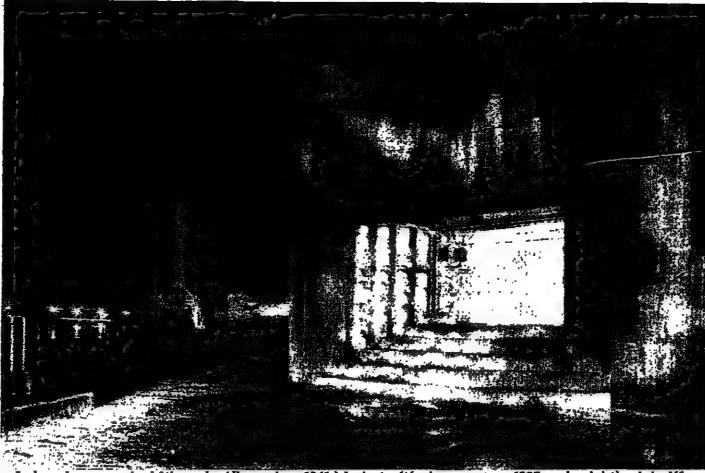
de notre envoyé spécial A Saint-Nazaire, l'« aérolithe » mesure 300 mètres de long sur 100 de large. Il est posé au centre de la cité. Ce lugubre mur de 20 mètres de haut est un obstacle majeur pour découvrir la mer. A Lorient, les blocs sont légèrement moins volumineux, mais ils sont trois à s'échelonner sur le litttoral à Kéroman, où ils occupent plus de 6 hectares au sol. Là encore, ils bioquent le déveioppement de la ville le long de la

Ces massifs de béton impressionnants datent de la dernière guerre. Ces ouvrages militaires, les plus importants jamais construits par le III Reich, abritaient les meutes de sous-marins que l'amiral Doenitz lança, pendant quatre ans, contre les convois alliés qui traversaient l'Atlantique. Leur construction en un temps record fut un exploit. Leur localisation, une catastrophe pour les villes où ils étaient implantés. Systématiquement plionnées par l'aviation anglo-américaine, ces cités n'étaient plus, en 1945, que champs de ruines, tandis que les bunkers géants, intacts, dominaient

La paix revenue, on s'est demandé que faire de ces sinistres citadelles. La Marine nationale en occupa deux - Lorient et Brest : les autres, plus ou moins abandonnées. servirent, au mieux, d'entrepôts. Aujourd'hui, au moment où l'escadrille des sous-marins de l'Atlantique se retire de Lorient, la question est posée de nouveau: comment utiliser ces vestiges monstrueux, où certains voient une

Brest reste dans le giron de la Marine nationale. Il n'y a toujours pas de réponse pour La Pallice (La Rochelle) et Bordeaux. En revanche, les municipalités de Saint-Nazaire et de Lorient tentent de tirer parti de cet héritage funeste. Mais pourquoi ne pas simplement les détruire? Le coût d'une telle operation fait reflechiz.

A Lorient, il est chiffiré à 200 miltions de trancs (30,49 millions d'eusos) – « ce qui, avant même d'avoir bougé le petit doigt, alourdit terriblement le prix du foncier », indique



La base de sous-marins bâtie par les Allemands en 1941 à Lorient a été mise en vente en 1997 par le ministère de la défense.

Jean-Yves Le Driant (PS), président du district des pays de Lorient. A Saint-Nazaire, cette destruction a été chiffrée entre 100 et 200 millions de francs (15,24 et 30,49 millions d'euros). «L'estimation est incertaine car les surprises sont toujours possibles : les Allemands ont ferrallie le béton en utilisant l'ensemble des rails de la voie ferrée Saint-Nazaire-Châteaubriant », explique Joël Bat-

UM . CONCOURS O'DERS. Ou'en faire alors? Les solutions sont diverses selon l'implantation des bases. A Saint-Nazaire, le bunker est au cœur de la cité mais, depuis la guerre, c'est une friche. A

Lorient, au contraire, les alvéoles de

béton sont plus à l'écart du centre-

ville et ont été utilisées, sans interruption, jusqu'en février 1997. Pour leur redonner un usage, le district a donc lancé, début janvier, un concours international d'idées. Il vise les 26 hectares de la base ellemême et 120 hectares alentour.

Pourtant, depuis le départ de la Marine nationale, des entrepreneurs locaux ont demandé, et obtenu, l'occupation de parcelles de la base. Plastimo, une société lorientaise d'accastillage (fourniture d'équipements pour bateaux), a transformé l'ensemble du bunker numéro 2 en centre de stockage et de distribution. Un tel concours estil nécessaire, pourquoi ne pas agir de façon pragmatique? « A trovers le concours, nous avons entrepris une réflexion urbaine d'envergure. Lorient

façade portuaire qui la prive de son front de mer, et le remodelage envisagé concerne l'avenir des dix-sept communes du district », explique Jean-Yves Le Driant. Trois études avalent déjà été demandées par le district, maître d'ouvrage du projet. Elles portaient sur la possibilité d'une reconversion de la base dans le domaine de la navigation de plaidustrie. Une société, Partenaire Développement, a été chargée de faire la synthèse de ces propositions et de lancer le concours.

est une ville retranchée derrière une

Les candidats auront à plancher sur cino thèmes: la plaisance, la pêche, l'archéologie sous-marine, la sécurité en mer et la stratégie maritime. Chacun d'entre eux devra

avoir une facette ludique et muséographique, une autre tournée vers la technologie et la recherche et une troisième plus strictement économique. L'ambition, on le voit, n'est pas mince.

LA VILLETTE OU DISNEYLAND?

« Ces pôles doivent se développer sur dix ans, à des vitesses différentes, et ils occuperont des espaces inégaux », explique le président du district, qui sult personnellement l'opération. Pour lui, le pôle plaisance a délà pris forme avec la présence de Plastimo et celle de deux navigateurs réputés. Alain Gauthier et Franck Camas, dont les multicoques out trouvé ici un mouillage et une base de réparation. « Nous sommes sur les ranes, aloute lean-

Yves Le Driant, pour accueillir l'espace Tabarly, que la veuve du marin veut créer, et qui regrouperait les six Pen-Duick, un centre de formation pour les jeunes, une école d'architecture navale et une bibliothèque mantime. » Le voilier Tonnerre, déià implanté à Lorient, pourrait compléter ce pole avec un centre de recherche sur les matériaux composites. « Mais là, je rève », avoue le député

Le pôle stratégie maritime serait essentiellement ludique : le public pourrait assister, grâce à l'électronique, à la reconstitution de grandes batailles navales ou suivre l'évolution des routes maritimes, celles du passé comme celles de demain. La pêche peut déja s'appuyer sur l'activité du port, dont le déclin naguère irrésistible semble frelné, et sur la présence du Victor-Pleben, un gros chalutier-usine ouvert à la visite. . Bref. on yout être plus proche de La Villette que de Disneyland », indique M. Le Driant, pour qui le Futuroscope de Poltiers est un exemple à méditer.

Restent les problèmes financiers. L'élu lorientais estime l'investissement nécessaire (sur dix ans) à 500 millions de francs (76,22 millions d'euros). L'Europe pourrait débioquer la moitlé de ce budget au titre des fonds interrégionaux. Il pense pouvoir tirer 50 millions de francs (7,6 millions d'euros) du privé et autant de chacun des partenaires publics : Etat, région, département, district. Côté politique, il s'est assuré de l'appui de Dominique Yvon (RPR), maine de Groix, vice-président du district, et de loseph Kergueris (PR), conseiller genéral du Morbihan, lui-même cumulant la présidence du district, un siège au Parlement et un autre au conseil régional de Bretagne, où il est le chef de file de l'opposition de gauche. Les autres élus, un rien sceptiques, attendent les résultats du concours et, plus incertaine, l'arrivée de la manne européenne.

« La base de Kéroman a causé la destruction de Lorient, martèle lean-Yves Le Driant. D'un deuil, nous devons faire une chance. » Le jury qui examinera la copie des candidats du concours doit se réunir en juillet.

Emmanuel de Roux

Saint-Nazaire à la reconquête du bord de mer

« JUSQU'EN 1940, explique Joël Batteux, maire (PS) de Saint-Nazaixe, le cœur de la ville était au bord de l'eau. La gare des chemins de fer ct la gare maritime étaient presque face à face. Tous les grands axes menaient au port, et la rue de l'Amirai-Courbet aboutissait à la darse d'où partaient les paquebots pour l'Amérique du Sud. » C'est sur cette darse que l'organisation Todt, qui construit pour l'armée allemande le mur de l'Atlantique, met en chantier en 1941 un gigantesque bunker : 480 000 m de béton, pour quatorze alvéoles pouvant accueillir deux flottilles de sons-marins. L'écluse donnant accès au bassin est également « bunkerisée ». Le 10 mai 1945, quand les demiers occupants déposent les annes, la ville est détruite à 85 %. Les chantiers navals sont réduits à des monceaux de ferraille. La base, elle, est quasiment intacte.

La cité se reconstruit, à partir de 1948, selon un nouvel axe nord-sud. La base, qui isole la ville de la mer, va servir d'entrepôt. On y stocke ou on y traite des phosphates et de l'huile de soja. La Maison du peuple, ouverte en 1977, sera un élément avancé, mais solitaire, dans un no man's land où se dresse toujours la carcasse de l'ancienne gare SNCF. Plus au nord, on trouve les chantiers navals, autre barrière infranchissable. Ainsi, la ville, implantee ici par Napoléon III en raison de sa situation maritime, tourne le dos à la mer.

En 1983, Joël Batteux, un ingénieur, est porte à la tête de la muni-

cipalité socialiste. « On a commence

à nettoyer le port, à l'ouvrir au public, indique-t-ll. Yann Kersalé a imaginé un éclairage qui varie avec le trafic portugire. Mais le problème de la base restait entier. > Une zone d'aménagement différé (ZAD) est constituée sans expropriation : la ville achète peu à peu - et bon marché - les terrains alentour, quinze hectares

Un concours d'idées est lancé en

1995 pour tenter de résoudre le problème posé par ce bloc considérable de béton, qui a les dimensions d'un quartier. Six agences d'architecture sont consultées, puis trois d'entre elles sont mises en concurrence: deux françaises (Christian Devillers, Bernard Reichen et Philippe Robert) et une espagnole (Manuel de Sola-Moralès), qui l'emporte en 1996. « Le Barcelonais était le seul à proposer un projet réalisable, sans promoteur », insiste Joël Batteux. L'idée de l'architecte est apparemment simple : pour l'intégrer, la ville doit monter sur la base et se glisser

L'étendue de son toit (quatre hèctares) et la construction d'une rampe rendent possible la première partie de ce programme. Pour la seconde, il suffit de faire sauter une partie des parois (2,50 mètres d'épaisseur) et de remettre en eau quelques-unes des alvéoles. « Ainsi, l'espace public s'étendra jusqu'au quai en passant sous la base », note loël Batteux. Entre la Maison du peuple et le bunker, désormais transparent, une triple place est aménagée. Elle sera bordée de logements. Sous la rampe sera casé un grand marché alimentaire. De

l'autre côté de la place, un complexe de neuf salles de cinéma est prévu. Un nouveau boulevard planté d'arbres sera ouvert, vers le sud, jusqu'au front de mer.

La base elle-même doit être réaménagée. Outre les quatre alvéoles qui deviendront autant de places couvertes, deux autres accueilleront une grande exposition-spectacle (L'Espace atlantique) sur le thème de l'histoire et de la légende des pa-

« Nous avons choisi de lier la base à l'avenir de la ville, de transformer cette nuisance en atout »

La réalisation en a été confiée à François Seigneur (coauteur du pavillon de la France à Séville) et François Confino (inventeur de Cités-Cinés). Trois autres alvéoles seront transformées en complexe de loisirs (restaurants, bowling, discothèques, boutiques multimédias). Les quatre demières, celles du nord, toujours utilisées par la société Soja France, conserveront leur destination in-

La première tranche des travaux est lancée : construction de la passerelle (entamée), percement de la base (achevée), aménagement de la

place, construction du supermarché, de l'Espace atlantique et d'une centaine de logements. L'ensemble devrait être prêt pour l'an 2000. La suite du 'chantier doit s'étaler jusqu'en 2005.

Le coût de l'opération est estimé à 150 millions de francs (23 millions d'euros), dont 63 millions (9,6 millions d'euros) à la charge de la ville de Saint-Nazaire et le reste aux frais de l'Etat, des autres collectivités territoriales et de l'Union européenne. Joël Batteux espère drainer également 300 millions de francs (45.7 millions d'euros) de fonds

N'est-ce pas trop pour une ville

de 65 000 habitants qui sort à peine d'une sévère restructuration industrielle? «L'agglomération compté 130 000 habitants, répond Joël Batteux. Et avec Nantes nous formons un bassin de population de 800 000 habitants. Enfin, de La Roche-Bernard à Pornic, nous accueillons chaque été 350 000 touristes. Nous aurions pu transformer la base en une sorte de mausolée de la deuxième guerre mondiale, nous avons choisi de la lier à l'avenir de la ville, de transformer cette nuisance en atout. L'Escale atlantique est une entreprise certes de loisirs, mais destinée à valoriser la construction navale, qui est encore l'activite numéro un de Saint-Nazaire. » Cette entreprise de tourisme industriel est en fait une opération d'urbanisme, ultime étape de la reconstruction d'une ville qui n'a pas encore fêté son cent

Des repaires pour la Kriegsmarine

DES L'EFFONDREMENT des par la suite et un quatrième armées françaises, en 1940, l'amiral Doenitz, chef de la flotte sousmarine du III^e Reich, explore la façade atlantique française. Le 23 juillet, il est à Lorient. C'est la qu'il va installer son centre de commandement. Lui-même, dès le 11 novembre, occupe une villa réquisitionnée à Kernével, juste en face de l'actuelle base des sousmarins. A l'automne 1940, les submersibles de la Kriegsmarine sont encore peu nombreux, une quarantaine. Ils vont néanmoins infilger de lourdes pertes aux convols anglais. Aussi Lorient est-elle bombardée par les forces aériennes britanniques dès le 2 septembre 1940. Du coup, Doenitz demande à l'organisation Todt d'entreprendre la construction de gigantesques abris pour ses flot-

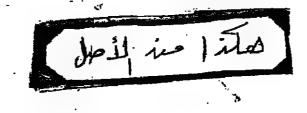
MILLE À QUATRE MILLE HOMMES Les travaux commencent à Lorient en février 1941. Sept mois plus tard, le premier bloc est achevé. Deux autres seront construits

commencé. A Saint-Nazaire, des travaux identiques seront menés à partir de mars 1941. La base sera prête en moins d'un an. D'autres seront construites à Brest, La Pallice (La Rochelle) et Bordeaux.

Outre les espaces destinés aux sous-marins, ces bâtiments sont dotés d'ateliers de réparation. mais aussi de réservoirs pour stocker du carburant, de générateurs électriques, de magasins, d'hôpitaux et de logements pour les équipages. Les bases pouvaient accueillir entre mille et quatre mille hommes. Avec des parois de 2,50 mètres et des toitures pouvant aller jusqu'à 7 mètres d'épaisseur, ces bases cyclopéennes ont supporté sans trop de dommages les bombardements alliés, tandis que les villes environnantes (Lorient, Saint-Nazaire et Brest) étaient quasiment rasées. Elles furent, enfin, les points d'appui des ultimes poches de resistance nazies en 1945.

E. de R.





Elie Kagan, un photographe engagé et libre

Ce grand témoin des mouvements et conflits sociaux des années 60 et 70, et notamment de la nuit sanglante du 17 octobre 1961, vient de mourir

C'EST UNE DES FIGURES du Elie Kagan est le seul photophotojournalisme engagé, un témoin des conflits sociaux et mouvements des années 60-70 qui disparait avec Elie Kagan, dont on a appris lundi 25 janvier la mort, à Paris, à l'âge de soixantedix ans. Une figure méconnue. Oblitérée par les histoires et dictionnaires de la photographie tout comme par les circuits d'expositions. Restent des centaines de publications dans la presse, quarante ans d'archives à explorer, et un livre précieux, Le Reporter engagé, écrit en collaboration avec Patrick Rotman (Métailié,

L'œuvre, la vie aussi, d'Elie Kagan tourne autour d'un extraordinaire témoignage photographique réalisé lors de la sinistre nuit du 17 octobre 1961 - « la nuit noire », écrit-il. 30 000 personnes. dont une majorité d'Algériens, manifestent pacifiquement sous la pluie parisienne, en pleine guerre d'Algérie, à l'appel du FLN clandestin, pour protester contre le couvre-feu imposé aux Nord-Africains de France par le préfet de police de l'époque, Maurice

La répression policière sera d'une violence inouie: coups de feu, massacre à coups de crosse. des milliers d'arrestations, des corps jetés à la Seine. « Noyés par balles. » Le procès Papon, en octobre 1997, a rouvert le débat sur le nombre de victimes : trentedeux selon le conseiller d'Etat Dieudonné Mandelkern, dans un rapport remis au gouvernement en mai 1998; plus de 200 selon lean-Luc Einaudi, dans son livre La Bataille de Paris (Seuil, 1991).

graphe à avoir pris des photos qui ont valeur de documents. Visages ensanglantés et effrayés, corps gisant dans une mare de sang.

Fils d'un juif russe et d'une Juive polonaise, Elie Kagan a grandi dans le 10° arrondissement de Paris. Il est encore enfant quand le gouvernement de Vichy impose le port de l'étoile jaune.

Le témoignage de François Maspero

L'éditeur et écrivain François Maspero est actuellement Pun des rares témoins de ces violences de la nuit du 17 octobre 1961. Il raconte : « l'étois à côté de lui [Elie Kagan]. C'étoit un grand gaillard roux, barbu, d'un con-rage fou. Il photographiait en tête de cortège, au flash. So tête dépassuit de la masse, il fonçait com une bête et il n'a pas décroché. Il a réagi viscéralement. C'était une nuit hallucinante. J'ai voulu publier, quelques semaines après, un livre de témoignages recueillis par Paulette Péju, accompagnés de six photos d'Elie Kagan. Ce dossier à charge a été saisi au moment du brochage. De rares exemplaires sont sortis clandestinement.

Pour François Maspero, cette nuit du 17 octobre « a marqué toute la vie » d'Elie Kagan. « Bien des années après, il ne me parlait que de ça, et de ce livre jamais publié. Il avait des passages dépressifs terribles. Il était à la fois fort et fragile. Cette nuit était pour lui comme le retour douloureux de

Caché, il sort de la guerre en ayant conscience d'être « un survivant » Il adhère autant à une vie de bohème qu'au Parti communiste, mais lance, en 1948, des préservatifs glonflés lors d'un meeting de Maurice Thorez. La provocation et l'indépen-

dance d'esprit seront les convictions d'Elie Kagan. « Tiers-mondiste sentimental, gauchiste de cœur », écrit Patrick Rotman. Il trouve dans la photographie un moyen de gagner (modestement) sa vie sans entamer son plaisir. La rue était son théâtre. Sa première photo rétribuée est une photo de manifestation au Quartier latin. en 1957. Les Lettres françaises d'Aragon la publient.

Défilent les images, mémoire visuelle d'une époque à laquelle Kagan a adhéré avec bonheur. Des autoportraits, dont îl était friand, avec Charlie Chaplin, Michel Foucault, Jane Birkin, le général Bigeard. Ou avec François Mitterrand, quasiment joue contre joue, comme au temps des yéyés. Le photographe avait du culot. Il est sans gêne et sans entraves. En avril 1961, alors qu'« un quarteron de généraux à la retraite » improvise un coup d'Etat à Alger, Elie Ragan se procure casque et treillis pour approcher le ministre de l'intérieur de l'époque, Roger Frey, dans son bureau « ouvert à tout vent ».

Elie Kagan a aussi fixé la mémoire politique des années 60-70. La France de De Gaulle, de Mauriac et d'André Mairaux, de Pompidou et de Chaban-Delmas. Et d'abord la gauche en route vers le pouvoir: Maurice Thorez et Louis Aragon, Georges Marchais et



Waldeck Rochet, «la longue marche » de François Mitterrand; Guy Mollet et Gaston Defferre, Jean-Pierre Chevenement en puil-over à grosse maille et la

C'est lui qui a pris la fameuse hoto représentant Pierre Mendès France, Michel Rocard et Georges Kiejman, surpris et perdus dans la foule gauchiste à Charlety, le 27 mai 1968. Tout comme des portraits sans fioritures de personnalités de son temps, libres comme lui, de jean-Paul Belmondo à Brigitte Bardot,

d'Alain Delon à Catherine Déneuve, de Johnny Hallyday à Jean Vilar, de Georges Perec à JMG Le Clézio, sans oublier les inévitables gauchistes de l'époque, de Pierre Goldman a Alam Krivine, sous l'autorité protectrice de Jean-Paul Sertre.

Tout est en noir et blanc, sans cadrage réfiéchi, ni composition ou contemplation pitturales. C'est un témoin qui écrit l'histoire en marche, avec ses reves et. ses libusions, et qui, dans les années 70, a renoué avec ses origines en pourchassant les criminels nazis aux côtés de Beate et Serge Klarsfeld.

Elie Kagan fut le seul photographe à témoigner des violences policières contre les manifestants algériens le 17 octobre 1961. Près de quarante plus tard, le bilan - trente-deux morts au moins, plus de deux cents selon certains demeure imprécis.

L'éditeur François Maspero, aujourd'hui écrivain, parle d'un homme qui pouvait « être tres violent dans son expression » mals témoignait d'un « grande générosité ». Il n'a jamais appartenu à ime agence, préférant son statut de pigiste, travaillant en direct avec les rédactions de La Vie ouvrière, Témoignage chrétien, Rouge, Le Nouvel Observateur, Tribune juive, etc. Intransigeant, Il s'est brouillé avec nombre de ses amis. « Grande gueule et très attachant », dit le photographe Claude Dityvon; qui l'a côtoyé lors de Mai 68. Le photographe et cinéaste Roger Plc se souvient d'un * excellent reporter > qui participait aux batailles des photographes, « mais dans son coin ».

Tout cela explique que Elie Kagan n'a pas eu la reconnaissance qu'il méritait. Trop indépendant, trop journaliste, pas assez photographe. Il n'a pas eu derrière lui une agence pour faire sa promotion. Encore moins une galerie. Il était ailleurs.

Il apparticul à cette génération perdue, cese des années 60-70, qui n'a pas bénéficié de la spectaculaire reconnaissance de la photographie - festivals, bourses, galeries, institutions - dans les amnées 80. Aujourd'hui, les années 69, Daniel Cohn-Bendit en tête, reviennent en force. Tout comme la photo sociale, politique et documentaire. Elle Kagan, mi, après un dernier temoignage lors du mouvement des nerd, est mort seul dans le petit appartement qui l'a vu naitre.

Michel Guerrin

de notre envoyée spéciale Le Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP) a rendu publics, mardi 26 janvier, les chiffres du marché du disque pour 1998, à l'occasion du Midem, dont la 33° Adition se tient à Cannes insqu'au 28 janvier (Le Monde du 26 ianvier). Le marché du disque français a réalisé un chiffre d'affaires de 7.646 milliards de francs (1,166 milliard d'euros), en croissance de 2,9 %. Cela pourrait être réiouissant si le marché ne s'était enfoncé durant toute l'année dans la morosité, pour n'être sauvé que par les mois de novembre et décembre qui ont assuré 30 % du chiffre d'affaires de l'année - ainsi que par les ventes en klosque (85 % de l'augmentation du chiffre d'affaires de

117,7 millions d'albums ont été vendus en 1998 - dont plus de la moitié de francophones - et 40 milllons de CD single. La part du classique a monté d'un point, atteignant 8,3 % du marché, uniquement sous l'effet de la bande originale de Titonic (-0,5 % sans elle), le jazz demeurant stable entre 2% et 3% des

ventes. En valeur, le répertoire de les ventes de singles se sont égalehausse de 1.8 %. Les francophones francs (33,39 millions d'euros). contre une baisse de 96 millions pour le répertoire international. Notre-Dame-de-Paris, Era, Lara Febian, Louise Attaque, Manau, Fiorent Pagny et Céline Dion réalisent à eux sept 19 % des ventes de CD en France.

LA MENACE DU COR

Le SNEP explique la stagnation des trois premiers trimestres par la Coupe du monde de football, mais aussi par la chute des ventes de CD single, qui avaient augmenté de 40 % en 1997, notamment sous l'« effet Diana * (3,5 millions de singles vendus par Elton John). La mévente du single provient certainement de son prix (environ 35 F, 5,34 euros), trop élevé pour la clientèle jeune. La production d'un CD single coûtant à peu près autant que celle d'un album, « les maisons de disques en ont augmenté le prix afin de dégager de la marge quoi qu'il arrive », observe un professionnel. Aux Etats-Unis,

variété totalise 7,014 milliards de ment effondrées, « sans inquiêter les francs (1,07 milliard d'euros), en dirigeants des majors, écrit l'hebdomadaire Billboard. En fuit, les labels sont en hausse de 219 millions de n'ont pas cherché cette année à produire des tubes dans une configuratout des allmins » A cela s'ajoute le désir d'un public

toujours plus friand de compilations ou de best of. Cekul-là pourrait trouver son bonheur dans le CDR (CD) enregistrable) à la carte ou l'enregistrement on line. Aux Etats-Unis toujours, un partenariat entre EMI Music, PolyGram et Universal Music Group a permis l'édition de US Now, un recueil de dix-huit tubes tout frais pris dans le catalogue de chacune de ces maisons. En France, les industriels du disque y ont pensé, mais sans aboutir, « à couse du refus des anistes de scinder leurs albums en tranches », selon Paul-René Albertini, PDG de Sony Music Prance et, depuis ce début d'amnée, vice-président exécutif de Sony Europe.

Le SNEP, relayé par l'Union des producteurs phonographiques français indépendants, explique ces mauvaises performances par les méfaits du CDR, qui permet de graver

ses propres disques, de masique, d'informatique ou de jeux, 3 à 5 millions de ces supports vierges sur les 30 millions d'exemplaires vendus en-1998 aumient eu un usage musical. majoritairement privé. Mais la revente payante de CDR chez les unes lycéens inquiète suffisamment les producteurs de disques pour qu'ils écrivent à Claude Aiègre, ministre de l'éducation nationale, et à Ségolène Royal, sa ministre déléguée, afin de leur

SNEP et Jean-Louro Tournier, president du directoire de la Société des anteurs, compositeurs et éditeurs de musique (Sacem), ont armoncé mardi, toujours au Midem, le lancement d'une camp par l'ensemble des producteurs et des sociétés civiles afin d'alerter les contrefacteurs en culotte courte sur les risques légant encouras. Ils répondent sinsi à Philips, fabricant de

Une réplique au baladeur Rio

Le baladeur numérique Rio vendu environ 1 500 F (environ 230 enros) permet d'enregistrer très vite à partir d'un ordinateur personnel de la musique puisée gratuitement dans internet. Inventé fin 1998 par une PME de San José (Californie), Rio a semé la panique dans l'industrie du disque et les sociétés d'auteurs. La contre-attaque est pourtant déjà organisée. « Voyant se profiler un énorme marché der rière le cauchemar des industriels du disque, écrit le Wall Street Journal du lundi 25 janvier, IBM, AT&T Corp et d'autres se sont lancés dans la mise au point de systèmes de codage permettant de contrôler la diffusion de la musique en ligne. » En accord avec les cinq majors du disque, IBM a lancé auprès des consommateurs de San-Diego un programme expérimental (et secret) nommé Madison Project. Mais il y a pire ennemi : Microsoft, qui entend dominer la con culturelle en ligne (musique, livre, cinéma) et met au point les petits

demander de remettresde l'ordre ngraveuns de CDR, qui, à peine s dans les cours de récréation.Le branche discographique PolyGram vendue à Seagram, torpille son ancien métier : ses spots de fin d'année montralent des jeunes gens partant en soirée avec un CD fait main. Par le passé, Philips n'avait pas agi au-

> Ainsi, sociétés de droits d'auteurs et producteurs de disques, aux intérêts souvenit divergents; se réconci-Nent. A Cannes, les adversaires d'hier out présenté une plate-forme recounaissant, entre autres, le droit exclusif d'autotiser ou d'interdire à parts égales la diffusion de la musique o*n line,* jusque-là unique privilège des sociétés d'anteurs. Fin 1998, auteurs et producteurs ont créé le Forum SDMI (Secure Digital Music Initiative) en partenariat avec les opérateurs du Net. Le 19 janvier, Jean-Michel Jarre, auteur, mais nouveau porte-parole de l'IFPI (International Federation of the Phonographic Industry), a présenté à Bruxelles une pétition signée par trois cents artistes européens contre le piratage sur le Net.

Véronique Mortaigne

a troug

The Burney



Une parodie des aventures de Tintin

OBJECTIF MONDE

par Didier Savard d'apres HERGE

un cahier spécial de 32 pages

mercredi 27 janvier

Le Monde

Paul Klee, poète de la liberté en peinture

A Genève, un hommage admirable à l'artiste et à son dédain des idées reçues

A Genève, la galerie Jan Krugier, Ditesheim et Cie est parvenue, grâce à des prêts de la Fondation Paul Klee du Musée de Berne et de collection Paul Klee du Musée du

Science musicale sans conscience à La Villette

goureusement asséné, puis brasse l'espace

dans des mouvements de plus en plus ostenta-

toires. Nous commençons d'ailleurs à souffrir,

car les percussions ont été inutilement

Moins agressive pour nos tympans endoloris,

la première création (pour gouttes d'eau, mem-

branes et système Upic) de la soirée produit un

effet néanmoins irritant. Les haut-parleurs

transmettent dorénavant le souffie mutant de

Roland Auzet tandis que ce demier semble dé-

convrir le b.a.-ba des sons insolltes réalisables

en pressant (à l'aide d'un bol résonant, d'une

cymbale, etc.) la peau d'une grosse caisse. Ra-

rement le primitivisme des figures sonores aura

autant juré avec la sophistication des moyens

techniques mobilisés que dans cette pièce de

l'Italien Nicola Cisternino. L'équilibre entre ho-

mo faber (l'instrumentiste, actif sur scène) et

homo sapiens (le technicien aux commandes

d'un ordinateur dans la salle) est, en revanche,

atteint dans. Arrès de Roland Auzet, une belle

page pour cymbalum et iive electronics qui sait

La troupe du Mandéka accueille son Antigone noire

résister à la toute-puissance du timbre inoui.

COMINIE DU MEETHOVEN PSYCHÉDELIQUE

Galerie Jan Krugier, Ditesbelm et Cie, 29-31 Grande-Rue, 1014 Genève. Tél.: 00-41-22-310-57-19. Du lundi au vendredi de 14 heures à 18 heures, le samedi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 février. Entrée libre.

> GENÈVE de notre envoyé spécial

On a beau savoir la fabuleuse richesse des collectionneurs et des marchands suisses, Il reste assez troublant de la vérifier. Dans quel autre pays un galeriste pourrait-il rassembler plus d'une soixantaine de peintures de Klee et une dizaine de ses gravures ? Ailleurs, en Prance par exemple, un musée y parviendrait péniblement, à moins qu'il soit national. A Genève, Jan Krugier et François Ditesheim y parviennent. Ils bénéficient pour l'occasion de prêts consentis par la Fondation Paul Klee qu'abrite le Musée de Berne et par quelques bienheureux amateurs suisses. Ils bénéficient plus encore de l'abondance et de la qualité de leurs fonds, enrichis d'achats récents en

provenance du Japon. Résultat : dans les trois pièces de leur galerie, qui ne sont pas très vastes, ils ont accroché une exposition comme on en rêve, une exposition qui justifierait à elle seule un voyage à Genève. Elle compte quelques aquarelles historiques, de

FESTIVAL ARTS/SCIENCES: œuvres de Kari-

heinz Stockhausen, Nicola Cisternino, Ro-

iand Auzet, Iannis Xenakis, DJ Spooky/

Roland Auzet. Par Roland Auzet (percussions) et DJ Spooky (échantillouriage et

mixage). Cité des sciences et de l'industrie,

Les ateliers Lipic sont à lannis Xenakis ce que

l'ircam est à Pierre Boulez : une structure

conque par un compositeur-théoricien pour fa-

voriser l'interaction de la recherche scientifique

et de la création musicale. Motivé par la voion-

té de « relever un défi musical en s'aventurant

sur les voles nouvelles de la musique actuelle »

(sic), le concert de clôture du premier Festival

d'une affligeante pauvreté en dépit des im-

menses qualités de son principal interprète, le

provient de l'opéra Licht (« Lumière ») de Kari-

heinz Stockhausen. Roland Auzet en assure

parfaitement la dimension rituelle. Il lève les

bras au ciel entre chaque coup de baguette, vi-

Nasenflügeltanz (« Danse des alles du nez »)

eune percussionniste Roland Auzet.

Arts/Sciences organisé par l'Upic s'est révélé

parc de La Villette, Paris, le 24 janvier.

celles que Klee fit lors de son séjour à Tunis au printemps de 1914, lequel séjour le confirma enfin dans sa vocation picturale. Il faut se pencher vers elles, de petit format, de couleurs diaphanes, constructions chromatiques de carrés et de rectangles aux contours approximatifs. lci se rejoignent fauvisme et cubisme, Matisse, Picasso et Kandinsky - mais la synthèse, qui pourrait sentir l'effort ou la méthode,

ici se rejoignent fauvisme et cubisme, Matisse, Picasso et Kandinsky

n'est que légèreté, fluidité et allusions au paysage méditerranéen. Les premières conséquences suivent aussitôt, aquarelles de 1914 et de 1915, géométries tremblées où le jaune, le vert et des rouges se déposent en nuées.

Le plus singulier est que toute l'exposition soit à ce degré de qualité, comme s'il n'existait pas un seul Klee un peu plus faible ou, à l'inverse, un peu plus pesant. Peut-être en effet n'existe-t-il rien de tel dans Pœuvre jusqu'aux derniers dessins, jusqu'en 1940 et la mort du peintre. en tuin, alors que l'Europe dont il

La diversité des procédés est extrème, comme la défiance de Klee à l'égard de notions communes telles que style, adresse, regle. A la géométrie, à l'angle droit, à la rigueur, des œuvres rendent hommage tout au long des années 20, mais rien n'empêche pour autant que d'autres, contemporaines, cherchent ailleurs, du côté de l'oningue, de la fantaisie, de l'ironie ou de la chronique quotidienne.

En 1919, Klee peint les deux côtés d'un panneau. Au recto, une nature morte de fleurs dessine des pots, des tiges et des pétales dans le noir, des verts sombres, des bruns et un violet. On croit apercevoir des fenêtres et un jardin. Au verso une Composition cubiste - abstraite dirait-on plutôt - superpose de bas en haut des touches de couleurs vives ordonnées en bandes et, partiellement, en colonnes. Il faudrait choisir ? Sûrement pas. Ce serait un appauvrissement et l'application d'une doctrine. Ce serait se priver.

La chronologie est d'un faible secours pour qui veut tenter l'analyse de l'œuvre, car celle-ci ignore l'évolution en ligne droite. Elle procède par va-et-vient, par zigzags, décrochages, retours et retournements. Elle doit être vue peinture après peinture, chacune pour elle-même et ses inventions. En 1932, Durch ein Fenster (« A travers une fenêtre ») se présente, en dépit de

avait été l'un des poètes s'anéantit. son titre, comme une composition de surfaces abstraites emboitées, ponctuées de touches divisées à la façon des néo-impressionnistes, cela à l'huile sur une gaze. En 1937, Unter dem Viaduct (« Sous le viaduc ») emploie une technique non moins étrange, du fusain sur un tissu de coton où la poussière noire est prise dans les fibres. Aucun chromatisme, cette fois, rien ou'une épure noire et grise réduite à des courbes disloquées - du cubisme si l'on veut, mais à contretemps et librement.

> Ce demier mot est le principal. Klee ne supporte que la plus complète liberté. Il se refuse à prendre au sérieux les oppositions à la mode du siècle, genre abstraction contre figuration, réalisme ou surréalisme, modernité ou tradition - attitude intellectuelle et esthétique identique à celle de Picasso, qui, lui non plus, ne se veut pas l'homme d'une manière unique. Ces considérations ne les intéressent pas, ni les querelles gu'elles entretiennent. Il y a mieux et plus urgent à faire : reprendre l'encre, la gouache, l'aquarelle, les associer au besoin et, sur un support, celui qui se présente, peindre encore une fois, c'est-à-dire agrandir le champ des possibles et démontrer que sont infinies les ressources du des-

Psappha, solo de percussion composé en 1976 par Iannis Xenakis, subit ces derniers

temps un phénomène de prolifération. Après la

version intégralement électronique créée par

Daniel Ciampolini (Le Monde du 15 janvier

1997), voici encore une nouvelle version, mixte,

dans laquelle, conformément au goût de cette

fin de siècle, Roland Auzet parcourt les champs

de la world music, de la musique concrète et de

la synthèse sonore. Cela reviendrait, pour la

Cinquième Symphonie de Beethoven, à doubler

le motif du « Destin » de coups de tonnerre, de

martèlements de porte et de réverbérations

inopérante de Roland Auzet et de DI Spooky.

« the Subliminal Kid ». Un flop qui voit le pre-

mier manier ses instruments avec préciosité

quand le second tente à la console un zapping

puéril. Tantôt planante, tantôt frénétique, la juxtaposition des deux passe pour une improvi-

sation totalement ratée. Ainsi, l'Upic aura au

moins démontré que science sans conscience

La même question se pose après la rencontre

osvchédéliques... Est-ce bien utilé ?

Philippe Dagen

SORTIR

Inaccoutumes VII Neuf compagnies et chorégraphes de cinq pays sont conviés à la septième édition du festival des Inaccoutumés. Chacun des participants, choisi pour sa recherche de nouvelles formes chorégraphiques, présentera une à trois compositions. La France est représentée par François Chat, qui ouvre la manifestation avec L'Œuf du vent, un spectacle de danse-jonglage mélant danse et théâtre gestuel (les 26, 27 et

28 janvier, à 20 h 30). Suivront Amy Garmon, Philippe Riera et sa compagnie Superamas, Alain Buffard, le groupe Metz et la compagnie de Cécile Proust. La Belgique a sélectionné Jérôme Bel et les Victors, un groupe de jeunes acteurs qui clôtureront le festival les 19 et 20 février. Viendront également Joao Galante, la compagnie Foofwa d'immobilité des États-unis (qui mêle danse, audio-vidéo et texte) et Toméo Verges, d'Espagne.

La Ménagerie de verre, 12, rue Léchevin, 11^e. Mº Parmentier. Du 26 janvier au 20 jévrier. Tél. : 01-43-38-33-44. 60 F et 80 F. La Maison du peuple Louis Guilloux aurait eu cent ans en 1999. Pour célébrer cet anniversaire, Marcel Maréchal lit sur scène La Maison du peuple, le premier roman de l'auteur, publié en 1927. L'action, qui se situe peu avant la guerre de 14, est vue par un enfant - Louis Guilloux - dont le père, cordonnier, essaie de socialiste. Il n'y parviendra pas,

nouvelle force, entreprendra de construire de ses propres mains une « maison du peuple ». La mise en scène est signée François

Bourgeat. Théâtre du Rond-Point Champs-Elvsées, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, 8. Mr Franklin-D.-Roosevelt. Les 27, 29 et 30 janvier et les 3, 4, 5, 6, 10, 12, 13, 17, 19 et 20 février, à 18 h 30. Tel.: 01-14-95-98-10. 50 F. Tous Debora

La formation du saxophoniste et clarinettiste Laurent Dehors vient s'installer sur la scène prestigieuse du New Morning avec ses vents (dont des comemuses, le tubiste Michel Massot, le saxophoniste qui grimpe Christophe Monniot...) et ses tambours (Michel Debrulle et Denis Charolles, qui vont et viennent entre batterie et percussions). C'est, à l'image de son leader, ludique, malin, fier et intelligent. New Morning, 7-9, rue des

Petites-Ecuries, 10. Mr Château-d'Eau. Le 26, à 21 heures. Tél.: 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F. Aldo Romano, Louis Sciavis,

Henri Texier

Créé à l'initiative du photographe Guy Le Querrec à l'occasion d'une série de voyages en Afrique, ce trio de stars (Aldo Romano, batterie, Louis Sclavis, clarinette, et Henri Texier, contrebasse) a été un des grands succès du Jazz en France ces dernières années. L'éphémère du voyage s'est transformé en parcours à long terme. Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, 14. Mº Châtelet. Le 26, 20 h 45 et 22 h 45. Tel.: 01-42-33-22-88, 80 F.

GUIDE

FRINGHOUVEAUX

mais, puisant dans l'échec une

Le Ciel, les oiseaux et la mère l de Djamel Bensalah (Franca, 1 h 30). Dirotts and coour

Trois programmes de films d'animation insles denits de l'enfant (2 lieues). L'Hirondelle noire

de Gueorgui Dulgui (France-Bulgarie, 1 h 42). de Siegfried (France, 1 h 50). L'Orchestre souternain de Heddy Honigmann

de Philippe de Chauveron (France-Italie, 1 h 30). de Laila Pakainina (Allemagne, 1 h 23).

(France-Italie, 1 h 30). Un élève dous (**) de Bryan Singer (Etats-Unis, 1 h 51).

Le vent en emocrte autent d'Alejandro Acresti Vous avez un message de Nora Ephron (Etats-Unis, 2 heures). (**) Film interdit aux moins de 16 ans.

TROUVERSONFILM 🚉 🖖

Tous les films Paris et régions sur le Minitel 3615-LEMONDE, ou tel.: 08-36-68-03-78

REPRISES - 1 - 1

Lin Grand Albai d'Alfred Hitchcock

Britannioue, 1950, noir et blanc, copie neuve Grand Action, 9, Till : 01-43-29-44-40 Mac-Mahon, 17. Tel.: 01-43-80-24-81.

de Roberto Rossellini alien, 1959 (1 h 30).

Le Quartier latin, 5°. Tel.: 01-43-26-84-65.

Le Kinstoue Théâtre : les places du jour vert dues à moitié prix (+16 F de commission pa place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures,

e dimunche. Copenhague de Michael Frayn, adaptation Jean-Marie Besset, mise en scène de Mickael Blakemore.

Sur les sommets, le repos (Maître)

Théatre Montparnasse, 31, rue de la Gaîte, 14°, Mº Gaîté. Le 26, à 21 heures. Tél. : 01-43-

lette Täphany. Theâtre 14-Jaan-Marie Serreau, 20, evenue Marc-Sangnier, 14", Mr Porte-de-Venves, Li 26, à 20 h 30. Tél. : 01-45-45-49-77. De 60 F à

120 f. Jusqu'au 14 mars. Venettes (en ambe Europe) de Rafik Ali Ahmad, mise en scèna de Roge

de Thomas Bernhard, mise en scene d'Ar

Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 5°. M° Jussiev. Le 26, a 20 h 30. Tél.: 01-40-51-38-14. 50 f et 80 f.

Nicolas Rivencq (baryton) Eticle Sage (piano)
Poulenc : tradition et modernité.

Bibliotrèque nationale de France (site Tol-biac), quai François-Mauriac, 13°. Mª Quai-de-la-Gare, Le 26, à 19 heures. Tél. : 01-53-79-59-59. 100 F.

Hommage & Jackse McLean, Gald Horellos (saxophone) invite la rythmique du Collectif Petit Opportun, 15, rue des Lavandières

Sainte-Opportune, 1º. Mº Châtelet. Le 26, à 22 h 30. Tel. : 01-42-36-01-36. 80 F. Dominique Petitigand Instants chaviris, 7, rue Richard-Lenoir, 13 Montreuil, Le 26, à 20 h 30. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F li 80 F.

Centre culturel suldois, 11, rue Pavenne, 41, MP Saint-Paul, Le 26, à 20 h 30, Tél. : 01-44-70-80-20. Entrée libre.

Café de la dense, 5, passage Louis-Philippe, 11°. M° Bastille. Le 26, à 20 h 30. Tél. : 01-47-00-57-59. 120 F. Jusqu'au 30 janvier.

RESERVATIONS

Olympia, 28, bouleverd des Capucines, 91 Du 9 au 14 favrier. Tel. : 01-17-42-25-49. De 164 Fá 250 F.

Lully: Les Métamorphoses de Psyché. Willlam Christie (direction). Opéra-Comique, place Boieldieu, 2. Le 9 févries, à 19 h 30. Tél. : 01-42-44-45-46. De 50 F

DERNIERS JOURS

Marriago de Lorme

de Victor Hugo, mise en scène d'Eric Vigner. Mº Châtelet. Tél.: 01-42-74-22-77. 95 F et

Duce, school prios et restos | 1976-1996 de Serge Valletti, mise en scène de l'auteur. Théatre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, 6°. Tél. : 01-44-41-36-36



ANTIGONE, d'après Sophocle. Adaptation: Jean-Louis Sagot-Duvauroux et Habib Dembélé. Mise en scène : Sotigui Kouyaté. Avec Diénéba Koné, Sotigui Kouyaté, Hamadoun Kassogné, Omnou Diawara, Fily Traoré, Kary Coulibali, Mamadon Sangaré, Hélène Diarra, Fatouma Diawa-

THÉÂTRE DE LA COMMUNE, 2, rue Edouard-Poisson, Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Tél.: 01-48-33-93-93. M^a Aubervilliers-Pantin-4 Chemins. De 50 F à 130 F (de 7,5 euros à 19,5 euros). Dorée : 1 h35. Mardi au samedi à 20 h30 ; samedi et dimanche à 15 heures. Jusqu'au 31 janvier.

Un large cercle de bois posé sur un sable étincelant. La place d'un village, Thèbes de l'Afrique subsa-

Convent des Cordeliers 15 , rafe de l'Ecole de Médector 75006 PARIS



harienne. Accompagné de griottes vetues dans les gammes ocre du bogolan, parées de bijoux d'or et de bracelets d'argent, un griot (le coryphée) s'avance, cora en main. Sa voix s'élève haut, ponctuée par malienne du Mandéka Théâtre accueille cérémonieusement son Antigone noire, dans l'économie d'une parole précieuse comme

Que s'avancent Antigone et Ismène, Créon et son coryphée, et la pièce passe du mythe au conte, du conte au récit, du récit au débat, dans un langage où tout village devrait pouvoir se reconnaître. Parfois, les rivaux en appellent à la sagesse populaire pour s'éclairer: · On peut diriger des animaux avec un seul bâton / Mais pour diriger des personnes / Il faut autant de bâtons que de personnes. » Chaque personnage se dédouble, animé qu'il est du souci d'être pleinement compris. Se contenter d'être serait manquer de respect. Nul ne peut

prétendre échapper au devoir d'exposer clairement les choses. Même à Créon, cela sera répété: saisit-il vraiment qu'il risque de se perdre à s'obstiner dans l'application d'un décret injuste?

nesse et de connaissance du terrain, de Jean-Louis Sagot-Duvauroux et Habib Dembélé, la tragédie antique ne change pas de destination, mais de cours. Le tyran, allleurs tenté par l'absolu, retourne au concret d'un chef de village. L'émotion n'en est que plus vive de voir cet homme 'simple confronté aux dieux, dévoré par la hantise de perdre la face, alors que tout chavire autour de lui. Créon à Antigone: « Donc, tu l'as décidé, je ne suis plus l'homme ? / Désormais, c'est toi l'homme? / Si tu es l'homme, si la loi c'est toi, tu as raison, ris de ton crime ! » Peu à peu, la loi des dieux et des ancêtres passe par la bouche des femmes, collectivement. Et la lutte entre une parole de vie, non écrite, éterhommes glisse à l'affrontement entre l'un d'entre eux, progressivement isolé comme un pestiféré, et l'assemblée des fernmes. Les familiers de Peter Brook

Plerre Gervasoni

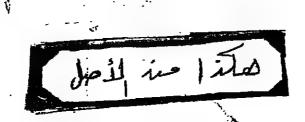
en débat avec lui-même, son corps osseux d'arbre sec capable de s'enflammer en un instant et de disparaître. Ils découvriront, à côté du trône traditionnel - un simple fauteuil de bois massif orné d'un lion -, la rondeur paisible et la conviction de Hamadoun Kassogué (le coryphée), à la fois conseiller et médiateur, en sage représentant tous les sages. Sotigui Rouyaté metteur en scène a privilégié l'art du geste simple, stylisé, un goût de la géométrie, où demeure la trace de la main, que la troupe du Mandéka dessine avec une lenteur maîtrisée, une forme de solennité qui n'exclut pas la véhémence devant l'horreur.

Jean-Louis Perrier



création AUX ABBESSES DU VEN. 22 JAN, AU SAM. 13 FEV.

LOCATION





Lundi 25 janvier, un « missile égaré » tombe sur Bassorah en frak, un autre « d'origine indéterminée » atterrit sur Abadan, en Iran : « Nous procédons toujours à des ciblages », affirme Anthony Zinni, commandant des forces armées américaines dans le Golfe.

■ Un trou de 6 mètres carrés, profond de 50 centimetres, apparti après une rupture de canalisation, samedi 23 janvier, pres du numero 1 de la Léningradski prospekt à Moscou, s'élargissant d'heure en heure, atteignait dimanche 60 mètres carrés et 6 mètres de

■ En décembre, les quatre hommes en age de procréer s'étant noyés en rentrant d'un dancing dans une ile voisine, l'Oban Times, journal local, lance un appel pour repeupler Iona, lle perdue au nord de l'Ecosse, où ne vit plus qu'un seul bébé.

Arteminsz, cent ans. vient d'épouser à Varsovie Amtonina, sa cadette, après de longues fiancailles.

Petronila Perez, de Cazones, petite ville de l'Etat de Veracruz au Mexique, s'est suicidée à l'âge de

🖪 Jeudi 28 janvier, une internaute qui surfait dans un café internet de Moenchengladbach en Allemagne a pu sauver, en « cliquant » rapidement des secours, la vie d'un Norvégien qui, après s'être tranché les veines, s'était connecté au

■ Le 22 décembre, une Hongroise de solxante et onze ans, habitant un quartier de Bucarest, descend à son celller. Au moment d'en sortir, la poignée se brise. Les pomplers l'ont libérée, le 22 janvier, dans un état « satisfalsant » grace à ses stocks de confitures et de jus de

🖿 Georg Weber, responsable du diocèse de Zurich, « renvole à ses livres » Katharina Hoby, trente-six ans, qui veut devenir pasteur, et propose pour remplacer la joile théologienne suisse, surnommée I'« ange blond », une candidate de oninze ans son ainée « correspondant aux critères

Sa femme avait, sans pins attendre, mis fin à la vie commune en apprenant que l'administration devait annuier pour vice de procédure 7 500 mariages conclus à Roussé dans le nord du pays : Stamen Ivanov demande un dédommagement de 20 millions de leva à l'Etat bulgare (environ 2 000 francs).

■ Cette année, les amis des animaux ont préféré ne pas perturber les villageois de Manganeses de la Polvorosa, en Espagne, qui ont coutume, à l'occasion de la Saint-Vincent, de précipiter une chèvre de leur clocher pour la recueillir quinze mètres plus bas dans un drap, en

Christian Colombani fonctionnaires bénévoles.

Quand George Orwell fustigeait le « politiquement correct »

La revue « Commentaire » publie une préface restée inédite à « La Ferme des animaux ». L'auteur y dénonçait en 1944 les ravages des modes intellectuelles d'Espagne, les journaux de gauche

LE « POLITIQUEMENT correct », qu'il soit de gauche ou de droite, ne date pas d'aujourd'hui, pas plus que la « pensée unique », de gauche ou de droite elle aussi. George Orwell, en 1944, dénonçait déià les méfaits de la mode et de la doctrine sur l'analyse et la relation des faits. Le grand écrivain britannique s'y attacha tout particulièrement dans une préface à son roman Animai Farm, restée inédite et que publie le dernier numéro de la revue Commentaire (nº 84, hiver

Ecrit à Londres, pendant la guerre, Animai Farm est une dénonciation allegorique du totalitarisme soviétique, il fut mal accueilli par la critique. Orwell s'y attendait, le disait même dans

■ A vouloir trop en faire, les éco-

logistes allemands risquent de

voir leurs centrales nucléaires

continuer à tourner bien plus

iongtemps qu'ils ne le souhaitent.

Certes, l'abandon de l'atome était

inscrit au programme électoral de

la coalition au pouvoir. Mais il

n'était pas dit que cela devait se

faire dans l'improvisation et la

précipitation, aux dépens des in-

térêts des Allemands. (...) Jürgen

Trittin a essayé de passer en

force. Au nom de l'aile fonda-

mentaliste des Verts, le ministre

de l'environnement voudrait que

toutes les centrales cessent de

DANS LA PRESSE

LE FIGARO

Pierre Rousselin

cette fameuse préface, dont la portée va bien au-delà des circonstances et paraît toujours aussi pertinente pour peu qu'on consi-dère que sa cible - les intellectuels britanniques - n'a aucunement le monopole de l'attitude que dénonce l'auteur. «Il y a en permanence une orthodoxie, un ensemble d'idées que les bien-pensants sont supposés partager et ne jamais remettre en question », écrivait-il. « Quiconque défie l'orthodoxie en place se voit réduit au silence avec une surprenante efficacité », non par le très libéral gouvernement de Sa Majesté, « mais dans la presse populaire ou dans les périodiques destinés aux intellectuels », par décision des faiseurs de mode de l'époque.

fonctionner d'ici à 2002, avant

même qu'on ait eu le temps de

développer des sources d'énergie

alternatives. (...) Devant un tel

amateurisme, Gerhard Schröder a

dû mettre le holà. (...) L'examen

du projet de loi sur l'abandon du

nucléaire a ainsi été repoussé. (...)

C'est au chancelier que le plus dur

reste à faire : il lui faut, de toute

urgence, faire comprendre à ses

alliés Verts que l'Allemagne ne

peut se mettre à dos ses deux

principaux partenaires, la Prance

et la Grande-Bretagne [toutes

deux concernées par des contrats.

■ Gerhard Schröder a choisi de

de retraitement].

Pascal Aubert

commentaire Numéro 84/Hiver 1998-99.

En 1944, « l'orthodoxie intellectuelle exigeait une admiration sans réserve pour la Russie », alliée de la Grande-Bretagne dans la guerre contre le nazisme. Celui qui allait écrire 1984 (publié en 1949) observe: « Il est pratiquement impossible de faire imprimer aucune critique sérieuse du régime soviétique. (...) Et cette conspiration à l'échelle de tout le pays pour flatter l'allié russe se déroule dans un climat général de réelle tolérance intellectuelle. Car, si nous n'avons pas le droit de critiquer le gouvernement

ne pas se reposer sur les seuls ar-

guments de ses alliés écologistes

pour débrancher les centrales

nucléaires dans son pays. Deux

éléments ont inspiré ce change-

ment de Paris et de Londres était trop marqué pour être balayé

d'une cavalière fin de non-rece-

voir aux demandes de compensa-

tions. Ensuite, un consensus sur

l'abandon du nucléaire outre-

Rhin est difficilement imaginable

sans la coopération des grands

groupes industriels concernés.

Partant de ce double constat - un

peu tardif... -, Gerhard Schröder

entend prendre son temps pour

orchestrer une sortie en bon ordre du nucléaire. (...) En pleine

présidence de l'Union euro-

ment de pied. D'abord, l'agace-

l'URSS « est spontanée, êtrangère à l'action d'un quelconque groupe de pression », justifiée à coups de « cela ne se fait pas », « cela n'est pas opportun », « cela fait le jeu de tel ou tel intérêt réactionnaire ». Exemples: «La BBC a célébré le 25 anniversaire de l'Armée rouge Trotski. Cela revenalt à peu près à célébrer la bataille de Trafalgar

soviétique, nous sommes du moins à

peu près libres de critiquer le nôtre.

Il n'y aura presque personne pour

publier un texte contre Staline, mais

on peut s'en prendre à Churchill en

Cette « servilité » à l'égard de

sans parler de Nelson, mais aucun intellectuel anglais ne jugea bon de protester (...) ; lors de la guerre péenne, le nouveau chanceller ne peut pas se permettre une crise

A chiquante-trois ans, Daniel Cohn-Bendit n'est plus un révohttionnaire anarchiste. Mais il n'a rien perdu du panache et du culot qui ont fait de lui le plus célèbre des dirigeants du mouvement de mai 1968 – et qui font de lui, aujourd'hui, la plus charismatique, et exaspérante, des personnalités de la scène-politique européenne. Il est peut-être le premier homme politique vérita-

ouverte avec deux de ses principaux interiocuteurs [Londres et

www.doleances.org

Un site où les Français peuvent-se livrer à leur sport favori : se plaindre de l'administration

« JE CRITIQUE, donc je propose »: telle est la devise affichée sur le site « Cahiers de doléances et projets », qui recueille depuis quelques semaines les plaintes des internautes français sur le fonctionnement des grandes administrations (ministères, Sécurité sociale. SNCF. Urssaf, hôpitaux...), ainsi que leurs suggestions pour améliorer leurs services: « Toutes ces administrations monstrueuses ont beaucoup de mai à offrir des services de qualité, mais les Français se contentent trop souvent de bouder, ou de critiquer à travers des propos de comptoir », estime Xavier Maury, webmestre du site.

Le projet a été lancé par le Chib de l'Arche, initiateur notamment de l'Association française pour le commerce et les échanges électroniques (Afcee), qui s'est allié pour l'occasion à Admiroutes, une association amle regroupant des hauts fonctionnaires militant pour la modernisation du service public, ainsi qu'à Adminet, centre de documentation en ligne géré par des



Partant du principe que «l'Etat, c'est vous », les concepteurs de l'opération espèrent que leur site deviendra un instrument de dialogue permanent entre les citoyens et l'administration. En un mois, le forum a reçu environ 150 contributions. La moitié concernent des détalls pratiques, comme la possibilité de payer ses timbres fiscaux par carte bancaire dans les bureaux de tabac ou la création d'un guichet unique afin qu'une seule déclaration suffise à informer tous les services administratifs d'un changement d'adresse.

Les autres propositions s'attaquent à des problèmes plus vastes, comme la publication gratuite des appels d'offres lancés par les administrations ou la possibilité de suivre la trace d'un dossier dans dont quelques-unes doivent délà doléances émanent de la base, des citovens. »

contenues dans les cahiers de doléances de 1789 « n'ont pas été écoutées, avec les conséquences que l'on sait » pour l'Ancien Régime. Ils souhaitent à présent contacter différents responsables administratifs pour les inciter à consulter le site. Une première synthèse des critiques et des propositions des citoyens-internautes sera publiée à l'occasion de la Fête de l'Internet, les 20 et 21 mars.

Sylvie Dodeller

anglais n'hésitèrent pas à calomnier les organisations du camp républicain que les Russes étaient décidés à écraser. »

Animal Farm - La Ferme des animaux - fut publié en France en 1964 (Gallimard) puis dans une nouvelle traduction en 1981 (Champ libre) (les éditions lyréa signalent une première traduction parue aux éditions O. Pathé, à Monaco, en 1947, qui semble-t-il est restée confidentielle). Comme l'ensemble de l'œuvre d'Orwell (à l'exception de 1984), le livre a été réédité par Ivréa, qui a entrepris (en coédition avec L'Encyclopédie des nuisances) la première publication en français des Essais, articles, lettres, en quatre volumes. La préface que reproduit la revue Commentaire figure dans le volume III (1943-1945, 250 F, 38,10 euros), parti en septembre. En anglais même, cette préface ne figure pas dans l'édition des Essays et n'a été publiée qu'en 1995 dans une édition illustrée du roman.

Orwell y écrit encore : « Il se peut que, lorsque ce livre sera publié, mon jugement sur le régime soviétique soit devenu l'opinion géné-ralement admise. Mais à quoi cela servira-t-il? Le remplacement 'd'une orthodoxie par une autre n'est pas nécessairement un progrès. Le véritable ennemi, c'est l'esprit réduit à l'état de gramophone, et cela reste vrai que l'on soit d'accord ou non avec le disque qui

Alain Frachon

SUR LA TOILE

caines de défense des droits civiques, dont Epic (Electronic Privacy Information Center), ont lance un mot d'ordre de boycottage des produits de la société Intel, pour protester contre le lancement prochain d'un microprocesseur permettant une identification automatione et systèmatique des usagers les méandres des services publics : d'Internet. L'objectif est d'aider au «Ce sont souvent de bonnes idéa; ; développement du commerce électronique et d'empêcher le piratage s'empller dans les bureaux des ad- de logiciels, mais les défenseurs de ministrations, avec cette différence. la vie privée craignent un fichage que les propositions des cahiers de généralisé des internautes. Le boycottage coincide avec le début des pourpariers entre les Etats-Unis et Incidemment, les auteurs du. l'Union européenne sur le dossier projet rappellent que les pisintes : de la protection de la vie privée sur le Net. - (AR)

> **ENCHÉRES EN LIGNE** ■ La salle de vente new-vorkaise Sotheby's a annoncé l'ouverture prochaine d'un site Internet qui permettra d'acheter des antiquités, des cenvres d'art, des bijoux et des objets de collection. Le montant des enchères en ligne sera plafonné à 10 000 dollars par article. Les participants devront s'inscrire à www.sothebys.com

Abonnez-vous au Oui, je souhaite m'ebonner au Monde pour la durée suivante :

Jusqu'à d'économie soit semaines le lecture ABONNEZ-VOUS ET

DEVENEZ LECTEUR

PRIVILÉGIÉ DU MONDE

□3 MOIS-562F □ 6 MOIS-1086F □ 1 AN-1980F au lieu de 585 F* au lieu de 1170 F Prix de vente au numbro (filitif en Prance métropolitaine uniquement) je joins mon règiement soit : ... D par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde Dipar carte bancaire N° LLLL LLLL LLLLL Date de validité, LLLL Signature: □ M. □ Mme Nom: _____ Code postal : 1 1 1 1 1 2960F 790F 568F Pour tout renseignement concernant: le portage à domicile, le prélève automatique, les tarits d'abonnement etc.
 Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 16 heures du lundi au vendrect.

Bulletin è renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, sanctes Abennements - St. avenue du General-Lodient 90046 Chantilly Codex

Chirurgie esthétique par Alabi Rollat n'en est pas moins respectable.

dogmatique de l'esthétique. La beauté, à ses yeux, n'était pas seulement l'expression formelle de la perfection. Elle était surtout la traduction d'une certaine harmonie entre le beau et le bien. La beauté apparente, pour lui, ne comptait pas. Une chose ne lui semblait belle que dans la mesure où elle était adaptée à sa fonction. Elle n'était vraiment parfaite que lorsqu'elle était parfaitement utile. Le plus beau casque était celui qui protégeait le mieux la tête du soldat. Mais tout le monde n'est pas Platon. A chacun son miroir. Notre société de l'image a de l'esthétique une conception moins intellectuelle et plus visuelle. Il ne faut pas rire des hommes et des femmes qui recourent à la chirurgle esthétique parce qu'ils ne supportent plus leur image. Quelle que soit parfois, la puérilité de leur comportement, leur souffrance

débat que France 2 consacrait, lundi soir, à celles et ceux qui se : mander d'enlever sa chemise sentent si mal dans leur peau qu'ils out envie d'en changer. Tant mieux pour Nathalie si elle se sent plus jeune avec deux rides en moins sur le front. Tant mieux pour Christine si elle se croit phis féminine avec deux gros seins. Tant mieux pour Amal si elle se voit plus jolie avec un menton retouché. Tant pis pour Angelo si une seule séance de lipoaspiration ne suffit pas à effacer undouble menton. On scrait même allé jusqu'à dire que la démarche de Jean-Luc Delarue avait quelque chose de socratique, pulsqu'elle joignait l'utile au divertissement, s'il n'en avait pas fait un peu trop pour le seul plaisir de faire tire aux dépens d'autrui. Le qui s'était fait rembourrer les platonique puisqu'ils ont inventé fesses et implanter de faux pecto- le lifting pour raison d'Etat.

l'en est pas moins respectable. raux pour apparaître plus viril il n'y a donc rien à redire au était intéressant. Mais était-il vraiment indispensable de lui de-

pour amuser la galerie? Il y avait, ce lundi soir, mieux à faire en étudiant le procédé expérimenté par les esthètes du Conseil constitutionnel pour mettre le président de la République à l'abri des outrages du temps qui le menacent en tant qu'ancien maire de Paris. Cette opération était délicate. Elle consistant à concevoir un masque protecteur qui fasse écran à toutes les atteintes extérieures. Comment rendre virginale une façade rattrapée par son passé? Jean-Luc Delarue a raté l'occasion de porter ce cas d'école sur la place publique. C'est d'autant plus dommage que les plasticiens du Palais-Royal ont fait preuve témoignage de ce coiffeur italien d'une imagination qui n'a rien de

72票 質 注意 被

FILMS DE LA SOIRÉE

19.00 Police spéciale **E E**Samuel Fuller (Etats-Unis, 1964,
N., v.o., 90 min). Ciné Classics 20.30 Les Bas-fonds de Frisco E E Jules Dassin (étars-Unis, 1949, N., v.o., 95 min). Ciné Classics 20.40 Attaville, la véritable

histoire des fourmis # E Gérald Calderon (France, 1997, 20.50 Boire et déboires 🗷 🗷 t déboires **a m** lwards (Etats-Unis, 1987, TF 1

According to

market the read of the second

was a series of the series of

THE THE CONTRACTOR OF THE

CAR THE LAND OF

Marting of the second

But he was been a first

 $dd_{i}^{2}(n) = \sum_{n \in \mathbb{N}} \frac{1}{n} d^{2} n^{n+1} \qquad \qquad (2.15)^{n+1} d^{2} n^{n}$

Carlos Salar Commence

the second

Street Street

All the Barrell Control

Marie Commence in the second

44. 20.24.

(A) in a second

Both to go to the first

garage where the second

 $\omega_{n-p_1/p_1}:=----$

the property of the

A CONTRACTOR OF

-1- -

. . .

. . . -

S = 20

. . .

5 7 7 7

West Control

798 Fr -1

CAPACITA

46.00

ر به والم

are professional and the second

A Thomas of the

学 香菇 医二十二

20.55 A cause d'un assassinat **u u** Alan J. Pakula (Etats-Unis, 1974, 105 min). Cinétolie 22.05 Le Couple

Invisible to at Norman Z. McLeod (Etats-Unis, 1937, N., v.o., 95 min). Ciné Classics ZZ.10 Total Recall # Paul Verhoeven (Etats v.o., 115 min). 22.30 ➤ Nord ■ Xavier Bea 105 min).

25.40 La Grand

0.55 Kafka 🗷 🗷

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES 18.30 Nulle part alleurs. invités : John Landis, Dominique Farrugia, Natacha Atlas, Anne Brochet, Gad Ermaleh, Sandrine Kiberlain, Michèle Fitoussi. Canal + 19.10 et 0.10Le Rendez-vous, invité: 20.00 20h Paris Première. Invité : Jean Todt. Paris Première

20.50 Pourquoi ça marche. 21.00 Le Gai Savoir.
Invites : Fabrice Luchini,
Christian Sauvage, Gißes MartinChauffier, Pierre Leonardi,
Alain Kruger, Mare Weitzmann,
Philippe Tesson.
Parls Pear Paris Première 21.05 Temps présent. Genève-Vaud, le mariage du siècle, TV 5

22.40 Placa de la République. France 2 23.15 Comment ça va ? Les troubles du sommell. 0.15 Capital. Signes extérieurs de richesse. M 6 0.35 Le Cercle. La bande dessinée. France 2 0.35 Strip-tease. Femme de robe. Côté cour, côté jardin, Les biousons

rouges. M'en fous. 1.30 Saga-Cités. Viens chez mol, j'habba un musée. Les filles du bătiment. Prance 3

DOCUMENTAIRES .

18.00 Dardel Humair All-Stars. Mozzik 19.00 Clao Bella Ciao. L'exil des militants d'extrên gauche italiens en France. 19.00 Le Musée d'Orsay. L'art et la ville. 20.00 Les Tribus Indiennes. [5/26]. Pianète Odyssée

20.15 La Tête dans les nuages. · · 20.35 Parlons des ordures.

20.40 ► La Vie en face. Cinéma itinérant, rêves et illusions. Arte 20.45 Ernst Gombrich. 20.55 Le Prince de Galles, Un siècle de scandales. 21.30 Mississippi,

les années noires. [2/2]. 21.30 Maestro. (3/5). Le XVIII° siècle à Venise. 21.45 La Conquête du cosmos. 21.50 Albinos en Afrique.

22.35 Les Aquanautes. Les épaves sous-marines. 22.45 Don Sergio, Phomme qui a réinventé l'automobil 23.00 L'Egypte. [2/5]. 29.15 Plans de vol. Entre de et mer,

23.30 L'Epopée des fusées. 23.40 Les Sœurs Bronté et la Gent masculine. 23.40 Florence,

la puissance du passé. SPORTS EN DIRECT

17.55 Football. Masters PSG. PSG, Anderlecht et Milan AC. France 2 20.40 Basket-ball. Pro A: Antibes -Chalon-sur-Saône. Eu 1.00 Tennis.

Internationaux di Quarty de finale, MUSIQUE

21.00 L'Orchestre de la RTVE joue Soler, Poulenc et Stravinsky. Dr. Arpad joo. Munch

22.40 Le Jeune Cassidy E E John Ford et Jack Cardiff (Etau-Unis, 1965, v.o., 110 min). Cinétolle

Sommeil
He Howard Hawks (Etats-Unis, 1946, N., 115 min). Cané Classics

0.05 Miller's Crossing
Citats-Unis, 1990, 110 min). Ciné Citats-Unis, 1990, 110 min).

Steven Soderbergh (Etats-Unis, 1991, N., v.o., 100 min). Arte

22.15 Une vie de héros,

de Richard Strauss. Par Porchestre symphonique de Londres, dir, Michael Tilsson Thomas. Muzzik 22.45 Concert Clérambault. Avec Jean-Charles Abitzer, orgue Par Il Seminario Musicale, dir. Gérard Lesne.

23.10 Zarzuela : El Caserio.
Opérette de Guridi.
Mise en scène Julian Perez Murioz.
Par les Chœurs du thêôtre Caiderón,
dir. José A. Irastorza. Muzzik

TELEFILMS 21.15 Les Pédiatres. [4/4].

21.45 Hurlevent, David Sh 22.25 Secrets d'outre-tombe. RTL9

22.40 Visions de choc. Sam Pilisbury. M 6 **SÉRIES**

20.55 La Vie à cinq. Désillusions. Tèva 21.00 Seinfeld. [2/2]. L'album. Canal Jimmy 21.45 Ally McBeal, Happy Birthday
Baby (v.o.). The inmates (v.o.).
22.30 Fallen Angels.
L'impasse (v.o.). Canal,
22.40 High Secret City.
Kermesse de printemps. Les alde
Files.

22.50 Millennhm. Un enfant en Arcadie

22.50 Galactica. [1/2]. Les Cyclons arrivent. 134ma Rue 22.55 Twin Peaks. Episode 4 (v.o.). 23.05 Star Trek, la nouvelle génération. Le secret (v.o.). Canal Jimmy

23.55 Star Trek, Deep Space Nine. Progrès (v.o.). Canal Jimmy 0.45 Cop Rock. Episode pilote.

PROGRAMMES

● 17.10 Cînê Cînéma III Arizona Junior

NOTRE CHOIX

Un voleur repenti épouse une femme-flic qu'il a connue en pri-son. Elle est stérile. Le couple, qui veut un enfant, enlève l'un des quintuplés nés au foyer d'un riche marchand de meubles. Une comédie désopilante où Joel Coen parodie divers genres cinématographiques, dans un style de dessin animé frénétique. Avec Nicolas Cage et Holly Hunter. - J. S.

22.40 France 2

Place de la République Deux fois par mois, le magazine de Gilles Schneider et Yamina Benguigui met en valeur les initiatives « citovennes », nombreuses et variées, de ceux qui tentent d'apporter une réponse originale aux défis de ce temps. Thème retenu pour ce numéro : Comment aider les narents à redevenir des parents? Mopique Chasseriau a rangé au vestiaire son passé de scientifique pour prendre une tout autre direction. « Les femmes, c'est la vie. qu'est-ce qu'elles vont faire comme enfants demain? » Dans une maison du XIII arrondissement, elle accueille les femmes indésirables dans toutes les autres structures. Monique consacre tout son temps à ces exclues parmi les exclues,

souvent séparées de leurs enfants, et les aide à redécouvrir leur féminité et à assumer leur rôle de mère. A vingt-trois ans, Khalid, lul, se vit comme un intermédiaire : Il veille à la fois sur les plus Jeunes dans la cité tout en rendant visite aux parents déboussolés, en mai d'autorité. Grâce au théâtre-forum de Fabienne Brugell, à Vaux-en-Velin, une mère de famille, agent d'entretien, a appris qu'« on peut édu-

quer un enfant sans crier et sans

TÉLÉVISION

TF1

19.05 Le Bigdil. 20.00 Journal, Météo. 20.50 Boire et déboires E E Film. Blake Edwards.

22.40 High Secret City. Kennesse de printen 0.25 Le docteur mène l'enquête. 1.15 TF 1 muit, Météo.

17.20 et 22.25 Un livre, des livres, 17.25 Cap des Pins.

17.55 Football. FOODBALL Marier PSG En direct. Parls Saint Germain, Anderlecht et le Milan AC. 19.50 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.55 et 0.10 L'Euro.

20.55 Hot Shots I 2. Film Jim Abrahams. 22.30 Bouche à oreille. 22.40 Place de la République.

0.35 Le Cercle. La bande dessinée.

FRANCE 3

20.00 Journal, Météo

18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.53 L'Euro, mode d'emplol. 18.55 19-20 de l'information, Météo. 20.05 Cosby. Le magasin d'antiquités. 20.35 Tout le sport.

20.55 Questions pour un champion. Masters d'argent. 22.45 Météo, Soit 3. 23.15 Comment ca va? 0.10 Magazine olympique. 0.35 Strip-tease.

1.30 Saga-Cités.

▶ En clair jusqu'à 20.40 18.30 Nulle part ailleurs. 20.30 Le journal du cinéma 20.40 Attaville, la véritable histoire des fourmis | | ||
Film. Gérald Calden 21.50 En chair et en os E Flim. Pedro Almodova

23.30 Gilbert Grape ■ Film. Lasse Hallström (v.o.). 1.20 C'est ouvert le samedi.

ARTE

19.00 Archimede. 19.45 Météo, Arte info. 20.15 Reportage, La Tête dans les nuages. 20.40 ► La Vie en face. Cinéma itinérant. Réves et illusione.

21.40 Soirée thématique.

J Soirée thématique. Les trois sœurs du Vorschire. Le monde des sœurs Bromé. 21.45 Hurlevent. Tétefilm. David Skynner. 23.40 Les Sœurs Bromé et la Gent masculine. 0.30 Les Sœurs Bromé aujourd'hui. 130 Ghibio.

0.55 Kafko M. III Film Steven Soderbergh (v.o.)

19.20 Mariés, deux enfants. 19.54 Le Six Minutes, Météo 20.10 Notre belle famille. 20.40 Décrochage info, E = M6 découverte.

22.40 Visions de choc. Teléfilm, Sam Pillsbury.

0.15 Capital. Signes exterieurs de richesse

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.30 Agora. Eusabeth David.

21.00 Poésie studio, Franck Venaille 22.10 Mauvais genres. Festival international de la bande dessinée à Angoulème, Invité : François Boucq.

23.00 Nuits magnétiques.

Farnieme au temps de la paresse. FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert. Par l'Orchestre symphonique de la Radio de Sumgart, dir. Gary Bertini : Cuvres de Maderna, Bartok,

5travirsky 22.30 Musique piuriel. 23.07 Le Dialogue des muses.

RADIO-CLASSIQUE

20.15 Les Soirces. Suite pour orchestre m'?

8WV 1057, de Bach, par la Musica
Antiqua Köln, dir. Reinhard Goebel.

20.40 Le Jeune Fronce Poulenc,
Concert. Celuvres de Poulenc, Mozart,
Schubert, Debussy, Stravinsky,
Poulenc, Scotto.

22.40 Les Soirces.

22.40 Les Soirées... (suite). Œuvres de Satie, Poulenc, Groupe des Six.

FILMS DU JOUR

13.05 Les Bas-fonds de Frisco 🖩 🖺 Jules Dassin (Exits-Unis, 1949, N., v.o., 95 min). Ciné Classics

1.1 / TO

13.30 Jardins de plerre **E S** Francis Ford Coppole (Etats 1987; 110 min). 14.35 Fargo = = Joef Coen et Ethan Coen (Etats-Links, 1995, 100 min). Ciné Cinémas 14.40 Le Pont E E Nicki (Allemagne, 1959, N., Ciné Classics 100 min). 18.50 L'Aventure de Catherine C. # 10 Pierre Beuchot (France, 1990, 100 min). Ciné Cinémas

GUIDE TÉLÉVISION

Histoire

France 3

TMC

TSR

France 3

France 3

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les pro-grammes complets de la radio et – accompagnés du code ShonView – ceux de la télévision aunsi qu'eme sélection des programmes du câble et du satellite. Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES:

> Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multi ■ On contraction

● Signate uans ** in month

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ R P Chef-d'ceuvre ou classiques

◆ Sous-nitrage spécial pour les sourds et les malentendants.

MAGAZINES

16.00 Saga-Cités, Fatima.

16.05 Planète animal. L'arche, 2 000 ans après [1/16] : Les baleines.

20.00 20 b Paris Première.

20.05 Au-delà des grilles. Invité : Daniel Bloch.

20.45 Les Mercredis de l'Histoire. Les Soldats de l'IRA (2/2) : Du teriorisme au combat politique.

20.45 Les Dossiers de l'Histoire. Les petites Indes.

20.50 Combien (a coûte? Irves: Michel Galabru; Mathide Seigner.

20.55 ▶ La Marche du siècle.

e diable au corps.

Le peat lésus est noir.

23.00 Le Magazine de l'Histoire. Invités : Dominique Veillon ; Pascal Ory : Robert Muchembit Anthony Rowley.

0.10 ➤ Un siècle d'écrivains. Simone de Beauvoit.

DOCUMENTAIRES

23.10 Le Droit de Savoir.

21.05 L'Hebdo.

La Marche du siècle : 1987-1999.

21.00 Paris modes. Les collections hommas

22.45 Ca se discute. Faut-0 nimventer la vie de couple ? France 2

17.05 Les Grandes Espositions.
Planète

17.35 Le Kangouron du désert. Odyssée

17.45 L'Histoire des grands ballets. 1920]. Coppéia. Mezzo

16.55 Zapping Zone. Disney Channel

18.00 Stars en stock. Kirk Douglas. Sophia Loren. Paris Première

18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Lawyn Hill ; Robert Hus ; Karin Viard. Cana) +

13,25 Parole d'Expert. Invité : Laurent Malet. 14.30 Les Dossiers de l'Histoire.

19.00 La valigia dei sogni III II Luigi Comencini (Italie, 1954, N., v.o., 90 min). Ciné Clessics 19.00 La Semaine do sphinx **II II** Daniele Luchetti (Italie, 1991, 95 min).

20.30 Le Grand Sommell E E H Howard Harris (Conts-Unis, 1946, N., v.o., 155 min). Grié Classica 20.30 Arizona junior II II José Com Cizate Unis, 1987, 1987 inin). vs mm). Ciné Cinémis 21.00 Prospero's Books III II Peter Greenaway (France -Grande-Bretsgne, 1990, v.o., 125 mln). Cinéstar 2

17.50 Le Hot Club de France. Fets Waller and Friends.

18.25 ▶ 5 colonnes à la une.

18.30 Le Monde des animaux.

18.30 L'Egypte. [2/5]. Pyramides, machines d'éterniné.

19.00 Connaissance. La Main : éloge de la main.

19.15 Maestro. [3/5]. Le XVIIII sècle à Venise.

19.30 Conférences de presse. 9 septembre 1965 [2/3].

19.55 On the Road Again. Jordanie et Syrie.

20.15 Reportage. Le Business des épaves.

20.20 Florence,

21.45 i Muvridi.

19.35 Les Grands Compositeurs.
[3/7]. Gustav Mahler.

la puissance du passé.

20.55 Une fille contre la Mafia.

21.35 Chili impressions. [44].

Monsieur le président.

21.40 Les Tribus indiennes. [5/20]. Les Chinook

21.45 L'Ombre du Maréchal.

22.10 Parions des ordures.

Une année

22.40 Vivre sur la banquise,

en Antarctique.

23.40 Le Musée d'Orsay.

23.45 Le Secret de Lénine.

0.10 Les Aquanautes. Les épaves sous-marines.

SPORTS EN DIRECT

Chronique des années noires en Limousin.

23.10 Mississippi, les années noires.

23.40 Big Fish in China. Ché Cinémas

18:30 Patinage artistique. Championnats d'Europe. Programme libre couples. Eurosport

20.35 Clao «Bella Clao». L'exil des militants d'extrême gauche Italiens en France. Planète

18.30 Don Sergio, l'homme qui a

Les Corbesus du Pays de Galles. La Cinquième

réhventé l'automobile. Odyssie

Odyszár

Téva

TSR

22.05 Garçon I II II Claude Sautet (France, 1983, 95 min). Ciné Ciném 23.05 Rue de l'Estrapade ■ ■ 23.05 Le soleli brille pour

tout le monde **II II II** John Ford (Etzus-Linis, 1953, N., v.o., 95 min). **Cinétolie**

95 min). Carecuse. 0.45 Le Couple bryisible II II Norman Z. McLeod (Etars-Unis, 1937, N., v.o., 95 min). Ciné Classics

1.25 L'CEII diu maiin **II II**Claude Chabrol (France, 1961, N., 80 min).

1.55 Tennis. Open d'Australie (demi-finales dames).

DANSE 21.00 La Belle au bois dormant. Musique de Tchalkovski. Par le ballet du Kirov. Avec l'Orchestre de Luningrad. dit. Viktor Fedotov. 22.45 Didon et Enée. Chorégraphie de Mark Morris.

Chorégraphie de Mark Morris. Musique de Henry Purcell. Par le Mark Morris Dance Group. Mezzo MUSIQUE

18.50 Renato Bruson, Lugano, 1983. Avec l'Orchestre de la Radio-télévision suisse italienne, dir. Bruno Amaducci. Bituzz 19.50 Nigel Kennedy Joue Bruch. Avec le City of London Sinfonia. 20.45 I Muvrini. egistré en 1994.

21.45 Don Carlos. Paris, 1996. Par l'Orchestre de Paris, dle Antonio Pappano. 23.20 Asian Dub Foundation. Saint-Malo, 1997. Paris Pres 23.50 McCoy Tyner. Jazz à Vienne, 1998.

TELEFILMS 1830 L'Etrange Rançon. George Mihaika.

20:30 Adieu la vie. Maurice Dugov 20.40 Histoires de femmes. William Graham. 20.40 Police des Bermudes. 20.55 La Traversée du phare. Thierry Redler. 21.15 innocence perdue. 22.10 La Légende du curé de Bargota. Pedro Olea. Festival

0.55 The Raven. Lawrence Lanoff. SÉRIES

20.00 Dharma & Greg. La fiancée de Finidestein. 20.40 Homicide Choc. Série Club 21.30 Two. Preuve par l'image. Série Chub 22.30 Friends. The One Hundredth (v.o.). Canal Jin

22.55 Absolutely Fabulous.
Vive le régime I (v.o.). Canal Jimmy
23.00 Ally McBeal.
Une histoire cochonne. M 6
23.05 3º planète après le Soleil.
Will Work for Dick (v.o.). Série Chub 23.35 Kennedy. [3/6]. 0.35 New York Police Blues.

23.10 TF 1

NOTRE CHOIX

taper »... - C. Me.

Le Droit de savoir

MERCREDI 27 JANVIER

Paris à la merci des infra-terrestres

L'INTITULÉ du dossier, Les Mystères de Paris, semblait annoncer une exploration des « dessous » de la Ville Lumière et faisait craindre quelque complaisance un peu voyeuse, injuste prévention! il s'agit bien d'une découverte du sous-sol de la capitale et non d'une contre-plongée à Pigalle. En tout être humain, une taupe - ou un rat - sommelle. Le monde sous-terrain fascine. Ceiui de Paris est assurément un des plus éton-

et l'ensemble des médias. Une fois de plus, la télévision y revient : TF 1 reprend ce sujet récurrent et à succès, ce « marronnier», en jargon du métier. Plus que d'autres, la première chaîne cultive le divertissement sous toutes ses formes, jusque dans le domaine de l'information. « Le Droit de savoir » qui échappe souvent à cette tendance semble là y céder allègrement et sombrer dans la facilité. On s'égare donc dans le dédale des célèbres « catacombes », des égouts et des tunnels du métro, avec le délicieux frisson que procure une aventure

dans un inconnu si familier.

Seulement, le document, réalisé par Cécile Thimoreau et Mathieu Dupont, ajoute à cet irrésistible plaisir parce qu'il sort des sentiers battus. Au sens figuré. Les lieux ont été cent fois revisités mais les personnes que l'on y rencontre sont ioliment exposées à la lumière d'une télévision bien comprise. Du sapeur-pompier plongeur, s'entrainant dans les profondeurs du réservoir de l'Opéra, au commandant de la seule unité de police agissant officiellement en dessous... Ce dernier, bumaniste, sait faire comprendre l'intérêt de sa fonction. L'égoutier nous révèle son savoir-faire, tout comme le « parcoureur » de la RATP qui, tel un musicien, possède quasiment l'oreille absolue puisqu'il peut détecter, au passage d'une rame de métro, une soudure défaillante ou une « roue au carré ». Tous manifestent avec simplicité leur originalité. Sans tapage. Les réalisateurs font de même. Pas de « scoop », mais un certain regard, d'autant plus intelligent que le sujet est apparemment rebattu.

Francis Cornu

TÉLÉVISION

PROGRAMMES

TF1

13.45 Les Feux de l'amour. 14.35 25° 511d. 15.30 Cing sur 5 !

16.20 Fatrème limite. 16.30 Medicopter. 17.40 Beverly Hills. 18.25 Exclusió 19.05 Le Biadii. 20.00 Journal, Tierce, Boom. 20.45 Météo, Météo des neiges. 20.50 Combien ça coine ?

23.10 Le Droit de savoir. Les mystères de Paris. 0.30 Minuit sport. Patinage artistique. 1.10 Nautisme.

FRANCE 2

13.50 Derrick. 14.55 Soko.

13.40 Tierce.

nants, un best-seller pour l'édition 15.55 La Chance aux chansons. Amour, castagnettes et mambos [3/5]. 16.40 Des chiffres et des lettres. 17.10 Un livre, des livres.

17.15 Cap des Pins. 17.45 Rince ta balgnoire. VL15 Friends 18.45 Et un, et deux, et trois 19.75 1000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Omi est ani ?

19.55 et 20.45 Tirage du Loto.

20.00 Journal, Météo. 20.55 La Traversée du phare. Téléfilm. Thierry Redier. 22.45 Ca se discrete.
Faut-il réinventer la vie de couple ?

0.35 journal, Météo.

FRANCE 3

IA25 Mère et Ills. 14.58 Questions au gouvernement. 16.00 Saga-Cités. Fatima. 16.40 Les Ministerres. 17.45 C'est pas sorcier. Les phares. 18.20 Questions pour up champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.52 L'Euro, mode d'emplo 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo. 20.05 Cosby. L'endettement.

20.35 Tout le sport. 20.55 > La Marche du siècle. La Marche du siècle : 1987-1999, 23.35 Météo, Soir 3. 0.10 b Un stècte d'écrivains. Simone de Beauvoir. 1.05 Comment ca va ? Les troubles du sommell.

CANAL +

► En clair jusqu'a 13.35 13.30 Le Journal de l'emploi 13.34 Les mots ont des visages. 13.35 Les Forces de la terre. 14.30 H. 14.55 Blague à part. 15.20 et 0.35 Spin City. 15.40 Le Journal du cinéma. 15.45 Décode pas Bunny. 1635 C+ CNO. ► En clair jusqu'à 27.00

18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
21.00 She's so Lovely Eller Film. Nick Cassavetes.
22.30 Marius et Jeannette Eller Film. Robert Guédiguan.

0.55 The Raven, Telefilm, L. Lanoft

LA CINQUIEME/ARTE

13.15 La Vie au quotidien. 13.30 Le Journai de la santé. 13.45 Le Fugitif.

14.40 Modes de vie, modes d'emploi. 15.10 En Juin, ça sera bien.

17.00 Au nom de la loi. Le desert. 17.30 100 % question. 18.00 Le Cinéma des effets spéciaux.

18.30 Les Corbeaux du Pays de Galles 19.00 Connaissance, La Main. 19.45 Météo, Arte info. 20.15 Reportage, Le Business des epaves

20.45 Les Mercredis de l'Histoire. Les Soldats de l'IRA (2/2) Du terrorisme au combat politique,

21.40 Les Cent Photos du siècle. Les survivano des Andes, 1972. 21.45 Musical Don Carlos, Opéra de Verdi.

1.25 L'Œil du marin

13.30 M w Kid. Les coulisses d'un cirque. 17.05 Des clips et des builes. 18.25 Lois et Clark. 19.20 Mariés, deux enfants. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.10 Notre Belle famille. 20.40 Décrochage info, Une iournée avec.

20.50 Graines de siat. 23.00 Ally McBeal. Une histoire coche 23.50 Dharma & Greg. Un itte Indien. 0.15 Susan! La belle et le rocker.

RADIO FRANCE-CULTURE

0.40 Pourquoi co marche.

19.45 Les Enjeux internationaux. 20.02 Les Chemins de la musique. Le chant et la prière dans l'Occident médieval [3/5].

20.30 Agora. 22.10 Fiction. Grand Prix Paul Gilson 1997 et 1998. Pigeon volc. de Pascale Fonteneau ; L'Œil du tapreau, de Joël Jouanneau.

23.00 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE 19.00 Petit lexique de la musique baroque. N 19.40 Prélude. and Concert. Donné par l'Ensemble Almasis, dir. tavokos Pappas. 22.30 Musique pluriel.

23.07 Les Greniers de la mémoire. RADIO-CLASSIQUE

1830 Le Magazine de Radio Classique 20.15 Les Soirées. Grana duo pour violon et pione D 574, de Schubert, Lydia Mordkovitch, violon, Gerhard Oppitz

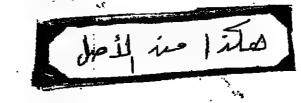
20.40 ▶ La Femme silencieuse. Opéra de Strauss. Par le Chocu de l'Opera d'Etat de Dresde et la Staaskapelle de Dresde, dir. Marek Janowski, avec Jean Scovotu, Theo Asam, Amelies

Burmeister, Trudeliese Schmidt.

2.26 Les Solrées... (suite).

Guvres de Mozart:

\$12.40 pour clamente et condes, par
l'Acaderry of St Martin-in-the-Fields
Chamber Ensemble: Flan Les for
Barbara Bonnes, soprano, Geoffrey
Parsons, piano.



 $\hat{\mathbf{p}}(\mathbf{x})$

Le Monde

Cohn-benditisme

par Pierre Georges

DANIEL COHN-BENDIT SErait-il un fléau européen ? Il faut le croire puisque Philippe de Villiers, héroïque défenseur du faible et de l'opprimé, offre son corps et son cœur vendéens à la France menacée: « Je veux résister à une Europe qui nous brime, qui nous sanctionne, qui nous envoie toutes sortes de fléaux : la vache folle, le mais transgénique, Cohn-Bendit, un produit publicitaire qui est à la mode à Noël mais sera en solde à Pâques. »

Daniel Cohn-Bendit seralt-ll un oiseau migrateur? Il faut le croire puisque les cent chasseurs le traquent où qu'il aille, « ce boche », à la Hague, à Cherbourg, à Valenciennes lundi soir encore, où l'on vit les nemrods, armés d'œufs et de tomates pourris, défendre la campagne française contre le fameux volatile à poils roux.

Daniel Cohn-Bendit serait-il le plus pur cione de cette « gaugauche » chère à Georges Sarre aussi inspiré en l'espèce qu'un Le Pen face à son «pu-putsch»? Serait-il cet « anarchiste libérallibertaire », célébré à l'envi par tout ce que le monde médiatique compte de « cireurs de botte ». selon les termes mêmes d'un prodigieux communiqué en pur bois de Belfort? Il faut le croire pulsque de partout tombent les plaintes, insultes, gémissements et fureurs face à ce chien vert dans le national jeu de quilles.

C'est un fait d'évidence, de la plus élémentaire évidence : Ils nous font tous une énorme crise d'urticaire contre le « chouchou des médias », passés alusi de la « pensée unique » à l'unique objet de leur misérable dévotion. Ainsi serions-nous tous coupables, nous journalistes. pauvres et futiles aiouettes sé-

marché de Plérin. ~ (Corresp. rég.)

Le porc coté à 5,02 francs

dans une ambiance tendue

LA TENSION était toujours perceptible, mardi 26 janvier, au marché

au cadran de Plérin (Côtes-d'Armor) où est fixé le cours du porc. La

journée de lundi avait été marquée par une fausse alerte à la bombe.

Dans l'après-midi, les acheteurs de porc, qui avaient pu enfin se réunir,

proposalent un prix très inférieur au seuil symbolique de 5 francs (0,76 euro) le kilo. Devant l'exaspération des deux cents éleveurs pré-

sents, le président du marché, Jean-Jacques Riou, avait décidé de re-

pousser la séance au lendemain. Mais les agriculteurs refusèrent de

quitter le marché et de laisser partir les représentants des abattoirs. Le

cours fut finalement fixé en début de soirée à 5,02 francs, soit un cen-

time de plus que lors de la demière cotation. Les organisations syndi-

cales agricoles entendent maintenir la pression toute la semaine sur le

Dix organisations indépendantistes

DIX ORGANISATIONS INDÉPENDANTISTES de Guyane, de Guade-

loupe et de Martinique se sont engagées, samedi 23 janvier à Fort-de-France (Martinique), à mettre en place un certain nombre d'actions communes afin de faire reconnaître aux instances internationales et ré-

gionales le caractère « colonial » du statut des départements français

d'outre-mer des Caraïbes. Il est notamment prévu d'engager une cam-

pagne en vue de réinscrire la Guyane, la Guadeloupe et la Martinique

sur la liste des territoires à décoloniser auprès du comité ad hoc des

Nations unies. Ces organisations envisagent également de soutenfr toute initiative visant à faire reconnaître comme crimes contre l'huma-

■ INFLATION : la hausse des prix à la consoumnation a atteint 0,1 % en décembre 1998, selou les résultats définitifs publiés par l'Insee mar-

di 26 janvier, soit 0,3 % en glissement sur la totalité de 1998 (Le Monde

nité la traite négrière et l'esclavage des Noirs. - (Corresp.)

d'Antilles et de Guyane s'allient

duites par la brillance du miroir du crime considérable de « cohn-benditisme ».

Le cohn-benditisme, sorte de méfait médiatique, cousin du grand banditisme, sévit en effet. Au point qu'il faut bien passer ici aux aveux: c'est exact, totalement exact, le flagrant délit de favoritisme est constitué! Le diable vert est comme chez lui ici, installé en nos pauvres âmes possédées du démoniaque allemand! Et plus les exorcistes taperont, insulteront, menaceront des pires châtiments, plus nous mènerons grand sabbat avec Lu-

C'est qu'il présente deux avantages, le Malin! D'abord celui, par sa seule présence, de montrer notre monde politique et le discours public tels qu'ils sont: complètement enfermés, englués dans une vieille idée de la France, très fin de siècle, refusant le débat comme cheval rétif réfute l'obstacle, percluse de conformisme et totalement frileuse. Daniel Cohn-Bendit ne dit pas que des choses vraies, fondées, cohérentes. Il est même avéré qu'il puisse dire des bêtises dans sa trop grande urgence de dire. Mais au moins il dit.

Et le deuxième avantage est là iustement : dans le procès politique fait à Daniel Cohn-Bendit, sur tous les tons et toutes les formes, revient en permanence le passé, comme une vieille mémoire des temps jadis, comme une horioge bloquée une fois pour toutes sur un mois de mai. Ses contempteurs plus que lui cultivent leurs nostalgies. Ils se trompent d'époque, comme d'adversaire, tenant encore pour le provocateur d'hier un homme qui n'est jamais que leur révéla-

Un rapport sur le CNRS met en cause le statut des chercheurs

Le document souligne l'absence de mobilité de la recherche française

DÉTONANT. Le ministre de la de l'organisme, il suggère de chanrecherche, Claude Allègre, a entre les mains un rapport qui, dans le climat actuel de tension du milieu scientifique, est de nature à metire le feu aux poudres. Ce document critique, en substance, le manque de mobilité des chercheurs du CNRS et préconise de modifier la nature des postes de l'organisme.

Ce texte, qui n'a pas été rendu public, a été rédigé par un « comité externe d'évaluation » mis en place par le ministre. Celui-ci a souhaité que tous les établissements de recherche français, à commencer par le CNRS, soient soumis à une expertise scientifique internationale. Le premier de ces visiting committees, présidé par Pierre Chambon, directeur de l'institut de génétique et de biologie moléculaire et cellulaire (IGBMC) de Strasbourg, comprenait onze membres, dont sept scientifiques européens ou américeins, parmi lesquels plusieurs prix

Ce groupe s'est réuni les 18 et 19 décembre 1998, au siège du CNRS, dont II a auditionné plusieurs responsables. Tout en portant un jugement positif sur cerger le statut de ses futurs personnels, afin d'éviter le recrutement de « chercheurs à vie ». Les postes nouvellement créés seraient réservés à des post-doctorants et à des enselgnants chercheurs de l'université. Les chercheurs resteraient des fonctionnaires, mais leur employeur serait l'éducation tiationale, vers laquelle les passages s'effectueraient ainsi plus aisé-

SUR LA DÉFENSIVE

«La recherche française souffre de son absence de mobilité. Celle-ci ne peut venir que de passerelles avec l'université. C'est la seule façon de créer un appel d'air pour les jeunes », défend Pierre Chambon. Ce discours est précisément celui que tient Claude Allègre, qui déclarait au « Grand Jury » RTL-Le Monde-LCI, dimanche 24 janvier : « L'ère des grands organismes isolés des universités, ça n'existe pius. Le CNRS, créé par les socialistes, n'a pas bougé en quarantecinq ans. Les chercheurs ne me feront pas le coup de la révolution du statu quo. » Toutefois, le ministre se démarque des conclusions du rapport: « Je ne veux surtout pas

toucher au statut des chercheurs, qui me paraît une force du système français. Je souhaite seulement plus de mobilité et de responsabilités pour les jeunes. »

Les syndicats n'en sont pas moins sur la défensive. « Ce visiting committee, dont les membres ont été choisis par le ministre et dont le président est bien connu dans le milieu comme étant un opposant farouche du CNRS, a expertisé le CNRS en un jour et deml; Belle performance! Ses conclusions n'ont aucune légitimité », estime le SNCS-FSU. Pour le SGEN-CFDT, le comité est « sorti de son rôle d'évaluation en prenant une posttion quasiment idéologique 🖦 🖰

En termes plus mesurés, Edouard Brézin, président du conseil d'administration du CNRS, considere que les propositions « procèdent d'une réflexion théo-rique intéressante mais sont uréalistes et inadaptées à la recherche publique française *. Il n'est donc pas certain que même si elle rejoint en partie ses propres vues, Claude Allègre décide de donner beaucoup de publicité à cette suifureuse expertise.

Un homme de vingt-huit ans a été tué à Pantin par un policier qui plaide la légitime défense

LIONEL OBADINA, un jeune homme de vinet-huit ans, blessé par une balle dans le sternum par un policier en patroullie, est décédé environ quarante-cinq minutes après les faits dans une ambulance da SAMU, lundi 25 janvier, à la cité des Courtillières, à Pantin (Seine-Saint-Denis). Selon la police, qui a évoqué la légitime défense. l'homme avait menacé le fonctionnaire avec un fusil à pompe à canon scié et il a été tué après qu'un premier tir du policier l'eut manqué. Le fusil à pompe re-trouvé à côté du corps de la victime était approvisionné d'une cartouche engagée dans le canon de l'arme, et la sécurité de l'arme était dévérouillée, trois balles restant dans le magasin, ont constaté

les policiers. Le procureur de la République du tribunal de grande instance de Bobigny (Seine-Saint-Denis), Jean-Paul Simonnot, s'est immédiatement rendu sur place. Selon le magistrat, les faits débutent vers 19 h 10 lundi, avec l'arrivée aux abords de la cité d'une patrouille de quatre policiers appartenant à une unité mobile de sécurité (UMS) départementale, qui effectuait une mission de sécurisation. Les rondes ont été renforcées dans ce quartier sensible de Pantin après que des policiers eurent essuyé, la semaine passée, des jets de bouteilles d'acide qui n'avaient pas fait de blessé. Dès leur arrivée. les quatre policiers remarquent un groupe de cinq à dix jeunes qui prennent la fuite dans la cité en les apercevant. Les quatre fonctionnaires descendent immédiatement de leur voiture pour se lancer à leur poursuite.

UNE CITÉ EN CRISE

Lorsque les jeunes gens se séparent, les policiers font de même. Un fonctionnaire se retrouve face à deux, puis un seul fuvard. Il raconte avoir entendu ce dernier manœuvrer la culasse d'une arme en courant. Selon son témoignage, il voit ensuite l'homme se retourner dans sa direction et aperçoit le canon d'un fusil. Il a indiqué avoir alors fait feu sur lui une première fols, à environ cinq mètres de distance, sans le toucher. Il aurait alors crié à Lionel Obadina de jeter son arme, une version confirmée par l'un de ses collègues poli-

Le fuyard reprend sa course avant de se retourner une seconde fois en brandissant à nouveau son arme. Le policier tire un second coup de feu, toujours à cinq mètres de distance, qui a atteint le jeune homme à la poitrine. Prise en charge par le SAMU et les pompiers, la victime est décédée environ quarante-cinq minutes après

Le policier, présenté comme un fonctionnaire expérimenté, a été entendu dans la soirée par les enquêteurs de l'inspection générale des services (IGS), la « police des polices », chargée de l'enquête par ie parquet de Bobigny. Les fonctionnaires de l'IGS ont également entendu des témoins des faits et les secouristes du SAMII. Selon le procureur, le policier auteur des deux coups de feu est un fonctionnaire d'une trentaine d'années avec de bons états de service. Il avait été affecté, depuis deux ans, à cette unité mobile de sécurité départementale. D'importantes forces de police ont été déployées pour la nuit autour des Courtillières pour prévenir tout incident. Le quartier est resté calme.

La cité des Courtillières est un grand ensemble sensible de Pantin

construit à la fin des années 50, où les incidents se sont multipliés au cours des derniers mois. En septembre 1998, un père de famille de vingt-sept ans a été grièvement blessé à la tête à coups de barre de fer et de batte de base-ball par une dizaine de jeunes gens de dixhuit à vingt ans. En mai 1988, la police avait effectué une opération dans les caves de la cité et saisi six chiens, dont quatre pitbulls, et 1.5 kg de háschísch. Elle avait également découvert un ateller de mécanique clandestin ainsi que diété menée par 120 fonctionnaires de police, dont une compagnie de ... CRS, dans 400 des 700 caves de la cité qui n'avaient plus de locataires déclarés. Par peur, beaucoup de locataires avaient en effet renoncé depuis longtemps à des-

cendre dans les caves.

Pascal Geaux

Un violent séisme a touché le centre de la Colombie

Un violent tremblement de terre, d'une magnitude de 6 sur l'échelle de Richter, a frappé le centre-ouest de la Colombie, lundi 25 janvier dans l'après-midi. Selon un bilan provisoire, établi par la Croix-Rouge mardi matin, plusieurs centaines de personnes auraient péri, et l'on dénombrait dans la région touchée quelque 2 000 blessés et plusieurs milliers de sans-abri.

Le séisme, qui a affecté toute la région dite de « l'Axe du café », s'est produit à 13 h 20 (heure locale) et a été suivi d'une vingtaine de répliques. La ville d'Armenia (280 000 habitants), chef-lieu du département du Quindio, à 160 kilomètres à l'ouest de la capitale, Bogota, a été la plus touchée. Plusieurs immeubles et des centaines de maisons y ont été détruits. Selon la Croix-Rouge, plus de trois cents personnes auraient péri dans cette seule ville, alors que selon les autorités locales, 90% des décombres n'avaient pas été fouiliés. La ville voisine de Pereira (400 000 habitants), chef-lieu du département de Risaralda - où, il y a exactement quatre ans, un tremblement de terre avait causé la mort d'une quarantaine de personnes et d'importants dégâts –, a également été touchée.

La plupart des municipalités touchées sont inaccessibles par voie terrestre, les routes ayant été coupées par des éboulements de terrain. Des témoignages font état de destructions importantes dans les zones rurales.

Les hôpitaux de la-région sont débordés et font difficilement face à l'urgence. Tons les centres hospitaliers du pays ont été déclarés en état d'alerte et demandent avec insistance du matériel médical, des médicaments et du sang. Des locaux ont été ouverts à Bogota et dans les grandes villes du pays pour recevoir les dons: tentes, nourriture, couververs produits. L'opération avait : tures, groupes électrogènes, etc. Les autorités d'Armenia demandent, elles, des cercueils.

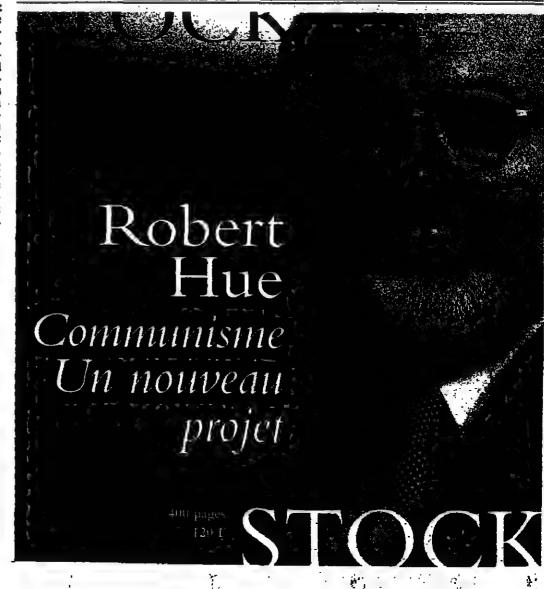
Dès l'annonce du séisme, le président de la République, Andrés Pastrana, a reporté son départ pour l'Europe. Il devait assister, mardi, à l'assemblée annuelle de la Banque mondiale, à Munich.

Marie Delcas

en Sergerak

をひか マル

Burn Trible



POLÉMIQUE: le Parti socialiste invite la gauche plurielle à « siffler la fin de la récréation et cesser les querelles de personnes ». Secrétaire national chargé des études, Vincent Peillon a critiqué, lundi 25 janvier, les déclarations de Georges Sarre sur « la gau-gauche », estimant que

le président délégué du Mouvement des citoyens « ne s'est pas gran-■ FOOTBALL: Alain Giresse, ancien entraîneur du Paris - Saint-Ger-main, a été nommé, lundi 25 janvier, entraîneur du Toulouse FC, en

remplacement de Guy Lacombe. Alain Giresse avait été l'entraîneur du TFC, actuel dernier du championnat de France de première division de novembre 1995 à mai 1998, avant de rejoindre la capitale où il a dirigé l'équipe du PSG jusqu'en octobre 1998.

■ FOULARD ISLAMIQUE : la période d'observation de quinze jours souhaitée par Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, s'est soldée par un échec au collège Jean-Monnet de Flers (Orne). Malgré les avertissements envoyés aux deux familles, les deux adolescentes n'ont jamais quitté le voile, même pendant les cours de technologie et d'éducation physique. Réunis, lundi 25 janvier, avec des parents d'élèves, les enseignants ont décidé de créer une association « pour la défense de la iaîcité ». – (Corresp.)

Tirage du Monde daté mardi 26 janvier 1999 : 509 897 exemplaires.

en cause

Alle"

e Monde

MERCREDI 27 JANVIER 1999

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

www.iemonde.fr/nvtechno



CONSOMMATION Terminé, le noir et le blanc cassé : les objets prennent des couleurs, acidulées, franches, appétissantes, P. VII

PORTRAIT Jonathan Ive. designer anglais, a remis Apple en course en dessinant l'iMac. P. VII



EN IMAGES

Séduit par le succès de la Silicon Valley, les technopoles fleurissent autour de la planète. P.VI

BUTINAGE Art, archéologie, biotechnologies, ... une sélection de sites techno sur le Web. P. IV



apparaissent dans le carnet l'adresses électronique. Une boîte

de médicament posée sur le même

support et un message s'affiche sur

l'écran de l'ordinateur, invitant à

retourner les gélules défectueuses

à la pharmacie. Ce tapis est né au

chusetts Institute of Technology

L'objet a eu tant de succès que

ses trois inventeurs ont fondé fin

1998 Presto Technologies, une star-

tup qui se chargera de mettre le ta-

pis sur le marché. « Nous sommes

sur le point de commercialiser la

première version de notre technolo-

gie », assure Henry Holtzmann, le

seul du trio qui a totalement - et

provisoirement - renoncé à ses ac-

tivités au MIT pour se consacrer à temps plein à l'entreprise. A l'instar

des détecteurs antivol dans les ma-

gasins, le tapis Presto envoie des ondes électromagnétiques vers les

tèmes de paiement sans contact et

à quelques applications pointues, pour lesquelles le prix de l'étiquette

coeur du Medialab, basé au Massa-

PRIX Infonie et les hypermarchés Géant proposent des PC multimédias à 1990 F. P. III



PETITES ANNONCES 9 pages d'offres d'emplois. P. VIII à XVI

Puces, étiquettes « intelligentes »: les solutions et les fonctions nouvelles ne manquent pas, qui pourraient

le supplanter. Las, le vétéran reste le chouchou

des distributeurs! Jean-Paul Albinet, artiste

qui illustre notre dossier,

Le code-barres résiste aux puces

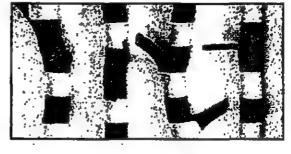
Depuis 25 ans, LE CODE-BARRES fête ses noces d'argent avec le commerce. Vingt-cinq années de succès d'une idée si simple qu'elle a fini par transformer les caisses enregistreuses de nos supérettes en lightshows. Qui aurait le mauvais goût de renoncer à une invention si precieuse et gratuite? Surement les produits pas les géants de la distribution qui vantent tous les mérites de la que nous achetons douzaine de bandes noires imprimées sur les embailages.

A moins que... De curieuses bobines métalliques ont fait leur apparttion discrètement. Des étiquettes qui provoquent des sons stridents au sortir des magasins quand on oublie de faire scanner le fameux code-barres, qui servent de signature au passage des péages et qui

la douzaine de lignes marque, renseigne, identifie sans faiblir

signalent les véhicules volés. Apparentes ou moulées dans un plastique orné d'un... code-barres, ces étiquettes du futur reçoivent peu à peu les capacités qui manquent à leur aîné.

Une carte de visite déplacée machinalement au-dessus d'un certain



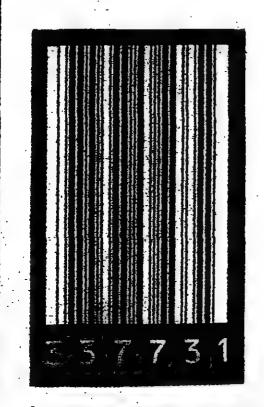
reste faible en regard des services rendus. Mais la courte histoire des puces électroniques montre que le prix des composants chute à une vitesse vertigineuse. « Les étiquettes électroniques sont

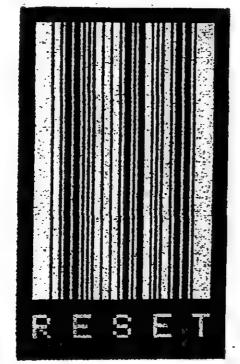
souvent fixées sur des emballages auf regroupent de nombreux produits. A force de voir les prix baisser, leur nombre va diminuer jusqu'au jour où il y aura un seul produit par étiquette électronique, prédit Henry Holtzmann. Quand le prix aura atteint I penny [environ 6 centimes], les codes-barres céderont progressivement la place aux étiquettes électroniques, qui ne demandent aucune manipulation pour être lues. . En attendant, les petites bandes noires poursuivent leur bout de chemin. Le code-barres ne veut pas mourir.

> Nicolas Bourcier et Denis Delbecq

REPORTAGE Dans un supermarché de Neuilly-sur-Seine, se changent en caissières le temps de leurs emplettes : à l'aide d'un chariot « amélioré », ils enregistent l'un après l'autre leurs articles. P. III

Votre Guide Personnel sur Internet LYC

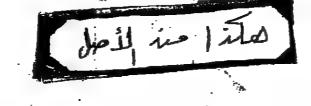




« Reset 337731 ».

Il a été rond, rectangulaire, polygonal. On l'a copié, détourné, tatoué, exposé. En un quart de siècle, ce signe au charme désuet a conquis les créateurs et les artistes







JUDY MARSH est catégorique sur ce point. C'est bien aux Etats-Unis. le 26 juin 1974 à Troy, dans l'Ohio, que le premier article de consommation portant un drôle de sigle est passé en caisse dans le supermarché Marsh, qui appartenait à son beau-père. Devant les yeux ébahis des clients, un laser rouge place dans la caisse et scrutant les petites barres blanches et noires a remplacé la salsie manuelle du prix. La petite histoire retiendra le paquet de chewing-gum Wrigleys parfum Juicy Fruit. L'Universal Product Code (UPC), communément appelé « code-barres » et mis au point en 1973 par IBM, fait ainsi irruption dans les linéaires des supermarchés Il faut remonter à l'immédiat après-guerre pour trouver trace du premier système de codage. Le 20 octobre 1949, Norman Woodland et Bernard Silver déposent un brevet intitulé « appareil de classification et méthode ». Les deux inventeurs américains décrivent leur trouvaille comme étant une possibilité de classer des articles à l'aide d'un motif identifiant ». Le concept est en place. Un symbole surnommé Bull's eye et composé de cercles

QUATRE milliards de codes-

25 ans et toutes ses barres

concentriques doit être apposé sur un produit pour ensuite être reconnu par une drôle de machine émettant des faisceaux lumineux. Le brevet est enregistré trois ans plus tard sous la licence 2612994 mais le manque de fiabilité et l'absence d'un besoin réel empêchent toute utilisation à grande échelle. Le Bull's eye reviendra deux décennies plus tard dans l'arène scientifique.

Super et hyper Début des années 60, le commerce alimentaire est profondément modifié par le développement du libre-service. Les supermarchés et hypermarchés prennent leur essor des deux côtés de l'Atlantique. En France, la première grande surface s'ouvre, en 1963. à Sainte-Cenevière-des-Bois (Essonne). Les chariots à provisions se bousculent, et la consommation entre dans l'âge moderne. Industriels et distributeurs se concertent pour mettre en place un système de communication original qui permettrait de simplifier la gestion et la codification des articles. A la fin de l'année 1969 aux Etats-Unis, les grands distributeurs et les représentants des chaînes alimentaires s'associent pour réclamer un système de codage unique des produits. Une dizaine d'entreprises de recherche scientifique rejèvent le défi. Chez IBM, l'ingénieur George Laurer, entouré d'un mathématicien, David Savir, et de

Norman Woodland, qui a rejoint

Depuis sa création en 1974, il n'en finit pas de marquer les produits



la firme américaine peu après son invention, s'attelle à la tâche. « En 1970, au moment où les supermarchés s'intéressaient sérieusement à l'identification des articles, Norman Woodland rejoint mon département, affirme-t-il sans détour. Il écrivait bien, et c'était un bon commercial. C'est pourquoi la direction l'a chargé de mettre en bonne et due forme nas propositions Par la suite. Il a exacéré son rôle dans le développement de la technologie. » Qu'importent les états d'âme des acteurs du code-barres, l'idée du Bull's eye et du scanner de 1949 font leur chemin : au mois de mars 1973, l'association américaine des professionnels de la distribution adopte le code-barres linéaire et omnidirectionnel à douze chiffres de George Laurer sous le nom de

Universal Product Code, IBM abandonne au domaine public sa création en raison des lois antitrust et d'une politique de développement astucieuse : faciliter l'utilisation du code-barres dans le commerce à l'échelle mondiale en rendant son coût pratiquement nul. La firme américaine sait déjà y trouver son intérêt en se consacrant à l'élaboration et au

Sans frontières Quatre ans plus tard, cinq milk

perfectionnement des scanners.

sociétés américaines utilisent l'UPC, et plus d'une centaine de magasins sont équipés pour lire les codes-barres. Le mouvement s'emballe et franchit l'Atlantique. Les industriels et les distributeurs euronéens adontent la structure de codification EAN 13 (European Article Number) au mois de février 1977. Compatible avec le système nord-américain, ce code-barres international possède treize chiffres au lieu de douze. Chaque pays reçoit un indicatif d'un ou de plusieurs chiffres assurant l'unicité de marquage du produit. Si le chewing-gum fut le premier produit à être « tatoué » par des barres aux Etats-Unis, et Angleterre, ce fut une boîte de thé Melrose, noblesse oblige. Et, comme si le code-barres se devait de respecter les traditions de consommation locale, le premier marquage, en France, est revenu aux galettes de Fouesnant.

génération

Le RSS & Composite fait partie de cette nouvelle génération de

codes-barres. Développ

par EAN International et UCC, il représente une solution mixte, alliant un code linéaire à un code à deux dimensions. Le code linéaire permettrait de représenter une information telle que le numéro EAN (European Article Number) d'identification du produit.

Le code à deux dimensions offrirait la possibilité de codifier d'autres informations telles que la date de péremption et le numéro du lot. L'application majeure de ce nouveau codes-barres pourrait être le marquage et le suivi des petits produits, tels que les médicaments ou les composants électroniques.

Un four décodeur

Lors d'un récent Salon de l'électroménager aux Etats-Unis, l'industriel amsung a présenté le premier four à micro-ondes « intelligent ». Développée par les chercheurs du Cook College de l'université Rutgers, dans le New Jersey, la technologie de ce four nouvelle génération repose sur un système combiné de lecture de code-barres et de liaison sur Internet.

Il suffit de présenter un produit - une boîte de conserve, des plats surgelés ou de viande sous cellophane - devant un lecteur disposé contre le four.

Ce code-barres, spécialement programmé, fournit à l'appareil des informations relatives au temps de cuisson et aux différents modes de préparation et d'accommodement du produit sélectionné, qui s'affichent sur un écran.

Le four ajuste automatiquement la programmation en fonction des

Toujours grâce au code-barres, l'utilisateur peut se connecter directement sur le site du fabricant et obtenir des informations complémentaires sur le produit qu'il s'apprête à cuisiner. Encore à l'état de prototype, ce four devrait bénéficier du développement des technologies de type Jimi et UPP (Universal Plug & Play [«Le Monde interactif » du 20 janvier]) pour connaître une prochaine fabrication en série.

Des lignes et des chiffres

barres, ces drôles de marques composées de traits noirs verticaux d'épaisseur variable, passent chaque jour devant les rayons des scanners. C'est le Fonds monétaire international (FMI) qui le dit. Une manipulation que l'on retrouve partout, chez le marchand de lournaux, au supermarché ou encore dans les entrepôts de produits de consommation. Les codes-barres sont imprimés sur les boites d'emballage, parfois même tatoués sur le haut d'un crâne ou exposés comme œuvre picturale. Un quart

hi notre quotidien. dans les mœurs, estime Pierre Gonzales de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF). Le code-barres ne pose plus de problèmes. » Pour preuve, depuis 1997, la DGCCRF ne reconduit nius ses enquêtes de vérification annuelles dans les magasins. « A cette date, le taux d'erreurs sur les tickets de caisse avait atteint un scuil plancher de moins de 4 %. Et encore, plus de 70% de ces erreurs étaient dues à des erreurs de saisie manuelle », précise le chargé de

de siècle après sa naissance, la

technologie du code-barres a enva-

mission du ministère. Le code-barres ne comporte pas le prix de l'article, mais une suite d'informations transmises à un ordinateur à l'aide d'un lecteur optique (scanner, crayon optique ou autre - douchette »). Dans le cadre d'un supermarché, l'ordinateur cen-

Désuet, le système n'en reste pas moins le langage – presque - universel du commerce

tral fait appel au fichier du produit, à son final et enregistre la transaction. De cette manière, les distributeurs ont accès en permanence à « ils sont complètement entrés l'état des stocks. C'est ce l'on appelle la « gestion en temps réel ». Gain de temps pour le passage en caisse, détail des achats inscrits sur les reçus: le consommateur y trouve son compte. Seule zone d'ombre au tableau, pour l'emploi. comme le rappelle Pierre Gonzales, « ce système a permis d'économiser le nombre de calssières ».

On pourrait comparer le système d'identification des produits au tableau de Mendeleïev des cours de chimie. Une nomenclature à l'échelle mondiale gérée par un organisme de tutelle, l'EAN/UCC (une contraction de European Article Numbering et Uniform Code Councii) fournit le cadre. Chacune des 750 000 entreprises adhérentes de l'organisation se voit délivrer un code unique de sept chiffres. A charge pour la firme d'attribuer les chiffres restants. Résultat : quel que



« Être ». Code-barres gravé sur bois de hêtre

soit le produit mis sur le marché, son code-barres est unique et lisible partout dans le monde. En France. le code EAN peut identifier 79 999 sociétés et un million d'articles différents.

Si le commerce de détail représente plus de la moltié des utilisations de codes-barres, l'industrie se partage le reste. Contrairement à la distribution, qui utilise un code « en système ouvert », le code EAN, les industriels préférent généralement des codes en « système fermé ». « Ils n'ont pas besoin de système d'identification unique, affirme le directeur technique de EAN international, Henri Barthel. Prenez l'industrie automobile, qui est une des

premières utilisatrices de codes-

barres, [elle ne fait] circuler de l'information que dans un univers clos. Cela [lui] suffit. » Autre exemple, l'armée américaine, qui, pour des raisons évidentes, utilise un système analogue. On peut citer les codes ITF, le EAN-128, le code 39, le Codabar, etc. D'après le spécialiste Henri Barthel. Il devrait exister actuellement plus de 200 codes-barres différents dans le monde.

Un tel marché ne peut pas laisser indifférents les inventeurs de tout poil. Theodore Williams en a ainsi fait son gagne-pain. A cinquantedeux ans, cet ancien étudiant du MIT (Massachusetts Institute of Technology) est devenu l'un des consultants les plus recherchés après avoir inventé le code 128 en 1981. « Utilisé depuis 1988 par EAN/ UPC, ce code alphanumérique a fait ma réputation, confie-t-IL f'ai dû passer trois jours à sa réalisation, mais je tiens à dire que je n'ai pas gaené un sou sur ce code ! » L'avenir ne lui fait pas peur: «Le code-barres a encore vingt-cinq belles années devant lui. Il y aura de nouvelles applications. Les puces électroniques, par exemple. Mais je ne crois pas qu'elles le remplacent de sitôt. » Un avis partagé par différents spécialistes tels que Henri Barthel. « C'est wai, le concept du code-barres n'est pas moderne en soi. Mais la technologie fonctionne: une erreur pour 284 millions de caractères lus ! »

Sur la Toile

Les organismes officiels ■ www.uc-council.org (Etats-Unis) www.ean-ucc.org (international) www.ean.com.au (Australie) www.ean.be (Belgique).

L'Association internationale des fabricants d'équipement de saisie automatique des données www.almi.org

Le site anglais d'IBM ■ www.uk.ibm.com/ stories/ uki96.htm5

Créer ses propres codes-barres à partir de modèles prédéfinis mww.disoft.com/ disoft/ default.htm

Un apercu rapide des différents types de codes-barres www.cscan-usa.com/knowledge/ Sybologies/barcodes.htm

Les codes-barres les plus extravagants www.adamsl.com/ pub/ russadam/ stack_htmi

La société Tesco vend un Palm Pilot capable de lire les codes-barres. Relié à l'ordinateur. il permet de commander les produits grâce à Internet www.tesco.net

· Profil

George Laurer, inventeur du code-barres linéaire

« JAMAIS, je n'aurais cru que cela marcherait Singer et RCA, étaient également sur le coup. » aussi bien. » A soixante-treize ans, George Laurer reste émerveillé devant le passage au scanner des produits qu'il vient d'acheter. C'est pourtant lui. cet ancien réparateur de télévision, qui a mis au point le système du code-barres il y a plus de vingt-cinq ans. Après un bref passage dans un lycée technique, il entreprend, au lendemain de la seconde guerre mondiale, des études d'ingénieur en électricité à l'université du Maryland. Diplômé, il rejoint IBM en 1951. « A l'époque, c'était une petite entreprise, comparée à [celle d']aujourd'hui, se souvient George Laurer. J'ai commencé à la base, comme ingenieur junior dans un service charge de fabriquer des systèmes de toutes sortes pour les consommateurs. C'était l'ère de l'électrique et des cartes perforées. »

En 1970, George Laurer entre au département d'identification et de recherche technologique (Symbol Technology Department). * Les supermurchés étaient en plein essor, et la demande pour trouver un système specifique de codage était forte, dit-il. A charge pour nous de trouver un jeu de caracteres sur une surface ne dépassant pas quelques centimetres carrés et lisible - avec une marge d'erreur minimale -, quelle que soit sa position par un appareil optique. » « Nous n'étions d'ailleurs pas les seuls en compétition, précise-t-il non sans fierte. Une dizaine d'entreprises reconnues, telles que members.aol.com/productupe/

Puis George Laurer abandonne rapidement le système de codage de forme circulaire surnommé Bull's eye, inventé en 1949 par Norman Woodland, pour des raisons de fiabilité. Aux dix chiffres demandés par les associations de professionnels de la distribution, il en ajoute deux supplémentaires. Sur de son fait et après plus de six mois acharnés de travail, il soumet aux responsables d'IBM son projet, au début de l'année 1973. « le ne me souviens plus de la date exacte, s'excuse-t-il. Je pensais effectivement que tout cela était important, mais je ne pouvois imaginer un seul instant que cela prendrait une telle ampleur. » En mars, sa proposition de code-barres linéaire à douze chiffres est définitivement acceptée. IBM, pour des raisons stratégiques, abandonne ses droits et laisse le brevet dans le domaine public. Les seules modifications apportées par les professionnels américains de la distribution concernent la police de caractères et l'intensité de l'encre utilisée. « J'ai réussi mon travail », affirme d'un ton calme George Laurer, aujourd'hui à la retraite. Dans un éclat de rire, il anticipe la sempiternelle question : « Non, je n'ai pas de royalties sur le code barres I Je ne suis devenu ni riche ni célèbre. »

— Trois questions à...

Pierre Georget, directeur technique à EAN France

Le code-barres vient de fêter ses vingt-cinq ans. En tant que directeur technique à EAN France (Gencod) et président du comité de nor-malisation de l'identification automatique à l'Afnor (Association française de normalisation, PISO français), comment expliquez-vous qu'il ait aussi bien résisté au temps ?

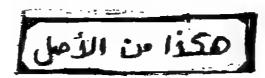
Tout d'abord, c'est un outil très fiable et peu coûteux. Le code-barres n'a pas de répercussions sur le prix du produit : le fabricant l'inclut dans son emballage, sans dépenses supplémentaires. La lonnévité du système réside aussi dans son inertie : le codebarres est utilisé sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, de la fabrication du produit, en passant par les entrepôts, jusqu'au point de vente final; il est devenu mondial. Dans la pratique, il est devenu impossible de le remplacer.

The pourtant, les puces arrivent sur le marché. ∠ Vont-elles un jour remplacer le code-barres ? Les puces garantissent l'identité du produit et offrent des services complémentaires : déclencher une alarme en cas de vol, améliorer la traçabilité d'un article ou encore limiter les contrefacons. Prenez un appareil électroménager : en cas de panne. une puce permet d'accéder à l'historique de l'appareil, d'identifier son schémas de montage et de connaître la nature de sa demière réparation. Un véritable carnet de santé. Il ne s'agit donc pas aujourd'hui de rempiacer le code-barres, mais d'ajouter une puce sur le produit. D'ailleurs, on le constate dans les rayons : les puces sont placées au dos des étiquettes, où se trouve généralement le codebarres. Nous sommes bien dans un cas de complémentarité. Quant à l'avenir, on ne pourra sérieusement envisager le remplacement du code-barres que lorsque la puce ou autres « tags » seront produits en quantité suffisante pour atteindre un coût de fabrication faible par rapport à celui du produit, c'est-à-dire pas avant une dizaine d'années. C'est pour cela aussi que la standardisation mondiale joue un rôle primordial : sans une normalisation de la puce et de son contenu, son coût restera élevé.

3 Croyez-vous en cette standardisation mon-

Actuellement, on ne cherche pas un seul outil ; on cherche un langage commun d'un bout à l'autre de la chaîne. Le code-barres, tout comme les étiquettes intelligentes ne sont finalement que des supports d'information et, l'important, c'est leur contenu. Au final, le consommateur bénéficiera de produits de meilleure qualité et, à terme, d'une baisse des prix des puces en raison de la baisse des coûts de

> Propos recueillis par Nicolas Bourcier



A Neuilly-sur-Seine

Les chariots à provisions encaissent

SINGULIER échafaudage qui trône à l'entrée du Monoprix de Neuilly-sur-Seine, rue des Huissiers. Comme une grande bibliothèque où s'aligneraient non des livres, mais d'étranges instruments électroniques, inattendus ; comme des téléphones portables à trois touches, ici, on l'appelle le Mono, et, pour avoir le droit de s'en saisir, il faut disposer de la carte Cofinoga. Introduite dans le lecteur, celle-ci libère le

On a alors en main, tout simplement, un lecteur individuel de codes-barres. Fixé, par exemple, sur la poignée-poussoir du chariot à provisions, il permet ainsi d'enregistrer soimême le prix des marchandises embarquées. On présente le code-barres devant le lecteur, on appuie sur la touche «+». et le prix est enregistré. De quoi vérifier ainsi, à tout moment, la somme précise de ses achats. Bien pratique, puisqu'il est vrai qu'aujourd'hui le prix ne figure plus sur les articles en vente dans les grandes sur-

faces, hypers et supermarchés. " Vous changez d'avis et vous vous ravisez? Pas de problème : il vous suffit alors de passer de nouveau le produit en question devant le lecteur du Mono et d'appuyer sur le bouton « -- » pour que son prix soit déduit du total. Rien de

plus facile, autrement dit. Les courses terminées, il ne reste plus alors qu'à reposer l'instrument sur son support pour récupérer sa carte, plus un ticket indiquant le total et compor-

A la caisse, plus besoin donc de ressortir un à un les articles du chariot : seul le code-barres du ticket est lu. Lors de la première utilisation, toutefois, afin de s'assurer qu'un emploi correct a été fait du Mono, un nouveau décompte sera effectué. Ensuite, « tout repose sur une relation de confiance avec le client », explique-t-on chez Monoprix. En fait, un ordinateur central détermine de façon aléatoire les chariots devant être vérifiés. Dans ce cas. une caisse spéciale Mono permet d'éviter quand même la file d'attente.

Astuce: l'exactitude du montant des achats d'un client donné détermine la fréquence à laquelle celui-ci sera contrôlé. Car, au final, l'objectif reste bien de faire gagner du temps (donc de l'argent). Seion Monoprix, le Mono diminue d'environ 15% en moyenne le temps total consacré d'ordinaire aux courses dans l'éta-

www.millennium.com

internet peut s'avérer un support privilégié d'expression artistique ; e.s.p.r.i.tmillennium, le site de l'institut technologique de Rochester (Etats-Unis), en est le plus bel exemple. Réalisé par des étudiants spécialisés dans la photographie, le dessin électronique ou la programmation informatique, le site plonge le teur dans un monde issu des songés de ses créateurs. Images de synthèse, photographies en haute définition, le site combine également une animation sonore subtilement déconcertante à des textes de réflexion sur les conséquences politiques et sociales du développement des nouvelles technologies dans le domaine de la

www.sciences-museo.tm.fr/ biotechnologies

Le site de la Cité des sciences et de l'industrie apporte une contribution originale au débat sur les plantes transgéniques. A partir de dossiers complets présentant les points de vue des partisans et des opposants à l'utilisation des biotechnologies végétales, chacun peut exprimer son opinion sur l'introduction des organismes génétiquement modifiés (OGM). A cet effet, un « atelier délibératif » virtuel permet à un groupe de personnes d'échanger leurs idées sur ce thème et de les confronter à un comité d'experts. Fin janvier, une session exceptionnelle sera consacrée à la rédaction collective d'un texte de synthèse destiné à être publié.

www.preau.asso.fr L'association Le Préau vise à promouvoir l'utilisation des nouvelles technologies de Pinformation et de la communication dans les établissements de formation ou d'enseignement et dans les entreprises. Le site du Préau propose de nombreux services. L'internaute trouvera une liste de diffusion gratuite des derniers développements en matière de nouvelles

technologies échicatives (NTE), ainsi qu'un forum

de discussion consacré à ces demières. En outre,

le.top.des.réseaux

Les sites scientifiques et technologiques à visiter



un campus virtuel tente d'accompagnes enseignants et formateurs dans la réalisation d'innovations pédagogiques faisant intervenir des NTE. La prochaine session du campus est

prévue le 29 janvier. www.culture.fr/culture/ archeosm/archeosm.htm

Réalisé sous le patronage du ministère de la culture et de la communication, et avec la collaboration de tout ce qui se compte d'organismes spécialisés dans l'archéologie navale, l'Archéologie sous les mers est un site qui fait le point sur les demières avancées technologiques en matière de fouilles subaquatiques. Parmi les nouvelles formes d'exploration de gisements répertoriées sur le site, on apprend, par exemple, que la fouille assistée par ordinateur (FAO) permet l'étude des couches apparentes d'une épave, au moyen d'un procédé photographique élabosé : la stéréophotogrammétrie, qui transforme une image en relief en informations malannelles (position, forme et dimension de l'objet). Les images - réelles et virtuelles d'épaves, obtenues par ce procédé, sont

course.collegebdeb.qc.ca/ equipe3/tgv.htm Conçu par une équipe de jeunes internautes québécois dans le cadre d'un concours organisé par une université de Montréal autour du thème « Ces technologies qui changent nos vies », ce site retrace l'histoire des trains à travers le temps. De la première locomotive à vapeur au dernier TGV, en passant par les locomotives Diesel et les monoralis, des fiches techniques présentent les évolutions technologiques qu'a connues le rail. En outre, l'internaute découvrira le Maglev (Magnetic Levitation Train), un train à propulsion magnétique, encore au stade expérimental, qui combine la technologie des supraconducteurs et celle des moteurs linéaires. Le site répertode les érapes de sa conception, des schémas expliquent les principes de son fonctionnement et un album de photos révèle l'allure de ce train du futur.

Une sélection de Stéphane Mandard

Détournements

Gerard Vormwald. photographe, illustre une polémique déclenchée en Allemagne, à la fin des années 80. par un projet de pour un

Documentation française habillée designer, d'un code-barres, considéré comme système de classification par

Pull GR816, de Gilles Rosier créateur de mode, marqué par son numéro de matricule dans un pensionnat de jésuites





Le code

fabricant, attribue





Comment le lire

L'indicatif où l'article a été codifié (et pas fabrique). 3 pour



l'Hexagone Chaque chiffre est codé

du produkt dans chaque pays par une société ie fabricant de codification le Gencod pour

par des barres blanches et noires. Un rectangle est divise en sept modules identiques remplis de blanc

Chiffre de contrôle

ou de noir. ld. l'une des possibilités de combinati pour le chiffre 2

Le code EAN (European Article Number), le plus répandu et le plus utilisé dans les supermarchés, comporte treize chiffres. il est international, ce qui signifie qu'il peut être lu par des caisses installées dans d'autres pays. Certains articles ont un indicatif (les premiers chiffres) particulier : 02 pour des articles vendus au poids; 20 pour les articles symbolisant le magasin même ; 978-977 pour l'édition

« L'ORDINATEUR à 990 F [151 €] avant la fin de l'année? Pourquoi pas?», avance Eric Robert, directeur commercial des hypermarchés Géant. Le groupe s'est associé au fournisseur d'accès Infonie pour proposer, à partir du 27 janvier, des ordinateurs multimédias à 1990 F (303 €). Infonie a décidé de subventionner les ventes à hauteur de 2 000 F (306 €) par ordinateur, en échange de la signature, par le client, d'un contrat de deux ans pour l'accès à son service en ligne. Géant encaissera donc 3 990 F (608€) par ordinateur vendu, un prix analogue à celui qui est pratiqué dans les opérations lancées par

les grandes surfaces en septembre. « Les grands opérateurs d'Internet dans leurs campagnes publicitaires, souligne Jérome Rigaud, directeur général d'Infonie. Le principal résuitat est qu'ils se prennent des clients les uns aux autres, et le marché ne décolle pas vraiment. Nous avons choisi d'attirer de nouveaux clients vers internet. >>

Infonie est le premier opérateur Internet à reprendre les méthodes en vigueur dans la téléphonie mobile. « C'est la prime à l'achat qui a suscité l'explosion de ce marché »,

Aux Etats-Unis

AUX ETATS-UNIS, le coût moyen d'un PC est tombé à 993 \$ (860 €, 5 600 F) en janvier, c'est-à-dire l'équivalent d'un abonnement mensuel à Internet de 21\$ (18€, 120 F) sur quatre ans. Le géant des microprocesseurs Intel pense qu'il faut impérativement alléger la facture réticulaire des écoles et des bibliothèques publiques et non leur acheter des ordinateurs. Onsale, une société de la Silicon Valley, a décidé, elle, de vendre des PC à prix coûtant. Elle entend dégager des bénéfices à partir des revenus publicitaires sur son site, où elle attend des millions d'internautes alléchés par sa propo-

A quand l'ordinateur gratuit?

souligne Christophe Sapet, le direc-teur général d'infonie. Sa société investira 20 millions de francs (3,05 millions d'euros) dans l'opération, pour un stock de 20 000 machines, dont il espère qu'elles se vendront rapidement. « Chaque abonné versera 149 F [22,7 €] par mois pour un accès illimité à infonie. Si l'on tient compte de la prime de 2 000 F [305 €], cela met l'abornement Internet à 66 F [10 €] par mois, compte fait, un ordinateur avec deux aus d'accès à Internet revient à un peu plus de 5 560 F (848 €) avec l'offre d'Infonie, contre 5 770 F (880 €) pour un ordinateur équivalent associé à une offre d'acces Ciub-internes.

disponibles sur le site.

L'annonce d'infonie n'est pas un cas isolé. La firme Galaxy avait lancé, en décembre, une offre inchant l'ordinateur et l'accès à Internet pour 400 F (61 €) par mois pendant deux ans. Le constructeur français Cibox prépare une offre analogue à celle d'Infonie pour février, avec un abonnement mensuel pour Internet d'environ 200 francs. Les grands constructeurs se sentent désarmés, incapables de lutter sur le terrain des prix. Leurs ordinateurs d'entrée de gamme sont générale-ment vendus aux alentours de 7000 à 8000 F (1067 € à 1220 €) avec un modern permettant de se

connecter a internet. « Avec un iMac dont le prix de base est de 7 700 F [1 174 €], on ne pourra pas s'aligner, regrette Jean-Pierre Giannetti, directeur marketing chez Apple Europe. Nous allons développer d'autres offres à partir de la fin du mois de février. » Apple devrait s'associer avec un ou plusieurs opérateurs internet pour offrir un an d'accès à Internet et un courrier électronique gratuit à vie

Infonie propose des PC multimédias à 1990 F (303 €). L'expérience pourrait faire école

clut pas de tenter une expérience avec înfonie ou un autre opérateur prêt à investir 2 000 F (305 €) par ordinateur. Chez IBM, dont l'Aptiva D1N est vendu moins de 600\$ (520 €, 3 400 F) sans écran aux Etats-Unis, on s'avoue intéressé par l'expérience d'infonie : « Si cela dépasse le cadre d'une opération coup de poing, cela changera le marché, explique Vincent Feuquenot, directeur marketing chez IBM. A terme, cela pourrait changer la perception que les consommateurs ont de leur machine. » Bien malin qui connaît aujourd'hui le prix réei d'un téléphone mobile... Le français Alcatel doit lancer en sep-

office de téléphone, Minitel et terminal d'accès à Internet. Estimé entre 2 000 et 3 000 francs, son prix sera supérieur aux ordinateurs proposés avec une prime à l'abonnement à Internet. «Les webphones offrent une simplicité d'utilisation qui les met à la portée de tous, pas les ordinateurs, qui restent trop complexes », explique Paul-Henri pour ceux qui ne souhaitent pas Ferrand, responsable des termiciété n'exclut pas de se rapprocher des entreprises de téléphone ou d'accès à internet : « France Télécom et Ceretei auront besoin de fidéliser leur clientèle. Les fonctions proposées par les terminaux Internet leur permettront de développer de nouveaux services. Nous discutons avec les opérateurs depuis un an. » Les Screen Phone pourraient même être proposés au prix d'un téléphone mobile dès la fin 1999, estime-t-il, en soulignant qu'ils devraient rafler la mise: « N'oublions pas que leur prix réel est inférieur de moitié à ceiui d'un PC. »

tembre son Screen Phone, faisant

D. D.

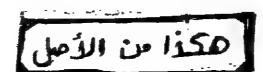
70

9.5

AOL n'y croit guère

L'ORDINATEUR serait-il en passe de se vendre selon le même schéma que le téléphone mobile ? Chez AOL-France, en tout cas, on ne croit pas à cette nouvelle équation économique. Pour au moins une raison, précise son président, Stéphane Treppoz: « Les coûts d'acquisition d'un abonné ne sont pas comparables. Approximativement, il faut compter 2 000 francs [305 euros] pour un abonné dans l'univers du téléphone portable, contre quelques centaines seulement dans celui du service en ligne. » Autre obstacle, note-t-il, les opérateurs de téléphonie mobile offrent peu ou prou les mêmes services, alors que les offres d'accès à Internet sont très différentes. Pas sûr, du coup, que l'abonnement à long terme corresponde aux attentes d'un public encore très volatile, désireux de tester différents prestataires de services avant de se décider. Pas de riposte prévue chez American Online, « à moins que l'opération ne se révèle être un mégasuccès, auquel cas on y réfléchirait ».





Quand les cours prennent du relief

Cryo s'est engagé

à préparer un espace

de formation virtuel

alors que le projet pourrait fonction

Dans cette mise en commun de

compétences, le CNED serait char-

gé d'apporter son expérience en

matière de contenus pédagogiques

et de formation à distance, même

si, pour l'instant, n'en de très précis

n'a été conclu. De son côté, le mi-

nistère de l'éducation nationale, de

la recherche et de la technologie

matière de nouvelles technologies

et d'éducation se sont plutôt portés

vers les sites de soutien scolaire ou

les CD-ROM d'apprentissage, la

France pourrait à son tour, à l'instar

des Etats-Unis avec l'expérience

Steve et Adele (« Le Monde inter-

actif » du 13 janvier), entrer dans

l'ère de l'apprentissage virtuel. A une condition, comme le précise

Christian Vanin, de l'équipe des res-

sources multimédias du ministère,

au' « un tel proiet se concrétise sur un

vaste réseau et pas seulement sur un

petit groupe de centres ou d'écoles ».

Si, actuellement, les efforts en

s'intéresse de près à ce projet.

ner avec des enfants de six ans. »

sur internet

à destination

et des élèves

des professeurs

QUE PEUVENT bien élaborer quatre partenaires aussi différents que l'Unesco, le créateur de jeux Cryo, l'IUFM (institut universitaire de formation des maîtres) de Paris et le CNED (Centre national d'enseignement à distance)? Tout simplement le premier espace de formation virtuel français. Lancé il y a maintenant deux ans, ce projet prend peu à peu forme. Il est né avant tout de la rencontre entre Philippe Quéau, directeur de la division informatique et information de l'Unesco, et Philippe Ulrich, directeur artistique chez Cryo Interactive, société d'édition multimédia à qui l'on doit l'expérience virtuelle du Deuxierne Monde de Canal Plus.

L'idée de départ est simple : adapter la technologie Scol de Cryo, qui permet la création d'environnements tridimensionnels, la navigation dans ces mondes, ainsi que la rencontre virtuelle d'avatars en relief à la problématique de l'enseignement et donner naissance à une université virtuelle. Dans cet espace en 3D, les étudiants auraient accès à des contenus mis à jour par des professeurs, mèlant sons et images, et consultables depuis n'importe quel ordinateur et de n'importe où dans le monde.

Pour monter ce projet, il fallait un partenaire implanté dans le milieu éducatif et sensible aux nouvelles technologies. C'est là au'interviennent l'expérience de l'IUFM de Paris et, plus particulièrement, Pascal Jablonka. Formateur dans cet Institut pour futurs professeurs, il est aussi concepteur et responsable de l'Hyperlab, un outil développé à l'IUFM destiné, à l'origine, aux enseignants pour la création de séquences pédagogiques multimédias réutilisables par les étudiants dans un laboratoire de langue informati-

Pour cela, Pascal Jablonka souhalte avant tout « développer les potentialités pédagogiques des nouvelles technologies »: « Nous allons, dit-il, intégrer notre outil didactique Metis (Multimedia Editing Tool for Interactive School), qui se presente sous la forme d'un moteur d'aide à la création de contenus pédagogiques, à la technologie Scol de Cryo. » Mais, plus que d'une université virtuelle. Pascal Jablonka préfère parler, hui, de « lieu de formation virtuel ». « Le terme d'« université » est trop restric-

Trois questions à...

Philippe Quéau, directeur de l'informatique à l'Unesco

1 Philippe Quéau, qu'est-ce qui vous a séduit dans ce projet d'espace virtuel tourné vers l'enseignement?

L'Unesco s'intéresse tout particulièrement à l'éducation à distance. De nombreuses techniques de téléenseignement existent, avec leurs spécificités; mais ce qui nous a séduit dans ce projet, ce sont les avantages uniques d'Internet couplés à ceux des techniques de visualisation et de simulation en trois dimensions. On marie ainsi les ressources de la Toile et du courrier électronique avec toute la puissance pédagogique de l'image en relief. L'Unesco, qui est à l'origine de ce projet avec Cryo, se propose de tester la plate-forme expérimentale qui sera mise au point dans des expériences internationales d'enseignement à distance. Le succès de ce projet sera complet si nous pouvons montrer l'efficacité des images en trois dimensions pour la pédagogie (pour la simulation de la complexité et le travail virtuel en groupe) et si nous pouvons transformer les logiciels utilisés en normes ouvertes, librement utilisables par de nombreux pays. Le but est de créer une base de logiciels libres et d'applications en trois dimensions géneriques utilisables pour l'ensei-

2 Pensez-vous que la réalité virtuelle puisse être un complément efficace de l'en-

Si on entend « réalité virtuelle » au sens de la visualisation et de la simulation en trois dimensions, que ce soit en temps réel ou non, alors la réponse est

certainement oui. L'avantage de l'image en trois dimensions, c'est qu'elle permet de mieux montrer et de mieux faire comprendre des phénomènes complexes où plusieurs paramètres évoluent en même temps. Il s'agit moins de faire circuler des avatars sur les réseaux que d'apprendre à travailler virtuellement à plusieurs, en partageant des informations cognitives tridimensionnelles, le plus important étant de pouvoir se déplacer virtuellement, c'està-dire intellectuellement, dans des univers conceptuels complexes (des molécules, des données statistiques, des simulations aérodynamiques, une simulation d'organes...). Il s'agit de pratiquer l'analyse de schémas ou d'images cognitives en bénéficiant du commentaire de plusieurs autres personnes virtuellement présentes sur les mémes lieux virtuels.

3 L'Unesco a-t-elle d'autres projets de ce type? Oui, nous voulons développer des laboratoires virtuels. Nous avons initié une expérience de laboratoire virtuel entre le centre de recherche nucléaire du

Kazakhstan et le laboratoire de Los Alamos, aux Etats-Unis. Il s'agit de permettre à des scientifiques kazakirs de bénéficier, par Internet, des ressources de simulation graphique de Los Alamos, pour la simulation de la poliution nucléaire de la région du Semi Palatinsk, où plusieurs centaines d'explosions nucléaires ont gravement pollué la nappe phréatique.

> Propos recueillis par Guillaume Fraissard

Des télescopes en plastique Un chercheur de l'université de l'Arizona propose

d'installer des feuilles de plastique à plusieurs milliers de kilomètres de la Terre. Roger Angel et son équipe envisagent de déployer un miroir plan formé d'une centaine de feuilles de 10 mètres carrés chacune réfléchissant la lumière vers un télescope interférométrique. Ce système, qui pourrait être opérationnel d'ici vingt ans, permettrait d'étudier la lumière émise par certaines molécules présentes sur des planètes lointaines dont les signaux sont brouillés par la proximité d'une étoile.

Des bactéries anti-explosifs

Les chercheurs du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ont observé qu'un micro-organisme baptisé Bacillus licheniformis présente un fort appétit pour les explosifs à base d'oxynitro-triazole, un cousin de la nitroglycérion qui peut être toxique pour l'environnement. La précieuse bactérie pourrait être mise à contribution pour digérer certaines molécules

Le marc de raisin pour la culture de champignons

Deux équipes de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) ont observé l'effet positif du marc de raisin sur la croissance des pleurotes. Ils estiment que chaque tonne de marc de raisin mélangé à des semences permet d'obtenir de 100 à 150 kilogrammes de champignous.

Un logiciel de Hubble pour Globalstar

DANS LE HALL, sobre et exigu,

Le consortium Globalstar, qui déploie une constellation de satellites de télécommunications en orbite basse, va faire appel à un logiciel de la NASA. Baptisé Vision 2000, ce programme avait été conçu à l'origine pour le contrôle du télescope spatial Hubble. Il permet aux ingénieurs de la NASA de se connecter par internet sur les ordinateurs du satellite et de la station de contrôle

Du côté des labos

Quand les scientifiques préparent notre avenir

L'anonymat préservé Des chercheurs de l'iniversité Harvard ont mis au point une méthode permettant d'effectuer des rapprochements de fichiers médicaux sans lever l'anonymat des patients. Les chercheurs identifient les personnes par un code calculé à partir de lettres du nom, du prénom et de la date de naissance, et peuvent ainsi comparet les données de plusieurs fichiers pour mener des

études statistiques. Leurs travaux out été publiés

dans le numéro de janvier-février 1999 de la revue.

Public Health Reports. Le W3C lance Jigsaw Le consortium W3C, qui préside aux destinées techniques de la Toile, a lancé une nouvelle version de son logiciel Jigsaw, un serveur de documents pour Internet. Ce programme, qui vise à démontrer les applications du langage Java et de nouveaux protocoles de communication destinés

à réduire les encombrements du Réseau, est

diffusé sous licence libre et granute, qui permet aux programmeurs de le modifier pour l'adapter à ■ www.w3c.org

Courte longueur d'onde, gros stockage

Ses concurrents ont dù voir rouge! Nichia. Chemical industries, peute société japonaise dont le patron s'était déjà distingué par l'invention de diodes électroluminescentes bleues, vient d'annoncer qu'elle commencera à produire, début février, les premiers exemplaires d'une diode laser émettant de la lumière violette, de plus courte longueur d'onde que celle des lasers infrarouges utilisés pour la lecture des CD-ROM

et des DVD. Ce type de laser est très attendu car il permettra de réduire la taille des informations stockées sur les disques optiques et de multiplier par 2,6 leur capacité de stockage. Il faudra cependant attendre que de nouveaux standards de DVD soient mis au point, vers 2002. Le laser violet pourrait trouver d'autres applications dans les systèmes de métrologie optique.

La máchine à ADN

Exploiter les propriétés mécaniques de l'acide désoxyribonnicléique (ADN) pour construire un précurseur de nanorobot, c'est précisément ce qu'a fait l'équipe du professeur Seeman à l'université de New York. Dans des conditions normales, la double hélice d'ADN s'enroule toujours vers la droite. Après avoir relié deux longues molécules à un point d'ADN, les chercheurs out placé l'ensemble dans une solution contenant du cobait et observé un retournement de l'hélice qui a entraîné un déplacement de 6 nanomètres (nm). Selon ce principe, on pourrait imaginer de construire des robots et des moteurs infiniment petits.

Des fullerènes sans carbone Les fullerènes, des molécules contenant de nombreux atomes de carbone, dont la plus comue est le footballène (60 atomes arrangés en forme de ballon de football), présentent une étonnante aptitude à enfermer d'autres molécules et atomes. An point que les chercheurs tentent de reproduire leur géométrie avec des molécules non organiques. Due équipe du Renewable Energy

Laboratory, à Golden dans le Colorado, a ainsi mis an point un octaèdre en soumettant du bisulfure de molybdêne (MoSZ) à l'énergie d'un laser. La structure obtenue se décline en plusieurs tailles, suivant le nombre de molécules de MoS2 composant le motif de base:

Veille assurée par Corinne Manoury et Denis Delbecq

Cisco passe à la télé

le message est répété en boucle, le spot diffusé sans cesse sur l'unique téléviseur. Lancinante litanie : « Sept personnes par seconde s'abonnent à Un géant d'Internet Internet »; « Tous les quatre mois, une population équivalant à celle de la France s'abonne à Internet »; « En cina ans. Internet a conquis plus d'utilisateurs que le téléphone en trente ans »... Ou encore: « Bientôt, large public vous téléphonerez dans le monde entier pour le prix d'une communication locale. » Sur l'écran, des visages, fermes ou moins fermes, souriants ou intrigués. Et des voix off aul vous

prêts? » Enfin, le paraphe : Cisco. Une campagne de publicité à laquelle il sera difficile d'échapper: 300 spots de 30 secondes devaient être diffusés sur sept chaînes de té-France 3, Canal Plus, M 6, LCI et Paris Première), exclusivement aux beures de plus grande écoute, en deux vagues (du 4 au 28 janvier et du 8 au 28 février). La première campagne télévisée en Europe, déjà rodée en août aux Etats-Unis et en

interpellent à répétition : « Eles-vous

tente de se faire connaître d'un plus la fierté de Cisco France et de son

Soit. Audacieux, le message ne manque pas d'intriguer. Que fait Cisco? Motus: Mais ce silence n'est pas fortuit : comment procéder, en . effet, lorsque l'on décide un jour de

directeur général Thierry Labbe : «L'idée principale est d'imposer cette. équation : Cisco = internet. »

lévision française (TF 1, Prance 2, s'adresser au plus grand nombre alors que le vocabulaire maison est inlassablement ponctué de-« routeurs », « réseaux », «.PABX », « commutateurs », « modems AD\$L » et autres « convergence voix/données »? Pas simple. « Nous avons choisi de communiquer simple-

Des <u>défricheurs</u> qui se cooptent

grand-chose aux yeux du grand public français, l'entreprise jouit d'une bonne réputation auprès de ses candidats à l'embauche. « C'est vrai que nous n'avons aucun produit sur le marché, reconnaît Jean-Paul Verdu, directeur des ressources humaines pour l'Europe. Mais les gens qui viennent travailler chez nous connaissent Cisco, car ils sont issus d'un milieu technique. 🛰 Technico-commerciaux, ingé-

nieurs systèmes, commerciaux, vendeurs, Cisco recrute chaque année des dizaines de personnes pour assurer son développement. La branche européenne compte aujourd'hui plus de 1800 salariés. Un chiffre qui devrait passer à 2 500 à la fin du mois de juillet 1999. Pour dénicher ses futures équipes, l'entreprise fait avant tout appel au réseau de connaissances de ses salariés. « Nous recrutors effectivement beaucoup par référence interne. Nous demandons à nos employés de nous fournir les coordonnées d'un candidat éventuel. S'il intègre l'entreprise, nous versons une prime au salarié qui nous a proposé les références du nouvel embauché », précise Jean-Paul Verdu. Plus de 50 % du recrutement Cisco se font de la sorte, comme dans bon nombre d'entreprises de services ou d'informatique. Spécialiste des tuyaux et des réseaux, le groupe recrute aussi beaucoup sur internet,

SI LE NOM de Cisco n'évoque pas « un milieu où nous sommes très connus», souligne-t-il. Restent les méthodes de travail en vigueur dans l'entreprise. « Avec 15 000 personnes au total. Cisco est une entreprise de toille humaine. Les décisions y sont plus rapides et la circulation des information aussi. Le travail se fait beaucoup par téléphone ou par internet. Nous sommes très favorables à l'instaliation de lignes chez nos employés pour qu'ils puissent se connecter sans

être à leur bureau. » Pour permettre une telle organisa tion, Cisco n'emploie que 1500 personnes dans des tâches de fabrication. Et encore, seulement pour des prototypes. Des qu'il y a production de masse, l'entreprise fait appel à des sous-traitants pour consacrer le gros de ses troupes à la conquête de nouveaux marchés. Chaque équipe est constituée de vendeurs, de commerciaux et d'Ingénieurs, chacun participant, à son niveau, au montage des propositions commerciales. Un développement qui permettra sans doute un jour à Cisco d'être aussi conmu en Europe qu'aux Etats-Unis. « Lors d'un récent voyage à San Francisco, à mon passage à la douane, raconte Jean-Paul Verdu, l'employée m'a demande où je travaillois. J'ai répondu Cisco, et elle m'a immédiatement répliqué : "L'action a bien monté hier soir !" »

ne relie pas seulement des machines entre elles, mais (...) avant tout des hommes », explique Thierry Labbe.

- Et, dans cette relation, Cisco joue un rôle essentiel: 88 % de l'infrastructure mondiale qui pennet au réseau des réseaux de fouctionner proviennent de la firme de San Francisco. « Mieux, précisé encore le directeur de la filiale française, lorsque vous envoyez un e-mail, il y a 85 à 90 % de chances que ce courrier transite par un de nos équipements. » Rôle essentiel, donc, tout autant que discret. Et pour cause : Cisco fournit de la technologie et des ilcences quand industrialisation, production, distribution sont le plus

Ainsi, par exemple, dans deux ou... trois ans, quand les grandes surfaces spécialisées vendront des modems. ADSL (une technologie qui permet d'augmenter le débit des transferts de données sur le réseau téléphonique classique), certains d'entre cux porteront peut-être la manuse Sagem. Mais ce sera bel et bien de la Cisco. technologie Cisco. Cisco, qui interviendra d'ailleurs pratiquement à chaque maillon de la chaîne: elle contribue aussi au déploiement et à la modernisation de l'infrastructure des opérateurs nationaux ou privés. Une activité très vaste, sur un secteur en plein essoc

On ne s'étonnera donc pas de retrouver ce nom encore peu commu en France tout en haut de l'échelle des capitalisations boursières. En quatrième place exactement, dertière Microsoft, Intel et IBM, avec une capitalisation à peu près équivalente de celles de General Motors et Ford réunis. Et un taux de croissance tout aussi vertigineux. En douze ans d'existence, Cisco est passé de rien à 50 milliards de francs (7,62 milliards d'euros) de chiffre d'affaires et de 2 à 16 000 employés dans le monde, dont 250 environ en Prance. Un succès basé en grande partie sur une politique d'acquisition de petites sociétés, de 5 à 100 employés, afin de s'assurer les technologies et les hommes d'équipes plus avancées, dans certains domaines, que celles faisant déjà partie de l'effectif. C'est ainsi que, au cours des quatre dernières années, environ 35 sociétés sont tombées dans l'escarcelle de Cisco. Et l'entreprise californienne ne compte pas s'arrêter là. Il est vrai que le récent rachat d'Ascend par nières syllabes de San Francisco), Lucent Technologies - transaction avec, pour logo, le profil stylisé du évaluée à quelque 112 milliards de francs (plus de 17,074 milliards d'euros) - rappelle que les grandes manœuvres sont loin d'être terminées l'avenir de Cisco dans d'autres au carrefour des télécommunica- mains. On a, depuis, queique peu tions et des transmissions de don- perdu leur trace. Aux dernières

Contre-attaque

DANS LA LUTTE que se livrent les fabricants d'équipements de réseau, Cisco System monte à l'assaut en annonçant la disponibilité imprinente d'un nouveau type de

cyclant des technologies issues d'internet, cet équipement permettra aux opérateurs de router des données, de la voix et de la vidéo simultanément, pour un coût inférieur aux tartis actuels. Cisco veut ainsi remplacer les équipements des opérateurs de télécommunications et s'attaquer au marché de la commutation de circuits de Northern Telecom ou Ericeson.

Seion-le Wall Street Journal du mercredi 20 janvier, c'est surtout Lucent Technologies, recent acquéreur d'Ascend Communications hac et premier fournisseur de commutateurs téléphoniques aux Etats-Unis, qui est visé par

La société Sprint a déjà annoncé son intention d'employer les commutateurs de Cisco sur son réseau à partir de cet été.

De la fac aux phoques...

LEN BOSACK et Sandy Lerner s'aimaient d'amour tendre. Mais la vie de professeur dans le gigantesque campus de Stanford (Californie) ne favorise pas les idylles, et les tourtereaux étaieut confrontes aux contingences quotidiennes: liste de courses, emploi du temps de la baby-sitter...

D'un bout à l'autre du campus, d'un département l'autre, les petits mots s'égaraient souvent. C'est ainsi qu'ils inventèrent une boîte. noire - que l'on appelait pas encore routeur - chargée de transmettre les indispensables informations domestiques de l'ordinateur de monsieur vers celui de madame, et réciproquement, en toute sécurité et en toute discrétion. Bien vite, c'est toute l'université qui va adopter le système. De quoi inciter le couple à déposer un brevet et à créer Cisco (les deux dercélèbre Golden Gate.

Le couple finit cependant par divorcet, et, fortune faire, laisser 🗲 nouvelles. Len Bosack veillerait à la sauvegarde des phoques...

G. F. Olivler Zilbertin



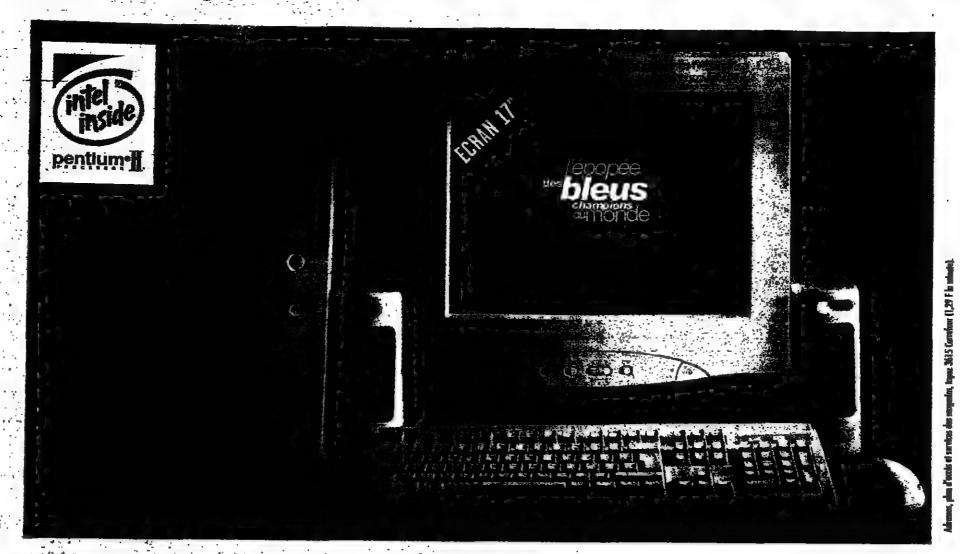
sse à la télé

F Draik

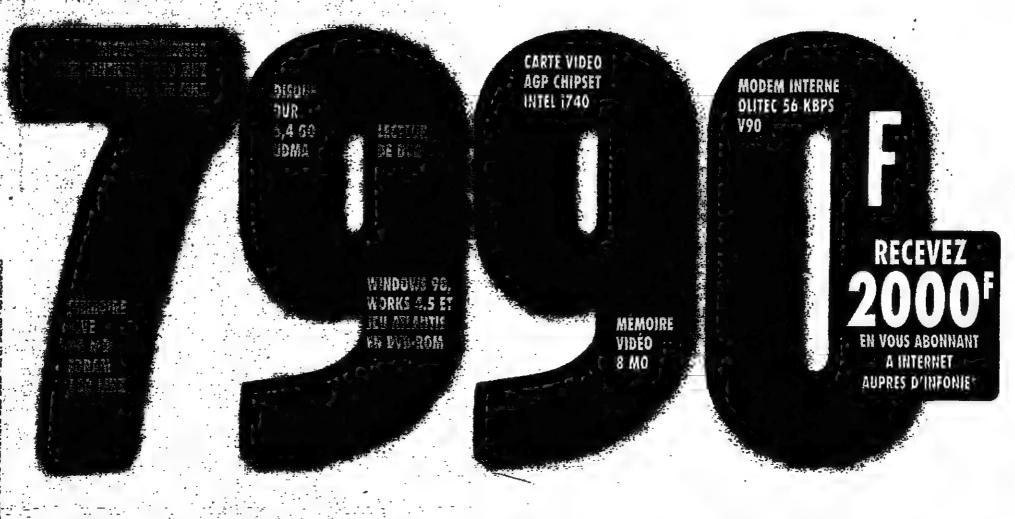
 $e^{-\kappa^2+\epsilon_{1}\kappa^{-1}}$

And the second of the second o

Carrefour, c'est le moment.



+LE DVD-ROM "L'EPOPEE DES BLEUS" OFFERT



489^F/MOIS AVEC LA CARTE PASS

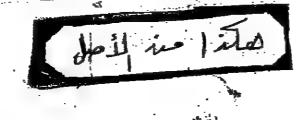
"Arec une carle Pus outeriste à 18000 E accomple pour en uchet du 7990 F: 23 messodités de 400 F+ 1 dereien de 37,88 E Cott total de crédit (hors éssurence leculative) : 9237,88 F- HEF: 1,242/mois soit 14,88% l'en.
Allectromand constell : 35 F en paiseneul comptent dereien de 65 F en paiseneul comptent déféré (sous récerve d'acceptative de desser par 521).
Bendez-rous à l'Espace Sarvices Financiers de soite membre.

Avec Carrefour je positive! (

A PARTIB DU 27 JANVIER 1999

7000 micro-ordinateurs disponibles. MS NET PH 350 DVD 17" Garantie 1 an à domicile par enlèvement. Assistance téléphonique 7j/7 de 9 h à 22 h pendant 1 cm.

*Infonie veus adresse un chique de 2000 F pour tout abannement à internet de 24 mois aupris d'Infonie Pronotion au prix de 149 FTTC/avis. Offre valable sur justificatif d'orbat d'un PC Multimidia chuz Carrelour. Voir moditions dans le "Posseport Internet" fourni dans l'emboliuge.



Agend

RENCONTRES

Jusqu'au 30 avril

Premier Salon français des affaires en ligne, Francexpo 99 donne la possibilité aux entreprises de s'afficher sur Internet sous une seule et même adresse. ₩ww.francexpo99.com

Les 27 et 28 janvier ProSearch, Salon du recrutement en informatique, télécorus et réseaux, au CNIT. www.cyperus.fr

Sécurité des réseaux Un séminaire à l'Ecole polytechnique de Paris pour faire le point sur les outils de sécurisation des réseaux. L'inscription est payante. www-aristote.cea.fr/

Jusqu'au 27 janvier fournées-reacontre < Autoor du libre > Atelier de travail, conférences, débats et tables rondes, démonstrations, tutoriels, et discussions autour de l'idée du logiciel libre. Les journées se tiennent à l'ENST de Brest. webbo.enst-bretagne. fr/tig/logicielLibre/

U

Jusqu'au 28 janvier ComNet à Washington Depuis sa création en 1979,

le ComNet est devenu l'un des rendez-vous majeurs du marché de la communication et des nouvelles technologies. Plus de 300 nouveaux produits sont au programme de cette nouvelle édition. ■ www.comnetexpo. om/ ende99/index.html

Le 27 janvier, de 10 à 12 heures Réseau et multimédia Une conférence des Mercredis de la Cité des sciences, dans le cadre de l'exposition « Nouvelle image, nouveaux réseaux à Paris, à la Cité des sciences et de l'industrie. ■ www.cite-sciences.fr/

new/agendas/innia_htm

Forum empioi au CIDJ A l'occasion du lancement de son site, le Centre d'information et de documentation jeunesse (CIDI) organise une Journée d'information sur les nouveaux méders d'Internet. Des rencontres avec des professionnels et une conférence-débat sont au programme. ■ 101, quai Branly,

■ www.cidj.asso.fr

Les rendez-vous de janvier-février

Le 28 janvier, à 19 heures Les militants d'Internet Chaque mois, l'Ecole Multimédia, en partenariat avec Le Monde, propose un forum retransmis en direct sur internet. ■ www.ecole-multimedia.

Le 31 janvier Crève de l'Internet Après une première journée d'action le 13 décembre, la grève de l'Internet pour une halsse des tarifs téléphoniques se poursuit sous la banderole d'IMC (Internet moins cher) www.ft-strike.org/

Du 2 au 5 février Forum des technologies de l'information Salon des acteurs et des événements des technologies de l'information. Paris-Nord Villepinte www.dasar.fr/ index2.phtml

Le 3 février de 10 à 12 heures Les réseaux informatiques : conception et programmation

Troisième cycle de conférences des Mercredis de la Cité des sciences et de l'industrie

de La Villette en partenariat avec l'Inria. Programme de la matinée : « Le Web et les bases de données », par Anne-Marie Vercoustre. Les conférences sont

en priorité aux inscrits. www.cite-sciences.ft/ new/agendas/inria.htm Forum télécom Bretague

gratuites et accessibles

Une solvantaine d'entreprises se retrouvent à Brest pour rencontrer les futurs ingénieurs et les enseignants du secteur des télécommunications et de l'informatique. **■** ENST-Bretagne: www. enst-bretagne.fr/forum

Le 6 février Envol de la sonde Stardust de la NASA Stardust est la première sonde américame chargée de rapporter de la poussière de comète sur la Terre. Son lancement est prévu le 6 février. Une webcam permet de suivre les préparatifs en direct.

■ stardust.jpl.nasa.gov

Du 9 au 12 février

Milla 99 et Milla Games ?? La 6º édition du Milia, le Marché international des programmes interactifs, se tiendra à Cannes. A suivre également, le premier Milia Games, réservé aux créateurs, développeurs, producteurs et éditeurs de ieux.

www.milia.com DIALOGUE EN DIRECT

Le 29 janvier, à 3 heures du matin (heure de Paris)

Une heure avec deux experts du micro-ordinateur, Jim Aspinwall et Mike Todd, auteurs de Troubleshooting Your PC (éditions Fourth Edition), Trucs et assuces en prévision pour ne plus être totalement désemparé face à une panne de Fordinateur. www.talkcity.com/ calendar/

Les amateurs de Macintosh peuvent rejoindre chaque mardi, à 4 beures du matin, llene Hoffman, développeur Macintosh. www.talkcity.com/ calendar/ events/event387.htmpl

events/event2780.htmpl

Rendez-vous notés par Nicolas Bourcier

Stratégie

Cryptage à double tranchant

Le lendemain de l'annonce de la libéralisation de la cryptographie en France, on apprenait qu'intel s'apprétait à présenter un « cryptoprocesseur ». Le système qui serait disponible sur les Pentium III comprendrait un numéro d'identification et un générateur de nombres aléatoires, pour reconnaître la machine, d'une part, et envoyer des informations codées, d'autre part. Elaboré pour développer le commerce électronique, celui-ci pose cependant un problème de confidentialité. Surtout, l'exportation des systèmes de cryptographie n'est pas pour l'heure autorisée aux Etats-Unis. Intel envisagerait donc une possibilité de reprogrammation de ses

Chacun cherche son portail

Quand Compaq, qui possédait déjà AltaVista, s'offrait pour 220 millions de dollars (190 millions d'euros, 1,3 milliard de francs) Shopping.com, Disney lançait son propre portail avec Infoseek, Go.com. At Home (contrôlé par AT&T par le biais de TCI) vient de racheter Excite pour près de 7 milliards de dollars (5,8 milliards d'euros, 38 milliards de francs). Quelle stratégie va adopter Lycos, qui a annoncé une importante augmentation de la fréquentation de son réseau de sites Web (de 15,4 % en novembre à 46,5 % en décembre selon Media Metrix) et est convenu être en discussion avec différents partenaires? Bertelsmann est souvent évoqué. Mais d'autres noms circulent, comme celui de Microsoft.

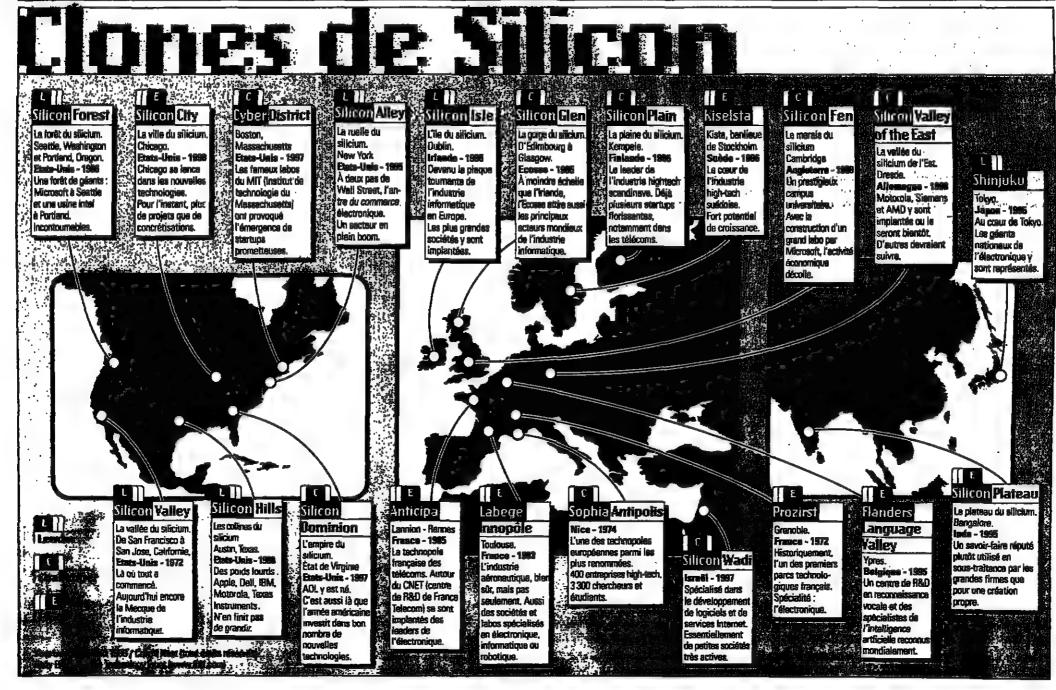
Pendant le procès, les affaires continuent

On dit son image ternie. L'issue du procès reste incertaine. Une associa-tion de consommateurs vient de lui réclamer 10 milliards de dollars (8,6 milliarde d'euros, 57 milliarde de france). Pourtant, la firme de Bill Gates n'en finit pas de surprendre. Avec près de 2 milliards de dollars de bénéfices trimestriels (1,7 milliard d'euros, 11 milliards de francs), un chiffre en augmentation de 75 %, Microsoft a pulvérisé toutes les prévisions.

Halte au cybersquatting !

Sur les noms de domaines, quelques histoires sont devenues célèbres : celle d'AltaVista rachetant à prix d'or altavista.com, celle d'un site utilisant « Maison Blanche » dans son nom de domaine et renvoyant sur un site pornographique. La pratique devrait toucher à sa fin. L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (WIPO) doit proposer, début mars, à l'Icarm (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers, institution qui gère désormais les noms de domaine) un système permettant de contester la légitimité d'un nom de domaine. L'Icann aurait alors la possibilité d'éliminer les sites qui ne respecteraient pas les règles du copyright.

(



ENVIÉE par les entrepreneurs high-tech du monde entier, la Silicon Valley (la vallée du silicium) fait aujourd'hui encore figure d'eldorado. Il y fait bon vivre : dans cette vallée californienne inondée de soleil s'étirant de San Francisco à San José. L'innovation technologique est souvent synonyme de réussite économique.

Depuis sa création en 1972, soit un an après la mise au point du premier microprocesseur par Intel, beaucoup de grands noms de l'informatique ont participé à son fulgurant essor, et en ont bénéficié. Intel, bien sûr, mais aussi des constructeurs d'ordinateurs personnels - Apple, Hewlett-Packard, IBM -, des fabricants de stations de travail - Silicon Graphics, Sun -, des spécialistes des réseaux ou d'Internet - Cisco, Netscape, Novell - et des éditeurs de logiciels - Adobe, Oracle,

L'empire américain

Le « Who's Who » des technopoles

Symantec. La liste n'est pas exhaustive, et il y a fort à parier que d'autres grands émergeront de ce phénoménal creuset.

Eviderument, un tel succès donne des idées. Dans le monde entier fleurissent des parcs ou des zones technologiques dont le nom est inspiré de Silicon Valley. Sur le site Tasty Bits from the Technology Front, l'américain Keith Dawson a répertorié quelque 51 noms de ce qu'il appelle des « siliconia » correspondant à 72 sites géographiques (www.tbtf.com/siliconia.html, en anglais). Pour créer un « siliconium », on peut remplacer « Valley » par un autre nom: « Forest », « City », « Alley », « Hills », « Fen », « Isle »... Mais d'autres formes plus modernes sont admises, « Cyber District », par exemple. Tout est bon! Si malin soit un tel procédé, il n'est cependant pas suffisant pour garantir le succès. Finalement, l'environnement universitaire et la capacité à attirer les startups et les sociétés de premier plan priment sur le marketing.

Les parcs technologiques qui comptent restent, en grande partie, situés aux Etats-Unis. Les constructeurs demeurent des acteurs majeurs, mais l'importance des technologies Internet ne cesse de croître. Ainsi. avec sa Silicon Alley, New York est en passe de devenir la première place mondiale du commerce électronique. Hormis l'Irlande, l'Europe ne possède pas de pôle attractif de premier plan. Son niveau de compétence dans les nouvelles technologies est pourtant reconnu: Microsoft a ainsi investi 80 millions de dollars (69 millions d'euros, 450 millions de francs) dans la recherche à Cambridge. Mais nulle part la taille critique n'a encore été

Eric Lectuvse

La France sait chercher, pas construire

ALORS qu'outre Atlantique naissait la Silicon Valley, on vit apparaître, en France, les premières technopoles dès le début des années 70. Aujourd'hui, l'association France Technopoles en répertorie 37 diversement spécialisées, de l'Agroparc d'Avignon à la Zoopole de Saint-Brieuc. Dans les domaines de l'informatique, de l'électronique et des télécomminications, Sophia Antipolis est un exemple. Créée en 1974, elle compte désormais 17 000 ingénieurs et techniciens et 5 000 chercheurs. A Grenoble, Toulouse et Lamion (près de Rennes), sont également implantées des technopoles reconnues à l'étranger dans ces mêmes secteurs. d'activités.

La France a cependant un gros handicap en ce qui concerne le développement de son industrie informatique : l'absence de constructeur de premier plan, aussi bien pour les ordinateurs personnels que pour les stations de travail ou les gros systèmes. Pour la petite histoire, on peut noter qu'il existe quand même une French Silicon Valley. Elle est située dans la haute vallée de l'Arc (Bouches-du-Rhône) * autour du pôle économique de hautes technologies de Rousset-Peynier », est-il écrit avec un fort accent de galéjade sur le site Web qui lui est consacré (www.silicon-valley.org).

هكذا من الأصل



Acidulés

Les cinq micro-ordinateurs iMac donnent le ton : place à la couleur ! La gamme évoque d'appétissants bonbons aux goûts de fruits. Séduisants, ils attirent aussi par leurs performances. Livré en standard avec une mémoire vive de 32 Mo, le nouvel iMac est doté d'un processeur rapide (266 MHz), d'un lecteur de CD-ROM 24 x, d'un modern (56 K), d'un port USB permettant de brancher instantanément divers périphériques. 8 852 F (1 349 €). Revendeurs Apple ou sur commande à l'Apple Store : 0-800-50-63-63 ou www.apple.com/francestore

Distinguées

Bleues, vertes, rouges et jaunes, les disquettes Zip sont identifiables d'un coup d'œil, ce qui facilité leur classement. Elles sont lues par le lecteur Zip 100 Mo et le nouveau modèle, qui est bleu translucide, multi-plate-forme (PC et iMac) et équipé de l'interface USB. Ce lecteur est fourni avec le logiciel Recordit, qui permet d'enregistrer et d'écouter musique et paroles à partir du lecteur Zip.

Tutti frutti

Depuis la sortie de l'iMac, les plastiques teintés mènent la danse

lecteur Zip 100 Mio USB : 149,99 \$ (129,50 €, 849,45 F). Pack de 10 disquettes Zip couleur: 99,95 \$ (86,29 €, 566,05 F). lomega. Revendeur: agréés ou en commande

Si vous troquez votre feuille de papier contre une tablette graphique et votre crayon noir contre un stylet, tous vos dessins s'afficheront automatiquement à l'écran dans un logiciel graphique. La tablette Pen Partner USB, qui s'inspire du design et de la couleur vert translucide de l'iMac, fonctionne aussi bien avec un Macintosh qu'un PC. Le stylet à pression variable permet d'obtenir un trait fin ou épais, il suffit d'appuyer plus ou moins fort 99 \$ (85,61 €, 561,54 F).

Wucom : www.wacom.de. Distribuée en France au premier trimestre 1999 par



01-53-10-32-52 (prix non fixé).

> Arc-en-ciel Habillé de rouge, de bleu et de jaune, le téléphone portatif **GSM StarTac** Rainbow, doté d'un écran vert qui affiche jusqu'à deux lignes de texte, est la version colorée du StarTac 70. Léger (125 g), petit (98×57×27 mm), agréable à tenir en main, il est aussi élégant. Doté de nombreuses fonctions d'appel, ce téléphone cellulaire accepte une carte SIM grand format. Une batterie auxiliaire en option lui donne une autonomie Illimitée. L'appareil mémorise également les dix derniers

Reproducteur

numéros émis et reçus.

Destiné aux entreprises et aux arts graphiques, le scanner Mirage II SE numérise les documents A3. Son design et sa couleur bleu foncé le distinguent des autres périphériques. Doté d'un capteur performant (la cellule comporte 8 000 éléments), il analyse avec soin les images et récupère les détails dans les zones sombres et les zones claires. Il est livré avec les logiciels Binuscan PhotoPerfect Advanced (correction automatique des couleurs) et MagicScan (traitement par lots et cadrage automatique des images). 0 500 F (3 125,20 €). Úmax. Distribué par n: 01-64-86-78-00: info@thetascan.fr

2 400 F (365,88 €) sans l'abonnement. Motorola : 0-801-63-67-03 ; www.motorola.fr

Produits sélectionnés par Agnès Batifoulier

Manchettes

Le point sur la mousse de polystyrène Depuis une dizaine d'années le polystyrène a été combattu par les environnementalistes, qui lui reprochent de ne pas être biodégradable, à l'inverse du papier ou du carton, dont il était devenu le substitut en raison d'un prix de revient plus faible. Pour remédier à une baisse des ventes de l'ordre de 15 %, des producteurs américains comme Dart Container ou Tenneco ont créé un nouveau produit 100 % en mousse

de polystyrène qui a toutefois l'aspect et le toucher du papier. Les ventes de ce produit, qui n'a plus de connotation négative pour le consommateur, devraient atteindre 8,5 milliards de dollars (50 milliards de francs ou 7,5 milliards d'euros) et progresser de plus de 3 % jusqu'en 2002. Le Wall Street Journal, qui fait le point jeudi 21 janvier sur ce produit, remarque que la mousse de polystyrène est sur la liste des agents chimiques susceptibles de modifier le système hormonal, ce qui a conduit la Food and Drug Administration (FDA) à ouvrir une enquête.

d'une ligne de fabrication à 0,18 micron. En automne, le premier Pen-tium à 600 MHz sera commercialisé. Les 667 MHz devront attendre l'hiver. Le mur des 800 MFE sera franchi avec l'an 2000. Le géant de Santa Clara disposerait ainsi dinne avance de trois à six mois sur ses concurrents directs, AMD et National Semi.

La fin d'un dogme de la diététique

Le New York Times du jeudi 21 janvier rapporte que des chercheurs de l'université Harvard viennent de démontrer que les aliments à haute teneur en fibres comme les fruits, les légumes et les céréales ne protègent pes les femmes contre le cancer du côlon. Ce résultat invalide un des dogmes diététiques fondés sur une théorie vieille de trente ans, due au docteur Burkitt. La communauté scientifique a cependant fait remarquer que cette recherche a été menée sur une population exclusivement féminine et que les aliments riches en fibres sont efficaces pour lutter contre les maladies cardio-vasculaires.

Identification des nourrissons

Le San Jose Mercury News du Jeudi 21 janvier indique que, en Floride, une expérimentation est en cours dans deux hôpitaux de l'Etat pour identifier les nouveau-nés avec un échantillon d'ADN au lieu du traditionnel relevé des empreintes digitales du pied. Les parents qui acceptent cette procédure reçoivent une feuille de papier imbibée d'une goutte de sang de leur bambin, prélevée au moment des tests sanguins.

L'homme qui croquait des pommes

IL EST tel qu'on l'attendait, une bouille encore ronde et un corps d'ado, dans l'appareil du designer, sweat orange fluo et baskets assorties. Jonathan ive est l'Anglais par lequel Apple a pris des couleurs et le PC, un coup de vieux. Légende vivante à 31 ans. Il était délà entré au MOMA, le Musée d'art moderne de New York, avec son MessagePad Newton 130, un bloc-notes électronique élu, en 1994, meilleur produit de consommation de l'année l'international Design Magazine, Il a gyancé sur le chemin de la renommée avec l'iMac, métaphore de vague hawaïenne appliquée au plastique et au silicium qui a déferié sur le monde de la micro en août 1998. Il est allé plus loin - trop loin ? - avec la multiplication des couleurs dévoi- Au cœur même d'Apple, était restée lée lors de l'exposition MacWorld de ancrée cette croyance que l'on pou-San Francisco.

Le parcours de Jonathan (ve a débuté à Londres, où, à 22 ans, il commence à dessiner des lavabos, des baignoires ou des téléviseurs pour les clients du bureau Tangerine. A 25 ans, il décide de s'arracher à sa familie, à l'Angleterre et au rugby pour s'installer à San Francisco avec Heather, sa femme, qui est A 31 ans, le designer anglais Jonathan Ive Il arrive chez Apple au mauvais moment: la firme à la pomme ne a donné des couleurs

cesse de perdre des parts du marché. « J'étais encore très jeune, dit-il, mais je pensais que je réussivais mieux à Apple dans mon métier en aliant chez Apple et un coup de vieux au'en restant consultant. Il v a de rures exceptions; mais, sans rentrer aux PC dans une compagnie, c'est pratique-ment impossible de disposer d'énormes moyens permettant d'influer totalement sur le design d'objets fabriqués en série. Et je voulais vraiment faire quelque chose de différent.

vait tout faire pour suivre les ambi-

tions de cette société, même s'il s'agis-

sait de faire volte-face par rapport

aux autres produits du marché infor-

matique. C'est maintenant que s'ap-

prends véritablement les choses, car je

peux bouleverser concrètement les

règles établies. Cela me donne, en

outre, de fortes chances d'avoir un impact énorme sur l'industrie et sur Il faut attendre août 1997, le re-

tour du fondateur de la firme, Steve Job, pour que cette ambition se réalise. « Il est pour moi à la fois un designer exceptionnel et un grand vi-sionnaire, poursuit Jonathan Ive. Nous avons beaucoup travaillé ensemble. A chaque étape de création du premier modèle iMac, nous nous posions sans arrêt la même question : Lequel préfères-tu?" Et nous avons choisi celui que nous préférions tous les deux. L'iMac est un produit inhabituel, car Steve Jobs et moi-même avons passé plus de temps à penser aux consommateurs qu'à notre industrie. C'est pourquoi cet objet hors normes est appeié à durer plusieurs

Reste que l'effet de surprise est encore une fois total lorsque, le 5 janvier, dans le Salon MacWorld, Steve Jobs, lors d'une conférence orchestrée comme un show, annonce la sortie de cino iMac aux couleurs de bonbons anglais fraise, myrtille, raisin, mandarine et citron vert - à une foule d'utilisateurs Apole enthousiaste. Les secrets de fabrication out été bien gardés. Douze mois out été nécessaires pour réaliser entièrement la concention, la production et le développement de l'iMac. Entre le lancement du premier modèle, le 15 août 1998, et sa déclinaison en une gamme de cinq couleurs, il s'est écoulé presque six mois.

six mois.

Heureusement, Apple avait déjà beaucoup étudié les matériaux. Jonathan ive et son équipe ont bénéficié d'une grande expertise interne dans ce domaine. Leurs exigences (l'unité centrale est dissimulée dans. la coque translucide du moniteur) ont été satisfaites. « Nous avons utilisé du polycarbonate, un matériau peu cher, extrêmement résistant que l'on peut colorer avec des teintes qu' restent tout à fait stables dans le temps, précise Jonathan ive. Bien sûr. il a fallu faire face à des contraintes techniques, mais c'était pour tout le monde (stylistes et fabricants) un véritable defi. On s'est tous dit: "On peut le faire, on y arrivera l' La plupart des croquis ont été effectués au crayon mais le design de l'iMac a été réalisé dans le logiciel de CAO

(conception assistée par ordinateur) Alias Wavefront. » Y a-t-il un message subliminal dans le choix des cinq couleurs de la gamme? «En fait, nous avons surtout différencié les couleurs pour offrir aux gens un vaste chobs. Bien qu'elles forment ensemble une famille et passèdent chacune leur logique, nous n'avons pas voulu nous aiouter une contrainte supplémentaire en étudiant toutes les réactions possibles des consommateurs. Le plus difficile a été, au départ, de sélectionner une couleur unique pour le premier modèle iMac. »

Jonathan Ive a aussi le souci de soigner ce qui ne se voit pas. L'étiquette est en relief et le dessous du davier, coloré et ouvragé. « Ces cinquarte derrières années, on a voulu avant tout que les objets soient fonctionnels. Ajouter des floritures, c'était les détourner de leur fonction propre. je considère que le manque de décoration est une fullite spirituelle. Ne devons-nous pas de plus en plus vivre une partie de notre temps avec des ordinateurs? Alors pourquoi ne pas les faire beaux et séduisants ? »



Si Jonathan ive a créé la nouvelle série des cinq tnicro-ordinateurs iMac, aux formes tondes et aux couleurs acidulées comme celles des friandises, c'est bién pour susciter « une réaction physique » de la part des consommateurs et les faire saliver. Selon lui, il y a deux moyens sûrs pour attirer les gens : la nouriture et le sexe. « Je crois que, confrontes aux iMac. ks gens vont parler sarcurs, soutigne Jonathan Ive. Apple se donne des moyens différents pour diffuser sa technologie et apporter queique chose de plus que les autres constructeurs. le me suis fixé comme objectif de réaliser un objet utilitaire qui améliore la qualité

La mairie de Paris



des services techniques (génie urbain)

DIPLÔMÉS DE CERTAINES GRANDES ÉCOLES

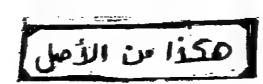
■ INSCRIPTIONS du 11 janvier au 11 février 1999. Limite d'age : 35 ans - prorogation sous réserve des dispositions légales . . .

CONCOURS à partir du 6 avril 1999.

■ FORMATION rémunérée et assurée à l'école nationale des ponts et chaussées.

Un dossier d'inscription vous sera remis sur place ou envoyé par courrier sur demande (merci de joindre une enveloppe format 32,5 x 22,5 affranchie à 11,50 f)

Mairie de Paris. bureau du recrutement. 2 rue Lobau, 75196 Paris RP (précisez la réf : LM)





Faire progresser les entreprises en développant de c'est notre vocation et la clé de notre succès, avec 40 % de croissance. Logica, société de conseil internationale implantée dans 23 pays, compte 8 900 collaborateurs. Avec une double approche conseil et mise en œuvre des technologies, nous proposons un vaste champ d'opportunités aux professionnels ambitieux que vous êtes.

en maîtrise d'œuvre

Vous conscillez et assuruz la maîtrise d'œuvre de grands projots auprès de clients stratégiques.

Âgé de 35 aux au minimum, vous avez déjà réalisé (en Cabinet ou en SSII) des missions de conseil, d'organisation

dans ies comagnes roccionnes de la gestion de clientèle, la facturation, le comptage, le trading ainsi que le datawarehouse serait grandement appréciée dans le domaine de la banque. Réf. CM/M.01

et d'intégration de progiciels dans les domaines des Télécoms, de l'Energie, de l'Eau, des Assuran et du Commerse Electronique.

Une expérience significative dans les domaines fonctionnels de

Consultants

Ingénieurs d'affaires semiors

Vous prenez la responsabilité de l'un des domaines suivants : banques, assurances, télécommunications, industrie.

Vous élaborez les offres sectorielles et développez les relations commerciales auprès de grands comptes : clients et prospects. La qualité de vos actions et de votre éthique développe l'image de Logica.

Méthodique et convaincant. vous êtes un expert de la vente de solutions exemplexes auprès de solutions complexes auprès de grands comptes. Autonome, vos ambluons sont à la hauteur de nos challenges. Réf. [A/M.0]

Pour tous ces postes, votre dimension managériale est reconque. Vous ètes de formation supérieure et justifiez d'un bon niveau d'anglais. Votre mobilité

Merci d'adresser votre candiditure, en précisant in référence à Martine Tillmann, DRH, Logica, 8 rue de Cîteaux, 75012 Paris, e-mail : tillmannm@logica.com

Dans la suite logique de moine évolution a

Consultants

intégré SAP/R3.

SAP confirmés

Votre expertise est reconnue dans un domaine fonctionnel de l'autreprise : finance, logistique production ou distribution.

Vous êtes partenaire de nos cilents

Votre mission est placée sous le signe du conseil, de la conduite du changement et de la formation. Réf. SAPM.III

Pour ces deux derniers postas, votre excellent relationnel, votre capacità d'enalyse, ainsi que votre autonomie vous permettront de développer

votre activité avec succès.

Aix, Bordeaux, Brest, Grenoble, Lille, Lyon, Metz, Montpelller, Nantes, Moort, Pau, Rennes, Rouen, Stresbourg, Toulouse, Paris, Luxembourg

Recherchons pour cabinet de propriété industrielle en région parisienne

1 INGÉNIEUR Brevets

Electronique - Informatique - Télécommunications Qualifié INPI (indispensable) Mandataire OEB apprécié Possibilité d'association Confidentialité assurée

Envoyer CV + lettre manuscrite + prétentions (sous réf. 9899) à : LE MONDE Publicité - 21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 - 75226 PARIS Cedex 05

Informatique - Réseaux



Le conseil en t un univers

Leader du conseil en technologies. Att et la conduite de leurs projets technolo .1 700 nouveaux projets (externalisation Notre métier consiste à apporter os afin d'améliorer leur compétitivité et Nos consultants, issus des plus graride de stratégies industrielles - et en avail Exercer notre métler, c'est découvrir la 60 sociétés européennes d'Altran.

Consultante en Systèmes Consultants en Maîtrise d Consultants en Méthodes

Merci d'adresser votre candidature en E-mail : martin@altran.fr Si travailler à l'étranger est l'une de s

Pour plus d'informations, consult na f

www.altran.fr

Ce n'est pas seulement pour notre que vous nous direz

En 1996, Burope Informatique épocse l'évolution de ses marchés : elle devient Syntegra. Une union placée sous le signe de nouvelles ressources technologiques, de l'International et d'une expertise qui

sur l'intégration de systèmes. Aujourd'hui, Europe Informatique et Alcoria, qui l'a rejoint en 1997, prennent le nom de Syntegra et concrétisent cette logique de progrès dans un groupe de

4500 personnes.

Notre ilápartemient client/serieur, 200 personnes, une forte croissance qui nous amigae à rechercher :

DIRECTEUR DE PROJET

Au sein de notre activité maîtrise d'œuvre, vous serez chargé de déterminer les besoins du client, d'analyser les cahiers des charges, d'élaborer les propositions techniques. Véritablement autonome, la gestion ationnelle du projet reste sous votre respo A 30/35 ans, vous avez déjà encadré des équipes avec succès. Une connaissance du monde objet et des technologies internet/intranet sérait un plus.

CHEF DE PROJET

Avec une expérience de 3 à 5 ans en architecture de projet Anc une expérience ou s'a s'ann an avenue vers l'encadement dient/serveux, vous désirez évoluer vers l'encadement d'équipes sur des projets en nouvelles technolog d'équipes sur des projets en nouvelles technolog

Europe Informatique devient



CAISSE CENTRALE DU CREDIT IMMOBILIER DE FRANCE

LA CAISSE CENTRALE EST LA BANQUE DU CRÉDIT

IMMOBILIER DE FRANCE (C.I.F.), RÉSEAU D'ÉTABLISSE-MENTS DE CRÉDIT SPÉCIALISÉS DANS LE PRÈT HYPOTHÉCAIRE AUX PARTICULIERS. ELLE EST CHARGÉE DE LUI APPORTER LES MOYENS FINANCIERS ET LA LOGISTIQUE BANCAIRE NÉCES-SAIRES À SON DÉVELOPPEMENT. NOUS RECRUTONS UN :

Pour ce poste basé à Paris 8ème, merci d'adresser voire candidature sous la référence RGR1 à notre Reine-Marie HALBOUT, K. PERSONNA" -121/123, rue du Vieux Pont de Sèvres -92100 Boulogne. e-mail :

Chef de Projets

tique, vous interviendrez sur l'ensemble des domaines fonctionnels de la banque ropérations de trésorerie, titres et produits dérivés, opérations de crédit, comptabilité, ALM et gestion des risques financiers).

Vous aurez la responsabilité : d'animer la maîtrise d'œuvre de nos projets, en relation étroite avec la maîtrise d'ouvrage et des acteurs externes intervenant en qualité de maîtrise d'œuvre

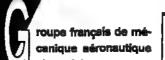
déléguee, d'assister la maîtrise d'ouvrage durant toutes les étapes des projets avec un souci constant de méthode et de respect des délais,

 d'assurer l'intégration des progiciels dans le système d'information de la banque. Vous possèdez une bonne connaissance de notre environnement technique : Windows NT, Novell, Unix, OS400, Oracle, Visual Basic, SQL, Cobol, outils

Vous vous appuyez sur des méthodes de conception et de conduite de projets

Doté d'une formation supérieure (Ecole de Commerce, Ingénieur, Université), vous possèdez 3 à 5 ans d'expérience acquise en cabinet de conseil et/ou en entreprise du secteur banque/finance.

Votre capacité de management de projets, votre sens aigu de l'animation et de la communication, votre goût pour la diversité des tâches et l'autonomie seront vos meilleurs atouts pour travailler dans un environnement à taille humaine et évoluer dans un groupe en plein développement.



Chiffre d'affaires : 30 MdF.

22 000 personnes

Snecma est parmi les lesders mondiaux de l'industrie aéronautique et spatiale avec trois principaux métiers ; la propuision, les équipements et les services. Nous recherchors pour nobe DIVISION SYSTÈMES:

Ingénieurs Etudes Logiciels Temps Réel

Débutants ou Expérimentés

Vous serez chargé de développer et de maintanir les logiciels intégrés dans les calculateurs produits par la Division Systèmes. Vous élaborerez les spécifications et effectuerez la conception des logiciels temps réel. Vous êtes un ingénieur en Informatique Industrielle (bac + 4 et plus). Débutant, vous souhaitez travailler dans le domaine des logiciels temps réel sécuritaires. Une conneissance des microprocesseurs est demandée. Expérimenté, vous possédez une pratique de 3 à 5 ars des logicies temps réel sécuritaires et connaissez les normes régissant les logiciels aéronautiques. Vous organiserez et dingerex les travaux d'une équipe de réalisation de 8 à 5 personnas.

Ingénieurs Qualité Logiciel

Débutants ou Expérimentés

Vous assurerez la qualité des logiciels embarqués et la promotion de la méthodologie et des outils applicables au developpement des logiciels. De formation bec+4 et plus, ingénieur informaticien ou électronicien ayant des connaissances en informatique, vous êtes débutant ou possédez une première expédence. Vous maissez les normes régissant les logicies



مكذا من الأصل

matique - Rés. Télécommunications

ITALIE · PAYS-BAS · PORTUGAL · SUÈDE · SUISSE

Imaginez un hnologies e possibilités

compagne h Europe plus de 450 acteurs majeurs de l'industrie et des services dans l'avancés s. Nos client présents dans tous les secteurs économiques nous confient chaque année plus de a rechercheit développement, programmes transnationaux, projets d'innovation...). es solution sechnologiques adéquates en fonction de leurs impératifs opérationnels et stratégiques

es d'Ingénilus et Universités européennes, interviennent en amont - études techniques, définition *prion et mie en œuvre de solutions... se culturell du groupe, évoluer et progresser en fonction de vos souhaits et des opportunités des

Tage R. LMDE-1125

Production Ref. LMDE-1120

tt sur votr/lettre la référence choisie à ALTRAN, Jean-Michel Martin, 251 bd Péreire, 75017 Paris.

réa, vauiliz le préciser en ajoutant "/ETR" à la fin de la référence choisie.

1086 en igne sur www.aitren.fr

MAÎTRES D'OUVRAGE



Tout le monde peut faire de l'informatique. Mais aurez-vous assez d'imagination pour faire de l'informatique qui vend du crédit ?

A 30 ans environ, de formation suparieure (Scientifique ou Ecole de Commerce), vous avaz déja assumé des eurs ou de chefs de projets dans les secteurs de la Banque, de la Finance Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous la réf. MO au Service ement, Frantinance, 59 avenue de Chatou, 92853 Rueil-Malmaison Cedax.



Limagination financière

de reutement pour renforcer les effectifs. Is sent changé de la gestion des projets as votreecteur d'activité.

génier et maitrisez l'anglais. Adressez Saturé notre conseil CynaSelection tegr.com at undranche de BT (British Telecom)

The same of the sa

10 mg 32

Hayaga paylar a $(x,y) \in (x,y]_{\mathbb{R}^{n}}$

Sugar Francis

 $(\lambda_1, \lambda_2, \lambda_3, \lambda_4, \lambda_4, \lambda_5, \lambda_5)$

-1-1-2 April 1

 $\chi^{\star}_{(M)} = \chi^{\star}(x)/x$ wyer maken

English State Co

Nou sammes une société industrieile, leader européen sur son marché filiale d'un grand groupe de réputation mondiale. Por accompagner notre développement, nous renforçons nos équipes informatiques et offrons un poste de :

A PROPERTY OF THE PROPERTY OF

CHEF DE PROJET E.R.P.

at sein de la Direction Informatique, vous pilotez la nise en place d'un progiciel E.R.P. dans les filiales an

vous malysez les flux d'information, définissez les idaptations, encadrez la réalisation. Vous fédérez également les intervenants participant au projet afin d'en gaantir le succès.

Ingénier, doté d'une double compétence informatique et gestion, on vous reconnaît une autorité naturelle et une aisnee dans le travail d'équipe. Vous justifiez d'une expérièrce de 5 ans minimum, acquise de préférence sur un proet d'intégration d'un E.R.P. dans un contexte

L'ANILAIS courant est indispensable; l'allemand est souhaté.

Prar ce jue basi en proche bankeue onest, merci & adrese lettre, CV et pharo sous réf. SDICPAM : 2 notre (asseil : LB.M. SEARCH 55, rue / Briand 92 300 LEVALLOIS.

IBM_

de l'égate espace :

industriei et intégrateur de solutio fort de 5 000 collaborateurs, réglisan No de 3 milions de Seco de CA dopt 30 % à l'international CS vous affre de véritables oppo de castière. Intelligence des résuses, equities scientificant technique el savoir-care industrial con

in cartes uniforcias if one side qui répond à l'ensemble des besoi distriction of displications des sections d'inferences. La distaire Systèmes Todaniques

allegra of Alexander rices systems d'information pour les secteurs se de l'Industria et de la recherche Moranties, Allere, Williams faergie, nucléaire et transports) des les millen seines : calcul scientificas, contribe rides, Utilizanes of rissaug organization, missigner, bancs et tests, gestion électroniq estatur, compre de cumplie da száuldos, logiciels embarquis, med do l'hesaye et de signal, lation, gestion de donni

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre et prétentions) en indiquent la référence choisie à CS CISI, DRH, 3 rue Le Corbusier, SILIC 232, 94528 Rsongis Codex. e-mail : lowrencoc@mercure.cisi.fr http://www.cisi.fr

ons de nombreuses opportunités en région parisienne on en province.

Ingénieurs Administration Systèmes et Réseaux au est un Vous residéisez les cotils et méthodes d'administration et de supervisient des réseaut.

Vous spécifies, développes et valides des systèmes de communication complexes et distribués.

Ingúnicars Logiciel Tumps Rúel ag mayo

Vous étudies et développes des logiciels de systèmes remps tiel ou de simulations dans les domannes ATC, aéronstatique (logiciel carbacque), spazial, équipements télécures.

Ingénieurs Etudes et Développement ex ent pp

Vous conceves, spécifies et développes des applications en informatique infrataielle, activatifique

Pour ess 4 premiers posses, vous êtes débutant ou empéreu et vous unitrises les rechnologies suvantes : • Languages : C, C++, Java, Visconi Bosic, ADA, Shell, Perl

. IHM : log views, X1? Morif, Powerlie

Systèmes d'exploitation : UNIX, NT

Temps Réel: VRTX, PSOS, OS9, iRMX, Chorus

Bases de Doumées : Oracle, Sybase, SQL Serveur, Object Store, OZ
 Réseaux : LANVWAN, CMIS/CMIP, SNMP, TCP:TP, inoms débits, ATM, SDH

Workgroupe : Lotus Notes, Eachange

fintramet : Servene HTTP, Javascript, Oracle web Developpet, Netscape, HTML Methodes : OMT, UML, SADT, SART

Téléphocie mobile : GSM, DCS, DECT, Ennes

Gestion de configuration : PVCS, Clearcase

Outils de gestion de projets : PMW
Outils de sepervision de réseaux : TEMP, Net EXPERT

Ingénieur Spécialiste Bases de Données ag sao 199

Vous prenez en charge les aspects bases de données sur des affaires symmets, de la conception de modele jusqu'à la vialisation et la validation. Vous assurez une veille technologique sur les bases de données. Vous mutatiez les bases de données Dévelousement. Administration et la levelon l'anmaîtrisez les bases de donoies Développement, Administration et le langage C++.

Ingénieurs Commerciaux

ALC: NO PERSONS AND ADDRESS OF

Vous prospectez de nouveaux comptes pour développer votre portefeuille clierns. Négociateur espériments, vous possèdez une bouse conneissance du tissu économique régional. Votre formation d'impérieur vous pennet de dialogner svec des scientifiques. Postes basés en région parisienne, Rhône-Alpes et Sud-Onest.

Vous éus responsable de la prospection, de la vente et de suivi commercial de systèmes d'informations. Vous justifiez d'une expérience de 5 aus municipat dans la vente de systèmes complexes.



Division Systèmes Techniques CS Communications & Systems Group

TOULOUSE

1

Le monde de l'industrie et de la recherche

Vous avez toujours eu une idée en tête: innover.

Au sein d'Air France Industries, l'activité Support des Flottes Spéciales assure le support technique et logistique des flottes qui lui sont confices, ainsi que le grand entretien de certaines d'entre elles. Elle réalise en outre des projets spéciaux pour le compte d'Air France on de clients extérieurs, notamment en matière de navigation, de téléphonie, d'aménagement cabine ou d'installation d'équipements de surveillance électronique. Dans ce cadre, notre centre du Bourget recherche un

CHEF DE PROFUT ENGINEERING DE MODIFICATION

Vous supervisez les études de médifications d'aéronefs, dans les domaines de l'avionique, des communications et des systèmes de divertissements passagers. A cene fin, vous élaborez les devis et rédigez les propositions commitaciales. Vous mettez en œuvre ces projets en appliquant les règlementations et les procédures aéronamiques et en veillant au respect des coûts et délais. Responsable d'une équipe d'impériteurs et de techniclens de 6 à 8 personnes, vous développez l'expertise de l'activité engineering en renforçant le savoir faire de vos collaborateurs. De formation ingénieur aéronautique avec une spécialisation en électronique, vous expérience de 3 à 5 ans, acquise chez un équipementier ou au sein d'un cabinet de modifications avions, vous a permis de développer votre apritude à la conduite de projets. Votre capacité d'anticipation et d'analyse (risques, enjeux techniques et économiques...) alliée à votre maîtrise de l'anglais sont vos principaux atouts.

Merci d'adresser votre CV et votre lettre de motivation sous référence CPE/LM à Air France, Service Sélection et Recrutement, BP 60111, 98975 Roissy CDG cedex.

www.airfrance.fr/emploi

AIR FRANCE

Situé près des chaînes
d'assemblage final des avions
AlRBUS, le Bureau d'Etudes de la
Division Airbus d'Aerospatiale a pour
miselon de participer à la conception,
la définition et à la validation de
l'ensemble des produits de la gamme.
Pour faire face à nos projets présenta

Ingénieurs confirmés

avec une expérience significative dans des spécialisatios techniques aéronautiques ou ayant conduit des projes complexes et d'envergure dans les domaines suivants:

CONCEPTION - CALCUES, des spécialistes en SYSTEMES, des spécialistes en conception de structures métalliques et composites (réf. A 00) sécurité, navigabilité/réglementation (réf. C 01)

** sécuricé, navigabilité/réglementation (réf. C 01)

** calculs de structures métalliques et composites (réf. A 00)

** mise au point assemblage cellule et intégration

** systèmes de maintenance intégrés (réf. C 02)

** mise au point assemblage cellule et intégration

** systèmes de maintenance intégrés (réf. C 02)

** mavigation et gestion du voi (ref. C 04)

** radio/communication (réf. C 04)

conception installations électriques (réf. A 03) = génération et distribution électrique (réf. C 05) = conception installation systèmes mécaniques (réf. A 04) = systèmes propulsifs (réf. C 06) = qualité/maintenabilité des systèmes embarqués (réf. C 07)

SIPPORT METHODES, des spécialistes en procédés de fabrication matériaux métalliques, composites et traitement de surface (réf. 8 01) enginéering de maintenance (oxpérience exploitation avion en compagnies ariennes souhaitée) (réf. 8 02) (CARMICENES CETA et les UTC indiscensable) (réf. 8 03)

O (commissance CATIA, et/ou PTC Indispensable) (rdf. B 03)

« divriloppement de mishades et outis GDT

-sur produits complemes (rdf. B 04)

ANTONSQUE, um 1

Chef de projet avionique (r\u00e4f. E 01)

spécialiste qualité logiciels (réf. É 02)

31060 TOULOUSE cedex

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature en précisant la réf. choisie à AEROSPATIALE Aéronautique DTO/RH/E - Isabelle Wolvré - 316 route de Bayonne systèmes propulsifs (réf. C 06):

qualité/maintenabilité des systèmes embarqués (réf. C 07)

ETUDES GENERALES, des spécialistes ess

traitement acoustique nacelles (réf. D 01)

copception aérodynamique (réf. D 02):

mécanique du voi et performances avions (réf. D 03)

 moteurs et turboréacteurs (réf. D 04)
 modèles aérodynamiques (réf. D 05)
 développements d'outils CAD et CFAO (réf. D 06)
 acoutisque externe et moteur (domaine aéronaudque) (réf. D 07)

analysa dynamicus structurale et flottement (réf. D 08)



AEROSPATIALE

COMPETENCES & ORGANISATION

Cabinet de Conseil et de Formation spécialiste de la Gestion du Changement, filiale du GIM, développant avec les Entreprises des approches concrètes et innovantes, recherche unie):

CONSULTANT SENIOR à dominante TECHNIQUE/PROCESS

Qui devra piloter les chantiers initiés par nos Chargés d'Affaires, après en avoir défini les méthodologies. A l'écoute des changements dans les Entreprises, vous serez un appui déterminant, quant à l'évolution des problématiques industrielles, et constituerez une force de proposition pour l'élaboration de solutions innovantes tant en intra qu'en

oes problemanques moustreiles, et consultairez une notce de proposition pour l'élaboration de solutions innovantes tant en intra qu'en inter-Entreprises.

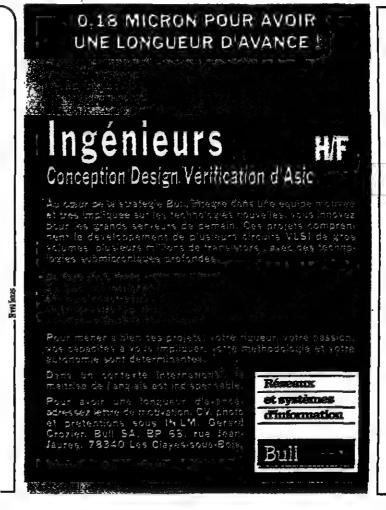
Votre profil ? Celui d'un Consultant, assurément : excellent diagnostic des Hommes et des Situations, qualités d'écoule et d'analyse, grande ouverture d'esprit, volonté et capacité à innover constamment...

ouverture d'esprit, volonte et capacité à innover constamment....

Expert du domaine technique, (cf Vous représenterez notre organisme, publièrez des articles de fond, participerez à des conférences....), maîtrisant les Process depuis la phase d'industrialisation jusqu'à celle de la Production, ayant vècu et/ou mis en place une GPAO avec le logiciel SAP, vous ètes capable d'animer un réseau d'Intervenants Extérieurs, et bénéficiez d'une expérience opérationnelle du domaine considéré suffisamment longue pour être significative. Connaître le Conseil serait

Vos possibilités d'évolution chez nous sont réelles parce que souhaitées,...
Alors, n'hésitez pas à nous envoyer votre Résumé de Carrière :
Rent: DAGIRAL Consell, 39, Avenue des Champs-Elysées, 75008 PARIS,
sous réf. : COTECH/LM. Nous vous recevrons rapidement.
A brentôt.

René DAGIRAL Conseil



Un important Groupe industriei, leader mondial dans ses domaines d'activités, recherche, dans le cadre de son dévelopmement.

Responsable Département Propriété Intellectuelle

Dans le cadre de la stratégie définie par la Direction Générale et en coordination étroite avec les différents acteurs internes et externes concernés, vous avez la responsabilité de la protection et de la défense des intérêts du Groupe en matière de propriété intellectuelle (brevets et marques). Vous êtes assisté dans votre mission par une équipe d'ingénieurs brevets, que vous dirigez.

Ingénieur en électrotechnique/électromécanique et mandataire européen, vous maîtrisez l'anglais et justifiez d'une expérience réussie en industrie et/ou en cabinet, où vous avez su faire apprécier vos qualités de rigueur, de gestion, d'autonomie et votre sens relationnel.

Le poste est basé en région parisienne.

Merci d'adresser, sous réf. RSB, votre dossier de candidature à notre Conseil, qui vous garantit une totale confidentialité.

SM Conseil 67, rue de Miromesali 75008 Paris

Le Centre National d'Etudes Spatiales Pecherche, pour sa Direction des Lanceurs à Evry (91), trois ingénieurs, dans le cadre du programme Ariane 5.

Ingénieur spécialiste en turbomachines

Vous serez chargé des travaux de developpement des turbopompes de moteurs de fusée cryotechniques
De tormation grande école d'ingénieurs, vous avez une expérience de 5 à 10 ans dans

cryotechniques
De formation grande écola d'ingénieurs, vous avez une expérience de 5 à 10 ans dans
la conception et/ou le fonctionnement de turbomachines de haute technologie impliquant
des connaissances en mécanique des fluides et en thermodynamique appliquées aux pompes
et turbines. Ce poste impliquant des déplacements de courte durée en Europe et en Franca,
la pratique de l'anglais est nécessaire. (Réf. 98/DLA/PL)

2 Ingénieurs Sûreté de Fonctionnement Propulsion

Vous serez responsable de l'integration de la fiabilité-secunté dans le developpement des moteurs fusées à ergol (en particulier cryotechniques). De formation ingénieur généraliste, vous avez une première expérience dans les domaines de la propulsion ou énérgétique. De courts deplacements en Europe sont à prévoir. (Réf.98/DLA/30)

Ingénierie Système
Vous coordonnerez l'integration de la súreté de fonctionnement dans les programmes

de développement de fusées au ruveau système.

De formation grande école d'ingenieurs, avec de preférence une spécialisation aéronautique, vous avez de 5 à 10 ans d'expérience acquise en majeure partie en ingénierie système complexe. (Réf. 98/DLA/29)

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV, photo et prétentions) sous la référence choisie a la Division du Personnel du Centre Spatial d'Evry, rond-point de l'Espace, 91023 Evry Cedex.



Parrot

Parrot. S.A. est une société spécialisée en recommais sance vocate appliquée au téléphone mobile. Nous sommes en fort développement et financés par le capital-risque. Nos clients sont des leaders mondiaux dans ce domaine. Nous recherchons des ingénieurs grandes écoles ou université avec 3-4 ans d'expérience. Vous recevrez des stock-options en plus de votre salaire.

Nous recherchons:

Ingénieurs commerciaux

Les candidats doivent justifier d'une expérience de la vente en OEM ou à des distributeurs de **produits de heute technologie.** La connaissance du marché des téléphones mobiles et des acteurs de ce marché sera fortement appréciée. L'activité est internationale et nécessite de nombreux voyages

à l'étranger, notamment en Asie. Vous aurez à vous intégrer dans une start-up et être capable d'initiative, car vous serez très autonome tout en sachant

rendre compte rapidement. Ce poste nécessite une bonne maîtrise de l'anglais.

Envoyez vos CV et lettre de motivation à Parrot SA, 28 me Mesiay, 75003 Paris.

Informatique - Réseaux Télécommunications

LA SOCIETE **GROUPE de RETRAITE** et de PREVOYANCE

recherche un:

INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT

Secteur : PARIS-CENTRE

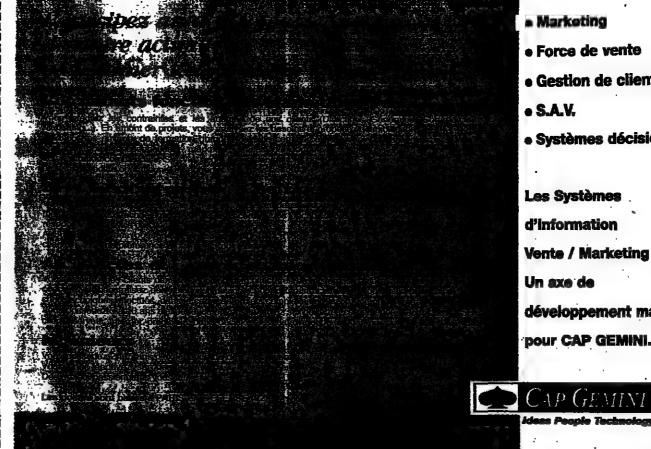
A 30 ans au moins, de formation école d'ingénieur ou universitaire Bac + 5, vous possédez une première expérience pour prendre en charge le développement et la conduite de projets informatiques.

Au delà de vos qualités de rigueur, d'analyste et de méthode, nous nous attacherons à votre créativité, votre sens relationnel et votre envie de vous investir dans un métier et un groupe aux perspectives largement ouvertes.

Envoyer CV + lettre manuscrite et prétentions

(sous réf. 9896) à :

LE MONDE Publicité 21 bis. rue Claude-Bernard BP 218 - 75226 PARIS Cedex 05.



Marketing

Force de vente

Gestion de clientèle

Systèmes décisionnels

Les Systèmes d'information Vente / Marketing : Un axe de développement majeur

Notre métier : l'affacturage

Afin d'accompagner notre rapide développement, nous recherchous un responsable

Garantir l'efficacité de nos ressources informatiques

CONTRIBUANT DIRECTEMENT A LA QUALITE DE NOS PRESTATIONS...

de notre système d'information et assurez son évolution technique et fonctionnelle. Interle de la Direction Générale, vous participez à la définition de la stratégie et des moyens a objectifs de l'entreprise. Vous ètes responsable des budgets et assurez les relati

usabilités en conduite d un environnement informatique distribué (AS400, Windows NT). Vos capacités ement et voure attirance pour le contexte des PME, où autonomie, réactivité et sens de l'organisation priment, doivent vous permettre de réusir dans ce poste

exigennt. L'anglais courant est impératif. Merci d'adresser votte candidature (lettre, CV et prétentions) sous la réf. L.104/01 à notre conseil Philippe Lenge, OBERTHUR CONSULTANTS, 49 rue Saint-Roch, 75001 Paris ou par e-mail : oberthur-consultant/édial pleu

– Filiale du Groupe Société Générale, zous proposons aux entreprises une gamme complète de produite de gestion de leur poste client.



COMPAGNIE GENERALE D'AFFACTURAGE

Recherchons pour cabinet de propriété industrielle en région parisienne

1 INGÉNIEUR Brevets

Electronique - Informatique - Télécommunications Qualifié INPI (indispensable)

Mandataire OEB apprécié Possibilité d'association

Confidentialité assurée

Envoyer CV + lettre manuscrite + prétentions (sous réf. 9899) à : LE MONDE-Publicité # 21 bis. rue Claude-Bernard - BP 218 - 75226 PARIS Cedex 05

Achats - Logistique - Organisation

et de rationalisation des coûts.



Le High Tech de la Banque Finance Spécialiste des Salles de Marchés recherche :

INGÉNIEURS INFORMATICIENS DÉBUTANTS ET CONFIRMÉS

M ÉTUDE ET DÉVELOPPEMENT - MÉTUERS FINANCIERS De formation Ingénieur Grandes Écoles ou Bac +5/6 Finance avec atages ou première expérience en dévelop-

pernent, C++ (UMIL, SGBDR, CORBA et IHM appréciés). Motivé par l'acquisition d'une double compétence informetique et financière (instruments financiers, risques, gestion d'actifs), vous participerez à de nouveaux projets de grande ampleur en environnement OBJET pour les plus grandes Salles de Marchés de la place de Paris.

SUPPORT/ADMINISTRATION - ARCHITECTURES RÉPARTIES De formation Bac +4/5 en informatique ou Ecole d'Ingénieurs en informatique avec une première expérience en support/administration: STATIONS UNIX, WINDOWS NT ou SGBDR, (SYBASE, ORACLE). Vous rejoindrez des groupes d'experts polyvalents, chargés de l'assistance aux utilisateurs et aux équipes études, de l'administration des systèmes, réseaux ou bases de données et de la conduite de projets dans les

environnements techniques hétérogènes. DÉVELOPPEMENT - NOUVELLES TECHNOLOGIES De formation Ingénieur ou Bac +5 en informatique avec une première expérience dans l'une des technologies

sulvantes : JAVA, LOTUS NOTES, DOMINO. Excellent technicien, doté d'un bon relationnel, vous participerez à des projets innovants au sein d'équipes dynamiques en plein essor qui vous permettront d'être à la pointe de l'INTERNET/INTRANET/GROUPWARE, et d'acquérir une bonne connaissance des marchés financiers.

Retrouvez le détail de tous les postes proposés par le Groupe RIB sur notre site.

http://www.nb.dr

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et pnoto sous la terestence conserve. R.I.B, Catherine Bouet, 140 rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 Paris. rci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous la référence choisie, à notre Conseil





Responsables Achats

15 Mds de Fr de CA, 14 500 personnes,

une forte croissance

à l'international,

le Groupe Vallourec, bien implanté

> sur les marchés de l'automobile,

de la mécanique, de l'énergie,...

poursult son développement.

Vous aurez la mission de mettre en place une démarche stratégique de marketing achais avec un objectif d'optimisation de la qualité

Vous animerez la fonction achats sur plusieurs sites, sélectionnerez les fournisseurs, négocierez les contratscadre, érablirez les rableaux de bord de contrôle de la productivité. Vous assumerez la coordination multi-sites de la politique achais sur des métiers stratégiques du groupe.

De formation supérieure scientifique ou commerciale, âgé de 25/30 ans, une première expérience professionnelle ou une formation complémentaire achats est souhaitée. Vous avez de bonnes capacités de négociation, d'adaptation et de communication.

Anglais courant indispensable. Une 2ème langue européenne

Des perspectives d'évolution en France et à l'International sont à prévoir en fonction de vos compétences et de



Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence GD/1187. à EUROSEI ECTION - 3, rue Troyon - 75017 PARIS.

حكة امن الأصل

INITIATIVES LOCALE

Ingénieurs et informaticiens

Responsable de Marchés Informatiques



es, 13 000 personnes) qui collecte les ressources de la Sécurité

on : spécialiste des marchés informatiques, vous assurez le conseil, l'assistance et l'information aux directions de l'ACOSS en matière d'achat public informatique (de la définition des besoins au montage des lers). La rédaction et le suivi des marchés et contrats,

Profil : de formation Bac + 4 en Droit Public, vous justifiez de 3 ennées d'expérience minimum dans une fonction similaire et d'une excellente pratique de la réglementation applicable aux marchés publics en matière d'assistance, d'études et de maintenance informatiques. Fortes aptitudes relationnelles et parfeite maîtrise des outils bureautiques sont indispensables pour réuseir dans ce poste basé à Paris 11ême.

Merci d'adresser lettre + CV + photo + niveau de rémunération actuelle en précisant aur l'enveloppe la référence BR199RM, à notre Conseil Rémi GUEVEL - RH PARTNERS RH PARTNERS 365 rue Vaugirard - 75015 Parls et consulter http://www.rh-partners.com

Ingénieur réseau Au sein de l'équipe technique du C.R.E.O. qui a en charge l'administration et l'évolution

de nos serveurs et de nouveréseau (Ethernet, 1.700 PC, serveurs Unix et Windows NT), your assured by gestion du système d'information et la mise en production des nonvelles solutions techniques. De formation bue 44 minimum en informatique, vous jevez à votre netif 1 à 2aus d'expérience professionnelle, Spécialiste des réseaux et «, sécures, sons procédes de «dides comul-succes en maiire de protocoles TC2/IP, SNAP, systèmes d'exploitation Univ.

Aindows 95, Windows NE SGBDR Oracle, sécurisation des réseaux (Firewall). La connaissance d'un outil d'administration centralisée (systèmes et réseaux, par exemple TXG Laicemer. Fixali...) serait an plus. Votre aismer relationnelle et votre goût pour le travail en équipe sont des atouts resentiels pour ce poste. La protique de l'anglais est sonhoimble. Sons vous proposons un environnement de travail perfor-

Marci d'odresser votre condidature (lettre annuscrite, CV et photo), erant le 12 février 1999, à Madante Marquerite Weiss, Répliant Universitaires de Stresbeurg, Callele de recretement, 1 place de l'Hépitel, PP 426, 67091 Stresbeurg Collec mant et convivial. Rejoignez-nous!

Rentenanstalt 🛨

Swiss Life +

0



Le Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Orge Aval (Essonne)

33 communes - 370 000 habitants (assainissement et aménagement de la rivière)

pour la créstion de son bureau d'études techniques d'assainissement ;

Un Ingénieur Subdivisionnaire 🦂

Missions :

 Direction et suivi de la réalisation des études de maîtrise d'œuvre des travaux

responsable du BFT -

■ Profil : - Diplômé d'une école d'ingénieur (travaux publics, génie civil, hydraulique)

BET d'assainissement Compétences en informatique (DAO, SIG)

tion appréciées - Grande rigueur administrative (tenue des délais, respect des cahiers des charges et des enveloppes (financières) - Aptitude à l'encadrement et à la motivation

d'une équipe (3 personnes)

pour son service exploitation:

Un Ingénieur Subdivisionnaire = responsable du service 'Exploitation'

Missions:

Direction et animation du service (34 agents)

- Diplômé d'une école d'ingénieur (informatique, hydraulique, génie civil)

Compétences en informatique et gestion Connaissances en automatisme et

télégestion appréciées - Aptitude à l'encadrement et à la motivation Qualités réelles d'animateur et approche pédagogique pour intégrer les nouveaux outils de gestion technique (SIG, Télégestion) dans le fonctionnement quotidien des

Les dossiers de candidatures à envoyer avant le 27/02/99 (lettre manuscrite + CV et photo) seront adressés à :

Monsieur le Président du SIVOA, 163 rte de Fleury 91172 VIRY CHATILLON Cedex

Pour insérer votre annonce dans cette rubrique, contactez le : 01.42.17.39.42 - Fax : 01.42.17.39.38

Carrières internationales

Nous sommes une société d'assurances sur la vie alliant pari sous la forme d'une coopérative en 1857, société anonyme en 1998 et lead l'assurance-vie, Rentenanstale/Swiss Life avec ses succursales et filiales figu peloton de tête en Europe.

Dérèglementation en Suisse, nouvelles directives européennes, ba nous amènent à renforcer notre service linguistique. C'est pourquoi nons

une traductrice ou un traducteur de langue française

traduire en langue française des textes de niveau élevé de caractère géré

ou la bancassurance, rédigés en allemand; effectuer des travaux rédactionnels en relation avec les publications de

internationale et au personnel; contrôler et adapter des traductions

✓ planifier de manière indépendante les mandais en accord avec la respo ✓ collaborer à la gestion de notre banque de données terminologique.

langue maternelle française et excellente connaissance de l'allemand atout supplémentaire)

diplôme de traducteur ou formation équivalente

Di expérience dans le domaine de l'assurance-vie, de préférence Connaissance du travail à l'ordinateur (Winword, éventuellement Mult

O goût du travail en équipe, disponibilité → lieu de travail: Zurich

Vous remplissez les exigences et wors cherchez un champ d'activité viva manque pas d'attrakts? Nous serons heureux de faire votre compaissance et voir votre dossier de candidature sous le numéro de référence 4127,

Avez-vous des questions à poser ou subsiste+il quelques points obscurs à Mesdames (irsula Planzer (0041/1/284 43 40) ou Daniela Burri Peinzen (60 e-mail (ursula planzer@swiselife.ch, daniela.bucri@swisslife.ch).

Rentemenstalit/Sules Life, Sérvice personnini, Siège central, General Guisen-Quei. 40, Case postale, 8022 Zurich

DIRECTEUR ADJOINT DU LABORATOÍRE D'HYDROLOGIE ET D'HYGIÈNE



Étrotement avocié à la valtdation des dorsiers techniques et des résultats analytiques. amor qu'à la gestion du laboratogre, tosto participes à la promotion de un prestations et un lévelopperent de nouvelles

ACTIVILES Phoneson an ingeneur base budge - more biologie, com desposes d'une spéculité chimie de l'environnement et provédes de volides constatteauxes en métrologie. Vos capacités d'oncadrement surà asserties d'une forte sensibilité aux questions d'avarant quilité et vois en maîtres les produres. Ce pente est à pourront par voite statutaire

CV à M. le Président du Conseil Général, Direction des Ressources Humaines, et de la Communication, BP 4104. 49041 Augers ædes at.

(Hauts-de-Seine) - 46 000 habitants recrute par vole statutaire pour sa future médiathèque

UN(E) RESPONSABLE les technologies (cadre B)

Sous l'autorité de la conservatrice et en Halson avec le

service informatique communel vous serez chargé(e):

 De l'administration et de la gestion de la base de données de la médiathèque (Logiciel GEAC/Vibis, Misse en service en juin 1998) et du réseau WINDOWS NT des 5 equipements connectés.

De la conception, de la mise en place et de l'administration du réseau de cédérons, de la logithèque et de

l'accès à Internet.

De la formation du personnel et du public à la pratique des nouveaux supports.

Des relations avec le service informatique de la Ville.

Vous participerez aux acquisitions de cédérums et de logiciels et assurerez une dizaine d'heures de service public par semaine.

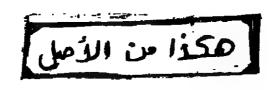
De formation BAC + 2 ou pourvu(e) d'une solide

expérience, vous possédez une bonne connaissan des outils informatiques et des nouvelles technol ues usuas musmanques et des nouvelles technologies Vous avez le sens et le goût du contact avec le public, des qualités de formateur et appréciez le travail en équipe. Des compétences en bibiothéconomie seraient appréciées.

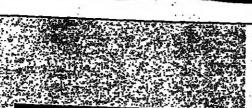
Rémunération : Conditions statutaires + régime indemnitaire + prime de

Poste à pourvoir immédiatement.

Adresser voire lettre de motivation + C.V. et photo à : nsieur le Maire, Direction des Ressources Humaines, 6, avenue Le Corbeilles, 92190 MEUDON Cedex. Pour tout renseignement complémentaire s'adresser à Mmc ARVEUF au 01.41.14.93.98



Carrières internationales



PriceWaTerhousE(copers @

EXECUTIVE SEARCH & SELECTION

DIRECTOR OF TECHNOLOGY SERVICES (EMEA) ANY MAJOR EUROPEAN CITY c150,000 Euro package

icur reseau

arrieres

nationales

Global mergers abound; recession in the Far East has repercussions everywhere; and usage of Internet technologies is increasing exponentially—
the world is skrinking. At PricewaterhouseCoopers,
the largest professional services organisation and
one of the biggest employers in the world, joint
working in international teams is the norm—
expertise browledge and experiences are expertise, knowledge and experiences are shared across cultural and language barriers to maximise efficiency.

Scale and complexity

As an organisation we have over 60,000. partners and staff in more than 90 countries and territories across Europe, the Middle East and Africa. Technology is at the heart of all we do tax specialists requiring up to the minute information access; large business assurance teams, combining skills globally on electronic working papers; and consultancy "road warriors", alongside clients wherever they are in the world. Accessibility and little state support are world. Accessibility and first rate support are

Much has been done to bring our legacy organisations together and establish a vision for our future technology needs - but there is more to do as technology is so critical to our business.

Making a difference

As a key member of the EMEA area technology management team, you will play a strategic role as well as being accountable for practical implementation and operational management. Your goal will be to ensure high quality technology services are delivered. This will be achieved - with your leadership, guidance and direction - through country Heads of IT/regional. co-ordinators and through shared service units.

You will also help to establish global direction, standards and connectivity, ensuring that there is also room for solutions which respond to

Do you have what it takes ?

Your impressive track record of achievement in your career so far will include significant successes in running technology services and implementing change across geographic/cultural boundaries within a large and complex organisation. You will have a broad knowledge of technologies, their suppliers and movements in the market.

and the personal qualities ? Effective, both as a leader and team member, you will work with world experts and some of the brightest people around, so a high intellect is vital. Your all round interpersonal skills will be exceptional, as the relationships you establish will be the foundation of your success, inner confidence is also key, given our philosophy of joint accountability, as your success will be judged by the actions and deliverables of others. as well as by your own personal performance.

The role will require a high degree of international travel and as a result, the actual office base can be any major European city with reasonable access to an international airport. The ability to speak more than one European language will be beneficial but is not essential.

Breaking new ground

Our reputation for quality is unquestionable. In addressing the future, we are redefining the way we work in order to provide even better services for our global clients. The challenges ahead, in combining leading edge with mainstream technologies to enable success, are considerable; the waters ahead are uncharted; and there are many questions to answer. The first is whether you want to be where the action is? The second - do you have what it takes? If so, write to Michael J Phillips quoting reference M/1985/LM at :

Executive Search & Selection, PricewaterhouseCoopers Southwark Towers, 32 London Bridge Street London SE1 95Y Fax: +44 171 378 0647 E-mail: mike.j.phillips@uk.pwcglobal.com www.pwcglobal.com

PricewaterhouseCoopers refers to the individual member firms of the worldwide PricewaterhouseCoopers organisation

des Transports

Recrutement en 1999

Le monde de l'industrie

et de la recherche

par voie de concours sur titres et travaux de

15 chercheurs (doctorat ou équivalent)

le Laboratoire Central des Ponts et Chaussées (LCPC): Paris et province, l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées (ENPC): Marne-le-Vallée, l'Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat (ENTPE): Vaulx-en-Velin, l'Equipe de Recherche Associée (ERA): Aix-en-Provence.

11 CHARGES DE RECHERCHE DE 24TH CLASSE (H/F) Les candidats à ces postes doivent être âgés de 35 ans au plus au 31 décembre 1999

8 postes au LCPC : réseaux, échanges de données, informatique et télécommunications ; physico-chimie des matériaux ; mécanique des sols ; mécanique des sols et des matériaux ; physique des matériaux : mecanique des matériaux ; méthodes physiques de mesure ; gênie des structures. 2 postes à l'ENTPE : mécanique et genie civil ; environnement 1 poste à l'ERA ; physico-chimie des matériaux.

4 DIRECTEURS DE RECHERCHE DE 2tm CLASSE (H/F)

3 postes au LCPC

- 1 poste à l'ENPC
- Genle mecanique, génle et analyse des materiaux (LCPC 1 poste)
 Physique, métrologie, trattéments des mesures (LCPC 2 postes) Sciences de la terre et de l'environnement (ENPC - 1 poste)

Vous pouvez obtenir un dossier d'inscription par lettre :

auprès de la direction départementaire de l'équipement située au chel·lieu de votre département de résidence
 ou, pour les candidats résidant à Paris, aupres du ministère de l'equipement, des transports et du logement
 DPS/RF1 - Infoconcours - Tour Pascal B - 92055 La Délense Cadex.

Chaque derrande de dossier d'inscription doit être accompagnée d'une enveloppe de formai 22,9 i 32,4 libellée à vos nom et adresse et affranchie à 11,50 francs

Clôture des inscriptions : vendredi 5 mars 1999, cachet de la poste faisant foi



SANKYO PHARMA France

Filiale du deuxième laboratoire pharmaceutique japonais. Production de principes actifs pour la pharmacie. Chimie extractive et de synthèse. Unité sise à ALTKIRCH (68) - 50 personnes recherche un

DIRECTEUR TECHNIQUE futur Directeur d'usine

- Produire dans le cadre des régles d'assurance-qualité. Gérer les atellers de production et services annexes.
- Assurer le développement technique des installations.

Ingénieur chimiste ou génie chimique âgé de 40 à 45 ans, avec expérience :
• des recherches techniques et du développement,
• de la fabrication en chimie fine ou biochimie,

 de la gestion au sein d'un groupe international MAÎTRISE DE L'ANGLAIS ET DE L'ALLEMAND INDISPENSABLE.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à SANKYO-PHARMA, Jacques VIGNERON - B.P. 5 - 68131 ALTKIRCH

LA COMMISSION EUROPEENNE **DIRECTIONS GENERALES RECHERCHE**

APPEL A CANDIDATURES

Les Directions générales chargées de la mise en œuvre de la politique de Recherche et Développement Technologique (RDT) de la Commission européenne organisent un appel à candidatures pour des contrats d'une durée totale cumulée strictement limitée à trois ans, pour la gestion des projets et contrats du 5ème Programme-Cadre de RDT.

Les candidatures seront insérées dans une base de données qui pourra être utilisée afin de pourvoir certains emplois très spécialisés qui pourraient devenir vacants dans ces Directions générales au cours des années 1999 à 2002.

CONDITIONS GÉNÉRALES:

Nationalité: être ressortissant d'un des Etats membres de l'Union européenne. Lieu d'affectation: tout lieu de travail de la Commission européenne, donc, souvent en dehors du pays d'origine des candidats.

Connaissances finguistiques: connaissance approfondie d'une des langues officielles de l'Union européenne (allemand, anglais, danois, italien, espagnol, finnois, français, grec, néerlandais, portugais ou suédois) et connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues. Délai d'introduction: les formulaires de l'acte de candidature doivent être renvoyés avant le 30 juin 2002.

Les personnes intéressées sont invitées à consulter l'avis d'appel à candidatures sur le site Cordis: http://www.cordis.lu/nppr-candidature, ou à demander un dossier de candidature par Internet à l'adresse: nppr@dg12.cec.be, ou à l'adresse suivante:

C.E. Appel à candidatures NPPR, DGXII.AG.01, SDME 4/14, 200 rue de la Loi, B-1049 Bruxelles.

Société d'ingénierie internationale recherche pour une de ses filiales un

Responsable Département Hospitalier

Paris Vous prenez en charge le développement commercial de l'Ingénierle dans le secteur hospitaller (maîtrise d'œuvre ou clés en main). Vous répondez aux appels d'offres, défendez les propositions et vous êtes le garant des relations privilégiées entre les architectes spécialisés, les maîtres d'ouvrages et la société.

A 35/45 ans, de formation ingénieur ou architecte, vous avez idéalement une expérience d'au moins 10 ans chez un maître d'ouvrage hospitalier. Au cours de vos expériences, vous avez en particulier acquis une très bonne connaissance des contraintes techniques, fonctionnelles et économiques des projets hospitaliers.

En plus d'une grande aisance relationnelle, vous présentez une forte capacité d'analyse et de synthèse. L'anglais courant serait un plus.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence PLP26788 à Laurent Poulon.

Michael Page

RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

Le Monde

1er quotidien français à l'étranger

Dans le cas d'une annonce domiciliée au "Monde Publicité", il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin que l'on puisse transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

Conseil - Audit

its / Consultants Senior

France - Allemagne - Portugal

Tous sommes un intervenant majeur dans le monde du Conseil en Management. Nous opérons dans 12 pays avec 450 professionnels. Reconnus comme des spécialistes du management du changement, notre objectif est l'amélioration de la performance des entreprises. Nos méthodes sont fondées sur un véritable partenariat avec nos clients et une approche très pragmatique

Notre action très participative dans le développement de solutions adaptées aux problèmes de nos clients, associée au fait que nous mettons en place nos recommandations, assure une forte croissance de nos activités en Europe.

Nous souhaitons aujourd'hui renforcer nos opérations en France, en Allemagne et au Portugal et recherchons à cet effet des Consultants et des Consultants Senior. -> Au sein de nos equipes, vous Interviendrez dans le cadre des, missions confiées par nos clients. Vous développerez et mettrez en place les changements nécessaires à l'amélioration de ces organisations. A terme, vous serez directement responsable de projets et, à ce titre, vous animerez une équipe de 5 à 6 personnes.

→ Agé de 26 à 35 ans, vous justifiez d'une expérience réussie de 2 à 5 ans en milieu industriel ou commercial ou d'1 à 4 ans dans le domaine du conseil Vous possédez de fortes capacités d'analyse, de travail et d'adaptabilité. Vous êtes mobile, vous avez le sens du travail en équipe et savez mettre en place des actions concrètes débouchant sur des améliorations de la performance. Outre une maîtrise parfaite de l'anglais, vous pratiquez l'une des langues des pays concernés.



Merci de nous adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite et photo obligatoire) en précisant la référence CCS/or à : IMR - Service du Recrutement 34, avenue de Messine - 75008 Paris.



INSTITUTE OF MANAGEMENT RESOURCES

An cour de la vie économique et sociale...

Auditeur interne, vos compétences

valent bien cette mission. Vous conduisez l'ensemble

des missions qui vous sont confiées. Vous veillez au respect de la réglementation et des textes. Dans le strict respect des procédures, vous déterminez les dysfonctionnements et leurs causes afin d'établir Garant du référentiel qualité et de son application, vous participez à l'élaboration et à l'évolution des procédures. A 30 ans environ, de formation universitaire supérieure en organisation, audit ou gestion. vous souhaitez valoriser une experience de 2 à 3 années

dans un domaine ou une fonction similaire. Capable d'un bon relationnel à tous les niveaux de la hiérarchie, vous possédez un bon esprit d'analyse et de synthèse et faites preuve d'une grande rigueur et d'un bon sens de l'organisation. de mener à bien vos différentes missions et de pouvoir évoluer au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature (CV et lettre de motivation) sous réf. AU/LM à notre conseil : BSA, 2 place André-Malraux. 75001 Paris.

Consultants Telecoms & Multimedia Stratégie - Marketing - Technologie

technologie avec 2 500 consultants dans 20 pays, PA Consulting Group élabore et met en œuvre avec chacun de ses clients les melleures solutions intégrant les dimensions marchés, processus et hommes pour créer des avantages concurrentiels. Le fort développement de nos activités dans le secteur Telecoms et Multimedia nous conduit à renforcer notre équipe et à rechercher des spécialistes du secteur.

Notre équipe intervient sur des projets internationaux pour le compte des opérateurs télécommunications, des gouvernements, des constructeurs et des

Leader du conseil en management et de produits et de services (Cambridge en GB, Princeton aux USA).

> Vous êtes diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs, maîtrisez l'anglais, et avec acquis une expérience de trois à huit ans dans le secteur sur des domaines stratégiques et marketing. Vous participerez, selon votre niveau d'expérience, au développement de l'activité, à l'élaboration et à la mise en ceuvre de projets stratégiques.

Ecrire a Benoît CORBIN - PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex, en précisant la référence 0966/BC/CI. Vous pouvez principales institutions financières. Nous également envoyer votre CV par e-mail nous appuyons sur une équipe de plus à stephanie.zeltoun@pa-consulting. de 250 consultants spécialisés en Euro- com ou remplir notre formulaire sur pe et sur nos centres de développement notre site www.pa-jobworld.com

Global Recruitment

PA Consulting Group

recherche Consultants

d'un groupe

la France.

împlanté sur toute

Nons soubaltons

accessive noire

efficacité, améliores

la qualité du service

rendu. Dans cette

le poste d'auditour

interne

qui dépendra

directement

du directeur

basé à Paris.

Intervenir dans les grands projets d'organisation en intégrant la dimension humaine : études et réalisations en Organisation, Communication, Formation.

Pluridisciplinaire, mobile intellectuellement, impliquée depuis la phase d'étude jusqu'à la mise en œuvre des actions.

Grande Ecole (ingénieur ou commerce) Formation ou expertise complémentaire souhaitée Première expérience professionnelle

si possible dans le conseil Intérêts pour les aspects techniques (logistique, informatique), pédagogiques et humains.

Adresser CV + lettre manuscrite à Veronique ATHENOSY GRECOM - 110 Bld Jean Jaurès - 92100 BOULOGNE

WGRECOM

Douze ans d'expérience au service de la réussite des projets

Les Assurances Générales de France renforcent leur direction de l'Audit Général Groupe.

Auditeurs seniors

 Notre direction de l'Audit Général Groupe est directement rattachée au Président et intervient sur l'ensemble des structures de la Compagnie tant en France qu'à l'étranger. Elle soubaite renforcer ses équipes en intégrant de nouveaux collaborateurs.

· Les missions d'audit interne que vous effectuerez varieront tant par leur nature que par la diversité des métiers audités (assurance, réassurance, banque, directions

· De formation supérieure singénieur ou grande école de commerce), vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans dans un cabinet d'audit international. Les missions que vous y avez menées vous ont permis d'acquérir une très bonne connaissance de l'assurance et des questions sinancières. Outre l'anglais, vous maîtrisez l'espagnol ou

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous référence LU99, à Pascale DUMAS, AGF DRH - 33 rue La Fayette, 75444 Paris Cedex 09.



AGF AVEC YOUS

« Cabinet de Conseil-Audit-Expertise spécialisé dans le secteur de l'Économie Sociale »

Consultant comptable confirmé

· Analyser la situation des entreprises aous un angle économique, financier et social.

Prodiguer à nos clients, les Comités d'Entreprise et de Groupe, un diagnostic financier économique et stratégique de leur entreprise (notamment dans le cadre des évolutions de structures, mutations technologiques et changements profonds de l'environnement concurrentiel).

Proposer des solutions créatives, adaptées à la problématique de la Situation.

- De formation supérieure Grandes Écoles de Commerce, 3º cycle spécialisé ou équivalent, adepte de l'utilisation de l'informatique, vous justifiez d'une solide expérience dans le conseil.
- Votre maîtrise des techniques de l'analyse financière vous permet d'être immédiatement efficace.
- · Ouvert et rigoureux, votre sens de l'organisation allié à vos réelles qualités de communication vous prédisposent tout naturellement à l'animation et la prise de responsabilité.
- Poste évolutif pour candidat à fort potentiel à pourvoir à Paris.

l'Agence Centrale de Publicité, BP 229, 93523 Saint-Benis cedex,

()

(*

Allez à l'essentiel. Rejoignez le N°2 du conseil*.

Notre progression est constante, supérieure à 30 % par an depuis 3 ans. Notre alliance avec CSC offre à nos clients des capacités d'innovation et une qualité de conseil inégalées.

Nos professionnels
possèdent des
compétences reconnues
en stratégie, gestion,
organisation, conduite
du changement et technologies de l'information.
Nous maîtrisons
les métiers et les marchés
de nos clients, nous allons
leur apporter encore
davantage:

plus d'enthousiasme,
plus de diversité, plus
de créativité
une solide présence
internationale :
750 bureaux,
45 000 collaborateurs
dans 45 pays et

dans 45 pays et
la capitalisation des
compétences acquises
à cette échelle.
En un mot,

plus de résultats.

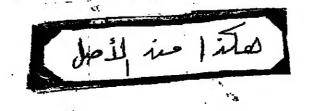
Votre contribution, votre point de vue sont uniques. Imaginez-les associés à d'autres talents.

Issu(e) d'une grande école, bilingue anglais, vous êtes jeune diplômé(e) ou vous avez 2 à 5 ans d'expérience réussie en cabinet de conseil ou en entreprise. Rejoignez-nous pour partager nos valeurs humaines et professionnelles.

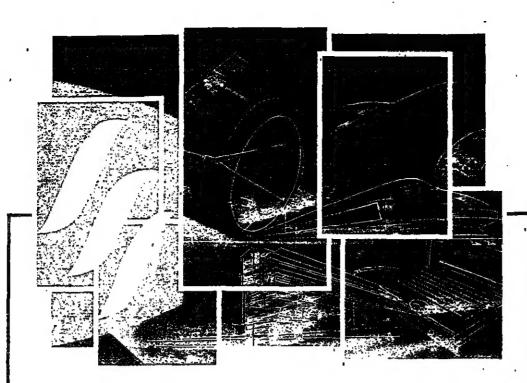
Nous vous formerons. Vous vous développerez. Ensemble, nous ferons la différence.

* Source : Kennedy Information Research Group.

Merci d'adresser votre candidature et CV sous référence LM25/01 à Valérie Giroguy CSC-Peat Marwick - Tour Framatome 1. Place de la Coupole - 92084 Paris La Défense CSC - Peat Marwick



Conseil - Audit



L'informatique Loancaire ... Une double compétence pour un avenir unique!

Vous souhaitez acquérir une forte valeur ajoutée professionnelle ?

Rejoignez les activités Sanque et Finance de Steria : la société de référence en intégration de systèmes et de services.

Au sein d'un Groupe qui se développe fortement en France et à l'international, vous interviendrez auprès de grandes banques ou d'organismes financiers pour des missions d'études et de développement dans le domaine des front et back offices bancaires.

Ingénieurs. Analysies, Chafs de projets ou Consultants, débutants ou confirmés, vous avez une formation Zac +2 à Zac +5 et possédez si possible une bonne maîtrise de l'anglais.

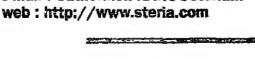
Vous voulez capitaliser à la fois sur vos connaissances techniques (IBM grands systèmes. AS 400, Unix. Internet. Client/Serveur, Cali center, Datawarehouse) et vos compélences bancaires (titres, échelles, moyens de palement, monétique, crédits documentaires, swift, opérations bancaires internationales...).

Par la formation personnalisée. l'implication personnelle et l'héritage d'une culture de performance, vous évoluerez au rythme des grands projets, des clients et des technologies de pointe ; vous deviendrez alors un acteur incontournable de notre profession.

Rejoignez-nous... en adressant votre candidature, sous référence LM/SBF/99. à :

Catherine Franc, Steria Banque et Finance,

147 rue de Courcelles. 75017 Paris. e-mail : Catherine.FRANC@sterla.fr







Ex 1998, 3F c'est : 3,8 MILLIARDS DE CA., 1.620 COLLABORATEURS 120 000 LOGEMENTS Premier groupe prive d'habitat social en France, en fort développement, nous avons 70 ans d'existence et venons d'inaugurer notre 120 000ème logement. Notre notoriété repose sur notre engagement dans l'action sociale et la satisfaction de nos clients, et sur notre sous constant d'efficacité et de recherche de l'acquillère économistie.

Pour aborder les années 2000, nous avons entrepris des chantiers d'envergure : changement d'organisation au sein de nos agences, renouvellement du système d'information, mise en place des 35 heures. Dans ce contexte de changement, nous recherchons

Responsable de l'organisation h/f

Rettaché au Directeur de l'Organisation et de l'Informatique, vous serez chargé de conduire des études relatives à l'évolution des processus, des structures, des coûts, des métiers, des compétences et des postes de travail. Avec l'assistance d'un Chargé d'Etudes, vous traiterez une très grande diversité de problématiques et saurez intervenir en véritable force de proposition auprès d'interlocuteurs très variés, à tous les niveaux de l'organisation. Fortement impliqué dans les décisions stratégiques du Groupe, vous serez appelé à jouer un rôle majeur dans l'accompagnement de l'évolution des structures et des compétences.

De formation supérieure de type DESS en Organisation, ISTO ou IAE, âgé d'environ 35 ans, vous avez un parcours de Consultant dans un Cabinet de Conseil en Organisation ou de Consultant en Organisation dans une entreprise. Vous étes intervenu principalement dans le secteur des services. Vous maîtrisez les méthodes d'audit organisationnel, avez de bonnes connaissances en informatique et savez coordonner des projets. Vous possédez d'axcellentes qualités de communication (à l'oral et à l'écrit). Arimé d'un esprit de progrès, vous alliez pragmatisme, créativité, jugement et écouts.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Consell, Laurentia BENRUBI - 27, rue Vergniaud 75013 PARIS - sous réf LM/ORG.

Christine DANDONNEAU (DUGARD), qui vient d'intégrer le cabinet au titre de consultante, et toute l'équipe d'EVALUANCE Conseil vous souhaitent une excellente année 1999.

9, rue Quentin Bauchart - 75008 PARIS Tél : 01 47 20 26 36 - evaluanceckeb-internet fr





ALPHA

Réconcilier l'économique et le social »

- Nos experts, équipes pluridisciplinaires de secteurs et d'expériences diversifiés, interviennent auprès des élus de comités d'entreprise et de groupe.
- Nous apportons aux CE. une analyse créative, un diagnostic (straté-gique, économique, financier et organisationnel), des moyens d'anticiper, des solutions et des perspectives face aux mutations de leur entreprise.
- Notre groupe de 250 personnes est en plein développement et installé dans les plus grandes villes de France.

Consultants juniors et seniors

PARIS + BORDEAUX - EVON - METZ LILLE - MARSHLEE - NAMIES

- ➤ Vous êtes diplômé(e) d'une grande .

 école de commerce ou d'ingénieur

 et/ou d'un 3^{ème} cycle spécialisé.
- ➤ Pour les postes seniors, vous avez une expérience de 5 à 10 ans dans l'entreprise et/ou le conseil, notamment dans les secteurs suivants : banque, assurances, automobile et équipementiers, informatique, presse, associations, agro-alimentaire, BTP,
- ➤ Vous appréciez particulièrement un domaine comme l'économie industrielle, l'analyse financière, le contrôle de gestion, le redressement d'entreprises en difficulté.
- Vous avez envie de vous impliquer activement dans le développement d'un groupe qui saura vous donner diversité et perspectives.

Envoyez au MONDE PUBLICITÉ votre dossier de candidature (CV, lettre de motivation, photo d'identité, prétentions) et la région souhaitée sous le n° 9898.

LE MONDE PUBLICITÉ - 21 bis rue Claude-Bernard - 75005 PARIS